



COMPILATION MAI 68

**« ENRAGÉS ET SITUATIONNISTES DANS
LE MOUVEMENT DES OCCUPATION »**

ET LES DOCUMENTS ASSOCIÉS DONT :

« DE LA MISÈRE EN MILIEU ÉTUDIANT »,

SUIVI DE :

« LE COMMENCEMENT D'UNE ÉPOQUE »

Ce livre est gratuit ! Fais le tourner sans
pitié !

Ce livre est gratuit ! Fais le tourner sans pitié ! Tu peux l'imprimer et le multiplier toi-même en téléchargeant ce fichier :

<http://www.fichier-pdf.fr/2014/11/03/compil68/compil68.pdf>

Ce document a été réalisé ***pour une impression en mode « livre »***.

Les conseils pour imprimer et relier les livres et les livrets sont donnés ici : [http://www.fichier-](http://www.fichier-pdf.fr/2014/11/03/imprimeretrelire5/imprimeretrelire5.pdf)

[pdf.fr/2014/11/03/imprimeretrelire5/imprimeretrelire5.pdf](http://www.fichier-pdf.fr/2014/11/03/imprimeretrelire5/imprimeretrelire5.pdf)

Les autres livres et livrets de l'infokiosque sont présentés dans le catalogue téléchargeable à cette adresse :

<http://www.fichier-pdf.fr/2014/11/03/catalogue23/catalogue23.pdf>

La prochaine version du catalogue mis à jour sera disponible à cette adresse à compter du 3 décembre 2014 :

<http://www.fichier-pdf.fr/2014/12/03/catalogue24/catalogue24.pdf>

Les livres et les livrets de l'infokiosque peuvent également être lus sur le site Esprit68 à cette adresse : <http://www.esprit68.org/biblio.html>

Tu y trouveras d'autres liens vers les diffuseurs du savoir non marchand !

Sommaire

A propos de cette compilation.....	7
Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations	9
Avertissement.....	10
Chapitre I : Le retour de la révolution sociale.....	12
Chapitre II : Les origines de l'agitation en France	20
Chapitre III : La lutte dans la rue	33
Chapitre IV : L'occupation de la Sorbonne	47
Chapitre V : La grève générale sauvage.....	72
Chapitre VI : Profondeur et limites de la crise révolutionnaire	81
Chapitre VII : Le point culminant.....	100
Chapitre VIII : Le «Conseil pour le maintien des occupations» et les tendances conseillistes	103
Chapitre IX : Le rétablissement de l'État.....	114
Chapitre X : La perspective de la révolution mondiale après le mouvement des occupations	126
Additif au livre de Viénet	132
Documents	134
De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier	135
Nos buts et nos méthodes dans le scandale de Strasbourg.....	165
Contribution à l'élaboration d'une ligne syndicale minoritaire à l'U.N.E.F	174
Courant d'air sur le pommier du Japon.....	182
La rage au ventre !.....	183
Le château brûle !.....	184
Texte de l'appel à l'occupation des usines	185

VIGILANCE !	186
ATTENTION !	187
Attention aux manipulateurs ! Attention aux bureaucrates !	188
Mots d'ordre à diffuser maintenant par tous les moyens	189
Définition minimum des organisation révolutionnaires.....	190
Textes de quelques-unes des premières affiches apposées sur les murs de la Sorbonne, le 14 mai 1968.....	192
Textes de télégrammes envoyés par le Comité d'Occupation de la Sorbonne, le 17 mai	193
Rapport sur l'organisation de la Sorbonne	195
Pour le pouvoir des Conseils Ouvriers	199
Adresse à tous les travailleurs.....	201
Chanson du Conseil pour le Maintien Des Occupations.....	204
La Commune n'est pas morte.....	205
Tract publié à Bordeaux en avril 1968	206
Appel publié à Paris, en français et en arabe, le 22 mai.....	208
Médecine et répression	210
Tout est possible à la force de la classe ouvrière en action	214
Le football aux footballeurs !.....	217
Tract du comité d'action de l'annexe Censier	220
Lettre ouverte aux employés du commerce et autres salariés, aux étudiants.....	222
On nous encule une fois de plus, nous autre travailleurs	224
Fausse idées et faux problèmes	225
Ici, centre de conditionnement de l'intelligence... Où êtes-vous, camarades ?.....	227
Nous ne sommes rien, soyons tout	228
«Enragés de tous les pays, unissez-vous !» Le crachat sur l'offrande !	230
Avertissement.....	233
“Le commencement d'une époque”	235

A propos de cette compilation

« **Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations** », qui ouvre cette compilation, est sans doute le texte le plus important écrit sur la révolution avortée de mai 1968. Il offre une présentation détaillée des événements, éclairée par le point de vue de la théorie radicale sur la signification de la crise : ou comment les forces révolutionnaires latentes, révélées par la crise étudiantes, ont été combattues, autant par le pouvoir en place que par les bureaucraties syndicales et les soi-disant partis d'opposition, parti dit « communiste » en tête. Cet ouvrage collectif, à la rédaction duquel plusieurs membres de l'Internationale situationniste dont **Guy Debord, Mustapha Khayati, René Riesel, Raoul Vaneigem**, ont participé, paraît en 1968, aux Éditions Gallimard, sous la signature de **René Viénet**. Quelques années plus tard, en 1973, on devra au même René Viénet, le réjouissant détournement de film d'arts martiaux : « **La dialectique peut-elle casser des briques** ».

« Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations » fournit les clés indispensables pour comprendre la crise de mai. Il est accompagné de nombreux documents d'époque, photos, tracts, chansons, et textes divers dont l'important « **De la misère en milieu étudiant, considérée sous ses aspects économiques, politiques, psychologiques, sexuels et notamment intellectuels, et de quelques moyens pour y remédier** ». Cette brochure anonyme, à la rédaction de laquelle participe notamment Mustapha Khayati, est imprimée en novembre 1966 au nom de de l'Association Fédérative Générale des Etudiants de Strasbourg, et distribuée aux personnalités officielles, lors de la rentrée solennelle de l'Université. Elle horrifie la presse locale, nationale et étrangère et provoque le « scandale de Strasbourg », prodrome à l'agitation étudiante de 1968.

Enfin, « **Le commencement d'une époque** », paru dans la revue Internationale Situationniste numéro 12 en septembre 1969 revient sur

« La plus grande grève générale qui ait jamais arrêté l'économie d'un pays industriel avancé, et la première *grève générale sauvage* de l'histoire » et analyse le mouvement des occupations de mai 1968 comme un refus généralisé du travail aliéné, de l'état et de toutes les formes de dépossession hiérarchique, qui manqua de peu parvenir à ses fins ultimes, l'abolition de la société de classe et les pleins pouvoirs donnés aux conseils ouvriers.

Cette « Compilation mai 68 » peut-être lues en relation avec deux autres compilations « situationnistes » de cet infokiosque, « [Compilation de textes situationnistes](#) » et « [La société du spectacle, suivie des commentaires sur la société du spectacle](#) ».

Esprit68, août 2012

Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations

Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations

par René Viénet

collection Témoins
Gallimard



Avertissement

L'auteur ne cherche pas à dissimuler où vont ses sympathies. Peut-être donc ne trouvera-t-on pas inutile de l'entendre préciser qu'il garantit, et peut prouver, l'exactitude de tous les faits rapportés dans ce livre, a fortiori de tous les textes cités. Cependant, si tout ce qu'il a écrit est véridique, il ne peut certes pas prétendre à un exposé satisfaisant qui rendrait compte de l'ensemble historique du mouvement des occupations. Le temps de tels travaux viendra. Pour le moment, la plus grande partie des informations touchant la quasi-totalité de la province, et la majorité des usines, y compris dans la région parisienne, font défaut. D'autre part, même en se limitant à l'aspect ici étudié, essentiel mais cependant circonscrit, du mouvement des occupations, l'auteur n'a pu s'autoriser à faire état de certains côtés de l'événement, sans doute du plus haut intérêt pour l'historien, mais dont la divulgation pourrait être utilisée contre diverses personnes, comme on peut le comprendre sans peine, vu la période précise où la rédaction de ce livre s'est achevée.

L'auteur a eu le bonheur de pouvoir disposer de la collaboration de plusieurs membres de l'Internationale situationniste, parmi lesquels deux avaient fait partie de l'ex-«Groupe des Enragés». Il tient à dire que sans eux, à tous égards, il n'aurait pas pu écrire ce livre.

Bruxelles, le 26 juillet 1968

Cet ouvrage collectif, à la rédaction duquel ont participé des membres de l'Internationale situationniste, en particulier Guy Debord, Mustapha Khayati, René Riesel, Raoul Vaneigem et René Viénet, a paru en 1968 dans la collection «Témoins», sous la signature de ce dernier. Les Éditions Gallimard le rééditent aujourd'hui à l'identique.

(Note de 4e de couverture, mai 1998)

« En ce qui concerne l'histoire originale... le contenu de ces histoires est nécessairement limité : leur matière essentielle est ce qui est vivant dans la propre expérience de l'historien et dans les intérêts actuels des hommes ; ce qui est vivant et actuel dans leur milieu.

L'auteur décrit ce à quoi il a plus ou moins participé, tout au moins ce qu'il a vécu : des époques peu étendues, des figures individuelles d'hommes et de faits... Il ne suffit pas d'avoir été le contemporain des événements qu'on raconte ou d'en être bien informé. L'auteur doit appartenir à la classe et au milieu social des acteurs qu'il décrit ; leurs opinions, leur manière de penser et leur culture doivent être les mêmes que les siennes. Pour bien connaître les faits et les voir à leur vraie place, il faut être placé au sommet – non les regarder d'en bas, par le trou de la serrure de la moralité ou de quelque autre sagesse. »

HEGEL, *La Raison dans l'Histoire.*

Chapitre I : Le retour de la révolution sociale

« Certes, le situationnisme n'est pas le spectre qui hante la civilisation industrielle, pas plus qu'en 1848 le communisme n'était le spectre qui hantait l'Europe. »

François CHÂTELET, Nouvel Observateur, 3 janvier 1968.

L'histoire présente peu d'exemples d'un mouvement social de la profondeur de celui qui a éclaté en France au printemps de 1968 ; elle n'en présente aucun où tant de commentateurs se sont accordés pour dire que c'était imprévisible. Cette explosion a été une des moins imprévisibles de toutes. Il se trouve, tout simplement, que jamais la connaissance et la conscience historique d'une société n'avaient été si mystifiées.

Les situationnistes par exemple, qui avaient dénoncé et combattu « l'organisation des apparences » au stade spectaculaire de la société marchande, avaient depuis des années très exactement prévu l'explosion actuelle, et ses suites. La théorie critique élaborée et répandue par l'Internationale situationniste constatait aisément, comme préalable à tout programme révolutionnaire, que le prolétariat n'était pas aboli ; que le capitalisme continuait à développer ses aliénations ; que partout où existe cet antagonisme la question sociale posée depuis plus d'un siècle demeure ; que cet antagonisme existe sur toute la surface de la planète. L'I.S. expliquait l'approfondissement et la concentration des aliénations par le retard de la révolution. Ce retard découlait manifestement de la défaite internationale du prolétariat depuis la contre-révolution russe, et de la poursuite complémentaire du développement de l'économie capitaliste. L'I.S. savait bien, comme tant d'ouvriers privés de la parole, que l'émancipation des travailleurs se heurtait partout et toujours aux organisations bureaucratiques qui sont leur représentation autonomisée : bureaucratie constituée en classe, en Russie, et

subséquent dans d'autres pays, par sa saisie du pouvoir étatique-totalitaire ; ou bien couche de cadres privilégiés, syndicalistes ou dirigeants de partis, au service de la bourgeoisie moderne, travaillant à intégrer dans la gestion rationnelle de l'économie la force de travail dont ils s'érigent en courtiers. Les situationnistes constataient que la falsification permanente nécessaire à la survie de ces appareils bureaucratiques, falsification dirigée d'abord contre tous les actes et toutes les théories révolutionnaires, était une pièce maîtresse de la falsification généralisée dans la société moderne. Ils avaient aussi reconnu, et s'étaient employés à rejoindre, les nouvelles formes de subversion, dont les premiers signes s'accumulaient, et qui commençaient confusément à tirer, des conditions oppressives unifiées, la perspective d'une critique totale. Ainsi les situationnistes savaient et montraient la possibilité et l'imminence d'un nouveau départ de la révolution. Ces perspectives paraissaient à beaucoup paradoxales, voire démentes. Maintenant, on a vu !

Dans le retour présent de la révolution, c'est l'historique lui-même qui est l'inattendu pour les penseurs de l'État, comme il est naturel, et pour toute la canaille de la pseudo-critique. Il est certain que l'analyse n'atteint le réel qu'en ayant pris parti dans le mouvement réel qui supprime les conditions existantes. C'est la carence organisée à ce propos qui fait que le processus vécu par tous n'est pas lisible par tous. C'est en ce sens que le familier de la vie aliénée, et du refus de cette vie aliénée, n'est pas pour autant connu. Mais pour la critique révolutionnaire qui ramène au mouvement pratique sa propre théorie, déduite de lui et portée à la cohérence qu'il poursuit, certainement rien n'était plus prévisible, rien n'était plus prévu¹ que la nouvelle époque des luttes de classes qu'inaugure le mouvement des occupations.

¹ Philippe Labro, décrivant l'atmosphère française avant la crise dans son livre *Ce n'est qu'un début* (E.P.P. Denoël), s'aventure ainsi à noter que «les situationnistes croyaient parler dans le vide» (page 8). Voilà un audacieux

Les staliniens, idéologues de la forme bureaucratique-totalitaire d'exploitation, en France comme ailleurs étaient réduits à un rôle purement conservateur. Il leur était depuis longtemps impossible de prendre le pouvoir, et la dislocation internationale du monolithisme bureaucratique qui est leur référence obligée leur ferme à jamais cette voie. En même temps, cette référence et la pratique qu'elle entraîne rendent aussi impossible leur reconversion en appareil de type purement réformiste bourgeois. La variante maoïste, reproduisant illusoirement, par la contemplation religieuse d'un Orient révolutionnaire de fantaisie, la période conquérante du stalinisme, récitait ses traductions dans un vide parfait. Les trois ou quatre sectes trotskistes se disputaient âprement la gloire de recommencer 1917, dès qu'ils auraient enfin reconstitué le parti idoine. Ces «bolcheviks ressuscités» étaient trop fanatiques du passé révolutionnaire, et de ses pires erreurs, pour seulement regarder la société moderne. Certains mêlaient à cet exotisme historique l'exotisme géographique d'un révolutionnarisme du sous-développement, plus ou moins guevariste. Si tous glanaient depuis peu quelques militants, ce n'était nullement le produit d'une actualité de leurs analyses ou de leurs actes, mais seulement celui de la décomposition contemporaine des bureaucraties dites communistes.

Quant aux pseudo-penseurs modernistes de la contestation au détail, les déchets du militantisme qui avaient pris du galon dans les pseudo-sciences dites humaines, et qui pensaient pour tous les hebdomadaires, il est bien évident qu'ils étaient incapables de comprendre, et a fortiori de prévoir, quoi que ce soit. En effet, ils se trouvaient soumis, éclectiquement, à presque tous les aspects des truquages du vieux monde. Ils étaient en même temps liés à l'État bourgeois, au stalinisme essoufflé, au castro-bolchevisme rajeuni, à la psychosociologie, et même à leur propre vie misérable. Ils respectaient tout. Ils mentaient sur tout. On les trouve encore aujourd'hui, encore prêts à tout nous expliquer !

renversement du réel. C'est, bien entendu, Labro – avec tant d'autres – qui croyait que les situationnistes parlaient dans le vide.

Au contraire de cette grande partie des masses qui, mise en mouvement par la crise révolutionnaire de mai, a commencé à comprendre ce qu'elle vivait, par là même ce qu'elle avait vécu jusque-là – et ceux qui ont pu développer la conscience la plus claire ont reconnu la théorie totale de la révolution comme la leur –, tous les spécialistes de l'idéologie ou de l'activisme soi-disant contestataires et subversifs, de même qu'ils n'avaient rien prévu, n'ont rien compris. Dans ces conditions, que pouvaient-ils faire ? Pitié. Ils ont rejoué sereinement leur musique habituelle dans le naufrage de ce temps mort où ils avaient pu se croire la future élite de la révolution. L'air prévu de si longue date pour leur baptême retentissait pour leur enterrement.

En fait, le processus de réapparition de la critique théorique et de la critique en actes constituait historiquement une unité objective. Les nouveaux besoins de l'époque créaient leur théorie propre, et leurs théoriciens. Le dialogue qui s'annonçait ainsi, quoique limité et aliéné par les conditions ambiantes de la séparation, allait vers son organisation subjective consciente, et par le même mouvement chacune de ces critiques commence à découvrir la totalité de ses tâches. L'une et l'autre ont surgi d'abord en tant que lutte contre les aspects nouveaux de l'exploitation dans la société de classes. D'une part, les grèves sauvages de l'Ouest, et les insurrections ouvrières de l'Est, ont inauguré en pratique la lutte contre les bureaucraties de différents statuts. D'autre part, la théorie révolutionnaire présente a commencé par une critique des conditions d'existence inhérentes au capitalisme surdéveloppé : la pseudo-abondance de la marchandise et la réduction de la vie au spectacle, l'urbanisme répressif et l'idéologie – comprise comme étant toujours au service de spécialistes de la domination. Quand l'Internationale situationniste a formulé une théorie cohérente de cette réalité, elle en a montré en même temps la négation dans la réalisation conjointe de l'art et de la philosophie, dans la libération de la vie quoti-

-dienne². Ce qui ainsi était radicalement nouveau retrouvait aussi toute la vérité ancienne du mouvement prolétarien provisoirement refoulé. Le programme actuel redécouvre à un niveau supérieur le projet de l'abolition des classes, de l'accès à l'histoire consciente, de la construction libre de la vie ; et il redécouvre la forme des Conseils ouvriers comme moyen.

Le nouveau développement révolutionnaire dans les pays industrialisés, qui sont au centre de toute l'histoire moderne, peut être daté du soulèvement ouvrier de 1953 à Berlin-Est, opposant à l'imposture bureaucratique au pouvoir son exigence d'«un gouvernement de métallurgistes». La révolution hongroise d'octobre 1956 a amorcé la réalisation du pouvoir des Conseils ; quoique sur la base d'un pays insuffisamment industrialisé, et dans les conditions spécifiques d'un soulèvement national contre une oppression étrangère, l'appauvrissement et la terreur généralisés.

Le déclenchement de l'agitation des étudiants, à Berkeley à la fin de 1964, mettait en cause l'organisation de la vie dans le pays capitaliste le plus développé, à commencer par la nature de son enseignement, et donnait le signal d'une révolte qui s'est étendue depuis à presque tous les pays européens³. Cependant cette révolte, quoique avancée par

² Le mot «situationnisme», jamais employé par l'I.S. qui est radicalement hostile à tout établissement doctrinal d'une *idéologie*, a été abondamment manié par la presse, et assorti des plus fantaisistes définitions : «avant-garde du mouvement étudiant» pour *20 Ans* de juin 1968, technique du «terrorisme intellectuel» pour le *Journal du Dimanche* du 19 mai, etc. Malgré l'évidence d'un développement par l'I.S. de la pensée historique issue de la méthode de Hegel et Marx, la presse s'est employée à assimiler les situationnistes à l'anarchisme. La définition de *Carrefour* du 8 mai, «plus anarchistes que les anarchistes qu'ils trouvent trop bureaucratiques», est le modèle du genre.

³ Il convient de noter cependant la persistance des luttes dans la rue menées par les étudiants radicaux japonais de la *Zengakuren*, depuis 1960. Leur exemple était de plus en plus cité en France dans les dernières années. La position politique de leur «Ligue communiste révolutionnaire», à gauche du trotskisme, et opposée en même temps à l'impérialisme et à la bureaucratie, était moins connue que leurs techniques de combat.

certaines de ses thèmes principaux, restait partielle, dans la mesure où elle était limitée au «milieu étudiant» – lui-même objet de rapides transformations en suivant les exigences du capitalisme moderne –, et dans la mesure où sa récente conscience politique restait très fragmentaire, et soumise à diverses illusions néo-léninistes, y compris souvent l'imbécile respect envers la farce maoïste de «révolution culturelle». La question noire, la guerre du Vietnam et Cuba occupaient une place disproportionnée, et mystifiante, dans la lutte, cependant réelle, des étudiants américains. Cet «anti-impérialisme», réduit à une approbation purement contemplative, a presque toujours dominé les mouvements des étudiants d'Europe. Depuis l'été de 1967, les manifestations des étudiants de Berlin-Ouest avaient pris un tour violent ; elles s'étendirent à toute l'Allemagne en réponse à l'attentat contre Dutschke. Les Italiens allèrent plus loin, à partir de décembre 1967, particulièrement à Turin, en occupant leurs facultés, provoquant au début de 1968 la fermeture des principales universités du pays.

Dans la crise actuelle du pouvoir bureaucratique en Tchécoslovaquie, seul pays industriellement avancé jamais conquis par le stalinisme, s'il s'agit essentiellement d'une tentative hasardeuse de la classe dominante pour corriger elle-même le fonctionnement de son économie gravement défailante, c'est sous la pression d'une agitation menée, à la fin de 1967, par les étudiants et l'intelligentsia, que la bureaucratie s'est décidée à courir ce risque. Les ouvriers, se mettant en grève et commençant à revendiquer la gestion directe des usines, sont désormais la principale menace qui pèse sur un ordre bureaucratique obligé de feindre une libéralisation.

L'appropriation bureaucratique de la société est inséparable d'une possession totalitaire de l'État, et du règne absolu de son idéologie. L'absence de censure, la garantie de la liberté d'expression, le droit d'association, posent à court terme en Tchécoslovaquie cette alternative : ou bien une répression, avouant le caractère factice de ces concessions ; ou bien l'assaut prolétarien contre la propriété bureaucratique de l'État et de l'économie, qui se trouverait démasquée

dès lors que l'idéologie dominante devrait quelque temps se priver de l'omniprésence de sa police. L'issue d'un tel conflit⁴ intéresse au plus haut point la bureaucratie russe, dont la survie même se trouverait mise en cause par une victoire des travailleurs tchèques.

En mars, l'important mouvement des étudiants polonais a, lui aussi, ébranlé le régime de Gomulka, issu de la réforme bureaucratique réussie après la crise de 1956 et l'écrasement des ouvriers hongrois. Le sursis gagné à cette époque arrive à son terme. Mais la classe ouvrière n'a pas cette fois rejoint les étudiants, qui ont été réprimés dans l'isolement. Seuls les pseudo-ouvriers, activistes du parti et policiers parallèles des milices, sont intervenus dans ce moment de la crise.

C'est en France qu'un seuil décisif vient d'être franchi, que le mouvement retrouve tous ses buts profonds. Les ouvriers d'un pays capitaliste moderne sont revenus massivement dans une lutte radicale. Tout est remis en cause. Les mensonges d'une époque s'écroulent. Rien ne peut plus exister comme avant. L'Europe peut sauter de joie en s'écriant : «Bien creusé, vieille taupe !»

Le scandale situationniste de Strasbourg, en décembre 1966⁵, avait sonné le glas du syndicalisme étudiant en France. Le bureau local de l'U.N.E.F. s'était soudainement déclaré en faveur des thèses de l'I.S. en publiant la brochure de Mustapha Khayati *De la misère en milieu étudiant*. La méthode employée, les procès qui s'ensuivirent, la cohérence implacable de l'exposé, firent le grand succès de ce libelle.

⁴ Trois semaines après que ce livre ait été remis à l'éditeur, l'intervention de l'armée russe en Tchécoslovaquie, le 21 août, a bien montré que la bureaucratie devait briser à n'importe quel prix le processus en cours. Tous les «compagnons de route» occidentaux de la bureaucratie, qui jouent l'étonnement et le regret, sont naturellement moins lucides que leurs maîtres à propos des intérêts vitaux de ceux-ci. (*Note ajoutée en octobre 1968, R.V.*)

⁵ Se reporter à l'exposé publié dans la première partie des Documents de ce livre, extrait du no 11 de la revue Internationale Situationniste (adresse : Boîte postale 307-03, Paris).

On peut parler à ce propos d'une première tentative réussie pour commencer à communiquer la théorie révolutionnaire aux courants qui la justifient. Une dizaine de traductions étendirent particulièrement l'audience de ce texte, notamment aux États-Unis et en Italie. Si son effet pratique fut plus mince en France dans l'immédiat, c'est que ce pays ne se trouvait pas encore engagé à ce moment dans les luttes déjà entamées ailleurs. Cependant, ses arguments n'ont peut-être pas été étrangers au mépris qu'une fraction des «étudiants» français, beaucoup plus nettement que dans tout autre pays, devait affirmer quelque temps après pour l'ensemble du milieu étudiant, de ses règles et de ses finalités.

La richesse de la situation révolutionnaire en France, qui a porté au stalinisme le coup le plus dur qu'il ait jamais subi en Occident, s'exprime par le simple fait que la classe ouvrière a repris spontanément à son compte une grande partie d'un mouvement qui était explicitement une critique de la hiérarchie, de la marchandise, de l'idéologie, de la survie et du spectacle. Il est du reste significatif de constater que les positions, ou les phrases, des deux livres de théorie situationniste parus en France dans les derniers jours de 1967⁶ se retrouvaient transposés sur les murs de Paris et de plusieurs villes de province par le courant le plus avancé du soulèvement de mai ; la majorité de ces thèses occupait la majorité des murs. Comme il fallait s'y attendre, la théorie situationniste est devenue une force pratique en saisissant les masses.

⁶ *La Société du spectacle* de Guy Debord (Éditions Buchet-Chastel), et le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem (Éditions Gallimard).

Chapitre II : Les origines de l'agitation en France

«Certes, les utopistes aussi peuvent voir correctement la situation de fait dont il faut partir. S'ils restent de simples utopistes, c'est qu'ils ne sont en mesure de la voir que comme un fait ou, tout au plus, comme un problème à résoudre, sans parvenir à comprendre que c'est justement là, dans le problème lui-même, que sont aussi données et la solution et la voie menant à la solution.»

LUKÁCS, Histoire et conscience de classe.

Le refus qui était déjà, dans plusieurs pays, porté par de larges couches de la jeunesse, n'était encore signifié en France que par une frange minime de groupes avancés. On ne pouvait observer aucune tendance à la «crise» économique, ni même politique. L'agitation déclenchée en janvier 1968 à Nanterre par quatre ou cinq révolutionnaires qui allaient constituer le groupe des Enragés, devait entraîner, sous cinq mois, une quasi-liquidation de l'État. Voilà qui donne à penser. La crise profonde qui était donc latente en France existe pareillement dans toutes les autres sociétés bourgeoises modernes. Ce qui manquait, c'était la conscience d'une réelle perspective révolutionnaire et son organisation pratique. Jamais une agitation entreprise par un si petit nombre d'individus n'a entraîné, en si peu de temps, de telles conséquences.

Le régime gaulliste, en lui-même, n'avait aucune importance particulière dans l'origine de cette crise. Le gaullisme n'est rien d'autre qu'un régime bourgeois travaillant à la modernisation du capitalisme, tout autant que le travaillisme de Wilson. Sa principale caractéristique, et son succès, résident dans le fait que l'opposition en France se trouve encore plus handicapée qu'ailleurs pour se rendre attractive avec le but de faire la même chose. Il faut noter cependant deux traits spécifiques : l'accession au pouvoir du gaullisme par complots et putsch militaire, qui l'a marqué

d'un certain mépris de la légalité ; le souci personnel d'un prestige archaïque chez de Gaulle⁷.

Sans présenter aucun caractère dramatique, la modernisation de l'économie française et son adaptation au Marché commun n'allaient pas sans entraîner une certaine tendance à la récession, un léger tassement des salaires réels par le biais des ordonnances gouvernementales sur la Sécurité sociale, un accroissement des difficultés de l'emploi, principalement pour les jeunes travailleurs. Ce fut le prétexte de l'exemplaire émeute ouvrière de Caen en janvier, les travailleurs outrepassant les revendications syndicales et pillant les magasins. En mars, les métallurgistes de l'usine Garnier à Redon surent entraîner dans leur grève victorieuse toutes les entreprises de la ville, en créant leur propre liaison indépendante des syndicats, et organisèrent l'autodéfense pour faire retirer les C.R.S.

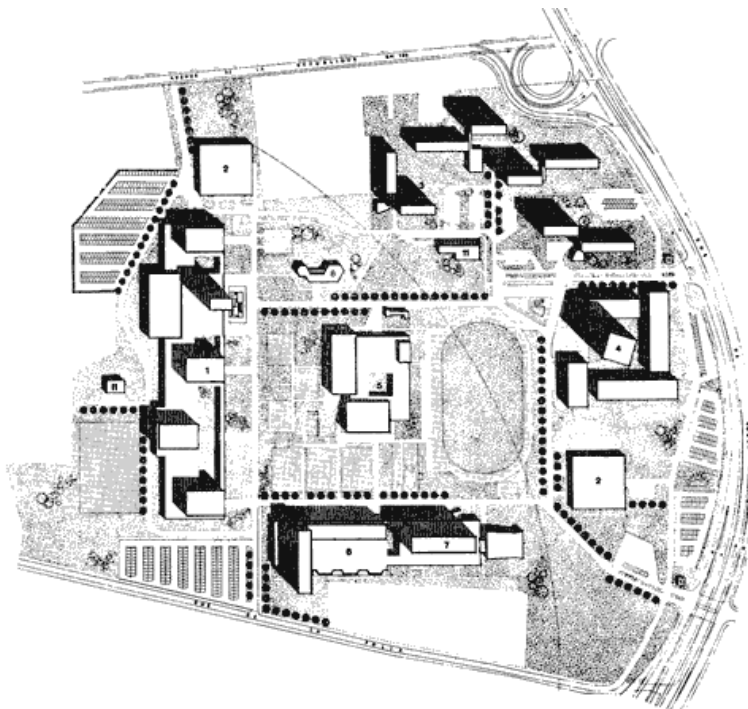
Les répercussions directes du coup de Strasbourg s'étaient d'abord fait sentir à la cité universitaire de Jussieu, près de Lyon, dont les résidents, dès le printemps de 1967, avaient pendant plusieurs semaines radicalement aboli tout règlement, dépassant ainsi le débat académique sur la réforme des statuts anti-sexuels. Des «étudiants» de Nantes, à partir de novembre 1967, n'en restèrent pas là. Après s'être saisis de la section locale de l'U.N.E.F.⁸, comme à Strasbourg, ils décidèrent la fermeture du «Bureau d'aide psychologique universitaire» (B.A.P.U.). Après quoi, ils organisèrent à plusieurs reprises l'invasion des résidences universitaires : les garçons chez les filles, puis la réciproque. Ensuite, en février, ils occupèrent le rectorat de Nantes, et se heurtèrent durement à la police. Comme l'écrivait Rivarol du 3 mai 1968, «on oublie

⁷ L'ironie des temps a fait que ce prestige, qui manquait si complètement à la France depuis près de cent ans, n'a commencé à reparaître qu'avec le mouvement récent, justement en faisant voler en éclats le prestige en staff du gaullisme.

⁸ Dont Yvon Chotard devint le président. Voir ci-après, dans les *Documents*, des extraits de leur plate-forme.

peut-être trop que, dès février, les émeutes de Nantes montraient le vrai visage de ces “situationnistes”, 1500 étudiants derrière des drapeaux rouges ou noirs, le Palais de Justice occupé...»

La formation du groupe des Enragés s’est opérée à l’occasion d’une lutte contre la présence policière dans le campus de Nanterre. Des policiers en civil furent photographiés. Le 26 janvier, les clichés agrandis furent promenés sur des panneaux à l’intérieur de la faculté. Cet acte entraîna immédiatement, sur appel du Doyen Grappin⁹, l’intervention d’une soixantaine de policiers en uniforme, qui furent repoussés après un bref affrontement. Tous les militants des groupes gauchistes, eux-mêmes quelque cent, s’étaient joints au noyau initial. Celui-ci se composait des Enragés proprement dits et d’une dizaine d’anarchistes. Les Enragés figuraient tous parmi les éléments inassimilables dans l’actuel système universitaire. De plus, ces «voyous de campus» avaient trouvé leur accord théorique dans la plate-forme de l’Internationale situationniste. Ils se proposèrent de perturber systématiquement l’insupportable ordre des choses, à commencer par l’Université.



Plan de complexe universitaire de Nanterre

⁹ Dit, depuis cette date, Grappin-la-Matraque.

Le terrain était particulièrement révoltant. Nanterre était moderne dans le choix des titulaires de chaires exactement comme dans son architecture. C'est là que pontifiaient les cuistres de la pensée soumise, les faquins de la récupération, les paltoquets modernistes de l'intégration sociale, les Lefebvre et les Touraine¹⁰. Le décor était à l'avenant : aux «grands ensembles» et aux bidonvilles qui leur sont complémentaires, l'urbanisme de l'isolement avait greffé un centre universitaire, comme microcosme des conditions générales d'oppression, comme esprit d'un monde sans esprit. Le programme, donc, de ne plus laisser parler *ex cathedra* les spécialistes du truquage, et de disposer des murs pour un vandalisme critique, devait faire le plus grand effet. Ce fut une ouverture pour échapper à la stérile protestation ressassée depuis des années contre les tracasseries d'internats dans les résidences ou la réforme Fouchet, tartes à la crème de l'U.N.E.F. et de tous ceux qui en convoitaient la direction.



Le 26 janvier.

¹⁰ Touraine avait découvert, dès la fin des années 50, que le prolétariat avait disparu. Il persiste, en juillet 1968 : «Je le dis, la classe ouvrière en tant que classe n'est plus dans son ensemble une classe révolutionnaire en France.» (in Labro, *Ce n'est qu'un début.*)

A NANTERRE

COMME AILLEURS IL N'Y A PLUS DE HASARD.
LA PROBABILITE FAIT LES COMPLICITES
CEPENDANT QUE LA CHANCE NOUE LES RENCONTRES.
C'EST ALORS QUE BONHEUR ET MALHEUR PRENNENT FORME.

L'UNE S'EST-ELLE ENFIN
DECIDEE A PRENDRE POSITION
POUR LE DOYEN ?



L'AMOUR ?
ILS EN PARLENT BEAUCOUP.
ON LE FAIT TROP PEU !



LA VIE EST UNE CHOSE, LA POLITIQUE EN
EST UNE AUTRE, EVITONS TOUT SCANDALE CE
SERAIT DE MAUVAISE TACTIQUE.



OUI, MONSIEUR, SOLIDAIRES DU CORPS
PROFESSORAL ET EN ACCORD AVEC L'UEC,
C'EST LA MOINDRE DES CHOSSES.

AH ! BON, LA MAISON DE
DIEU VOUS EST OUVRETE
MES AMIS.

C'EST QUE DANS CES MURS DE
BETON, L'ANESTHESIE
EDUQUE L'INDIFFERENCE.

VOUS NOUS EMMERDEZ !
NOUS ON VEUT
S'AMUSER.

TOUTE
SEPARATION EST
CONTRE REVOLUTIONNAIRE

ET QU'EST-CE QUI VOUS AUTORISE A PARLER COMME CA ?

NOUS-MEMES !

DÈS QUE NOUS PRENONS NOS DESIRS POUR LA REALITÉ.



LES IDEES S'AMELIORENT. LE SENS DES MOTS Y PARTICIPE.
TOUT CE QUI EST DISCUTABLE EST A DISCUTER.
LE BLEU RESTERA GRIS TANT QU'IL N'AURA PAS ETE REINVENTE.
QU'ON SE LE DISE !

à vous de jouer camarades !

IMPRIMERIE SPECIALE DES ENRAGES NANTERRE LE 14 1988

Quand les Enragés commencèrent à interrompre les cours des sociologues, et de quelques autres, l'U.N.E.F. et ses noyauteurs gauchistes réagirent avec indignation. À plusieurs reprises, ils essayèrent d'assurer eux-mêmes la protection des maîtres. Les anarchistes, quoique ayant aussi quelques visées sur le bureau local de l'U.N.E.F., restèrent neutres. Parmi eux Daniel Cohn-Bendit, qui s'était déjà taillé une manière de réputation en s'excusant d'avoir insulté un ministre, n'en fut pas moins menacé d'être exclu de l'U.N.E.F. – car il en était – par une motion des trotskistes de la future «Fédération des étudiants révolutionnaires» (alors C.L.E.R.). C'est seulement parce que Cohn-Bendit, de nationalité allemande, se trouva à ce moment cité à comparaître devant la commission d'expulsion de la préfecture de Police, que le C.L.E.R. retira sa motion. Une certaine agitation politique faisait déjà écho aux scandales des Enragés. La coutume de distribuer des tracts à l'intérieur des locaux s'instaura. La chanson des Enragés sur Grappin – la célèbre «Grappignole» —, leur première affiche en forme de bande dessinée, parurent à l'occasion de la «journée nationale» d'occupation des résidences universitaires, le 14 février. De tous les côtés, le ton montait.



Enragés de Nanterre dans un amphithéâtre, février 1968

UNIVERSITÉ DE PARIS	NANTERRE, LE	29 JANVIER	196 8
FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES			
AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE 92 - NANTERRE			
TEL. : 204.34.32 204.29.87 à 29.91 204.39.87 à 39.91			
Référence à rappeler			
N°			
AUX ETUDIANTS DE NANTERRE *****			
Le vendredi 26 Janvier 1968 un groupe d'étudiants, porteurs de pancartes diffamatoires et criant des accusations gratuites contre le doyen et les autorités de la Faculté a prétendu imposer sa présence, par la force, dans le hall de la Faculté. Les étudiants doivent savoir que, si le doyen a fait appel alors aux agents de la force publique, c'est parce qu'il n'avait plus aucun autre moyen de répondre aux violences d'individus qui, par leur attitude, s'étaient exclus eux-mêmes de la communauté universitaire. Les dégradations graves que ces mêmes manifestants ont causées au mobilier de la Faculté ainsi qu'à plusieurs automobiles accentuent le caractère répréhensible de telles actions. Leurs auteurs confondent l'usage normal de la liberté avec la calomnie, l'injure et le vandalisme. Avec l'approbation unanime du Conseil et de l'Assemblée de Faculté, le doyen fait appel aux étudiants pour éviter le retour de pareils incidents, qui ne peuvent pas être tolérés et ne le seront pas dans l'avenir.			
Le Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Paris-Nanterre Pierre GRAPPIN			

Le 21 février, *Le Nouvel Observateur* pleurait sur Nanterre : «La gauche est éclatée» ; et ce jusqu'au «groupe des Enragés qui ne comprend guère que trois ou quatre représentants de l'Internationale situationniste». Le même jour, un tract des Enragés précisait qu'ils «n'ont jamais appartenu à l'Internationale situationniste, et en conséquence ne sauraient la représenter. La répression aurait trop beau jeu si toute manifestation quelque peu radicale sur un campus était le fait d'un complot situationniste ! (...) Cela dit, nous tenons à réaffirmer en la circonstance notre sympathie à l'égard de la critique situationniste. On pourra juger sur nos actes de notre accord avec la théorie radicale.»

Le 22 mars, les groupes gauchistes, pour protester contre l'interpellation à Paris de six «militants anti-impérialistes», envahirent le bâtiment administratif et tinrent une assemblée dans la salle du Conseil de faculté. Au nom des Enragés, René Riesel exigea tout de suite que soient expulsés deux observateurs de l'administration et les quelques staliniens présents. Un responsable anarchiste, collaborateur habituel de Cohn-Bendit, ayant alors soutenu que «les staliniens qui sont ici ce soir ne sont plus des staliniens», les Enragés quittèrent aussitôt l'assemblée pour protester contre cette lâche illusion. Ils avaient en outre été accusés de vouloir piller les locaux. Ils se mirent en devoir d'écrire leurs slogans¹¹ sur tous les murs, inaugurant ainsi une forme d'agitation dont le succès fut foudroyant, et qui allait devenir une des caractéristiques originales de la période des occupations. Le rassemblement d'éléments gauchistes d'appartenances diverses, qui devait, dans les semaines suivantes, recevoir de la presse ses noms successifs – «Mouvement des 142», puis «Mouvement du 22 mars» – commença donc ce soir-là à se constituer, sans les Enragés et contre eux.

Le «Mouvement du 22 mars» était dès le départ un conglomerat éclectique d'individus adhérant à titre personnel. Tous s'accordaient sur le fait qu'il leur était impossible de s'entendre sur aucun point théorique, et comptaient sur «l'action commune» pour dépasser ce manque. Il y avait cependant un *consensus* sur deux sujets, une banalité dérisoire et une exigence nouvelle. La banalité, c'était la «lutte» anti-impérialiste, héritage de la période groupusculaire contemplative qui allait finir : Nanterre, Vietnam de banlieue, soutenant résolument le juste combat de la Bolivie insurgée. La nouveauté, c'était la démocratie directe dans l'organisation. Il est vrai que cette intention n'a été que très partiellement réalisée dans le «22 mars» du fait de la double appartenance, discrètement tue ou jamais prise en considération, de la majorité de ses membres.

¹¹ «Prenez vos désirs pour la réalité» ; «L'ennui est contre-révolutionnaire» ; «Les syndicats sont des bordels» ; «Ne travaillez jamais».

EN ATTENDANT LA CYBERNETIQUE LES FLICS



Camarades!

Grappin-la-matraque « épaulé par son Bouricaud » soutenu par les arguments des Morin & Touraine » a donné la mesure de ce qu'il veut bien « désavouer » en plaçant son ghetto et leurs rackets sous la protection de la gendarmerie ».

Les Accords du Latran qui régissent ce vieux monde et son université moderniste avouent leur ultima ratio « leur raison d'état: le recours à la

violence policière éclairer les conditions réelles du « dialogue » sur le campus » Abus de confiance à gauche
« Abus de pouvoir à droite »

« Pour tirer l'esprit du cacbot
« Soufflons nous mêmes notre forge,
« Battons le fer quand il est chaud
(L'Internationale)

Nanterre » le 29 Janvier 1968.

M'SIEUR GRAPPIN AVAIT RÉSOLU (BIS)
DE NOUS FAIRE TOMBER SUR LE CUL (BIS)
MAIS SON COUP A FOIRÉ
MALGRÉ SES POLICIERS

REFRAIN
VALSONS LA GRAPPIGNOLE
C'EST LA MISÈRE OULA COLÈRE
VALSONS LA GRAPPIGNOLE
C'EST LA COLÈRE
À NANTERRE,
AH! ÇA IRA, ÇA IRA, ÇA IRA
MORIN, LEFEBVRE ON LES EMMERDE
AH! ÇA IRA, ÇA IRA, ÇA IRA
ET LE TOURAINE ON S'LE PAÏERA.

ET SI ON S'LE PAÏE PAS
ON LUI CASS'RA LA GUEULE
ET SI ON S'LE PAÏE PAS
SA GUEULE ON LUI CASS'RA, (AIR CONNU)

BOURICAUD S'IL FAIT DES DÉGÂTS (BIS)
LE N'EST PAS AVEC SES GROS BARS (BIS)
C'EST LA SOCIOLOGIE
QUI PÊTE QUAND IL CHÏE,
AU REFRAIN

RICŒUR N'CRACH'PAS SUR LES BONNES SŒURS (BIS)
MAIS IL PRÉFÈRE LES PASTEURS. (BIS)
C'EST TOUS LES JOURS DIMANCHE,
ET LE BON DIEU DANS LA MANCHE
AU REFRAIN

MAISONNEUVE ÉCRIT DANS L'AUBORE (BIS)
C'N'EST PAS UN SINGE, C'EST UN PORC (BIS)
DOZAN N'AÏME PAS FOURIER
C'EST QU'IL EST CONSTIPÉ.
AU REFRAIN

LES STALINIENS DE L'U.E.C. (BIS)
VOUDRAIENT BAISER LES OUVRIERS (BIS)
ILS N'ONT QU'LEURS PERMANENTS
À SE FOUT' SOUS LA DENT,
AU REFRAIN

LES ÉTUDIANTS SONT DES PANTINS (BIS)
MOI J'EN CHÏE VINGT TOUTS LES MATINS (BIS)
DÉJÀ LEURS LENDEMAINS
CHANTENT COMME DES CATINS

FINAL
VALSONS LA GRAPPIGNOLE
FLICS EN CIVIL, MURS DE BÉTON,
VALSONS LA GRAPPIGNOLE
PROFILS D'ÉTUDE, PROGRAMMATION.

CETTE CHANSON VOUS EST
OFFERTE PAR LES ENRAGÉS DE NANTERRE; SI VOUS VOULEZ
EN SAVOIR PLUS LONG SUR L'UNIVERSITÉ ET SA MISÈRE,
ATTENDEZ AVEC IMPATIENCE NOTRE CATALOGUE ILLUSTRÉ
NANTERRE, LE 13 FÉVRIER 1968,

SUR L'AIR DELA CARMAGNOLE ET DU ÇA IRA

chant de guerre des polonais de nanterre



Il y avait des maoïstes, des J.C.R., des anarchistes de toutes sortes – des ruines de la «Fédération anarchiste» aux activistes de la «Fédération ibérique des jeunesses libertaires» –, et jusqu'aux suspects ou comiques des «groupes de recherche institutionnelle » (F.G.E.R.I.)¹².

Cohn-Bendit lui-même appartenait au groupe anarchiste indépendant, et semi-théoricien, de la revue *Noir et Rouge*. Tant de ce fait que par ses qualités personnelles, Cohn-Bendit se situait dans la tendance la plus radicale du «22 mars»; se trouvait même être

¹² Il n'y a jamais eu, dans ce fourre-tout, un seul situationniste, contrairement au mensonge d'Émile Copfermann dans sa présentation du recueil d'inepties publié par le «22 mars» sous le titre *Ce n'est qu'un début, continuons le combat* (Éditions Maspero).

plus réellement révolutionnaire que tout le reste du mouvement dont il devint le porte-parole, et qu'il dut donc supporter¹³. Insuffisamment intelligent, confusément informé par personnes interposées des problèmes théoriques de l'époque, habile pour amuser un public d'étudiants, assez franc pour faire tache sur le forum des manœuvres politiques gauchistes, assez souple pour composer avec leurs responsables, c'était un révolutionnaire honnête quoique sans génie. Il savait beaucoup moins que ce qu'il aurait dû savoir ; et de ce qu'il savait, il n'a pas fait le meilleur usage. De plus, acceptant sans critique réelle le rôle de vedette qui s'exhibe pour le tout-venant des reporters de l'information spectaculaire, il devait naturellement voir ses propos, qui toujours ont mélangé de la lucidité et quelques sottises, aggravés dans ce dernier sens par la déformation inhérente à une communication de cette nature. En avril, il déclarait encore à qui voulait l'entendre qu'il était un modérateur, et aucunement un enragé. C'était le moment où, à la suite d'un ministre, la presse commençait à appeler «enragés» tous les mécontents de Nanterre.

En effet, le «22 mars» avait obtenu en quelques jours le principal succès dont l'ensemble du mouvement lui est effectivement redevable, et qui est sans relation aucune avec ses bavardages sur «l'université critique», démarqués des exemples allemand et italien qui en avaient déjà révélé l'inanité¹⁴. Tandis que tous les efforts de sa commission «Culture et

¹³ Cohn-Bendit, dans quantité d'interviews, a multiplié les concessions au maoïsme ; par exemple dans *Le Magazine littéraire* de mai 1968 : «Le maoïsme, moi, je ne sais pas très bien ce que c'est ! J'ai lu des "trucs" dans Mao qui sont très vrais. Sa thèse d'appui sur la paysannerie a toujours été une thèse anarchiste.».

¹⁴ Tous les éloges sociologico-journalistiques sur l'«originalité» du «22 mars» masquent le simple fait que son amalgame gauchiste, nouveau en France, est la copie directe du S.D.S. américain également éclectique, démocratique, et fréquemment noyauté par diverses vieilles sectes gauchistes. Le *Sunday Times* du 21 juillet, exposant avec une parfaite incompréhension les thèses de l'I.S. qu'il considère comme «probablement la plus avancée des fractions radicales», voit tout de même que «Cohn-Bendit est un conservateur dépassé» si on le compare à de tels «absolutistes»....

Créativité» n'ont jamais dépassé un esthétisme révolutionnaire que des traces négligeables de «situationnisme» ne parvenaient pas à rendre intéressant, le projet, tout bêtement «anti-impérialiste», de tenir un meeting à Nanterre le 29 mars amena le Doyen Grappin à la première, et la plus lourde de conséquences, de la série de bévues administratives qui allaient permettre l'extension rapide de l'agitation. Grappin ferma sa faculté pour deux jours. Le spectre menaçant d'«une dizaine d'enragés» devenait dès lors une hantise à l'échelle nationale.

Parmi les plus inquiets, *L'Humanité* du 29 mars dénonçait les «actions de commando entreprises par un groupe d'anarchistes et de "situationnistes" dont l'un des mots d'ordre macule, en lettres géantes, la façade de la faculté : "*Ne travaillez pas !*" Pour cette quarantaine d'étudiants, l'action consistait depuis des semaines à "intervenir" dans les amphithéâtres, dans les séances de travaux pratiques... à occuper des bâtiments et éventuellement à en couvrir les murs d'inscriptions géantes. Comment une quarantaine d'éléments irresponsables a-t-elle pu provoquer des décisions aussi graves concernant 12.000 étudiants en Lettres et 4000 en Droit ?»

La répression qui commença à ce moment était trop tardive. Sans doute, un membre du groupe des Enragés, Gérard Bigorgne, put être, le 1er avril, exclu pour cinq ans de tous les établissements d'enseignement supérieur de France¹⁵, sans que le «22 mars», ses journalistes, ni bien sûr aucun autre groupe gauchiste n'en fassent mention. Mais les menaces d'expulsion renouvelées contre Cohn-Bendit, déjà assez célèbre, et certainement plus défendable pour beaucoup de gens, la décision annoncée de déférer le 6 mai, devant la commission d'instruction du Conseil de l'Université de Paris, Cohn-Bendit, Riesel et six autres agitateurs de Nanterre, puis la nouvelle fermeture *sine die* de Nanterre à partir du 2 mai, provoquèrent un élargissement de la protestation parmi les étudiants de Paris. Le « 22 mars » et l'U.N.E.F.

¹⁵ On lui reprochait son mépris ouvert des règles universitaires ; et son attitude devant le Conseil de l'Université fut effectivement scandaleuse.

appelèrent, pour le vendredi 3 mai, à un meeting dans la cour de la Sorbonne. En essayant de disperser ce meeting, les autorités découvrirent la force déjà accumulée par le mouvement, et lui donnèrent l'occasion de franchir le seuil décisif. Combien un tel développement paraissait impossible aux *observateurs spécialisés*, voilà ce dont témoigne à la perfection la fine prophétie du ridicule Escarpit, écrivant dans *Le Monde* paru le même jour (daté du 4 mai) : «Rien n'est moins révolutionnaire, rien n'est plus conformiste que la pseudo-colère d'un casseur de carreaux, même s'il habille sa mandarinoclastie d'un langage marxiste ou situationniste.»

Chapitre III : La lutte dans la rue

«Je sais que vous les comptez pour rien, parce que la cour est armée ; mais je vous supplie de me permettre de vous dire que l'on doit les compter pour beaucoup, toutes les fois qu'ils se comptent eux-mêmes pour tout. Ils en sont là : ils commencent eux-mêmes à compter vos armées pour rien, et le malheur est que leur force consiste dans leur imagination ; et l'on peut dire avec vérité qu'à la différence de toutes les autres sortes de puissance, ils peuvent, quand ils sont arrivés à un certain point, tout ce qu'ils croient pouvoir.»

Cardinal de RETZ, Mémoires.

En lui-même, le meeting du 3 mai était banal : trois ou quatre cents assistants, comme d'habitude, avaient répondu au mot d'ordre. Les quelques dizaines de fascistes du groupe «Occident» contre-manifestèrent en début d'après-midi sur le boulevard Saint-Michel. Plusieurs Enragés qui étaient dans la Sorbonne suggérèrent d'organiser l'autodéfense. On dut briser des meubles pour suppléer à l'absence de matraques. Le recteur Roche et ses policiers crurent pouvoir saisir ce prétexte pour sévir. La police et la gendarmerie mobile envahirent la Sorbonne sans rencontrer de résistance. Les étudiants furent encerclés dans la cour. On leur proposa de se retirer librement. Ils acceptèrent, et on laissa effectivement passer les premiers. L'opération prit du temps, et d'autres étudiants commencèrent à s'attrouper dans le quartier. Les deux cents derniers manifestants de la Sorbonne, parmi lesquels tous les responsables, furent arrêtés. Sur le passage des cars qui les emmenaient¹⁶, le Quartier latin se souleva.

¹⁶ L'un d'eux ne livra pas tous ses captifs à destination. Trois policiers seulement les y gardaient. Ils furent molestés, et quelques dizaines de manifestants s'échappèrent.



C'était la première fois depuis très longtemps qu'à Paris quelques milliers de manifestants résistaient à la police, si longuement et si énergiquement. Des charges incessantes, accueillies à coups de pavés, ne parvenaient pas, pendant plusieurs heures, à dégager le boulevard Saint-Michel et les rues avoisinantes. Six cents personnes furent appréhendées.

En réaction immédiate, le Syndicat national de l'Enseignement supérieur, puis l'U.N.E.F., lancèrent le mot d'ordre d'une grève illimitée dans l'enseignement supérieur. La condamnation de quatre manifestants à des peines de prison fermes, prononcées le dimanche 5 mai, contribua davantage à durcir la manifestation qui avait été prévue pour le 6, afin de faire pression sur le Conseil de l'Université.



Les staliniens faisaient naturellement de leur mieux pour casser le mouvement. L'éditorial de Georges Marchais dans *L'Humanité* du 3 mai, qui exposait cette politique à un niveau presque parodique indigna la masse des étudiants. C'est à partir de ce moment que les staliniens se virent refuser la parole dans tous les centres d'agitation révolutionnaire que le mouvement des étudiants allait créer.



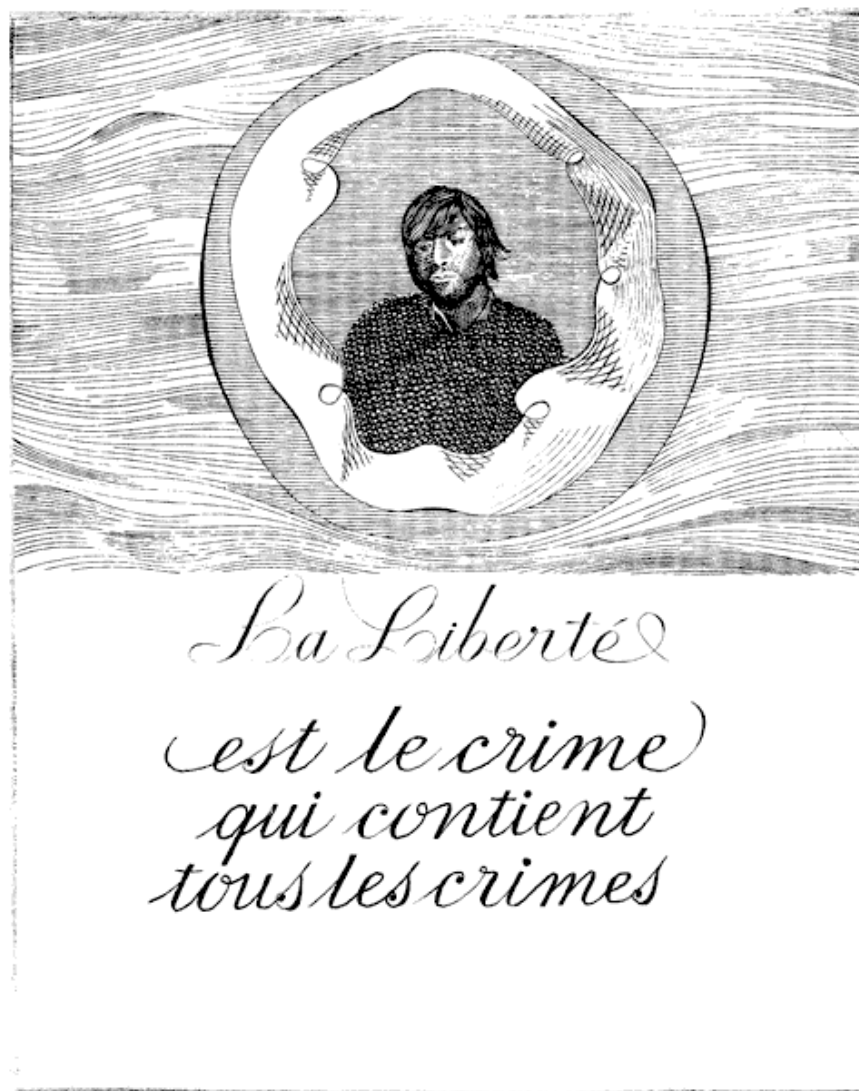
Toute la journée du 6 mai fut marquée par des manifestations qui, dès le début de l'après-midi, tournèrent à l'émeute. Les premières barricades furent dressées place Maubert, et défendues pendant trois heures. Simultanément, des combats se déroulaient en bas du boulevard Saint-Michel, place du Châtelet, puis dans les Halles. Au début de la soirée, les manifestants, qui étaient plus de dix mille, tenaient principalement la zone de la place Saint-Germain-des-Prés où ils avaient été rejoints par le gros du cortège organisé par l'U.N.E.F. à Denfert-Rochereau, à partir

de 18 heures seulement¹⁷. «Ce qui va succéder, écrivait *Le Monde* du 8 mai, va dépasser en violence et en ampleur tout ce qui s'est produit durant cette journée déjà surprenante à tous égards. Ce sera une sorte de combat de rue atteignant parfois une sorte de frénésie, où chaque coup porté est aussitôt rendu, où le terrain à peine conquis est déjà repris... Moments dramatiques et déraisonnables durant lesquels, pour l'observateur, semblait souffler un vent de folie.» Et *L'Aurore*, du 7 mai, note : «On aperçoit aux côtés des manifestants des bandes de blousons noirs, armés de barres de fer, qui sont descendus des portes de Paris pour prêter main-forte aux étudiants.» Les derniers affrontements continuèrent après minuit, surtout à Montparnasse.



René Riesel (à gauche), le 6 mai avant la séance du Conseil de l'Université.

¹⁷ Il convient de relever à ce propos le décalage entre l'attitude des organisateurs et la lutte réelle qui se déroulait depuis des heures : «Aux abords de la place Denfert-Rochereau, où on ne note la présence d'aucun policier ... des barricades sont élevées à l'aide de matériaux de divers chantiers avoisinants malgré les injonctions du service d'ordre de l'U.N.E.F. et de diverses autres organisations étudiantes.» (*Le Monde*, 8 mai.)



Portrait gravé de l'Enragé Riesel.

Pour la première fois, les voitures avaient été renversées en travers des rues, et incendiées ; les rues dépavées pour faire des barricades ; des magasins pillés. La pratique de ces inscriptions subversives expérimentées à Nanterre commença ce jour-là à se répandre dans plusieurs quartiers de Paris. À mesure que se renforçaient les barricades, et les capacités de contre-attaque des émeutiers, les forces de police étaient contraintes d'abandonner la méthode des charges directes pour une lutte de positions, employant principalement la grenade offensive et les gaz lacrymogènes.

Ce jour marque l'intervention dans la lutte des premiers ouvriers, des lycéens qui avaient organisé dès le matin d'importantes manifestations, des blousons noirs et des jeunes chômeurs. La spontanéité et la

violence de cette suite d'émeutes contrastaient vivement avec la platitude des buts et des slogans proposés par ses initiateurs universitaires¹⁸. Et déjà le fait que des blousons noirs aient pu se battre en criant «La Sorbonne aux étudiants !» montrait la fin de toute une période. Huit jours après, ces blousons noirs politisés étaient eux-mêmes à la Sorbonne.

L'U.N.E.F., qui n'avait cessé de désavouer les violences tout au long des manifestations, se vit obligée dès le lendemain de corriger verbalement son attitude afin d'échapper au discrédit total, et de pouvoir ainsi poursuivre son activité modératrice. En revanche, les staliniens de la C.G.T., faisant la part du feu, préférèrent se couper complètement de la masse des étudiants, pour préserver leur contrôle sur les ouvriers maintenus dans l'isolement. Seguy, dans une conférence de presse du 7 au matin, proclamait : «Aucune complaisance envers les éléments troubles et provocateurs qui dénigrent la classe ouvrière, l'accusant d'être embourgeoisée, et ont l'outrancière prétention de venir lui inculquer la théorie révolutionnaire et diriger son combat. Avec d'autres gauchistes, des éléments s'emploient à vider le syndicalisme étudiant de son contenu revendicatif, démocratique et de masse au préjudice de l'U.N.E.F. Mais ils agissent à la satisfaction du pouvoir...» C'est dans ce contexte précis que Geismar, Sauvageot et Cohn-Bendit purent devenir les *leaders apparents* d'un mouvement sans leaders. La presse et la radio-télévision, qui cherchaient des chefs, ne trouvèrent qu'eux. Ils devinrent les inséparables vedettes photogéniques d'un spectacle plaqué à la hâte sur la réalité révolutionnaire. Acceptant ce rôle, ils

¹⁸ «Halte à la répression», «Libérez nos camarades», «Roche démission», «Liberté syndicale», «La Sorbonne aux étudiants». La même arriération est à relever dans le ton de la déclaration du bureau national de la F.E.R. qui, le lendemain, «salue les milliers d'étudiants et de jeunes travailleurs qui, à l'appel de l'U.N.E.F., se sont, *pour la défense des libertés démocratiques et syndicales*, trouvés opposés toute la journée de lundi aux forces de répression de l'État gaulliste.» (*Souligné par l'auteur.*)

parlaient au nom d'un mouvement qu'ils ne comprenaient pas. Certes, pour ce faire, ils durent aussi accepter, à mesure qu'elles s'y manifestaient, la plus grande partie de ses tendances révolutionnaires (Cohn-Bendit étant celui qui sut en refléter un peu mieux le contenu radical). Mais cette Sainte-Famille du néo-gauchisme improvisé, ne pouvant qu'être la déformation spectaculaire du mouvement réel, en présenta aussi l'image la plus caricaturale. Leur Trinité sans cesse offerte aux *mass-media* représentait en fait le contraire de la *communication* véritable qui se cherchait et se réalisait dans la lutte. Ce trio de charme idéologique en 819 lignes ne pouvait évidemment dire que l'acceptable – donc le déformé et le récupéré – qu'un tel mode de transmission supporte ; alors que justement le sens du moment qui les avait propulsés hors du néant était purement *l'inacceptable*.

La manifestation du 7 mai fut si bien encadrée, par l'U.N.E.F. et ses noyauteurs empressés, qu'elle se borna à une interminable promenade permise sur un itinéraire aberrant : de Denfert à l'Étoile et retour. Les organisateurs ne demandaient que la réouverture de la Sorbonne, le retrait des policiers du quartier Latin, la libération des étudiants condamnés. Ils continuèrent à amuser le tapis pendant les deux jours suivants, où n'eurent lieu que des accrochages mineurs. Mais le gouvernement tarda à satisfaire leurs modestes exigences. Il promettait bien de rouvrir la Sorbonne, mais Sauvageot et Geismar, déjà accusés de trahison par la base impatiente, avaient dû annoncer que le bâtiment serait occupé jour et nuit pour permettre un *sit-in* consacré à «des discussions sur les problèmes de l'Université». Dans ces conditions, le ministre Peyrefitte maintint la garde policière de la Sorbonne, tout en rouvrant Nanterre comme test pour mesurer la «bonne volonté» des étudiants.

Le vendredi 10 mai¹⁹ plus de vingt mille personnes se réunirent, encore une fois, place Denfert-Rochereau.

¹⁹ Le Conseil de l'Université, qui devait siéger ce jour-là pour juger l'affaire de Nanterre, décida de reporter sa session, en considérant que les conditions de



Les mêmes organisateurs discutèrent de l'endroit où ils pourraient conduire la manifestation. Après un long débat, ils se décidèrent pour l'O.R.T.F. – mais avec un détour préalable par le ministère de la Justice. Arrivant au Quartier latin, les manifestants trouvèrent barrées toutes les issues vers la Seine, ce qui achevait de condamner un itinéraire déjà absurde. Ils résolurent de rester dans le Quartier latin tant que la Sorbonne ne leur serait pas rendue. Vers 21 heures, on commença spontanément à élever des barricades. Chacun y reconnut instantanément la réalité de ses désirs. Jamais la passion de la destruction ne s'était montrée plus créatrice. Tous coururent aux barricades.

Les leaders n'avaient plus la parole. Ils durent accepter le fait accompli, en essayant sottement de le minimiser. Ils crièrent que les barricades seraient seulement défensives ; *que l'on ne provoquerait pas la police !* Sans doute, les forces du maintien de l'ordre avaient commis une lourde faute technique en laissant s'élever les barricades, sans prendre immédiatement le risque d'un assaut pour les enlever. Mais l'installation

sérénité requises n'étaient plus réunies. Un tract anonyme distribué à partir du 6, *Conseil de l'Université de Paris, mode d'emploi*, avait révélé les adresses personnelles et les numéros de téléphone de tous les membres. La déclaration de René Riesel, *Le château brûle !*, ne put donc être lue aux juges : elle fut seulement distribuée aux manifestants.

d'un système de barricades tenant solidement tout un quartier *était déjà* un pas impardonnable vers la négation de l'État : n'importe quelle forme de pouvoir étatique était obligée de reconquérir à très court terme la zone des barricades qui lui avait échappé, ou bien de disparaître²⁰.

Le quartier des barricades était circonscrit par le boulevard Saint-Michel à l'ouest, la rue Claude-Bernard au sud, la rue Mouffetard à l'est, la rue Soufflot et la place du Panthéon au nord, lignes que ses défenses bordaient sans les contrôler. Ses principales artères étaient les rues Gay-Lussac, Lhomond et Toumefort, orientées nord-ouest-sud-est ; et la rue d'Ulm dans la direction nord-sud. Les rues Pierre-Curie et Ursulines-Thuillier constituaient ses seules communications d'est en ouest. Le quartier aux mains des insurgés connut une existence indépendante entre 22 heures et 2 heures du matin. Attaqué à 2 heures 15 par les forces qui le cernaient de toutes parts, il réussit à se défendre plus de trois heures, perdant toujours du terrain dans l'ouest et résistant jusqu'à 5 heures 30 aux abords de la rue Mouffetard.

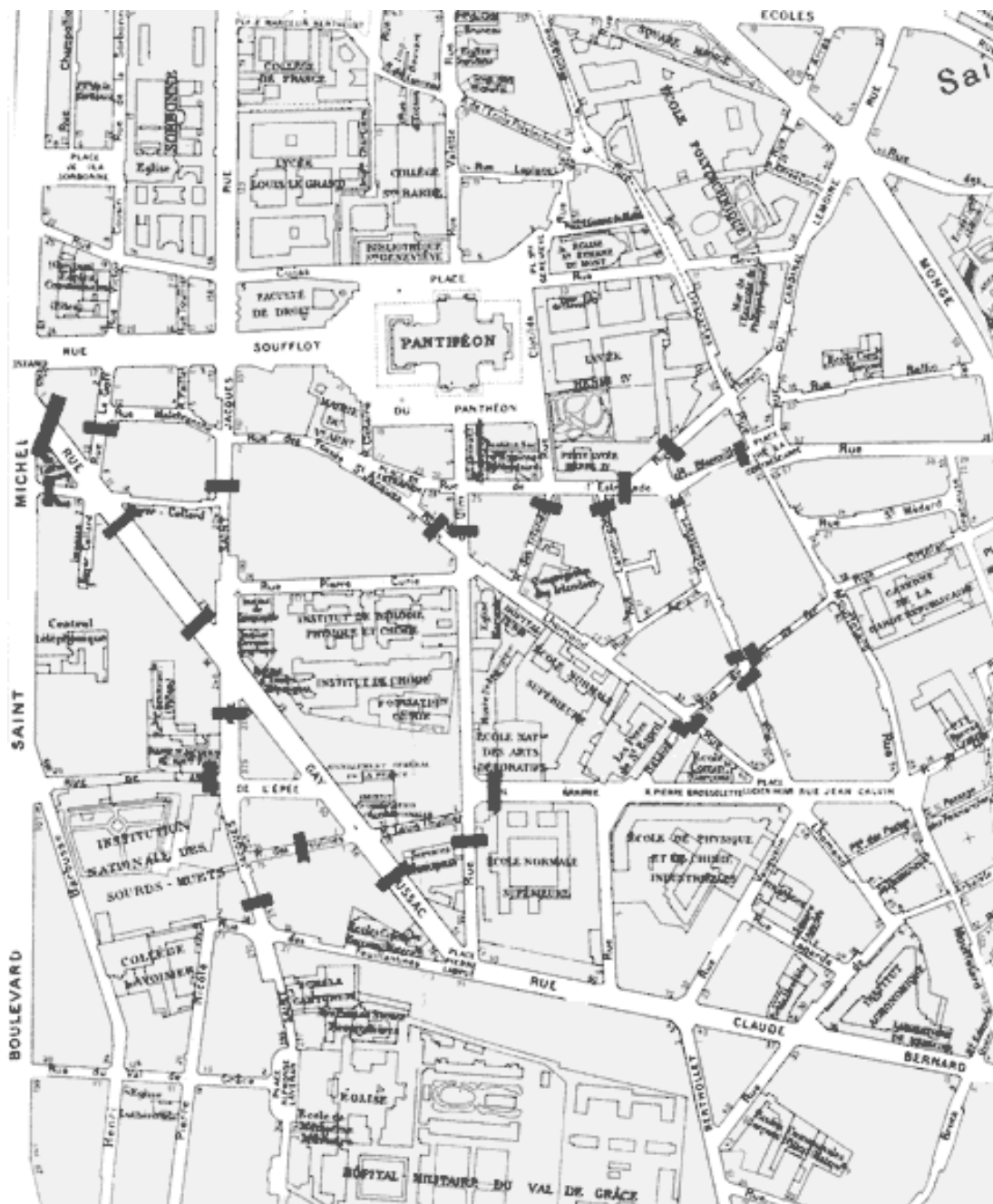
Entre 1500 et 2000 barricadiers étaient restés dans le périmètre au moment de l'attaque. On pouvait y compter les étudiants pour bien moins d'une moitié. Étaient présents un grand nombre de lycéens et de blousons noirs, et quelques centaines d'ouvriers²¹. C'était l'élite ; c'était la pègre. Beaucoup d'étrangers, et beaucoup de filles, participèrent à la lutte.

Les éléments révolutionnaires de presque tous les groupes gauchistes s'y retrouvèrent ; notamment une forte proportion d'anarchistes – certains même appartenant à la F.A. –, portant les drapeaux noirs qui avaient commencé à paraître dans la rue le 6 mai, et défendant âprement leur place-forte au carrefour des rues de l'Estrapade, Blainville

²⁰ C'est à cause de cet excès de distorsion idéologique soutenu par leurs abusifs porte-paroles que tant de gens croyaient, dans les barricades, que la police pourrait renoncer à les attaquer.

²¹ Pas seulement des *jeunes* ouvriers.

et Thouin. La population du quartier montra sa sympathie pour les émeutiers mêmes qui brûlaient ses voitures : en leur offrant des vivres, en lançant de l'eau pour combattre l'effet des gaz, enfin en leur donnant asile.



Périmètre de défense, et emplacement des principales barricades du quartier occupé le 10 mai.



Les soixante barricades, dont une vingtaine étaient très solides, permettaient une défense assez prolongée, et un repli en combattant, mais à l'intérieur d'un périmètre restreint. Le faible armement improvisé, et surtout l'inorganisation qui interdisait de

lancer des contre-attaques ou de manœuvrer dans le but d'élargir la zone des combats, laissaient les émeutiers pris dans une nasse.

Les dernières prétentions de ceux qui aspiraient à se placer à la tête du mouvement s'écroulèrent cette nuit-là dans la démission honteuse, ou bien dans la pure impuissance. La F.E.R., qui avait la troupe la mieux encadrée, fit parader ses cinq cents militants jusqu'aux barricades, pour y déclarer qu'il s'agissait d'une provocation, et qu'il fallait donc s'en aller. Ce qu'ils firent, drapeau rouge en tête. Pendant ce temps Cohn-Bendit et Sauvageot, toujours prisonniers de leurs obligations de vedettes, allaient signifier au recteur Roche que, «pour éviter toute effusion de sang», il fallait que la police se retirât du quartier. Cette extravagante demande, présentée dans un tel moment à un sous-fifre, était tellement dépassée par les événements qu'elle ne pouvait qu'entretenir pour une heure les illusions des plus naïfs. Roche conseilla simplement à ceux qui avaient consenti à venir lui parler de faire rentrer chez eux «les étudiants».



La bataille fut très dure. Les C.R.S., la police, la gendarmerie mobile réussirent à rendre intenable les barricades par un bombardement

intense de grenades incendiaires, de grenades offensives, et de gaz «au chlore», avant de se risquer à les prendre d'assaut.

Les émeutiers ripostaient à coups de pavés et de cocktails Molotov. Ils incendièrent les voitures, renversées en chicane, pour retarder l'avance de l'ennemi ; certains se postèrent sur les toits pour lancer toutes sortes de projectiles.

En plusieurs occasions, la police dut reculer. Les révolutionnaires, le plus souvent, mettaient le feu aux barricades sur lesquelles ils ne pouvaient plus se maintenir. Il y eut plusieurs centaines de blessés, et cinq cents arrestations. Quatre ou cinq cents émeutiers furent accueillis dans les bâtiments de l'École normale supérieure, rue d'Ulm, que la police n'osa pas envahir.







Deux ou trois cents autres avaient pu se retirer vers la rue Monge, ou trouver refuge chez des habitants du quartier, ou fuir par les toits. Jusqu'à la fin de la matinée, la police ratissa le quartier, assommant et emmenant tout ce qui lui paraissait suspect.



Chapitre IV : L'occupation de la Sorbonne

«C'est le lieu où les conditions objectives de la conscience historique sont réunies ; la réalisation de la communication directe active, où finissent la spécialisation, la hiérarchie et la séparation, où les conditions existantes ont été transformées "en conditions d'unité" ... Là seulement la négation spectaculaire de la vie est niée à son tour. L'apparition des Conseils fut la réalité la plus haute du mouvement prolétarien dans le premier quart du siècle, réalité qui resta inaperçue ou travestie parce qu'elle disparaissait avec le reste du mouvement que l'ensemble de l'expérience historique d'alors démentait et éliminait. Dans le nouveau moment de la critique prolétarienne, ce résultat revient comme le seul point invaincu du mouvement vaincu. La conscience historique qui sait qu'elle a en lui son seul milieu d'existence peut le reconnaître maintenant, non plus à la périphérie de ce qui reflue, mais au centre de ce qui monte.»

DEBORD, La Société du spectacle.

La nuit de bataille autour de la rue Gay-Lussac causa dans tout le pays de la stupeur. L'indignation qui, pour une grande partie de la population, s'y mêla bientôt, ne se tourna pas contre les émeutiers, malgré l'ampleur des destructions qu'ils avaient commises, mais contre les violences excessives des forces de l'ordre. La radio avait, toute la nuit, décrit instant par instant les conditions dans lesquelles le camp retranché s'était défendu et avait été emporté. On savait, notamment, qu'un grand nombre de blessés gravement atteints n'avaient pu être soignés pendant des heures parce que les assiégeants interdisaient leur évacuation. On leur reprochait aussi d'avoir fait grand usage d'un gaz nouveau et redoutable, quoique les autorités responsables aient commencé par démentir son emploi. Enfin la conviction qu'il y avait eu un certain

nombre de morts, que la police restée maîtresse du terrain aurait fait disparaître, était généralement répandue²².

Dès le samedi 11 mai, toutes les directions syndicales appelèrent à *une* journée de grève générale, le 13. Il s'agissait pour elles de mettre un point final au mouvement, en tirant le maximum d'une solidarité superficiellement affirmée «contre la répression». Les syndicats devaient aussi faire ce geste parce qu'ils constataient l'impression profonde causée parmi les ouvriers par la lutte directe en cours depuis une semaine. Un tel exemple menaçait déjà leur autorité. Leur grève de récupération ne respecta pas le temps de préavis légal : voilà tout ce qu'elle devait avoir de subversif.

Le gouvernement, qui avait d'abord réagi, tôt le matin, à l'instant de la chute du quartier des barricades, par un communiqué menaçant qui évoquait un complot et des sanctions, devant l'ampleur des protestations, se résolut à une complète volte-face. Le Premier ministre Pompidou, rentré samedi soir d'Afghanistan, joua en hâte la carte de l'apaisement. Il annonça, passant outre à tout ménagement hypocrite quant à l'indépendance de principe de la magistrature, que les étudiants condamnés allaient être libérés après un nouveau procès immédiat ; ce qui arriva effectivement. Il octroya les locaux de l'annexe Censier de la Faculté des Lettres, dès le dimanche, pour que s'y tînt légalement le *sit-in* déjà revendiqué, concernant une réforme de l'Université ; cette

²² Le fait n'a pas été démontré. La vraisemblance de l'hypothèse découle de deux considérations : d'une part, il est peu probable qu'entre tant de blessés graves, et si peu promptement secourus, personne ne meure ; d'autre part, il est peu probable que le gouvernement se soit résigné au recul considérable, et lourd de risques, qu'il devait tenter le soir même, sans tenir compte d'informations particulières sur la gravité des affrontements. Il est hors de doute que les services d'un État moderne ont la possibilité de dissimuler quelques tués. Non, bien sûr, en les laissant compter parmi des «personnes disparues» mais, par exemple, comme certains l'ont avancé, en les présentant comme victimes d'accidents de la route survenus hors de Paris.

discussion y commença incontinent, et pendant plusieurs jours l'atmosphère, studieuse et modérée, de Censier se ressentit de la tare originelle de sa naissance. Enfin, Pompidou promit de retirer, dès lundi, toutes les forces de police du quartier Latin, et par conséquent les barrages qui gardaient la Sorbonne. Au matin du 13 mai, la police avait décampé, et la Sorbonne était donc à *prendre*.

Pendant la journée du 13 le mot d'ordre de grève générale fut largement suivi. Dans un défilé pacifique, près d'un million de travailleurs, avec les étudiants et les professeurs, traversèrent Paris, de la République à Denfert-Rochereau, rencontrant sur leur parcours la sympathie générale. Les slogans portaient sur la solidarité des ouvriers et des étudiants, et réclamaient, pour le dixième anniversaire de sa venue au pouvoir, le départ de de Gaulle. Plus de cent drapeaux noirs étaient mêlés à la multitude de drapeaux rouges, réalisant pour la première fois cette conjonction des deux drapeaux qui allait bientôt devenir la marque du courant le plus radical du mouvement des occupations, non tant comme affirmation d'une présence anarchiste autonome que comme signe de la démocratie ouvrière.

Les syndicalistes obtinrent aisément la dispersion à Denfert ; quelques milliers de manifestants, étudiants pour la plupart, repartirent jusqu'au Champ-de-Mars où un meeting s'improvisa. Pendant ce temps, un certain nombre d'autres avaient commencé l'occupation de la Sorbonne. C'est là que se produisit spontanément un phénomène d'une importance décisive : tous ceux qui étaient présents décidèrent d'ouvrir la Sorbonne aux travailleurs. C'était prendre au mot le slogan abstrait de la manifestation : la solidarité ouvriers-étudiants. Ce passage était favorisé par la rencontre effective d'ouvriers ce jour-là, et surtout par le dialogue direct engagé entre les étudiants et des ouvriers avancés, venus de la manifestation pour dire qu'ils avaient été en accord, dès le premier jour, avec la lutte des étudiants ; et pour dénoncer le sale travail des staliniens. Un certain ouvriérisme, cultivé par les spécialistes sous-bureaucratiques du révolutionnarisme, n'était certainement pas absent dans les motivations de cette décision. Mais ce que ces leaders avaient

dit, sans vraiment y croire, et sans en mesurer les conséquences, prit un sens révolutionnaire à cause de l'atmosphère de *liberté totale* du débat ouvert dans la Sorbonne, qui annula complètement le paternalisme implicite de leur projet. En fait, peu d'ouvriers vinrent dans la Sorbonne. Mais, parce que la Sorbonne avait été déclarée ouverte à la population, les limites du problème étudiant et du public concerné avaient été brisées. Et parce que la Sorbonne commençait à réaliser une discussion démocratique qui mettait tout en question et considérait comme exécutoires les décisions prises, elle devint un phare pour les ouvriers dans tout le pays : elle leur montra leurs propres possibilités.

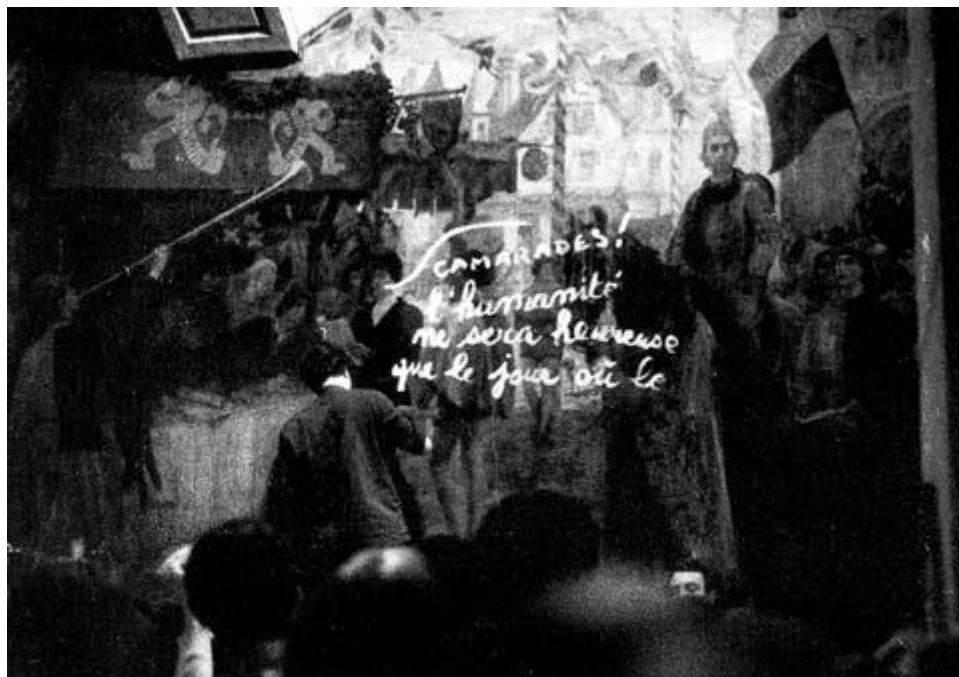
La complète liberté d'expression se manifesta dans la prise de possession des murs aussi bien que par la libre discussion dans toutes les assemblées. Les affiches de toutes les tendances, jusqu'aux maoïstes, cohabitaient sur les murs sans être lacérées ni recouvertes : les stalinien du P.C.F. seuls préféraient s'abstenir. Les inscriptions à la peinture n'apparurent qu'un peu plus tard. Ce premier soir, la première inscription révolutionnaire apposée, sous forme de phylactère, sur une des fresques, – la fameuse formule «L'humanité ne sera heureuse que le jour où le dernier bureaucrate aura été pendu avec les tripes du dernier capitaliste» — souleva quelques remous. Après un débat public, la majorité décida de l'effacer. Ce qui fut fait²³.

Le 14 mai fut fondé le Comité Enragés-Internationale situationniste²⁴. Il commença aussitôt à apposer sur les murs de la Sorbonne quelques

²³ L'auteur de cet ouvrage se flatte d'avoir lui-même tracé cette inscription, controversée sur le moment, mais qui ouvrit la voie à une si fertile activité. (Voir à ce sujet la revue *Internationale Situationniste* no 11, page 32 et *passim*.)

²⁴ Les contacts entre l'I.S. et les Enragés avaient pris forme au lendemain du tract publié le 21 février par ceux-ci. Ayant prouvé leur autonomie, les Enragés pouvaient justement s'entendre avec l'I.S., qui avait toujours fait d'une telle autonomie le préalable de tout accord. À la fin de la période des occupations, le Comité Enragés-I.S. convint de poursuivre cette unité dans l'I.S.

affiches qui disaient bien ce qu'elles voulaient dire. L'une mettait en garde contre l'illusion d'une démocratie directe cantonnée dans la Sorbonne.



Une autre appelait à la vigilance : «Les récupérateurs sont parmi nous !» Une autre encore se prononçait contre «toute survie de l'art» et «le règne de la séparation». Une enfin — «Déchristianisons immédiatement la Sorbonne» — s'indignait de la tolérance coupable manifestée par les occupants à propos de la chapelle qui était encore préservée : «Déterrions, disait-elle, et renvoyons à l'Élysée et au Vatican les restes de l'immonde Richelieu, homme d'État et cardinal.» Il est à noter que cette affiche se trouva être la première dans la Sorbonne subrepticement lacérée par des personnes qui désapprouvaient son contenu. Par ailleurs la «Commission Culture et Créativité» du «22 mars» jeta ce jour-là ses derniers feux en affichant sur l'édifice un certain nombre de citations de l'I.S., notamment du livre de Vaneigem.

C'est aussi le 14 mai que se tint la première assemblée générale des occupants, affirmant son statut de seul pouvoir dans la Sorbonne, et organisant le fonctionnement de l'occupation. Le débat fit apparaître trois tendances : une partie assez considérable de l'assistance, s'exprimant peu mais révélant sa modération en applaudissant certains discours

débiles, voulait simplement une réforme de l'Université, un accommodement sur les examens, une sorte de front universitaire avec la gauche du corps professoral. Un courant plus fort, réunissant tous les groupes gauchistes et leur clientèle, voulait poursuivre la lutte jusqu'à la chute du gaullisme, voire celle du capitalisme. Une troisième position, très minoritaire mais entendue, exigeait l'abolition des classes, du salariat, du spectacle et de la survie.



Elle fut clairement exprimée par une déclaration de René Riesel, au nom des Enragés. Il dit que la question universitaire était désormais dépassée, et que «les examens avaient été annulés par les barricades». Il demanda à l'assemblée de se prononcer pour la libération de tous les émeutiers, *y compris les pillards* arrêtés le 6 mai. Il montra que le seul avenir pour le mouvement était avec les travailleurs, non «à leur service» mais à leurs côtés ; et que les travailleurs, ce n'étaient aucunement leurs organisations bureaucratiques.

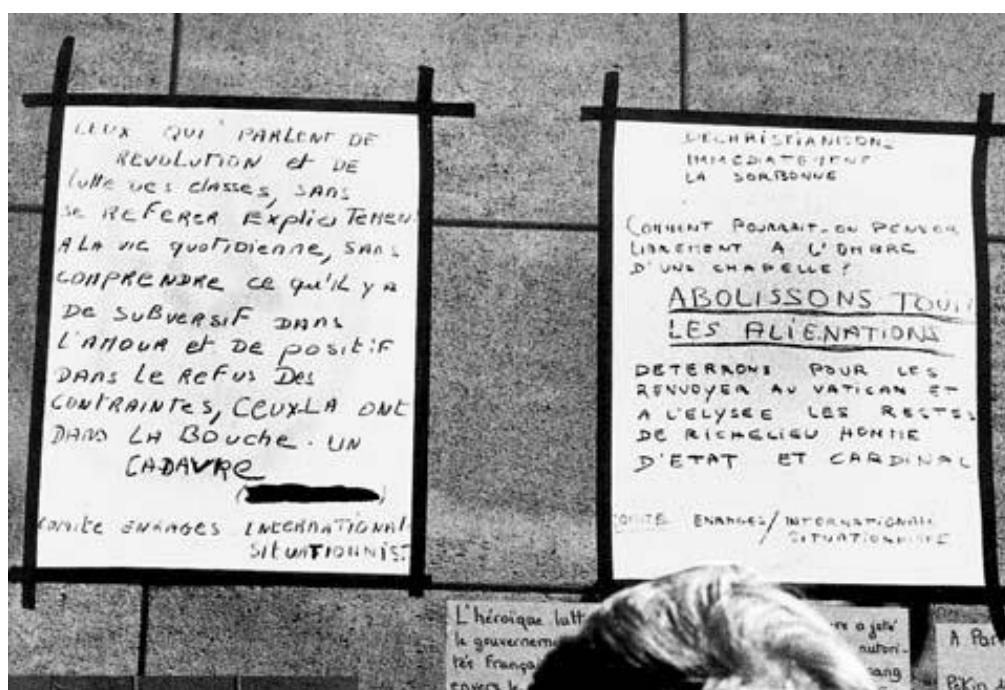


Première affiche publicitaire détournée, apposée dans la Sorbonne le 14 mai

Il affirma que l'on ne pouvait combattre l'aliénation présente en négligeant celles du passé – «plus de chapelle !» –, ni celles qui se préparent pour demain : «les sociologues et les psychologues sont d'autres flics !». Il dénonça une autorité policière de même nature dans les rapports hiérarchiques avec les professeurs. Il mit en garde contre la récupération du mouvement par les leaders gauchistes, et sa liquidation prévisible par les *staliniens*. Il conclut en faveur du pouvoir des Conseils ouvriers. Cette intervention suscita des mouvements divers. La proposition sur les pillards fut beaucoup plus huée qu'applaudie. L'attaque contre les professeurs choqua. La première dénonciation ouverte des staliniens étonna. Cependant, quand un peu plus tard l'assemblée procéda à l'élection du premier «Comité d'occupation», son organe exécutif, Riesel y fut nommé. Seul à avoir indiqué son appartenance, il fut aussi le seul à définir un programme : reprenant pour cela la parole, il précisa qu'il défendrait «la démocratie directe dans la Sorbonne», et la perspective du pouvoir international des Conseils ouvriers.

L'occupation des facultés et écoles d'enseignement supérieur avait commencé à Paris : Beaux-Arts, Nanterre, Conservatoire d'Art dramatique, Médecine. Toutes devaient suivre.

À la fin de la même journée du 14 mai, les ouvriers de Sud-Aviation, à Nantes, occupèrent leur usine et s'y barricadèrent, après avoir enfermé le directeur Duvochel, et des gens de l'administration, dans des bureaux



dont ils soudèrent les portes. Outre l'exemple de l'occupation de la Sorbonne, les ouvriers avaient pu tirer la leçon des incidents survenus la veille à Nantes. À l'appel du bureau nantais de l'U.N.E.F. qui, comme on l'a vu plus haut, était tenu par des révolutionnaires, les étudiants ne se contentèrent pas de défiler avec les syndicalistes. Ils marchèrent sur la préfecture, pour exiger l'annulation des poursuites précédemment engagées contre eux, et la restitution d'une subvention annuelle de 10.000 F qui leur avait été supprimée, comme on pense, depuis leurs prises de position radicales. Ils édifièrent deux barricades, que les C.R.S. essayèrent de reprendre. Des universitaires s'étant offerts comme intermédiaires, une trêve se fit, dont le préfet profita pour recevoir une délégation. Il céda sur toute la ligne : le recteur retirant sa plainte et payant. Nombre d'ouvriers de la ville avaient participé à ce combat. Ils purent constater l'efficacité de cette forme de revendication. Ceux de Sud-Aviation devaient s'en souvenir le lendemain. Les étudiants de Nantes vinrent aussitôt soutenir les piquets de grève.

Connue le 15 mai, l'occupation de Sud-Aviation fut partout comprise comme un acte d'une importance capitale : si d'autres usines suivaient la grève sauvage, le mouvement deviendrait irréversiblement cette crise historique qui était attendue par les plus lucides. En fin de matinée, le Comité d'occupation de la Sorbonne adressait au Comité de grève un télégramme de soutien, «de Sorbonne occupée à Sud-Aviation occupée».

Ce fut la seule activité dont le Comité d'occupation se trouva capable pendant la plus grande partie de la journée, encore en était-on redevable à Riesel. En effet, dès la première réunion du Comité, était apparu un stupéfiant contraste entre la fonction qu'il assumait en principe par délégation expresse de l'assemblée générale, et les conditions réelles qui lui étaient faites. Le Comité d'occupation était composé de quinze membres élus et révocables chaque jour par l'assemblée générale, responsables devant elle seule, et chargés d'organiser et maintenir l'occupation de la Sorbonne.



Tous les services improvisés, ou qui devraient être mis en place, pour le fonctionnement et la défense du bâtiment et de ce qui s'y faisait, étaient placés sous son contrôle. Il s'agissait de rendre possible en permanence la discussion libre, et d'assurer et faciliter la continuation des activités en cours – ceci allant de la distribution des salles à l'organisation du ravitaillement ; de la diffusion démocratique, écrite et orale, des informations au maintien de la sécurité. La réalité était tout autre : des bureaucrates U.N.E.F. en faillite, le vieux tandem Kravetz et Peninou resurgi de l'oubli qui l'avait justement englouti, s'étaient glissés dans les couloirs qu'ils connaissaient bien pour s'installer dans quelque cave, d'où ils s'employaient à ressaisir tous les fils du *pouvoir réel*, à coordonner l'action de toutes sortes de techniciens bénévoles qui se trouvaient être de leurs amis. C'était le cas d'un «Comité de coordination», qui s'était élu lui-même. Le «Comité de liaison inter-facultés» travaillait pour son propre compte. Le service d'ordre, parfaitement autonome, n'obéissait qu'à son chef, brave garçon au demeurant, qui s'était désigné tout seul et entendait ne discuter qu'à partir de cette position de force. Le «Comité de presse», composé de jeunes ou de futurs journalistes, n'était pas à la disposition de la Sorbonne, mais de la presse française dans son ensemble. Quant à la sonorisation, elle était tout simplement tenue par des éléments de droite, mais spécialistes de la radio.

Dans ce contexte surprenant, le Comité d'occupation éprouvait même quelque difficulté à disposer d'une salle : chaque féodalité déjà installée avait des prétentions sur la totalité des locaux. Sans doute découragés, la plupart des membres disparurent pour s'introduire, en désespoir de cause, dans les différents comités subordonnés mais insoumis, parce qu'ils leur reconnaissaient le mérite d'exister. Il apparaissait à l'évidence que les manipulateurs cités plus haut avaient pensé éterniser leur pouvoir en plaçant dans une position décorative de simples potiches le seul comité élu²⁵. Les manipulateurs devaient être satisfaits du résultat de leurs manœuvres pour la journée du 15 car, à l'assemblée générale qui se réunit le soir, ils proposèrent la reconduction en bloc, pour vingt-quatre heures, du fantomatique Comité d'occupation. Les huit membres du «Comité de coordination» furent aussi confirmés, comme simples auxiliaires du Comité d'occupation. Déjà fort des mécanismes pratiques qu'il avait en main, le Comité de coordination pensa achever sa prise du pouvoir en signifiant directement au Comité d'occupation qu'il n'existait plus. Presque tous les membres de ce dernier, qui venaient justement de réapparaître pour s'entendre réélire par l'assemblée générale, pour le coup se résignèrent à se disperser. Seuls deux membres du Comité d'occupation allèrent en appeler à la base, en dénonçant la manière scandaleuse dont le pouvoir de l'assemblée générale était bafoué. Riesel s'adressa, dans la cour, aux occupants, pour les ramener dans l'assemblée générale, afin qu'elle tranche entre les bureaucrates et ses délégués. Quelques minutes après, la tribune était envahie, et les bureaucrates sommés de s'expliquer publiquement. En butte à l'indignation générale, ils se rétractèrent honteusement. Ce qui restait du Comité d'occupation, appuyé par les éléments qui s'étaient tout de suite ralliés à lui, commença d'exister réellement.

²⁵ Quelque temps après, Peninou consterné ne se gênait pas pour exhaler ses plaintes devant témoin : «On était tous d'accord, gémissait-il, pour qu'aucun groupe ne participe au Comité d'occupation. On avait l'accord de la F.E.R., de la J.C.R., des "Chinois", etc. On avait oublié les situationnistes !»

Pendant la même journée du 15, les ouvriers de l'usine Renault de Cléon, en Seine-Maritime, se mettaient en grève et décidaient d'occuper leur usine, en y enfermant eux aussi les directeurs. Les usines Lockheed à Beauvais et Unulec à Orléans débrayèrent aussi. À la fin de la soirée, deux ou trois cents personnes se portèrent sur l'«Odéon-Théâtre de France» à l'heure de la sortie des spectateurs, et s'y installèrent comme occupants. Si le contenu de cette «libération» resta toujours limité – dominé par les gens et les problèmes de la culture – le fait même de s'emparer d'un bâtiment extérieur à tout alibi universitaire n'en signifiait pas moins un élargissement du mouvement : c'était une mise en scène bouffonne de la décomposition du pouvoir étatique. Dans la nuit qui suivit, les plus belles inscriptions de l'époque surgirent partout dans la Sorbonne.



Fenêtres de la salle Jules-Bonnot, côté rue de la Sorbonne

Au matin du 16 mai, l'occupation de Renault-Cléon fut connue, et une partie des travailleurs des «Nouvelles Messageries de la Presse parisienne» commencèrent, eux aussi, une grève sauvage, en essayant de bloquer la distribution des journaux. Le Comité d'occupation de la Sorbonne, qui siégeait dans la salle Jules Bonnot (anciennement Cavaillès) lança à 15 heures le communiqué suivant :

«Camarades, l'usine Sud-Aviation de Nantes étant occupée depuis deux jours par les ouvriers et les étudiants de cette ville ; le mouvement s'étendant aujourd'hui à plusieurs usines (N.M.P.P.-Paris, Renault-Cléon, etc.) *le Comité d'occupation de la Sorbonne* appelle à l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de Conseils ouvriers. Camarades, diffusez et reproduisez au plus vite cet appel.»

un peu 

L'usine sud aviation de Nantes étant occupée depuis 2 deux jours par les ouvriers et les étudiants de cette ville.
 Le mouvement s'étendant aujourd'hui à plusieurs usines (NMPP, Paris, Renault Cleon et autres.)
Q. 7/1 Le comité d'occupation de la sorbonne, appelle à l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de conseils ouvriers.
 Camarades, diffusez et reproduisez au plus vite cet appel.

SORBONNE 16 MAI 15 heures



L'appel à l'occupation des usines, fac-similé de l'original

Le Comité d'occupation, comme on l'a dit, se trouvait dépourvu de tout moyen matériel pour exercer la moindre activité. Pour diffuser son appel, il se mit donc en devoir de ressaisir ces moyens.

Il pouvait compter sur l'appui des Enragés, des situationnistes, et d'une quinzaine d'autres révolutionnaires. Des fenêtres de la salle Jules Bonnot, on demanda dans la cour, au moyen d'un mégaphone, des volontaires, qui se présentèrent nombreux. Ils recopièrent le texte qui n'était pas encore tiré, et allèrent le lire dans tous les amphithéâtres, et dans les autres facultés. Le tirage étant volontairement ralenti par les services du C.L.I.F., le Comité d'occupation dut réquisitionner des machines pour l'impression, et organisa son propre service de diffusion. La sonorisation ayant mis de la mauvaise volonté à passer le texte de

cet appel à intervalles réguliers, le Comité d'occupation la fit saisir : les spécialistes dépités sabotèrent l'installation en s'en allant, des partisans du Comité d'occupation la remirent en état de marche. On s'empara des téléphones pour passer le communiqué aux agences de presse, en province, à l'étranger. Dès 15 heures 30, il commençait à être effectivement diffusé d'une manière satisfaisante.



Fenêtres de la salle Jules-Bonnot, côté cour, au soir du 16 mai

Cet appel à l'occupation immédiate des usines fit scandale. Non certes dans la masse des occupants de la Sorbonne, où tant de bonnes volontés se manifestèrent aussitôt pour en assurer la diffusion, mais parmi les cadres des petits partis gauchistes, qui vinrent, affolés, parler d'aventurisme et de folie. Ils furent sèchement éconduits ; le Comité d'occupation n'avait pas de comptes à rendre aux divers groupuscules. Ainsi Krivine, le leader de la J.C.R., fut-il successivement refoulé de la sonorisation et de la salle Jules Bonnot, où il était venu en courant exprimer sa désapprobation, son angoisse, et même sa sottise prétention de faire annuler le communiqué ! Quelque envie qu'ils en aient eue, les manipulateurs n'avaient plus de forces suffisantes pour attenter encore à la souveraineté de l'assemblée générale, en lançant quelque raid contre la salle Jules Bonnot. En effet, le Comité d'occupation avait mis en place dès le début de l'après-midi son propre service de sécurité, pour parer à

toute utilisation irresponsable d'un service d'ordre peu sûr. Il s'employa ensuite à réorganiser ce service d'ordre, par une discussion politique avec ses éléments de base, les persuadant aisément du rôle anti-démocratique que certains avaient voulu leur faire jouer.

Tout le travail de reprise en main de la Sorbonne fut appuyé par une série de tracts, sortant sur un rythme très rapide, et largement diffusés. Ils étaient aussi lus à la sonorisation, qui en même temps annonçait les nouvelles occupations d'usines, dès qu'elles étaient connues. À 16 heures 30, le tract intitulé Vigilance ! mettait en garde : «La souveraineté de l'assemblée révolutionnaire n'a de sens que si elle exerce son pouvoir. Depuis quarante-huit heures, c'est la capacité même de décision de l'assemblée générale qui est contestée par une obstruction systématique... L'exigence de la démocratie directe est le soutien minimum que les étudiants révolutionnaires puissent apporter aux ouvriers révolutionnaires qui occupent les usines. Il est inadmissible que les incidents d'hier soir en assemblée générale ne soient pas sanctionnés. Les curés la ramènent, quand les affiches anticléricales sont déchirées...» À 17 heures le tract Attention ! dénonçait le Comité de presse qui «refuse de transmettre les communiqués des instances régulièrement élues par l'assemblée générale», et qui «*est un comité de censure*». Il incitait «les différents groupes de travail» à s'adresser sans intermédiaire à la presse, dont il fournissait quelques numéros de téléphone. À 18 heures 30, le tract Attention aux manipulateurs ! Attention aux bureaucrates ! dénonçait le service d'ordre incontrôlé. Il soulignait l'importance décisive de l'assemblée générale qui devait se tenir le soir : «À l'heure où les ouvriers commencent à occuper plusieurs usines en France, *sur notre exemple et par le même droit que nous*, le Comité d'occupation de la Sorbonne a approuvé aujourd'hui à 15 heures le mouvement.

Le problème central de la présente assemblée générale est donc de se prononcer par un vote clair pour soutenir ou désavouer l'appel de son Comité d'occupation. En cas de désaveu, cette assemblée prendra donc

la responsabilité de réserver aux étudiants un droit qu'elle refuse à la classe ouvrière et, dans ce cas, il est clair qu'elle ne voudrait plus parler d'autre chose que d'une réforme gaulliste de l'Université.» À 19 heures, un tract proposait une liste de mots d'ordre radicaux à diffuser : «Le pouvoir aux Conseils de travailleurs», «À bas la société spectaculaire-marchande», «Fin de l'Université», etc.

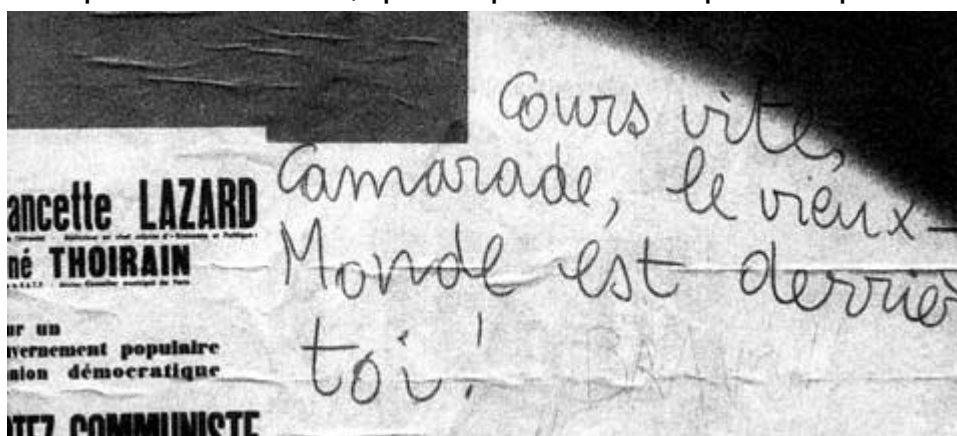


Les premiers exemplaires tirés d'un tract du Comité d'occupation sont lancés des fenêtres de la salle Jules-Bonnot

L'ensemble de cette activité, qui accroissait d'heure en heure le nombre des partisans du Comité d'occupation, a été cyniquement falsifié par la presse bourgeoise, à la suite du *Monde* daté du 18 mai, qui en rendait compte en ces termes : «Personne ne sait plus très bien qui dirige le Comité d'occupation de la Sorbonne. En effet, la salle où siège cet organisme, élu chaque soir à 20 heures en assemblée générale, a été envahie en fin d'après-midi par des étudiants "enragés" de l'"Internationale situationniste". Ceux-ci "tiennent" en particulier les micros de la Sorbonne, ce qui leur a permis dans la nuit de lancer plusieurs mots d'ordre que beaucoup d'étudiants ont trouvé aventureux : "Si vous rencontrez un flic, cassez-lui la figure", "Empêchez par la force que l'on prenne des photos à l'intérieur de la Sorbonne". Les étudiants de l'Internationale situationniste ont, d'autre part, "dissous toutes les structures bureaucratiques" mises en place précédemment, telles que le Comité de presse, le service d'ordre. Les décisions de ce Comité

pourraient être remises en cause par l'assemblée générale qui doit se réunir ce vendredi à 14 heures.»²⁶

Cet après-midi du 16 marque le moment où la classe ouvrière, d'une manière irréversible, commence à se déclarer pour le mouvement. À 14 heures, l'usine Renault de Flins est occupée. Entre 15 et 17 heures, la grève sauvage s'impose à Renault-Billancourt. De tous côtés, les occupations d'usines commencent en province. L'occupation des bâtiments publics, qui continue de s'étendre partout, atteint l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne, qui est pris en main par son personnel.



²⁶ Ces calomnies ont la vie dure. Dans *Paris Match* du 6 juillet, on pouvait lire : « Cette poétique anarchie ne dure pas. Un groupe qui s'intitule "situationnistes enragés" s'empare du pouvoir, c'est-à-dire de ce qu'on pourrait appeler la "légalité groupusculaire", et surtout de son instrument essentiel, nécessaire et suffisant : "la sono". La sono, c'est-à-dire la sonorisation, le système de hauts-parleurs par lequel on peut déverser jour et nuit une pluie de slogans dans la cour et les couloirs du vaisseau. Qui tient la sono tient le verbe, et l'autorité. Par la sono, les situationnistes diffusent aussitôt des messages parfaitement loufoques. Ils appellent par exemple tous les étudiants "à soutenir les malades de Sainte-Anne dans leur lutte de libération contre les psychiatres". » Dans un tout autre genre, le livre du fasciste François Duprat, *Les Journées de mai 68* (Nouvelles Éditions Latines), qui dénonce « à l'origine du 22 mars l'agitation entretenue à Nanterre par la quarantaine d'étudiants membres de l'*Internationale Situationniste* », prétend voir « la main de la H.V.A. (service de sécurité et d'espionnage est-allemand) » dans les activités de l'I.S. Il en rajoute en mêlant les situationnistes au « 22 mars », et en désignant Cohn-Bendit comme « leur ancien ami ».



Devant l'accumulation de ces nouvelles, tous les groupes gauchistes de la Sorbonne se rallièrent à une marche immédiate sur Billancourt, à 20 heures. Le Comité d'occupation convint qu'il fallait repousser l'assemblée générale, qu'il était pourtant impatient de mettre en face de ses responsabilités. Son communiqué, peu avant 20 heures, déclarait : «En accord avec différents groupes politiques, le Mouvement du 22 mars, l'U.N.E.F., le Comité d'occupation décide de reporter l'assemblée générale du 16 mai à 20 heures au 17 mai à 14 heures. Tous place de la Sorbonne à 20 heures pour marcher sur *Billancourt*.»

L'entrée dans la lutte de Renault-Billancourt, la plus grande usine de France, qui avait eu si souvent un rôle déterminant dans les conflits sociaux, et surtout la menace d'une jonction entre les ouvriers et les

occupations révolutionnaires qui s'étaient développées à partir de la lutte des étudiants, épouvantèrent le parti dit communiste et le gouvernement.



Entrée de la chapelle de la Sorbonne le 17 mai

Avant même d'apprendre le projet d'une marche sur Billancourt, ils réagirent d'une manière presque identique aux mauvaises nouvelles qu'ils connaissaient déjà. À 18 heures 30, un communiqué du bureau politique stalinien «met les travailleurs et les étudiants en garde contre tout mot d'ordre d'aventure». Peu après 19 heures, un communiqué du gouvernement était diffusé : «En présence de diverses tentatives annoncées ou amorcées par des groupes d'extrémistes pour provoquer une agitation généralisée, le Premier ministre rappelle ... que le gouvernement ne pourra tolérer que l'ordre républicain puisse être atteint ... Dès lors que la réforme universitaire ne serait plus qu'un prétexte pour plonger le pays dans le désordre, le gouvernement a le devoir de maintenir la paix publique...» Le gouvernement décida aussitôt le rappel de 10.000 réservistes de la gendarmerie.

Trois ou quatre mille occupants de la Sorbonne allèrent, en deux cortèges, jusqu'à Billancourt, toujours avec les drapeaux rouges et noirs. La C.G.T., qui tenait toutes les portes de l'usine, réussit à empêcher la rencontre avec les ouvriers. Quant au projet d'une marche sur l'O.R.T.F., que le Comité Enragés-Internationale situationniste avait essayé de faire adopter par l'assemblée générale dès le 14, et défendu encore le 15, le « 22 mars », l'U.N.E.F. et le S.N.E. sup. s'étaient

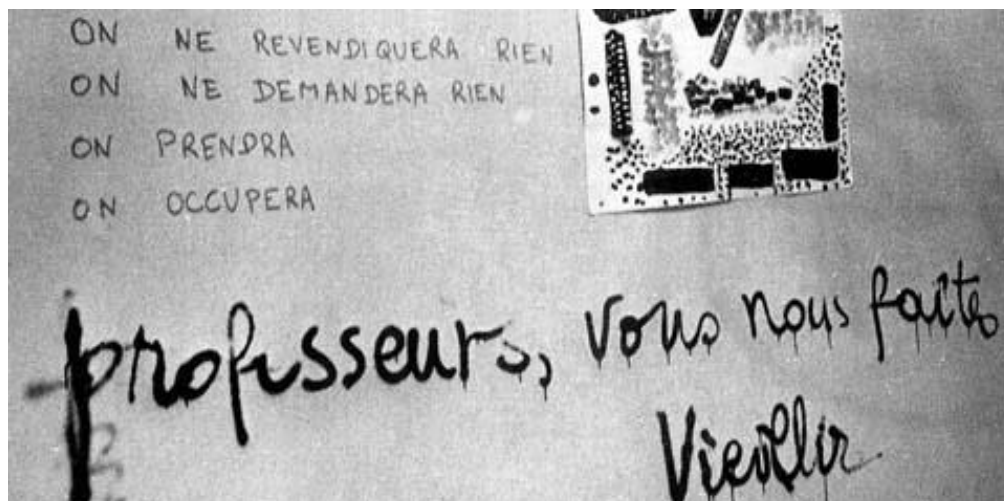


déterminés à le réaliser le lendemain 17 mai. Sitôt cette décision connue, la C.G.T., le 16 à 21 heures, déclara qu'elle prenait «l'allure d'une provocation qui ne peut que servir le pouvoir personnel». À 22 heures 30, le parti stalinien reprit le mot. À

minuit le S.N.E. sup. et l'U.N.E.F. obtempérèrent, en faisant savoir qu'ils annulaient leur appel.

Dans la nuit, à la Sorbonne, la contre-offensive des manipulateurs commençait. Profitant de l'absence des éléments révolutionnaires qui étaient autour des usines Renault, ils tentèrent d'improviser une assemblée générale avec ce qui restait sur place.

Le Comité d'occupation y envoya deux délégués qui dénoncèrent le caractère factice d'une assemblée issue de cette manœuvre. Comprenant qu'elle avait été jouée, l'assemblée se dispersa aussitôt.



Au petit jour, les ouvriers des N.M.P.P. firent demander des occupants de la Sorbonne pour renforcer leurs piquets de grève, qui n'avaient pas encore réussi à imposer l'arrêt du travail. Le Comité d'occupation envoya des volontaires.

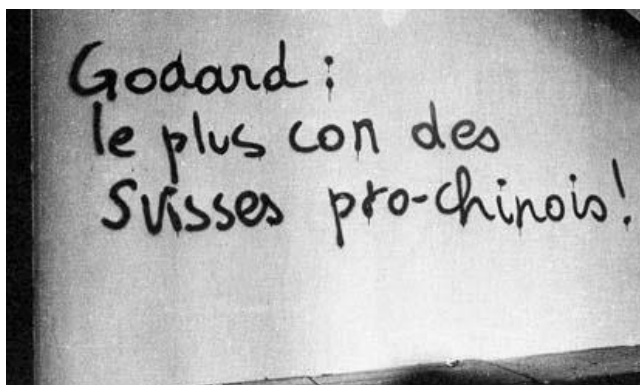


Sur la ligne n° 2 du métro, un comité d'action anti-syndical entreprit de mettre en grève la R.A.T.P. Une centaine d'usines allaient être occupées dans la journée. Dès le matin, les ouvriers des entreprises parisiennes en grève, à commencer par Renault, arrivaient à la Sorbonne pour établir ce contact que les syndicats empêchaient aux portes des usines.



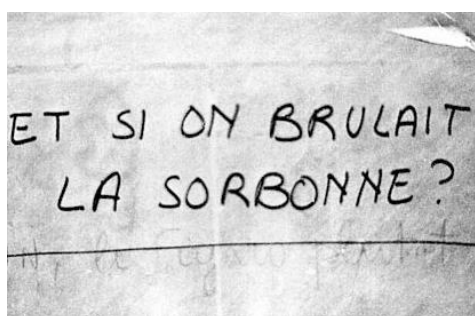
L'assemblée générale de 14 heures discuta en priorité une seconde marche sur Billancourt, et renvoya à sa séance du soir le règlement de

tous les autres problèmes. La F.E.R. tenta vainement d'envahir la tribune, et son leader parla, tout aussi vainement, pour empêcher cette seconde marche ; ou au moins, si elle devait avoir lieu tout de



même, pour qu'elle arbore un seul slogan – para-stalinien : «Front unique ouvrier». La F.E.R. se voyait déjà sans doute reconnue dans un tel «Front», avec la S.F.I.O. et le P.C. Dans toute la crise, la F.E.R. fut au parti stalinien ce que le parti stalinien est au gaullisme : le soutien passa avant la rivalité, et les mêmes bons offices eurent évidemment, à leurs niveaux respectifs, le même salaire d'ingratitude. Un communiqué de la C.G.T.-Renault venait de paraître, déconseillant «vivement aux initiateurs de cette marche de maintenir cette initiative». La marche eut lieu ; elle fut reçue comme la veille. La C.G.T. s'était discréditée encore plus auprès des ouvriers, en affichant à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine la ridicule calomnie qui suit : «Jeunes travailleurs, des éléments révolutionnaires cherchent à susciter la division dans nos rangs pour nous affaiblir. Ces extrémistes ne sont que des suppôts de la bourgeoisie touchant même de grosses récompenses du patronat.»

Le Comité d'occupation avait encore édité, à 13 heures, un tract émanant des ouvriers qui avaient lancé la grève chez Renault, expliquant comment des jeunes travailleurs avaient entraîné la base de certains départements, obligeant les syndicats à approuver tardivement le mouvement qu'ils avaient essayé d'éviter : «Les ouvriers attendent



que chaque nuit viennent aux portes des gens pour soutenir en masse un mouvement de masse». À la même heure, des télégrammes étaient envoyés dans plusieurs pays, exposant la position révolutionnaire de la Sorbonne occupée.

Quand l'assemblée générale se réunit enfin à 20 heures, les conditions qui avaient altéré son fonctionnement à ses débuts ne s'étaient aucunement améliorées. La sonorisation ne marchait que pour la durée exacte de certaines interventions, et s'arrêtait précisément pour d'autres. La direction des débats, et surtout la mise aux voix éventuelle d'une motion, dépendaient techniquement d'un grotesque inconnu, évidemment homme de paille de l'U.N.E.F., qui s'était nommé au

Telegramm Télégramme Telegramma					
von - de - da	No	Wörter Mots Parole	Aufgegeben den Consigné le Consegnato il	Stunde Heure Ora	
74 1553 PARIS	80 509463				
26211 SD PARIS F 1968 MAY 17 15 52					
Erhalten - Reçu - Ricevuto			Befördert - Transmis - Transmesso		
nach - à - a			Stunde - Heure - Ora		
Name - Nom - Nome			Name - Nom - Nome		
			No 3986		
CIRA 24 BEAUMONT LAUSANNE =					
CAMARADES : NOUS AVONS CONSCIENCE DE COMMENCER A FAIRE HISTOIRE STOP NOUS TENONS A LE FAIRE SAVOIR A TRAVERS LES ARCHIVES DU CIRA A LA POSTERITE STOP L HUMANITE NE SERA HEUREUX QUE LE JOUR OU LE DERNIER BUREAU BUREAUCRATE AURA ETE PENDU AVEC LES TRIPES DU DERNIER CAPITALISTE STOP VIVE LES OCCUPATIONS D USINE PAR LES OUVRIERS STOP VIVE LE POUVOIR INTERNATIONNAL DES CONSELS DES TRAVAILLEURS STOP = COMITE D OCCUPATION DE SORIONNE AUTONOME ET POPULAIRE =					

premier instant de l'occupation président permanent des assemblées générales et qui, réfractaire à tout désaveu et à toute humiliation, s'accrocha à ce poste jusqu'à la fin. La F.E.R., qui avait naïvement publié dès le matin son intention de «reprendre en main» le mouvement, essaya encore d'envahir la tribune.

Les manipulateurs de toutes les sectes coopérèrent pour empêcher l'assemblée générale de se prononcer sur les activités du Comité d'occupation qui venait de rendre son mandat – et principalement sur l'appel à l'occupation des usines. Cette obstruction s'accompagna d'une campagne de dénigrement, portant plus volontiers sur des détails destinés à noyer le poisson : une «allure Saint-Germain-des-Prés» du

désordre dans le bâtiment, le mépris témoigné aux petits partis gauchistes et à l'U.N.E.F., un commentaire sur l'occupation de Sainte-Anne où certains prétendirent avoir entendu un appel à la «libération des fous», d'autres misères. L'assemblée se montra incapable de se faire respecter.

L'ex-Comité d'occupation, n'ayant pu obtenir un vote sur sa gestion, et ne voulant à aucun degré jouer un rôle dans les luttes d'influence et les compromis qui se faisaient en coulisse pour la désignation du Comité suivant, annonça qu'il quittait la Sorbonne où la démocratie directe était dès à présent étranglée par les bureaucrates. Tous ses partisans sortirent en même temps, et le service d'ordre se trouva dissous, tandis que la F.E.R., qui depuis plus d'une heure menaçait la tribune, en profitait pour s'y ruer. Elle ne put pas pour autant s'annexer la gestion de la Sorbonne, où les mêmes partages d'influence devaient se poursuivre jusqu'à la fin. Le verdict du Comité d'occupation fut malheureusement confirmé par tous les faits.



Le Comité d'occupation rend compte de son mandat à l'assemblée générale, le soir du 17 mai.

Si l'échec d'une ébauche de démocratie de conseil dans la Sorbonne fut sans doute nuisible pour la suite du mouvement des occupations, qui

devait connaître précisément sur ce terrain son principal manque, duquel découla son échec général, il est de toute façon certain qu'au point atteint à ce moment par la crise, aucun groupe n'avait plus la force suffisante pour intervenir dans un sens révolutionnaire avec un effet notable. Toutes les organisations qui pesèrent effectivement sur le développement ultérieur étaient ennemies de l'autonomie ouvrière. Tout devait dépendre du rapport de forces dans les usines entre les ouvriers, partout isolés et séparés, et la puissance conjointe de l'État et des syndicats.



Le Comité d'occupation annonce sa décision de quitter la Sorbonne.

Chapitre V : La grève générale sauvage

«En France, il suffit qu'on soit quelque chose pour vouloir être tout.»

MARX, Contribution à la critique de la Philosophie du Droit de Hegel.

Pendant la journée du 17 mai, la grève s'étendit à presque toute l'industrie métallurgique et chimique. Après ceux de Renault, les ouvriers de Berliet, Rhodiaceta, Rhône-Poulenc et S.N.E.C.M.A. décidèrent d'occuper les usines. Plusieurs gares étaient aux mains des cheminots, et peu de trains restaient encore en circulation. Les postiers occupaient déjà les centres de tri. Le 18, la grève gagna Air-France et la R.A.T.P. Partie de quelques occupations exemplaires en province, la grève s'était étendue à la région parisienne, pour toucher l'ensemble du pays. Dès ce moment, même les syndicats ne pouvaient plus douter que cette réaction en chaîne de grèves sauvages aboutirait à la grève générale.

Déclenché spontanément, le mouvement des occupations s'était d'emblée affirmé contre toutes les consignes et tout contrôle des syndicats. «À la Direction de la Régie, constatait Le Monde du 18 mai, on souligne le caractère sauvage du déclenchement du mouvement après la grève du 13 mai, qui avait été modérément suivie en province. On estime également paradoxal que le foyer de contestation se situe dans une entreprise où, précisément, il n'y avait sur le plan social que des conflits de routine, relativement mineurs.»



L'ampleur de la grève contraignit les syndicats à une contre-offensive rapide qui allait montrer, avec une évidence particulièrement brutale, leur fonction naturelle de gardiens de l'ordre capitaliste dans les usines. La

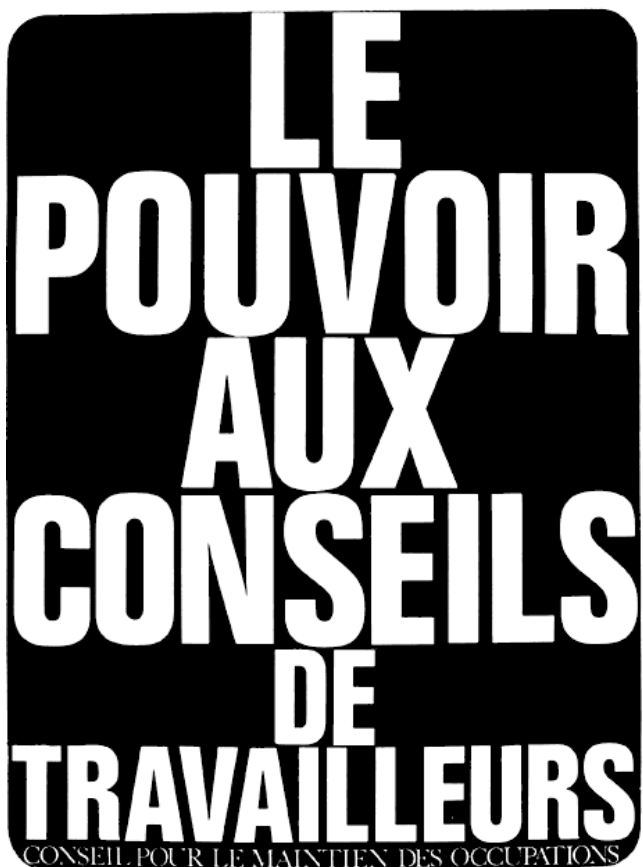
stratégie syndicale poursuivait son but principal : détruire la grève. Pour ce faire, les syndicats, qui avaient une longue tradition de briseurs de grèves sauvages, s'employèrent à réduire ce vaste mouvement de grève générale à une série de grèves d'entreprise juxtaposées. La C.G.T. prit la tête de cette contre-offensive. Dès le 17 mai, son Conseil confédéral se réunissait et déclarait : «L'action engagée à *l'initiative de la C.G.T. et avec d'autres organisations syndicales*²⁷ crée une situation nouvelle et revêt une importance exceptionnelle.» La grève était ainsi acceptée, mais pour refuser tout mot d'ordre de grève générale. Cependant, partout les ouvriers votèrent la grève illimitée avec occupation. Pour devenir les maîtres d'un mouvement qui les menaçait directement, les organisations bureaucratiques devaient d'abord mettre un frein aux initiatives des travailleurs, et faire face à l'autonomie naissante du prolétariat. Elles s'emparèrent donc des Comités de grève, qui devinrent aussitôt un véritable pouvoir policier chargé *d'isoler* les ouvriers dans les usines, et de formuler en leur nom ses propres revendications.

Un spectre hante la planète:
le spectre des travailleurs de Sud-Aviation
toutes les vieilles puissances de la terre se sont groupées
en une organisation des nations unies pour traquer ce
spectre: le pape et le président du soviet suprême, Wilson
et Mitterand, les radicaux de France et les policiers
américains.
Il en résulte un double enseignement:
1° déjà les travailleurs de Sud-Aviation sont reconnus
comme une puissance par toutes les puissances de la planète;
2° il est grand temps que les travailleurs de Sud-Aviation
exposent à la face du monde entier leurs conceptions,
leurs buts et leurs tendances.



Tract fait par des ouvriers de Sud-Aviation, Courbevoie.

²⁷ L'effarant mensonge est souligné par nos soins.



Tandis qu'à la porte de presque toutes les usines, les piquets de grève, toujours aux ordres des syndicats, empêchaient les ouvriers de parler pour eux-mêmes, de parler aux autres et d'entendre parler les courants les plus radicaux qui se manifestaient alors, les directions syndicales se chargeaient de réduire l'ensemble du mouvement à un programme de revendications strictement professionnelles. Le spectacle de la contestation bureaucratique atteignit sa phase parodique, quand on vit la C.F.D.T., fraîchement déchristianisée, s'en prendre à la C.G.T., accusée – à juste titre – de s'en tenir aux «revendications alimentaires», proclamer : «Au-delà des revendications matérielles, c'est le problème de la gestion et de la direction de l'entreprise qui est posé.» Cette surenchère électorale d'un syndicat à vocation moderniste alla jusqu'à proposer «l'autogestion», comme forme du «pouvoir ouvrier dans l'entreprise». On put voir alors les deux falsificateurs-en-chef se lancer à la tête la vérité de leur propre mensonge : le stalinien Seguy en qualifiant l'autogestion de «formule creuse », le curé Descamps en la vidant de son contenu réel. En fait, cette querelle des anciens et des modernes à

propos des meilleures formes de défense du capitalisme bureaucratisé, préluait à leur accord fondamental sur la nécessité de négocier avec l'État et le patronat.



Lundi 20 mai, à quelques secteurs près, qui n'allaient pas tarder à rejoindre le mouvement, la grève avec occupation était générale. On comptait 6 millions de grévistes ; il allait y en avoir plus de 10 dans les jours suivants. La C.G.T. et le P.C., débordés de toutes parts, dénonçaient toute idée de «grève insurrectionnelle», tout en faisant mine de durcir leurs positions revendicatives. Seguy déclarait que ses «dossiers étaient prêts pour une éventuelle négociation». Pour les syndicats, toute la force révolutionnaire du prolétariat ne devait servir qu'à les rendre présentables aux yeux d'un gouvernement presque inexistant, et d'un patronat effectivement dépossédé.



La même comédie se jouait au niveau politique. Le 22 mai, la motion de censure fut repoussée dans l'indifférence générale. Il y avait plus de choses dans les usines et dans les rues que dans toutes les assemblées de Parlement et de partis réunies. La C.G.T. appela à une «journée de revendication» pour le vendredi 24. Mais, entre-temps, l'interdiction de séjour signifiée à Cohn-Bendit allait relancer la lutte dans la rue. Une manifestation de protestation fut improvisée le jour même pour préparer celle du lendemain, vendredi. La parade des cégétistes, commencée à 14 heures, se clôtura dans le calme par un discours particulièrement sénile de De Gaulle.

Cependant à la même heure, des milliers de manifestants avaient résolu, encore une fois, de défier simultanément la police et le service d'ordre étudiant. La participation massive des ouvriers à cette manifestation condamnée par le P.C. et la C.G.T. montrait, négativement, à quel point ceux-ci pouvaient seulement offrir le spectacle d'une force qui ne leur appartenait plus. De même le «leader du 22 mars» réussissait, par son absence forcée, à susciter une agitation qu'il aurait été incapable de modérer.



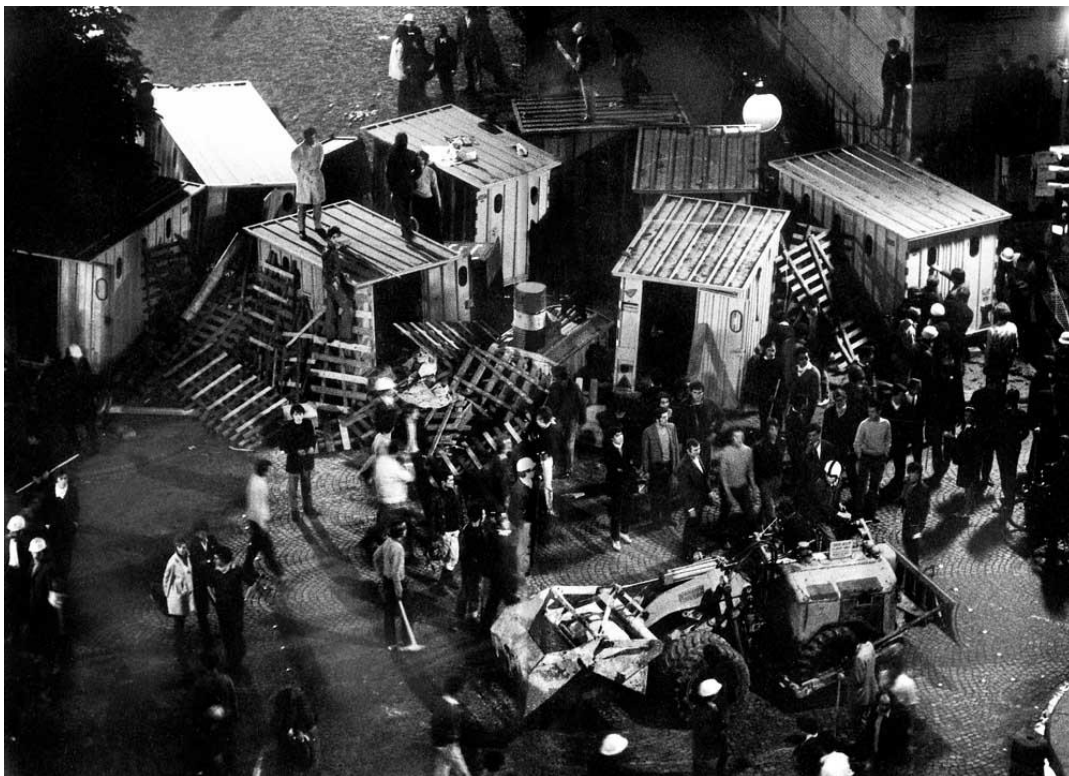
Quelque trente mille manifestants s'étaient rassemblés entre la gare de Lyon et la Bastille. Ils entreprirent de marcher sur l'Hôtel de Ville. Mais évidemment la police avait déjà bouclé toutes les issues ; la première



barricade fut donc aussitôt dressée. Elle donna le signal d'une série d'affrontements qui se prolongèrent jusqu'à l'aube. Une partie des manifestants avait réussi à atteindre et à saccager la Bourse. L'incendie, qui aurait répondu aux vœux de plusieurs générations de révolutionnaires, ne détruisit que très superficiellement ce «temple du Capital».

Plusieurs groupes s'étaient répandus dans les quartiers de la Bourse, des Halles, et de la Bastille jusqu'à la Nation ; d'autres avaient gagné la

rive gauche et tinrent le Quartier latin et Saint-Germain-des-Prés, avant de refluer vers Denfert-Rochereau. La violence atteignit son point culminant²⁸.



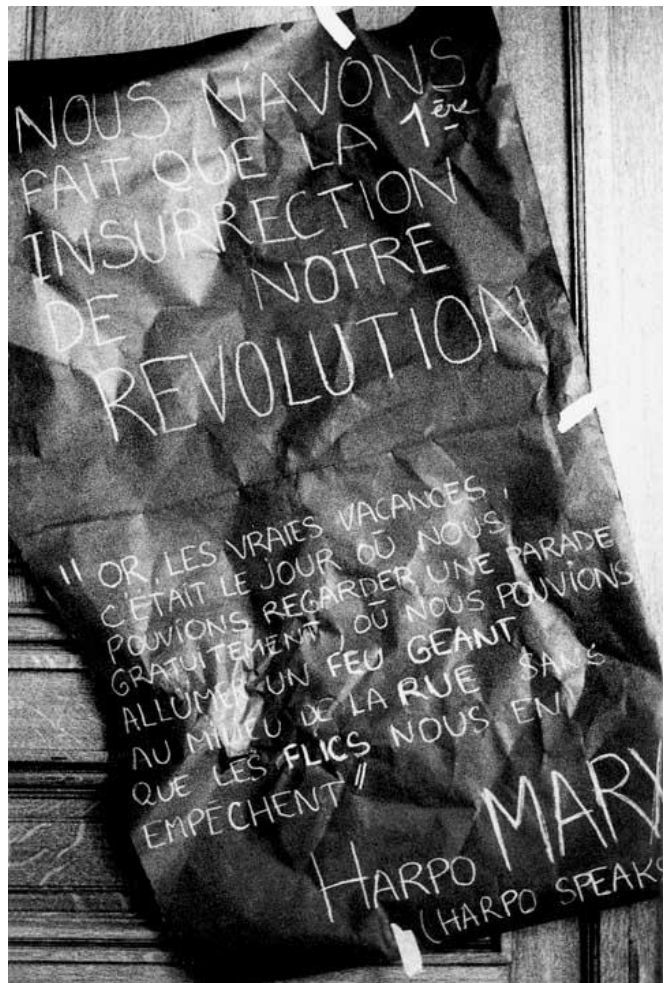
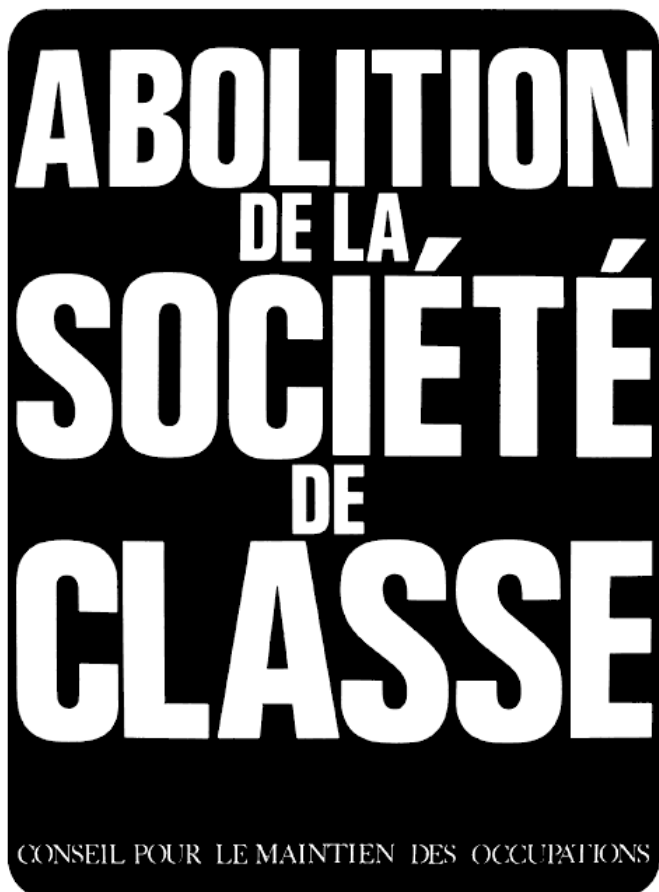
²⁸ On avoua un mort parmi les manifestants. La malheureuse victime fit beaucoup d'usage : on déclara qu'elle était tombée d'un toit ; puis qu'elle avait été poignardée en s'opposant à la pègre qui manifestait ; enfin le rapport du médecin légiste divulgué plusieurs semaines après concluait à une mort provoquée par un éclat de grenade.

Elle avait cessé d'être le monopole des «étudiants», elle était le privilège du prolétariat. Deux commissariats furent mis à sac dans l'enthousiasme : ceux de l'Odéon et de la rue Beaubourg. Sous le nez des policiers impuissants, deux cars et une voiture de police furent brûlés à coups de cocktails Molotov, devant le commissariat du Panthéon.

Dans le même moment, plusieurs milliers d'émeutiers lyonnais combattaient la police, écrasaient un commissaire en lâchant sur lui un camion chargé de pierres, et allaient plus loin que leurs camarades de Paris en organisant le pillage d'un grand magasin. On se battit à Bordeaux, où la police choisit la trêve, à Nantes, et même à Strasbourg.

Ainsi donc les ouvriers étaient entrés en lutte, non seulement contre leurs syndicats, mais encore en sympathisant avec un mouvement d'étudiants, et mieux, de voyous, de vandales défendant des slogans absolument scandaleux, qui allèrent de «Je jouis dans les pavés» jusqu'à «Ne travaillez jamais». Aucun des ouvriers qui vinrent trouver les révolutionnaires hors des usines, pour chercher avec eux une base d'accord, ne formula de réserve sur cet aspect extrême du mouvement. Au contraire, les travailleurs n'hésitèrent pas à construire les barricades, à brûler les voitures, à piller les commissariats et à faire du boulevard Saint-Michel un vaste jardin, coude à coude avec ceux que, dès le lendemain, Fouchet et le Parti dit Communiste appelaient la «pègre».

Le 25, le gouvernement et les organisations bureaucratiques répondirent conjointement à ce prélude insurrectionnel qui les avait fait trembler. Leurs réponses furent complémentaires : tous deux souhaitaient l'interdiction des manifestations et la négociation immédiate ; chacun prit la décision souhaitée par l'autre.



Chapitre VI : Profondeur et limites de la crise révolutionnaire

«C'était une fête sans commencement ni fin ; je voyais tout le monde et je ne voyais personne, car chaque individu se perdait dans la même foule innombrable et errante ; je parlais à tout le monde sans me rappeler ni mes paroles ni celles des autres, car l'attention était absorbée à chaque pas par des événements et des objets nouveaux, par des nouvelles inattendues.»

BAKOUNINE, Confession.

Le mouvement des occupations, qui s'était emparé des zones-clés de l'économie, atteignit très rapidement tous les secteurs de la vie sociale, s'en prit à tous les points de contrôle du capitalisme et de la bureaucratie. Le fait que la grève s'étendait maintenant à des activités qui avaient toujours échappé à la subversion rendait plus évidentes encore deux des plus anciennes constatations de l'analyse situationniste : la modernisation croissante du capitalisme entraîne la prolétarianisation d'une couche sans cesse plus grande de la population ; à mesure que le monde de la marchandise étend son pouvoir à tous les aspects de la vie, il produit partout l'extension et l'approfondissement des forces qui le nient.

La violence du négatif fut telle que, non seulement elle mobilisa les réserves aux côtés des troupes de choc, mais qu'en plus elle permit à la canaille qui s'employait à renforcer le positif du monde dominant de se payer une manière de contestation. Ainsi a-t-on vu se développer parallèlement les luttes réelles et leur caricature, à tous les niveaux et à tous les moments. Dès le début, l'action engagée par les étudiants dans les universités et dans la rue avait trouvé son prolongement dans les lycées. Malgré certaines illusions syndicalistes des Comités d'action lycéens (C.A.L.), les lycéens prouvèrent, par leur combativité et leur conscience, qu'ils annonçaient moins les futurs étudiants que les prochains fossoyeurs de l'Université. Plus que les universitaires, les professeurs de lycée surent se faire éduquer par leurs élèves. Ils

rejoignirent massivement la grève, où à leur tour les instituteurs avaient pris une position très ferme. En occupant les lieux de travail, les employés des banques, des sociétés d'assurances, des grands magasins, protestaient à la fois contre leur condition de prolétaire et contre un système de services qui fait de chacun le serviteur du système. De même les grévistes de l'O.R.T.F., en dépit de la croyance à une «information objective», avaient entrevu confusément leur réification et ressenti le caractère fondamentalement mensonger de toute communication habitée par la hiérarchie. La vague de solidarité qui emportait l'enthousiasme des exploités ne connut pas de limites. Les étudiants du Conservatoire d'Art dramatique s'installèrent dans les locaux et participèrent massivement aux phases les plus dynamiques du mouvement. Ceux du Conservatoire de Musique réclamaient une «musique sauvage et éphémère», dans un tract où ils proclamaient «il faudra que nos revendications soient acceptées dans un temps donné, sinon ce sera la révolution» ; ils retrouvaient ce ton congolais que lumumbistes et mulélistes rendirent populaire au moment même où le prolétariat des pays industrialisés commençait à expérimenter son indépendance possible, et qui exprime si bien ce que tous les pouvoirs redoutent, la spontanéité naïve des gens qui naissent à la conscience politique.

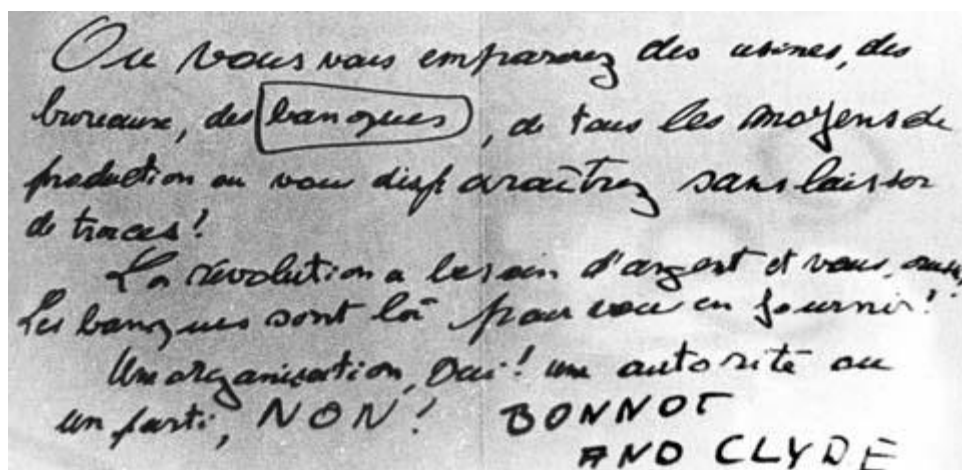
Semblablement, la formule, en soi dérisoire, «nous sommes tous des juifs allemands» prenait, dans la bouche des Arabes qui la scandaient le 24 à la Bastille, une résonance vraiment inquiétante, car chacun pensait qu'il faudrait bien venger un jour le massacre d'octobre 1961, et qu'aucune diversion sur le thème de la guerre israélo-arabe ne pourrait l'empêcher. La prise du paquebot *France* par son équipage, au large du Havre, eut, malgré son peu de conséquence, le mérite de rappeler à ceux qui réfléchissent maintenant aux chances d'une révolution que le geste des marins d'Odessa, de Cronstadt et de Kiel n'appartenait pas au passé. L'insolite devenait quotidien à mesure que le quotidien s'ouvrait à d'étonnantes possibilités de changement. Les chercheurs de l'Observatoire de Meudon mirent en autogestion l'observation

astronomique. L'Imprimerie nationale était en grève. Les fossoyeurs occupèrent les cimetières, les footballeurs chassèrent les dirigeants de leur fédération, et rédigèrent un tract où ils réclamaient «le football aux footballeurs». La vieille taupe n'épargnait rien, ni les anciens privilégiés, ni les nouveaux. Les internes et les jeunes médecins avaient liquidé la féodalité régnant dans leur faculté, ils avaient craché sur des «patrons» avant de les expulser, ils avaient pris parti contre l'Ordre des Médecins et fait le procès des conceptions médicales. Les «cadres contestataires» allèrent jusqu'à mettre en cause leur propre droit à l'autorité, comme privilège négatif de consommer plus et donc de vivre moins. Il n'est pas jusqu'aux publicitaires qui n'aient suivi le modèle des prolétaires exigeant la fin du prolétariat, en souhaitant la liquidation de la publicité.



Cette volonté, clairement manifestée, d'un changement réel, mettait d'autant mieux en lumière les manœuvres dérisoires et dégoûtantes des falsificateurs, de ceux qui font métier d'habiller le vieux monde de changements apparents. Si les curés ont pu la ramener sans que les églises leur tombent sur la tête, c'est parce que la spontanéité révolutionnaire – celle qui prescrivit dans l'Espagne de 1936 le bon usage des édifices religieux – subissait encore le joug du stalino-guevarisme. Dès lors, il n'y avait rien d'étonnant à ce que synagogues, temples, églises se reconvertissent en «centres de contestation» pour servir la vieille mystification au goût du jour, et avec la bénédiction de ceux qui alimentent la soupe moderniste depuis un demi-siècle.

Puisqu'on tolérait les consistoires occupés et les théologiens léninistes, il devenait difficile d'étouffer dans leur propre outrecuidance les directeurs de musée réclamant l'assainissement de leurs entrepôts, les écrivains réservant l'Hôtel de Massa, qui en avait vu d'autres, aux vidangeurs d'élite de la culture, les cinéastes récupérant sur pellicule ce que la violence insurrectionnelle n'aurait pas le temps de détruire, les artistes enfin ressuçant la vieille hostie de l'art révolutionnaire.



Où vous vous emparerez des usines, des
bureaux, des banques, de tous les moyens de
production ou vous disparaîtrez sans laisser
de traces !
La révolution a besoin d'argent et vous, les
banques sont là pour vous en fournir !
Une organisation, oui ! une autorité ou
un parti, NON ! BONNOT
AND CLYDE

Cependant, en l'espace d'une semaine, des millions de gens avaient rompu avec le poids des conditions aliénantes, avec la routine de la survie, avec la falsification idéologique, avec le monde à l'envers du spectacle. Pour la première fois depuis la Commune de 1871, et avec un plus bel avenir, l'homme individuel réel absorbait le citoyen abstrait ; en tant qu'homme individuel dans sa vie empirique, dans son travail individuel, dans ses rapports individuels, il devenait un être générique et reconnaissait ainsi ses propres forces comme forces sociales. La fête accordait enfin de vraies vacances à ceux qui ne connaissaient que les jours de salaire et de congé. La pyramide hiérarchique avait fondu comme un pain de sucre au soleil de mai. On se parlait, on se comprenait à demi-mot. Il n'y avait plus ni intellectuels ni ouvriers mais des révolutionnaires dialoguant partout, généralisant une communication où seuls les intellectuels ouvriéristes et autres candidats dirigeants se sentaient exclus. Dans ce contexte, le mot «camarade» avait retrouvé son sens authentique, il marquait vraiment la fin des séparations ; et ceux qui l'employèrent à la stalinienne comprirent vite que parler la

langue des loups ne les dénonçait que mieux comme chiens de garde. Les rues étaient à ceux qui les dépavaient. La vie quotidienne, soudain redécouverte, devenait le centre de toutes les conquêtes possibles. Des gens qui avaient toujours travaillé dans les bureaux maintenant occupés déclaraient qu'ils ne pourraient plus jamais vivre comme avant, même pas un peu mieux qu'avant. On sentait bien, dans la révolution naissante, qu'il n'y aurait plus que des reculs tactiques et non plus des renoncements. Lors de l'occupation de l'Odéon, le directeur administratif se retira au fond de la scène puis, le moment de surprise passé, il fit quelques pas en avant et s'écria : «Maintenant que vous l'avez pris, gardez-le, ne le rendez jamais, brûlez-le plutôt» – et que l'Odéon momentanément rendu à sa chiourme culturelle n'ait pas brûlé montre seulement qu'on n'en était qu'aux prémices.

Le temps capitalisé s'était arrêté. Sans train, sans métro, sans voiture, sans travail, les grévistes rattrapaient le temps si tristement perdu dans les usines, sur les routes, devant la télé. On flânait, on rêvait, on apprenait à vivre. Les désirs commençaient à devenir peu à peu réalité. Pour la première fois, il y eut vraiment une jeunesse. Non pas la catégorie sociale inventée pour les besoins de la cause marchande, par les sociologues et les économistes, mais la seule jeunesse réelle, celle du temps vécu sans temps mort, celle qui rejette la référence policière à l'âge au profit de l'intensité («Vive l'éphémère jeunesse marxiste-pessimiste», disait une inscription). La théorie radicale, réputée difficile par les intellectuels bien incapables de la vivre, devenait tangible pour tous ceux qui la ressentaient dans leurs moindres gestes de refus, et c'est pourquoi ils n'avaient aucune peine à exposer sur les murs la formulation théorique de ce qu'ils souhaitaient vivre. Il avait suffi d'un soir de barricades pour que les blousons noirs se politisent et se trouvent en parfait accord avec la fraction la plus avancée du mouvement des occupations. Aux conditions objectives, prévues par l'I.S. et venant naturellement renforcer et propager ses thèses, s'ajouta l'aide technique des imprimeries occupées. Certains imprimeurs furent parmi les rares

grévistes²⁹ qui, dépassant le stade stérile de l'occupation passive, décidèrent de soutenir pratiquement ceux qui se tenaient à la pointe du combat. Des tracts et des affiches appelant à la constitution des Conseils ouvriers atteignirent ainsi de très forts tirages.



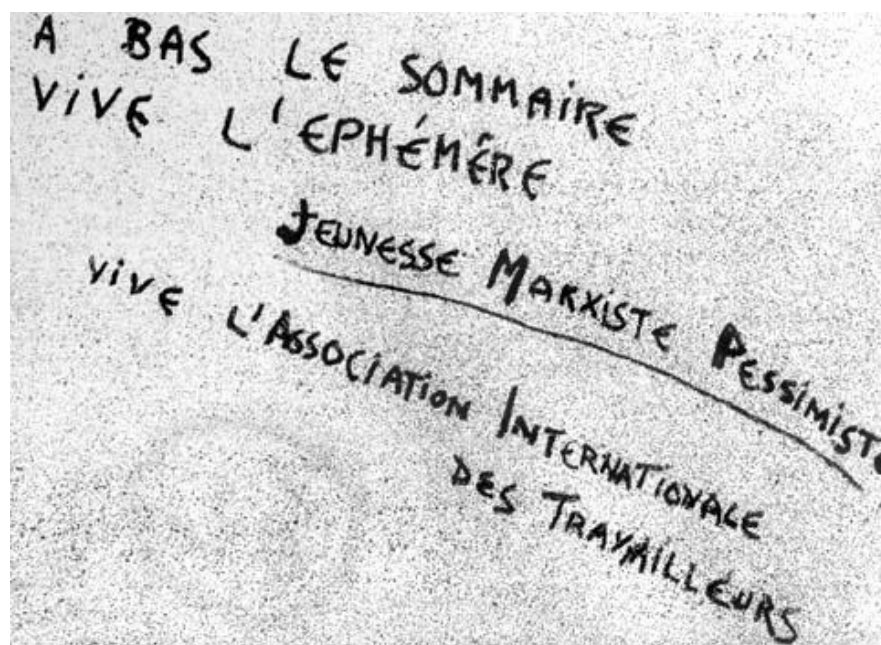
Le commissariat de la rue Beaubourg au lendemain du 24 mai.

«À ces différents bilans il convient d'ajouter les dommages propres que la Préfecture de Police a eu à subir et qui s'analysent de la façon suivante : 9 locaux de police saccagés (commissariat Odéon-Sainte-Avoie - Plaisance - Saint-Thomas-d'Aquin - Saint-Germain-des-Prés - Batignolles - Clignacourt - Montparnasse - Goutte d'Or) ; 3 cars de police-secours incendiés ; 10 véhicules détériorés...»

Liaisons, Bulletin de la Préfecture de police, no 151.

²⁹ Une entreprise de la banlieue ouest fabriqua des walkies-talkies à l'usage des manifestants. Les postiers de plusieurs villes assurèrent les communications pour les grévistes.

L'action des imprimeurs obéissait à une conscience nette de la nécessité où le mouvement se trouvait de mettre au service de tous les grévistes les instruments de production et les centres de consommation, mais aussi à une solidarité de classe qui prit chez d'autres travailleurs une forme exemplaire. Le personnel de l'usine Schlumberger tint à préciser que sa revendication «ne portait aucunement sur les salaires», et entra en grève pour soutenir les ouvriers particulièrement exploités de Danone, l'usine voisine. Les employés de la F.N.A.C. déclarèrent pareillement dans un tract que : «Nous, travailleurs des magasins de la F.N.A.C., nous nous sommes mis en grève non pas pour la satisfaction de nos revendications particulières mais pour participer au mouvement qui mobilise actuellement 10 millions de travailleurs manuels et intellectuels...» Le réflexe d'internationalisme, que les spécialistes des coexistences pacifiques et des guérillas exotiques avaient prématurément enterré dans l'oubli ou dans les oraisons funèbres du stupide Régis Debray, reparut avec une force qui laisse bien augurer du prochain retour des Brigades internationales.



Du même coup, tout le spectacle de la politique étrangère, Vietnam en tête, s'était subitement dissous en révélant ce qu'il n'avait jamais cessé d'être : faux problèmes pour fausses contestations. On acclama la prise du Bumidom par les Antillais, les occupations de résidences

universitaires internationales. Rarement tant de drapeaux nationaux furent brûlés par tant d'étrangers résolus à en finir une fois pour toutes avec les symboles d'État, avant d'en finir avec les États eux-mêmes. Le gouvernement français sut répondre à cet internationalisme en livrant aux prisons de tous les pays les Espagnols, les Iraniens, les Tunisiens, les Portugais, les Africains et tous ceux qui rêvaient en France d'une liberté interdite chez eux.



Tout le bavardage sur les revendications partielles ne suffirait pas pour effacer un seul moment de liberté vécue. En quelques jours, la certitude du changement global possible avait atteint un point de non-retour. Touchée dans ses fondements économiques, l'organisation hiérarchique cessait d'apparaître comme une fatalité. Le refus des chefs et des services d'ordre, comme la lutte contre l'État et ses policiers, était d'abord devenu une réalité dans les lieux de travail, où patrons et dirigeants de tous grades avaient été chassés. Même la présence d'apprentis-dirigeants, hommes des syndicats et des partis, ne pouvait effacer de l'esprit des révolutionnaires que ce qui s'était fait de plus passionnant s'était opéré sans dirigeants, et donc contre eux. Le terme «stalinien» fut ainsi reconnu par tous comme la pire insulte dans la chienne politique.

L'arrêt du travail, comme phase essentielle d'un mouvement qui n'ignorait guère son caractère insurrectionnel, remettait en l'esprit de chacun cette évidence primordiale que le travail aliéné produit l'aliénation. Le droit à la paresse s'affirmait, non seulement dans des inscriptions populaires comme «Ne travaillez jamais» ou «Vivre sans temps mort, jouir sans entrave», mais surtout dans le déchaînement de l'activité ludique. Fourier remarquait déjà qu'il faudrait plusieurs heures de travail à des ouvriers pour construire une barricade que des émeutiers dressent en quelques minutes. La disparition du travail forcé coïncidait nécessairement avec le libre cours de la créativité dans tous les domaines : inscription, langage, comportement, tactique, techniques de combat, agitation, chansons, affiches et bandes dessinées. Chacun put mesurer ainsi la somme d'énergie créatrice galvaudée dans les périodes de survie, dans les jours condamnés au rendement, au shopping, à la télé, à la passivité érigée en principe. C'est au même compteur Geiger que l'on pouvait estimer la tristesse des usines à loisir où l'on paie pour consommer avec ennui les marchandises que l'on produit dans la lassitude qui rend les loisirs désirables. «Sous les pavés la plage», constatait joyeusement un poète de muraille, tandis qu'une lettre apparemment signée du C.N.P.F. conseillait cyniquement aux travailleurs d'oublier les occupations d'usines et de profiter de leurs augmentations de salaires pour passer leurs vacances au «Club Méditerranée». Dans l'agressivité dont ont fait preuve les masses, c'est indiscutablement le système de la marchandise qui était visé. S'il y eut peu de pillages, beaucoup de vitrines de magasins subirent la critique du pavé.

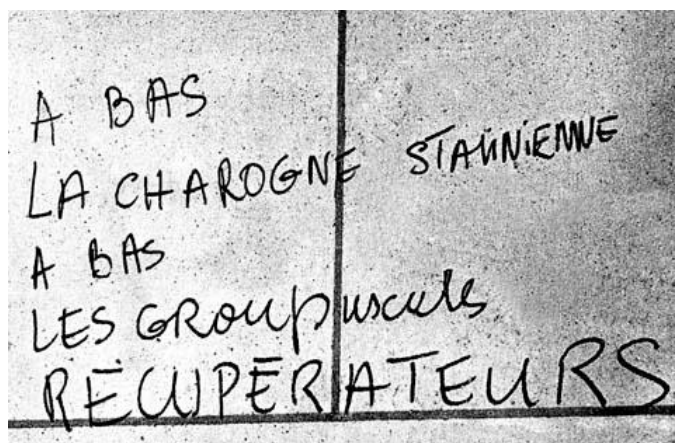
Il y a longtemps que les situationnistes prévoient que l'incitation permanente à profiter des objets les plus divers, en échange d'une insidieuse contrepartie en argent, provoquerait la colère des masses abusées et traitées en agents consommateurs. Les voitures automobiles qui cumulent en elles l'aliénation du travail et du loisir, l'ennui mécanique, la difficulté de se déplacer et la rogne permanente de leur propriétaire, attirèrent principalement l'allumette (on est en droit de

s'étonner de ce que les humanistes, habituellement prompts à dénoncer les violences, n'aient pas cru devoir applaudir à un geste salulaire qui sauve de la mort un bon nombre de personnes promises chaque jour aux accidents de la route).



Le manque d'argent, entraîné par la fermeture des banques, ne fut pas ressenti comme une gêne mais comme un allègement des rapports humains. Vers la fin mai, on commençait à se faire à l'idée d'une disparition de la monnaie. La solidarité effective palliait les déficiences de l'entretien individuel. De la nourriture était distribuée gratuitement en beaucoup d'endroits occupés par les grévistes. Personne n'ignorait d'ailleurs qu'en cas de prolongation de la grève, il eût fallu recourir aux réquisitions, et inaugurer ainsi une vraie période d'abondance.

Cette façon de saisir les choses à la racine était vraiment la théorie réalisée, le refus pratique de l'idéologie.



sur l'air de :

NOS SOLDATS A LA ROCHELLE
(chanté par Jacques Douai le 11 mai 68)

Refrain: DES CANONS, PAR CENTAINES
DES FUSILS, PAR MILLIERS
DES CANONS, DES FUSILS, PAR MILLIERS.

RUE GAY-LUSSAC LES REBELLES
N'ONT QU'LES VOITURES A BRÛLER
QUE VOULIEZ-VOUS DONC, LA BELLE,
QU'EST-CE DONC QUE VOUS VOULIEZ ?

DITES MOI COMMENT S'APPELLE
CE JEU LÀ QUE VOUS JOUIEZ ?
LA RÈGLE EN PARAÎT NOUVELLE
QUEL JEU, QUEL JEU SINGULIER.

LA REVOLUTION, LA BELLE,
EST LE JEU QUE VOUS OUSIEZ
ELLE SE JOUE DANS LES RUELLES
ELLE SE JOUE GRÂCE AUX PAVÉS.

LE VIEUX MONDE ET SES SEQUELLES
NOUS VOULONS LES BALAYER
IL S'AGIT D'ÊTRE CRUEL
MORT AUX FLICS ET AUX CURÉS

ILS NOUS LANCENT COMME GRÊLE
GRENADES ET GAZ CHLORÉS
NOUS NE TRUVONS QUE DES PELLÉS
ET COUTEAUX POUR NOUS ARMER
MES PAUVRES ENFANTS DIT-ELLE
MES JOLIS BARRICADIERS
MON CŒUR, MON CŒUR EN CHANCELLE
JE N'AI RIEN A VOUS DONNER

SI J'AI FOI DANS MA QUERELLE
JE N'CRAINS PAS LES POLICIERS
IL FAUT QU'ELLE DEVIENNE CELLE
DES CAMARADES-OUVRIERS

LE GAULLISME EST UN BORDEL
PERSON'N'EN PEUT PLUS DOUTER
LES BUREAUCRATS AUX POUBELLES
SANS EUX ON AURAIT GAGNÉ

RUE GAY-LUSSAC LES REBELLES
N'ONT QU'LES VOITURES A BRÛLER
QUE VOULIEZ VOUS DONC, LA BELLE,
QU'EST-CE DONC QUE VOUS VOULIEZ

Reproduction populaire de la chanson du C. M. D. O. (On notera la confusion : Jacques Douai n'a, bien sûr, pas chanté cette chanson.)

« Au carrefour de la rue des Ecoles et du boulevard Saint-Michel, un, chanteur anonyme tient cercle. Il affiche sur un mur le texte d'une chanson spécialement écrite sur les événements récents. "Des fusils par centaines, des canons par milliers" dit le refrain. Comme d'autres événements plus tragiques, tout cela finira-t-il par des chansons clamées à chaque carrefour ? »

France-Soir, 15 juin 1968.

De sorte que ceux qui agissaient ainsi radicalement se trouvaient doublement habilités à dénoncer la distorsion du réel qu'opèrent, dans leur palais des miroirs, les appareils bureaucratiques en lutte pour imposer partout leur propre reflet : ils se battaient pour les objectifs les plus avancés du projet révolutionnaire, et donc pouvaient parler au nom de tous et en connaissance de cause. Ils mesuraient mieux la distance qui existe entre la pratique de la base et les idées des dirigeants. Dès les premières assemblées de la Sorbonne, ceux qui prétendirent parler au nom d'un groupe traditionnel et d'une politique spécialisée furent hués et

mis dans l'impossibilité de prendre la parole. Les barricadiers ne jugèrent jamais nécessaire de se faire expliquer par des bureaucrates confirmés, ou en puissance, pour qui ils se battaient. Ils savaient assez, par le plaisir qu'ils y prenaient, qu'ils se battaient pour eux, et cela leur suffisait. Ce fut l'élément moteur d'une révolution qu'aucun appareil ne pouvait tolérer. Là s'exercèrent principalement les coups de frein.

La critique de la vie quotidienne commença à modifier avec succès le décor de l'aliénation. La rue Gay-Lussac s'appela rue du 11-Mai, les drapeaux rouges et noirs prêtèrent une apparence humaine aux façades des édifices publics, la perspective haussmannienne des boulevards fut corrigée, les zones de verdure redistribuées et interdites à la circulation rapide. Chacun fit à sa manière la critique de l'urbanisme. Quant à la critique du projet artistique, ce n'était pas chez les commis-voyageurs du happening ni chez les raclures d'avant-garde qu'il fallait la chercher, mais dans la rue, sur les murs et dans le mouvement général d'émancipation qui portait en lui la réalisation même de l'art. Des médecins, si souvent attachés à la défense d'intérêts corporatistes, passèrent dans le camp de la révolution en dénonçant la fonction policière qui leur est imposée : «La société capitaliste, sous le couvert d'une apparente neutralité (libéralisme, vocation médicale, humanisme non-combattant...) a rangé le médecin aux côtés des forces de répression : il est chargé de maintenir la population en état de travail et de consommation (ex. : médecine du travail), il est chargé de faire accepter aux gens une société qui les rend malades (ex. : psychiatrie).» (Médecine et répression, tract édité par le Centre national des jeunes médecins). Ce fut l'honneur des internes et des infirmiers de l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne de dénoncer pratiquement cet univers concentrationnaire en occupant les lieux, en chassant les ordures que Breton souhaitait voir crever, et en prenant dans le comité d'occupation des représentants des prétendus malades.



On a vu rarement tant de gens mettre en cause tant de normalités, et sans doute faudra-t-il un jour constater qu'en mai 1968 le sentiment de profonds bouleversements précéda la transformation réelle du monde et de la vie. L'attitude *manifestement conseilliste* a ainsi précédé partout l'apparition des Conseils. Or, ce que les récentes recrues du nouveau prolétariat peuvent accomplir, les ouvriers le feront mieux dès qu'ils sortiront des cages où les maintiennent les singes du syndicalisme ; c'est-à-dire bientôt, si l'on s'en réfère à des slogans comme «Lynchons Seguy».

La formation des Comités d'action de base fut un signe particulier et positif du mouvement ; cependant elle contenait en elle la plupart des obstacles qui allaient le briser. Elle émanait à l'origine d'une volonté profonde d'échapper aux manipulations bureaucratiques et d'entamer une action autonome, à la base, dans le cadre de la subversion générale. Ainsi les Comités d'action organisés aux usines Rhône-Poulenc, aux N.M.P.P., et dans certains magasins, pour ne citer que ceux-là, purent dès le début lancer et durcir la grève, contre toutes les manœuvres syndicales. Ce fut également le cas des Comités d'action «étudiants-ouvriers» qui réussirent à accélérer l'extension et le renforcement de la grève. Cependant, lancée par des «militants», la formule des Comités de base souffrit de cette pauvre origine. La plupart étaient une proie facile pour les professionnels du noyautage : ils se laissaient paralyser par les querelles sectaires, ne pouvaient que décourager les bonnes volontés naïves. Beaucoup disparurent de cette façon. D'autres, par leur éclectisme et leur idéologie, écoeurèrent les travailleurs. Sans prise directe sur les luttes réelles, la formule fut un sous-produit bâtard de l'action révolutionnaire ; elle favorisa toutes les caricatures, toutes les récupérations (C.A. Odéon, C.A. Écrivains, etc.)

La classe ouvrière avait réalisé spontanément ce qu'aucun syndicat, aucun parti, ne pouvait ni ne voulait faire à sa place : le déclenchement de la grève et l'occupation des usines. Elle avait fait l'essentiel, sans lequel rien n'eût été possible, mais elle ne fit rien de plus, et laissa donc l'occasion à des forces extérieures de la déposséder de sa victoire et de

parler à sa place. Le stalinisme joua là son plus beau rôle depuis Budapest. Le parti dit communiste et son appendice syndical constituaient la principale force contre-révolutionnaire qui entrava le mouvement. Ni la bourgeoisie, ni la social-démocratie n'auraient pu le combattre aussi efficacement. C'est parce qu'elle était la centrale la plus puissante, et entretenait la plus grande dose d'illusions, que la C.G.T. apparut avec le plus d'évidence comme le premier ennemi de la grève. En fait, tous les autres syndicats poursuivaient le même but. Personne ne trouva pourtant d'aussi beaux accents que *L'Humanité* titrant avec indignation : «Le gouvernement et le patronat prolongent la grève»³⁰.

Dans la société capitaliste moderne, les syndicats ne sont pas une organisation ouvrière dégénérée, ni une organisation révolutionnaire trahie par ses dirigeants bureaucratisés, mais un mécanisme d'intégration du prolétariat au système d'exploitation. Réformiste par essence, le syndicat – quel que soit le contenu politique de la bureaucratie qui le dirige – reste le meilleur rempart du patronat devenu réformiste à son tour (on l'a bien vu dans le sabotage de la grande grève sauvage belge de 1960-1961 par le syndicat socialiste). Il est le frein principal à toute volonté d'émancipation totale du prolétariat. Désormais

³⁰ Un tract du 8 juin, cité dans *I.C.O.* no 72, signé par le délégué d'un comité de solidarité d'ouvriers et étudiants suédois de Göteborg, rapporte que Tomasi, représentant de la C.G.T.-Renault, refusa la somme collectée, en arguant «que la présente grève est une *affaire française* et ne concerne pas les autres pays ; que les ouvriers français étaient des “ouvriers évolués” et ne manquaient donc de rien, notamment pas d'argent... que *la présente grève n'était nullement révolutionnaire*, que seules les “revendications” étaient en cause, que la mise en marche des usines par les ouvriers pour leur propre compte était une idée romantique, inadaptée à la situation française ; que cette grève était le résultat du travail patient et ordonné fait par les syndicats pendant de longues années et que malheureusement de petits groupes *infiltrés* essayaient d'opposer les ouvriers aux dirigeants syndicaux en faisant croire que les syndicats avaient suivi les ouvriers en grève et non le contraire.»

toute révolte de la classe ouvrière se fera en premier lieu contre ses propres syndicats. C'est la vérité élémentaire que les néo-bolcheviks se refusent à reconnaître.

Ainsi tout en lançant le mot d'ordre de «révolution», ils sont restés dans la sphère de la contre-révolution : trotskistes et maoïstes de toutes les sauces se sont toujours définis par rapport au stalinisme officiel. Ils ont par là même contribué à nourrir les illusions du prolétariat sur le P.C.F. et les syndicats. Il n'y avait donc rien d'étonnant à ce qu'ils crient encore une fois à la trahison là où il ne s'agissait que d'une conduite bureaucratique naturelle. En défendant des syndicats plus «révolutionnaires», tous rêvent de les noyauter un jour. Non seulement ils ne voient pas le moderne, mais ils s'obstinent à reproduire les erreurs du passé ; ils constituent la mauvaise mémoire du prolétariat en ressuscitant toutes les révolutions ratées de notre époque, depuis 1917 jusqu'aux révolutions paysannes-bureaucratiques chinoise et cubaine. Leur force d'inertie anti-historique a pesé lourd dans le plateau de la contre-révolution, et leur prose idéologique a contribué à falsifier ces dialogues réels qui s'amorçaient un peu partout.

Mais tous ces obstacles objectifs, extérieurs à l'action et à la conscience de la classe ouvrière, n'auraient pas résisté l'espace d'une occupation d'usine, si les obstacles subjectifs propres au prolétariat n'étaient encore là. C'est que le courant révolutionnaire qui a mobilisé en quelques jours des millions de travailleurs est parti de très bas. On ne supporte pas impunément plusieurs décennies d'histoire contre-révolutionnaire. Quelque chose subsiste toujours, et cette fois c'est le retard de la conscience théorique qui a été le plus lourd de conséquences. L'aliénation marchande, la passivité spectaculaire et la séparation organisée sont les principales réussites de l'abondance moderne ; ce sont d'abord ces aspects qui ont été mis en cause par le soulèvement de mai, mais c'est leur part cachée dans la conscience même des gens qui a sauvé le vieux monde. Les prolétaires sont entrés dans la lutte, spontanément, armés de leur seule subjectivité révoltée ; la profondeur et la violence de ce qu'ils ont fait est la réplique immédiate à

l'insupportable ordre dominant ; mais finalement la masse révolutionnaire n'a pas eu le temps d'avoir une conscience exacte et réelle de ce qu'elle faisait. Et c'est cette inadéquation entre la conscience et la praxis qui reste la marque fondamentale des révolutions prolétariennes inachevées. La conscience historique est la condition *sine qua non* de la révolution sociale. Certes, des groupes conscients ont entrevu le sens profond du mouvement et ont compris son développement ; ce sont eux qui ont agi avec le plus de radicalisme et de conséquence. Car ce ne sont pas les idées radicales qui ont manqué, mais surtout la *théorie cohérente et organisée*.

Ceux qui ont parlé de Marcuse comme «théoricien» du mouvement ne savaient pas de quoi ils parlaient. Ils n'ont compris ni Marcuse, ni *a fortiori* le mouvement lui-même. L'*idéologie* marcusienne, déjà dérisoire, a été plaquée sur le mouvement comme Geismar, Sauvageot et Cohn-Bendit ont été «désignés» pour le représenter. Or, même ceux-ci avouent qu'ils ignoraient Marcuse³¹. En réalité, si la crise révolutionnaire de mai a montré quelque chose, c'est exactement le contraire des thèses marcusiennes : à savoir que le prolétariat n'est pas intégré, et qu'il est la principale force révolutionnaire dans la société moderne.

³¹ Bien qu'ils aient effectivement très peu lu, ces intellectuels récupérateurs ne se privent tout de même pas de cacher leurs quelques lectures, afin de poser aux purs hommes d'action. Postulant une indépendance qui leur viendrait de l'action, ils espèrent faire oublier qu'ils ne furent que les marionnettes publicitaires de cette action représentée. Que penser, en effet, de la cynique déclaration de Geismar dans *La Révolte étudiante* (Éditions du Seuil) : «*Peut-être dans vingt ans, si nous parvenons à construire une société nouvelle et donc une université nouvelle à l'intérieur de cette société, se trouvera-t-il des historiens ou des idéologues pour découvrir dans un certain nombre d'opuscules ou de pamphlets de philosophes ou autres, les sources créatrices de ce qui va se passer ; mais je crois qu'à l'heure qu'il est, ces sources sont informelles.*» (*Souligné par l'auteur*) ? Le maladroit Geismar peut ôter sa moustache, on l'a reconnu !

Pessimistes et sociologues doivent refaire leurs calculs. Les sous-développés, le Pouvoir Noir et les dutschkistes aussi.

C'est aussi ce retard théorique qui a engendré toutes les insuffisances pratiques qui ont contribué à paralyser la lutte. Si le principe de la propriété privée, base de la société bourgeoise, a été partout piétiné, très rares sont ceux qui ont osé aller jusqu'au bout. Le refus du pillage ne fut qu'un détail : nulle part les ouvriers n'ont procédé à une distribution des stocks de marchandises dans les grands magasins. Presque jamais ne fut décidée la remise en marche de certains secteurs de la production ou de la distribution au service des grévistes, malgré quelques appels isolés en faveur de telles perspectives. En fait, une telle entreprise suppose déjà une autre forme d'organisation du prolétariat que la police syndicale. Et c'est cette forme autonome qui a le plus cruellement manqué.

Si le prolétariat n'arrive pas à s'organiser révolutionnairement, il ne peut vaincre. Les gémissements trotskistes sur l'absence d'une «organisation d'avant-garde» sont à l'opposé du projet historique d'émancipation du prolétariat. L'accès de la classe ouvrière à la conscience historique sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et c'est seulement à travers une organisation autonome qu'ils peuvent le faire. La forme conseilliste reste le moyen et le but de cette émancipation totale.

Ce sont ces obstacles subjectifs qui ont fait que le prolétariat n'a pu prendre la parole pour lui-même, et qui ont du même coup permis aux spécialistes de la phrase, figurant parmi les premiers responsables de ces obstacles, de pouvoir encore pontifier. Mais partout où ils ont rencontré la théorie radicale, ils ont souffert. Jamais tant de gens, qui l'avaient tant mérité, n'ont été traités *en canaille* : après les porte-paroles officiels du stalinisme, ce furent les Axelos, les Godard, les Châtelet, les Morin³², les

³² Ce porc exagère. Dans son livre idiot *Mai 1968 : la brèche*, il ne craint pas d'accuser les situationnistes de s'être livrés à des agressions physiques «à plusieurs contre un». Chez l'ex-argumentiste le mensonge est décidément un

Lapassade qui se virent insultés et chassés, dans les amphithéâtres de la Sorbonne comme dans les rues, quand ils venaient pour y poursuivre leurs bons offices, et leur carrière. Il est sûr que ces reptiles ne risquaient pas d'en mourir de honte. Ils ont attendu leur heure, la défaite du mouvement des occupations, pour recommencer leur numéro au goût du jour. Ne voyait-on pas, annoncés au programme de l'imbécile «Université d'été» (dans *Le Monde* du 3 juillet) Lapassade pour l'autogestion ; Lyotard avec Châtelet pour la philosophie contemporaine ; et Godard, Sartre et Butor dans son «Comité de soutien» ?

Bien évidemment, tous ceux qui avaient fait obstacle à la transformation révolutionnaire du monde ne se sont eux-mêmes pas transformés d'un cheveu. Aussi inébranlables que les staliniens, qui ont suffisamment caractérisé ce néfaste mouvement par le simple fait qu'il leur a fait perdre les élections, les léninistes des partis trotskistes n'y ont trouvé que la confirmation de leur thèse sur le défaut d'un parti d'avant-garde dirigeant. Quant au tout-venant des spectateurs, il a collectionné ou revendu les publications révolutionnaires ; et il a couru acheter les photos des barricades tirées en *posters*.



métier. Il doit pourtant savoir qu'*un seul situationniste* le ferait courir jusqu'à Versailles, ou même Plodemet.

Chapitre VII : Le point culminant

«Concluons : ceux qui ne savent pas changer de méthode lorsque les temps l'exigent, prospèrent sans doute tant que leur marche s'accorde avec celle de la Fortune ; mais ils se perdent dès que celle-ci vient à changer. Au reste je pense qu'il vaut mieux être trop hardi que trop circonspect...»

MACHIAVEL, Le Prince.

Dans la matinée du 27 mai, Seguy alla exposer aux ouvriers de Renault-Billancourt les accords conclus entre les syndicats, le gouvernement et le patronat. Unanimement, les travailleurs conspuèrent le bureaucrate, qui – tout son discours en témoigne – était venu dans l'espoir de se faire plébisciter sur ce résultat. Devant la colère de la base, le stalinien s'abrita précipitamment derrière un détail tu jusqu'alors, et effectivement essentiel : rien ne serait signé sans la ratification des ouvriers. Ceux-ci rejetant les accords, la grève et les négociations devaient continuer. À la suite de Renault, toutes les entreprises refusèrent les miettes avec lesquelles la bourgeoisie et ses auxiliaires avaient compté payer la reprise du travail.

Le contenu des «accords de Grenelle» n'avait certes pas de quoi soulever l'enthousiasme des masses ouvrières, qui se savaient virtuellement maîtresses de la production, qu'elles paralysaient depuis dix jours. Ces accords majoraient les salaires de 7%, et portaient le salaire horaire minimum garanti par la loi (S.M.I.G.) de 2,22 à 3 francs : c'est-à-dire que le secteur le plus exploité de la classe ouvrière, particulièrement en province, qui gagnait 348,80 francs par mois, avait désormais un pouvoir d'achat plus adapté à la «société d'abondance» – 520 francs par mois. Les journées de grève ne seraient pas payées avant d'être rattrapées en heures supplémentaires. Ce pourboire grevait déjà lourdement le fonctionnement normal de l'économie française, surtout dans ses rapports obligés avec le Marché Commun et les autres

aspects de la compétition capitaliste internationale. Tous les ouvriers savaient que de tels «avantages» leur seraient repris, et au-delà, par une imminente augmentation des prix. Ils *sentaient* qu'il serait bien plus expédient de balayer le système, qui était parvenu là à son maximum de concessions, et d'organiser la société sur une autre base. La chute du régime gaulliste était nécessairement le préalable de ce renversement de perspective.

Les staliniens comprenaient combien la situation était périlleuse. Malgré leur soutien constant, le gouvernement venait d'échouer encore une fois dans ses efforts pour se rétablir. Après l'échec de Pompidou, le 11 mai, pour arrêter la montée de la crise en sacrifiant son autorité dans le domaine universitaire, un discours de de Gaulle et les accords hâtivement passés entre Pompidou et les syndicats avaient échoué à circonvenir une crise devenue profondément sociale. Les staliniens commencèrent à désespérer de la survie du gaullisme, puisqu'ils n'avaient pas pu jusque-là le sauver, et parce que le gaullisme semblait avoir perdu le ressort nécessaire pour se maintenir.

Ils se trouvaient obligés, à leur grand regret, de se risquer dans l'autre camp – là où ils avaient toujours prétendu être. Le 28 et le 29 mai, ils jouèrent la chute du gaullisme. Ils devaient tenir compte de diverses pressions : essentiellement les ouvriers. Et, subsidiairement, les éléments d'opposition qui commençaient à prétendre remplacer le gaullisme, et ainsi risquaient d'être rejoints par une partie de ceux qui voulaient d'abord que le régime tombe. Il s'agissait aussi bien des syndicalistes chrétiens de la C.F.D.T. que de Mendès-France, de la «Fédération» du trouble Mitterrand, ou du rassemblement du stade Charléty pour une organisation bureaucratique d'extrême-gauche³³.

³³ Ce fut un des mérites des cohn-bendistes du «22 mars» de refuser les avances du stalinien en rupture de ban Barjonet, et autres chefaillons gauchistes œcuméniques. Il va de soi que les situationnistes, quant à eux, n'y répondirent que par le mépris. (Cf. Adresse à tous les travailleurs dans la deuxième partie des *Documents*).

Tous ces rêveurs, au demeurant, n'élevaient la voix qu'au nom de la force supposée que les staliniens mettraient en jeu pour ouvrir *leur* après-gaullisme. Niaiseries que la suite immédiate devait sanctionner.

Les staliniens étaient bien plus réalistes. Ils se résignèrent à demander un «gouvernement populaire», dans les fortes et nombreuses manifestations de la C.G.T. le 29, et déjà s'apprêtèrent à le défendre. Ils n'ignoraient pas que ceci ne serait pour eux qu'un dangereux pis-aller. S'ils pouvaient encore contribuer à vaincre le mouvement révolutionnaire avant qu'il n'ait réussi à faire tomber le gaullisme, ils craignaient justement de ne plus pouvoir le vaincre *après*. Déjà un éditorial radiophonique, le 28 mai, avançait, avec un pessimisme prématuré, que le P.C.F. ne se relèverait plus jamais, et que le principal péril venait maintenant des «gauchistes situationnistes».

Le 30 mai, un discours de de Gaulle manifesta fermement son intention de rester au pouvoir, coûte que coûte. Il proposa de choisir entre de proches élections législatives et la guerre civile tout de suite. Des régiments sûrs furent déployés autour de Paris, et abondamment photographiés. Les staliniens, enchantés, se gardèrent bien d'appeler à maintenir la grève jusqu'à la chute du régime. Ils s'empressèrent de se rallier aux élections gaullistes, quel qu'en dût être pour eux le prix.

Dans de telles conditions, l'alternative était immédiatement entre l'affirmation autonome du prolétariat ou la défaite complète du mouvement ; entre la révolution des Conseils et les accords de Grenelle. Le mouvement révolutionnaire ne pouvait en finir avec le P.C.F. sans avoir d'abord chassé de Gaulle. La forme du pouvoir des travailleurs qui aurait pu se développer dans la phase après-gaulliste de la crise, se trouvant bloquée à la fois par le vieil État réaffirmé et le P.C.F., n'eut plus aucune chance de prendre de vitesse sa défaite en marche.

Chapitre écrit par Guy Debord seul «en une heure dans un bistrot».

Chapitre VIII : Le «Conseil pour le maintien des occupations» et les tendances conseillistes

«Cette explosion a été provoquée par quelques groupes qui se révoltent contre la société de consommation, contre la société mécanique, qu'elle soit communiste à l'Est, ou qu'elle soit capitaliste à l'Ouest. Des groupes qui ne savent pas du tout d'ailleurs par quoi ils la remplaceraient, mais qui se délectent de négation, de destruction, de violence, d'anarchie, qui arborent le drapeau noir.»

DE GAULLE, Entretien télévisé du 7 juin 1968.

Le «Conseil pour le maintien des occupations» (C.M.D.O.) fut constitué, au soir du 17 mai, par ceux des partisans du premier Comité d'occupation de la Sorbonne qui s'étaient retirés avec lui et qui se proposaient de maintenir dans la suite de la crise le programme de la démocratie de Conseils, inséparable d'une extension quantitative et qualitative du mouvement des occupations.

Quarante personnes environ étaient réunies en permanence dans le C.M.D.O.; auxquelles se joignaient momentanément d'autres révolutionnaires et grévistes, venant de diverses entreprises, de l'étranger ou de province, et y retournant. Le C.M.D.O. fut à peu près constamment composé d'une dizaine de situationnistes et d'Enragés (parmi eux Debord, Khayati, Riesel, Vaneigem), d'autant de travailleurs, d'une dizaine de lycéens ou «étudiants», et d'une dizaine d'autres conseillistes sans fonction sociale déterminée.

Le C.M.D.O., pendant toute son existence, réussit une expérience de démocratie directe, garantie par une participation égale de tous aux débats, aux décisions et à l'exécution. Il était essentiellement une assemblée générale ininterrompue, délibérant jour et nuit. Aucune fraction, aucune réunion particulière n'existèrent jamais à côté du débat commun.

Unité spontanément créée dans les conditions d'un moment révolutionnaire, le C.M.D.O. était évidemment moins un Conseil qu'une organisation conseilliste – donc fonctionnant elle-même sur le modèle de la *démocratie soviétique*. En tant que réponse improvisée à ce moment précis, le C.M.D.O. ne pouvait pas non plus se donner pour une organisation conseilliste permanente, ni tendre tel quel à se transformer en une organisation de ce type.



Liste manuscrite des membres du C.M.D.O. occupant l'Institut pédagogique national, rue d'Ulm, en mai 68 : Guy Debord, Raoul Vaneigem, Mustapha Khayati, René Viénet, René Riesel, Patrick Cheval, Christian Sébastiani, Robert Belghanem, Axel, l'Imprimeur, le Musicien, Jacques Le Glou, Pierre Sennelier, Pierre Lepetit, Hubert Bérard, Yves Raynaud, Gérard Joannès, Jean-Louis Philippe, Pierre Éblé, Jean-Louis Rançon, Alain Chevalier, Pierre Dolé, Aain Joubert, Pierre Barret, François de Beaulieu, Eduardo Rothe, Michel Mazon dit l'Occitan, le Hongrois, Valère-Gil, Catherine Paillasse, Françoise Zylberberg, Alice Becker-Ho.

Cependant, un accord presque général sur les principales thèses situationnistes renforçait sa cohésion.

Trois commissions s'étaient organisées à l'intérieur de l'assemblée générale, pour permettre son activité pratique. La Commission de l'Imprimerie se chargeait

de la réalisation et du tirage des publications du C.M.D.O., tant en faisant fonctionner les machines dont il disposait qu'en collaborant avec

les grévistes de certaines imprimeries. La Commission des Liaisons, disposant d'une dizaine de voitures, s'occupait des contacts avec les usines occupées, et du transport du matériel à diffuser. La Commission des Fournitures, qui excella dans les jours les plus difficiles, veillait à ce que ne manquent jamais le papier, l'essence, la nourriture, l'argent, le vin. Pour assurer la rédaction rapide des textes dont le contenu était fixé par tous, il n'y avait pas de commission permanente, mais chaque fois quelques membres désignés, qui soumettaient le résultat à l'assemblée.

Le Conseil pour le maintien des occupations occupa lui-même principalement les bâtiments de l'Institut Pédagogique National, rue d'Ulm, à partir du 19 mai. À la fin du mois de mai, il se transporta dans les caves du bâtiment voisin, une «École des Arts Décoratifs». L'occupation de l'I.P.N. eut ceci de notable que, si les pédagogues de toutes sortes se sentirent dénoncés et bafoués dans leur malheureuse profession³⁴, de nombreux éléments du personnel, ouvriers et techniciens, saisirent l'occasion pour exiger la gestion de leur lieu de travail, et prirent vaillamment parti pour le mouvement, dans toutes ses formes de lutte. Ainsi le «comité paritaire» de l'occupation se trouva aux mains des révolutionnaires. C'est un Enragé de Nanterre qui avait été désigné comme responsable du service de sécurité. Tout le monde n'eut qu'à se féliciter de ce choix, même les pédagogues. L'ordre démocratique ne fut troublé par personne, ce qui permit la plus large tolérance : on laissa même un stalinien du personnel vendre *L'Humanité* devant la porte. Le drapeau rouge et le drapeau noir étaient arborés ensemble sur la façade de l'édifice.

³⁴ Un placard conseillait : «Ne dites plus : Monsieur le pédagogue. Dites : crève salope !» Un autre rappelait que «l'éducateur lui-même doit être éduqué».

Le C.M.D.O. publia un certain nombre de textes³⁵. Un Rapport sur l'occupation de la Sorbonne, le 19 mai, concluait : «La lutte étudiante est maintenant dépassée. Plus encore sont dépassées toutes les directions bureaucratiques de rechange qui croient habile de feindre le respect pour les staliniens, en ce moment où la C.G.T. et le parti dit communiste tremblent. L'issue de la crise actuelle est entre les mains des travailleurs eux-mêmes, s'ils parviennent à réaliser dans l'occupation de leurs usines ce que l'occupation universitaire a pu seulement esquisser.»



Le 22 mai, la déclaration *Pour le pouvoir des Conseils ouvriers* constatait : «En dix jours, non seulement des centaines d'usines ont été occupées par les ouvriers, et une grève générale spontanée a interrompu totalement l'activité du pays, mais encore différents bâtiments

³⁵ On les trouvera ci-après, dans la deuxième partie des *Documents*.

appartenant à l'État sont occupés par des comités de fait qui s'en sont appropriés la gestion. En présence d'une telle situation, qui ne peut en aucun cas durer, mais qui est devant l'alternative de s'étendre ou de disparaître (répression ou négociation liquidatrice), toutes les vieilles idées sont balayées, toutes les hypothèses radicales sur le retour du mouvement révolutionnaire prolétarien sont confirmées.»

Ce texte énumérait trois possibilités, par ordre de probabilité décroissante : un accord du gouvernement et du P.C.F. «sur la démobilisation des ouvriers, en échange d'avantages économiques» ; la passation du pouvoir à la gauche «qui fera la même politique, quoique à partir d'une position plus affaiblie» ; enfin les ouvriers parlant pour eux-mêmes «en prenant conscience de revendications qui soient au niveau du radicalisme des formes de lutte qu'ils ont déjà mises en pratique». Il montrait en quoi le prolongement de la situation actuelle pouvait contenir une telle perspective : «L'obligation de remettre en marche certains secteurs de l'économie sous le contrôle ouvrier peut poser les bases de ce nouveau pouvoir, que tout porte à déborder les syndicats et partis existants. Il faudra remettre en marche les chemins de fer et les imprimeries, pour les besoins de la lutte ouvrière. Il faudra que les nouvelles autorités de fait réquisitionnent et distribuent les vivres...»



Le 30 mai, l'*Adresse à tous les travailleurs* déclarait : «Ce que nous avons déjà fait en France hante l'Europe et va bientôt menacer toutes les classes dominantes du monde, des bureaucrates de Moscou et Pékin aux milliardaires de Washington et Tokyo. *Comme nous avons fait*

danser Paris, le prolétariat international va revenir à l'assaut des capitales de tous les États, de toutes les citadelles de l'aliénation. L'occupation des usines et des édifices publics dans tout le pays a non seulement bloqué le fonctionnement de l'économie, mais surtout entraîné une remise en question générale de la société. Un mouvement profond porte presque tous les secteurs de la population à vouloir un changement de la vie. C'est désormais un mouvement révolutionnaire, auquel ne manque plus que *la conscience de ce qu'il a déjà fait*, pour posséder réellement cette révolution... Ceux qui déjà ont repoussé les accords dérisoires qui comblaient les directions syndicales ont à découvrir qu'ils ne peuvent pas "obtenir" beaucoup plus dans le cadre de l'économie existante, mais qu'ils peuvent tout prendre en en transformant toutes les bases pour leur propre compte. Les patrons ne peuvent guère payer plus ; mais ils peuvent disparaître.» La suite de l'Adresse rejetait le «replâtrage bureaucratique-révolutionnaire» tenté à Charléty pour une certaine unification des petits partis gauchistes, et



repoussait la main tendue sans vergogne aux situationnistes par le stalinien dissident André Barjonet. L'Adresse montrait que le pouvoir des Conseils de travailleurs était la seule solution révolutionnaire, déjà inscrite dans les luttes de classes de ce siècle. Plus tard, en intervenant dans les luttes à Flins, le C.M.D.O. diffusa le 8 juin le tract *C'est pas fini !* qui dénonçait les buts et les méthodes des syndicats dans l'affaire : «Les syndicats ignorent la lutte des classes, ils ne connaissent que les lois du marché, et dans leur commerce ils se prétendent propriétaires des travailleurs... La honteuse manœuvre pour empêcher de secourir les ouvriers de Flins n'est qu'une des répugnantes "victoires" des syndicats dans leur lutte contre la grève générale... Pas d'unité avec les diviseurs.»

Le C.M.D.O. publia aussi un certain nombre d'affiches, une cinquantaine de bandes dessinées et quelques chansons de circonstance. Ses principaux textes connurent des tirages qui peuvent être chiffrés entre 150.000 et plus de 200.000 exemplaires. C'est que, s'employant naturellement à accorder sa pratique avec sa théorie, le C.M.D.O. s'était adressé aux ouvriers des imprimeries occupées, qui apportèrent volontiers leur collaboration en remettant en marche l'excellent matériel dont ils disposaient³⁶. Ces textes furent aussi très fréquemment reproduits, en province et à l'étranger, dès qu'y parvenaient les premiers



³⁶ On sait que les imprimeries de labeur ne sont pas si étroitement tenues par les syndicalistes staliniens que celles de la presse.

exemplaires³⁷. Le C.M.D.O. avait assuré lui-même la traduction, et un premier tirage, en anglais, allemand, espagnol, italien, danois et arabe. Les versions en arabe et espagnol furent d'abord répandues parmi les travailleurs immigrés. Une version falsifiée de l'*Adresse* se trouva reproduite dans *Combat* du 3 juin : les attaques contre les staliniens et les références situationnistes y avaient disparu simultanément.

Le C.M.D.O. s'efforça, avec un notable succès, d'établir et de conserver des liaisons avec les entreprises, des travailleurs isolés, des Comités d'action, et des groupes de province : cette liaison fut particulièrement bien assurée avec Nantes. En outre, le C.M.D.O. fut présent dans tous les aspects des luttes à Paris et en banlieue.



Le Conseil pour le maintien des occupations convint de se dissoudre le 15 juin. Le reflux du mouvement des occupations avait amené plusieurs de ses membres à soulever, une semaine auparavant, la question d'une telle dissolution ; elle avait été retardée du fait de la persistance des luttes des grévistes qui refusaient la défaite, notamment à Flins. Le C.M.D.O. n'avait rien cherché à obtenir pour lui, pas même à mener un quelconque recrutement en vue d'une existence permanente. Ses participants ne séparaient pas leurs buts personnels des buts généraux du mouvement.

³⁷ Parmi les premières rééditions de ces documents, on peut citer une brochure suédoise des éditions révolutionnaires Libertad ; un numéro spécial de la publication vénézuélienne clandestine Proletario ; la brochure éditée au Japon par la Zengakuren sous le titre Leçons de la défaite de la révolte de mai en France.



C'étaient des individus indépendants, qui s'étaient groupés pour une lutte, sur des bases déterminées, dans un moment précis ; et qui redevinrent indépendants après elle. Quelques-uns d'entre eux, qui reconnaissaient dans l'Internationale situationniste la suite de leur propre activité, s'y retrouvèrent³⁸. D'autres tendances «conseillistes» – en ce sens qu'elles étaient pour les Conseils, mais sans vouloir en reconnaître la théorie et la vérité – se manifestèrent, dans les bâtiments de l'Annexe Censier de la Faculté des Lettres, où elles tinrent en commun, en tant que «Comité d'action travailleurs-étudiants», une discussion quelque peu inactive, et qui ne pouvait guère progresser vers une clarification pratique. Des groupes comme «Pouvoir Ouvrier», le «Groupe de Liaison et d'Action des Travailleurs», bon nombre d'individus venus des entreprises, eurent le tort d'accepter dans leurs débats, déjà confus et répétitifs, toutes sortes d'adversaires ou saboteurs de leurs positions : trotskistes ou maoïstes qui paralysaient la discussion – certains se permettant même de brûler publiquement une plate-forme anti-

³⁸ Certains éléments extérieurs ont pu se réclamer abusivement du C.M.D.O., comme il arrive, beaucoup plus fréquemment, que des individus se présentent mensongèrement comme étant de l'I.S., par sottise glorieuse ou pour quelque but plus trouble. Deux ou trois anciens membres nostalgiques du C.M.D.O. n'ont sans doute pas évité d'exploiter leur passé dans un style pauvrement spectaculaire. Ceci n'atteint en rien la quasi-totalité de ses participants, qui y apportèrent tant de capacités remarquables sans que personne veuille se mettre en avant. Le Conseil pour le maintien des occupations reviendra un jour, avec son temps qui lui-même doit revenir.

bureaucratique rédigée par une commission désignée à cet effet. Ces conseillistes purent intervenir dans quelques luttes pratiques, notamment au début de la grève générale, en envoyant certains des leurs pour aider au débrayage ou pour renforcer les piquets de grève.

Mais leur intervention souffrit fréquemment des défauts inhérents à leur rassemblement même : il arriva que plusieurs membres d'une de leurs



délégations exposent aux ouvriers des perspectives fondamentalement opposées. Le groupe anti-syndical d'«Information Correspondance Ouvrière», qui n'allait pas jusqu'à être conseilliste, et qui n'était même pas sûr d'être un groupe, siégea cependant dans une salle à part. Indifférent à la situation, il y rabâcha le fatras habituel de son bulletin, et y rejoua son psychodrame obstructionniste : fallait-il s'en tenir à l'information pure pasteurisée de tout germe théorique, ou bien le choix de l'information n'était-il pas déjà inséparable de présuppositions théoriques dissimulées ? Plus généralement, le défaut de tous ces groupes, qui tiraient leur fière expérience du passé lointain des défaites ouvrières, et jamais des nouvelles conditions et du nouveau style de lutte qu'ils ignoraient par principe, ce fut de répéter leur idéologie habituelle, sur le même ton ennuyeux qu'ils avaient gardé pendant une ou deux décennies d'inactivité. Ils semblèrent n'avoir rien aperçu de nouveau dans le mouvement des

occupations. Ils avaient déjà tout vu. Ils étaient blasés. Leur découragement savant n'attendait plus que la défaite pour en tirer les conséquences, comme des précédentes. La différence, c'est qu'ils n'avaient pas eu l'occasion de prendre part aux précédents mouvements qu'ils analysaient ; et qu'ils vivaient cette fois le moment qu'ils choisissaient de considérer déjà sous l'angle du spectacle historique – ou même du remake peu instructif.



De nouveaux courants conseillistes n'apparurent pas dans la crise – le C.M.D.O. mis à part – quand les anciens étaient si peu de chose, aussi bien sur le plan de la théorie que sur celui de l'efficacité pratique. Le «22 mars» eut bien quelques vellétés conseillistes, comme il avait de tout, mais sans jamais les mettre en avant dans ses publications et ses multiples interviews. Cependant une audience croissante du mot d'ordre des Conseils ouvriers fut manifeste tout au long de la crise révolutionnaire. Ce fut un de ses principaux effets ; et cela reste une de ses plus sûres promesses.

Chapitre IX : Le rétablissement de l'État

«Il faut que chacun relève la tête, assume ses responsabilités, et refuse le terrorisme intellectuel... Il n'y a aucune raison pour que l'État livre au premier venu l'administration, les établissements publics, qu'il abandonne ses responsabilités et oublie ses devoirs.»

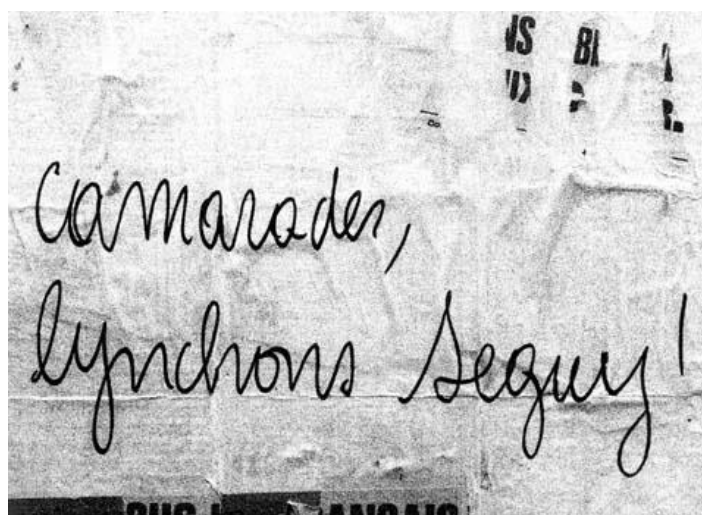
Robert POUJADE, Intervention à l'Assemblée nationale, le 24 juillet 1968.

La bourgeoisie avait attendu le 30 mai pour manifester ouvertement son soutien à l'État. Avec le discours de de Gaulle, la classe dominante tout entière reprenait la parole et affirmait massivement sa présence, après s'être prudemment terrée derrière la protection des C.R.S. pendant plusieurs semaines. La manifestation de la Concorde et des Champs-Élysées fut la version sous-versaillaise des parades cégétistes qui réclamaient un «gouvernement populaire». L'hystérie réactionnaire s'y donna libre cours, de la peur du «rouge» jusqu'aux slogans révélateurs : «Cohn-Bendit à Dachau !» Y communiaient ensemble les Anciens Combattants, les rescapés de toutes les guerres coloniales, les ministres, les barbouzes, les boutiquiers, les minets du XVI^e et leurs souteneurs des beaux quartiers, les vieilles peaux, et tous ceux que l'intérêt et le goût du sénile portaient à défendre et à illustrer la République. L'État retrouvait ainsi sa base, et la police ses auxiliaires, l'U.D.R. et les Comités d'Action Civiques. Dès l'instant où le gaullisme se décidait à rester au pouvoir, la violence sans phrases donnait congé à la répression stalinienne, qui s'était chargée jusqu'alors de colmater toute ouverture révolutionnaire, principalement dans les usines. Après trois semaines d'une absence presque totale, l'État pouvait prendre la relève de ses complices du P.C.F. Il allait mettre à chasser les ouvriers des usines, autant d'acharnement que les syndicats à les y maintenir enfermés. De Gaulle venait d'épargner aux staliniens la perspective d'un «gouvernement populaire»

où leur rôle ouvert de derniers ennemis du prolétariat eût été si périlleux. Ils allaient l'aider à faire le reste.

Pour l'un et l'autre, il s'agissait dorénavant de savoir finir la grève pour permettre les élections. Le refus des accords de Grenelle avait appris aux dirigeants à se méfier de toute négociation à l'échelle nationale. Il fallait démanteler la grève de la même façon qu'elle s'était déclenchée : secteur par secteur, entreprise par entreprise. La tâche fut longue et difficile. Partout les grévistes manifestaient une hostilité déclarée à la reprise du travail. Le 5 juin, un communiqué du bureau de la C.G.T. estimait que «partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité».

À partir du 6, les employés des banques et des assurances reprirent le travail. La S.N.C.F., bastion de la C.G.T., décida aussi la reprise. On remit en circulation, pour le compte de l'État, les trains qui à aucun moment n'avaient été mis au service des grévistes – ce que les cheminots belges avaient fait pendant la grève de 1961. Les premières falsifications de vote sur la reprise du travail eurent lieu aux P. & T. et à la R.A.T.P. où seule une minorité de syndicalistes put se prononcer ; les délégués cégétistes provoquèrent la reprise en faisant croire à chaque station que toutes les autres avaient cessé la grève. Les employés de *Nation*, s'apercevant de cette grossière manœuvre, arrêterent aussitôt le travail, mais ne réussirent pas à relancer le mouvement.





Les C.R.S. intervinrent d'une façon complémentaire, pour expulser les techniciens grévistes de France-Inter et les remplacer par les techniciens de l'armée. Ce même 6 juin, ils chassèrent les ouvriers de l'usine Renault à Flins. C'était la première tentative pour briser la grève, qui restait jusqu'alors totale dans la métallurgie, autrement que par l'idéologie : les armes à la main. «L'heure n'est plus aux promenades», écrivaient les grévistes de Flins dans leur appel du 6 juin pour la réoccupation de leur usine. Ils ressentirent alors combien l'isolement qu'ils avaient supporté leur était néfaste. Des milliers de révolutionnaires répondirent à l'appel ; mais seuls quelques centaines réussirent à les rejoindre pour se battre à leurs côtés. Lors du meeting organisé par les syndicats qui eut lieu à Élisabethville, les ouvriers obligèrent le délégué de la C.G.T. à accorder la parole à Geismar et à un membre du «22 mars», non parce qu'ils leur reconnaissaient une quelconque importance, mais par simple souci de la démocratie.

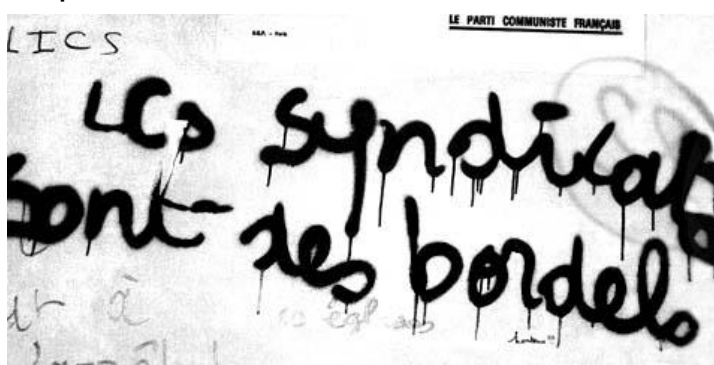
À dix heures, l'intervention de la gendarmerie déclencha les heurts. Pendant douze heures, 2000 ouvriers et «étudiants» tinrent tête, dans les champs et les rues des bourgades avoisinantes, à 4000 gendarmes et C.R.S. Ils attendirent en vain les renforts de Paris. En effet les cégétistes avaient empêché tout départ des ouvriers de Boulogne-Billancourt³⁹, et s'opposèrent, gare Saint-Lazare, à ce que des trains soient mis à la disposition des milliers de manifestants accourus pour aller se battre à Flins.

³⁹ Dans la nuit du 9 au 10 juin, une délégation des ouvriers de Flins vint demander de l'aide dans les facultés occupées, et à Boulogne-Billancourt. Des étudiants partirent ; mais à Billancourt les piquets de la C.G.T. interdirent l'accès de l'usine à la délégation. Les cloisons étanches qui enfermaient les travailleurs séparaient aussi bien ceux de deux usines d'une même entreprise.

Les organisateurs de la manifestation, Geismar et Sauvageot en tête, furent aussi brillants. Ils cédèrent devant la C.G.T. et achevèrent ce qu'elle avait commencé, en dissuadant ceux qui croyaient aller au secours de Flins de s'emparer d'un train, et en les appelant à se disperser devant les premiers barrages de police. Le pauvre Geismar n'en fut pas récompensé pour autant. Cet endormeur fut quand même traité de «spécialiste de la provocation» par un communiqué particulièrement crapuleux de la C.G.T., qui n'hésita pas à qualifier les révolutionnaires de Flins de «groupes étrangers à la classe ouvrière», de «formations, entraînées quasi-militairement, qui se sont déjà signalées à l'occasion d'opérations de même nature dans la région parisienne», et qui «agissent visiblement au service des pires ennemis de la classe ouvrière», car «il est difficile de croire que l'arrogance du patronat de la métallurgie, le soutien qu'il reçoit du gouvernement, les brutalités policières contre les travailleurs et les entreprises de provocation ne sont pas concertés».



Un peu partout les syndicats réussissaient à faire reprendre le travail ; on leur avait déjà jeté quelques miettes. Seuls les métallurgistes continuaient à résister. Après l'échec de Flins, l'État allait encore tenter sa chance à Sochaux, chez Peugeot. Le 11 juin, les C.R.S. intervinrent contre les ouvriers ; l'affrontement, très violent, dura plusieurs heures. Pour la première fois, au cours de cette longue crise, les forces de l'ordre tirèrent dans la foule. Deux ouvriers furent tués. C'était le moment où elles pouvaient le faire sans provoquer de riposte. Le mouvement était déjà vaincu et la répression politique commençait. Pourtant, le 12 juin, une dernière nuit d'émeutes, après la mort d'un lycéen lors des combats de Flins, connut quelques innovations : la multiplication rapide des barricades et le lancement systématique de cocktails Molotov sur le service d'ordre depuis les toits.



Dès le lendemain, l'État décréta la dissolution des organisations trotskistes et maoïstes, et du «22 mars», en vertu d'une loi du Front populaire, originellement dirigée contre les ligues para-militaires d'extrême-droite⁴⁰. À la même extrême-droite le gaullisme faisait des appels du pied. Ce fut l'occasion de retrouver le premier 13 mai. Les responsables exilés de

⁴⁰ Le prétexte était mal choisi, ces groupements n'ayant jamais armé de milices. Tous les révolutionnaires manifesteront évidemment leur solidarité pratique contre cette répression. De telles mesures policières sont du reste singulièrement inadaptées en regard du caractère d'organisation autonome non-hiérarchique qu'a revêtu l'aspect le plus original du mouvement. De nombreux commentaires sur ces mesures de dissolution se sont plus à assimiler les situationnistes au «22 mars». C'est uniquement dans de telles circonstances que l'IS n'avait pas, bien sûr, à démentir publiquement cette assertion.

l'O.A.S. regagnèrent la France. Salan quitta Tulle, tandis que l'extrême-gauche commençait à peupler la redoute de Gravelle.



A tous les travailleurs:

Mesdames,
Mesdemoiselles,
Messieurs,

Nous vous avons consenti, en accord avec l'ensemble de vos syndicats, plusieurs dizaines d'heures de congés payés supplémentaires et de substantielles augmentations de salaires.

A la veille des vacances d'été, nous vous suggérons donc de partir avec le *Club Méditerranée* et de ne plus vous préoccuper de «conseils ouvriers» et de «lutttes de classes».

Évitez même, s'il-vous-plaît, les occupations d'usines.

Bien sincèrement,

Paris, le 7 juin 1968
Pour le C.N.P.F., le Président,

P. HUVELIN

Il y avait quelque chose de pourri dans l'air depuis que les drapeaux tricolores de la Concorde étaient apparus. Marchands, provocateurs, curés, patriotes relevaient la tête, et la ramenaient dans les rues où ils n'avaient pas osé se montrer quelques jours plus tôt. Des harengs à la solde de la police provoquèrent Arabes et Juifs à Belleville, et fournirent

ainsi une diversion bien à propos au moment où se poursuivaient les opérations de dégagement des entreprises et des bâtiments encore occupés. Une campagne de calomnies visa les «Katangais de la Sorbonne». Les lamentables gauchistes ne manquèrent pas de s'y laisser prendre.



Après l'échec de l'expérience de démocratie directe, la Sorbonne avait vu s'installer diverses féodalités, aussi dérisoires que bureaucratiques. Ceux que la presse appela les «Katangais», ex-mercenaires, chômeurs et déclassés, eurent vite fait de se tailler la part du chef dans une république de chefaillons. La Sorbonne eut ainsi les maîtres qu'elle méritait alors, mais bien que les Katangais aient aussi joué le jeu de l'autorité, ils ne méritaient pas d'aussi piètres compagnons. Venus là pour participer à la fête, ils ne trouvèrent que les pourvoyeurs pédants de l'ennui et de l'impuissance, les Kravetz et les Peninou. Lorsque les étudiants les expulsèrent, c'était dans l'espoir stupide d'obtenir par cette bassesse qu'on leur concède la gestion durable d'une Sorbonne désinfectée, en tant qu'« Université d'été ». Un des Katangais put faire

remarquer justement : «Les étudiants sont peut-être instruits, mais ils ne sont pas intelligents. Nous étions venus les aider...» Le repli des indésirables sur l'Odéon y provoqua aussitôt l'intervention des forces de l'ordre. Les derniers occupants de la Sorbonne eurent juste quarante-huit heures pour nettoyer les murs et chasser les rats, avant que la police vienne leur signifier que la plaisanterie était finie. Ils s'en allèrent sans même un simulacre de résistance. Après l'échec du mouvement, il n'y avait plus que ces imbéciles pour croire que l'État ne reprendrait pas la Sorbonne.



«Katangais» de la Sorbonne arrêtés par la Police après avoir été désavoués par les étudiants

«Une telle attitude a coutume d'être la première réaction du savoir auquel on présente ce qui était inconnu, et ce, pour sauver sa propre liberté, sa propre façon de voir, sa propre autorité contre une autorité étrangère (car c'est sous cet aspect que se manifeste ce qui est appris pour la première fois).»

Hegel, Phénoménologie de l'Esprit.

Afin d'assurer le succès de la campagne électorale, il fallait liquider le dernier îlot de résistance de la métallurgie. Les syndicats, et non le Capital, cédèrent sur les accords. Ce qui permit à *L'Humanité* d'applaudir la «reprise victorieuse du travail», et à la C.G.T. d'appeler les métallurgistes à «prolonger leur succès par la victoire de l'union véritable

des forces de gauche sur un programme commun aux prochaines élections législatives». Renault, Rhodiaceta, Citroën reprirent le 17 et le 18. La grève était finie.

Les ouvriers savaient qu'ils n'avaient presque rien obtenu ; mais en prolongeant la grève au-delà du 30 mai, et en mettant si longtemps pour la rompre, ils avaient affirmé à leur façon qu'ils voulaient autre chose que des avantages économiques. Sans pouvoir le dire, sans avoir le temps de la faire, c'est la révolution qu'ils avaient désirée.

Après sa défaite, il était naturel que l'affrontement électoral des différents partis de l'ordre finisse par la victoire écrasante de celui qui était le mieux placé pour le défendre.

Le succès gaulliste s'accompagnait des dernières opérations pour ramener les choses à leur point de départ. Tous les bâtiments occupés furent évacués. Il est à noter que l'État a attendu la première semaine de juillet pour utiliser l'argument juridique fondamental, à savoir que «l'occupation des immeubles affectés à un service public quel qu'il soit est illégale». Pendant près de deux mois, il n'avait pu opposer cet argument au mouvement des occupations⁴¹.

Les actes de vandalisme qui avaient marqué le début du mouvement se retrouvèrent, d'autant plus violents, à sa fin, témoignant du refus de la défaite et de l'intention bien arrêtée de continuer le combat. Ainsi, pour ne citer que deux actes exemplaires, pouvait-on lire dans *Le Monde* du 6



⁴¹ Il avait fallu des prétextes plus ou moins fallacieux pour justifier les reprises, par la police, de l'Odéon, de la Sorbonne, et de l'École des Beaux-Arts.

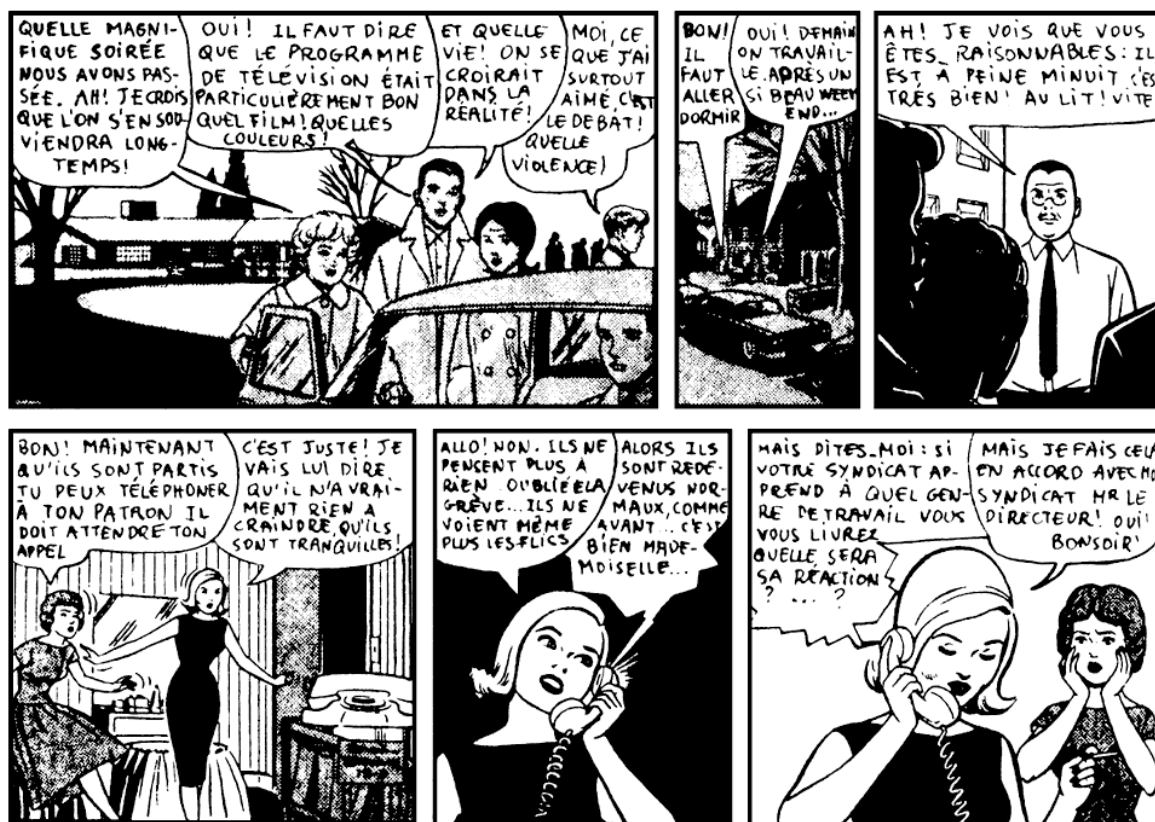
juillet : «Moquettes engluées d'œufs, de beurre, de talc, de poudre à lessive, de peinture noire et d'huile ; téléphones arrachés et peints en rouge ; machines I.B.M. massacrées à coups de marteau ; vitres peintes en noir ; médicaments éparpillés et maculés de peinture ; dossiers de malades inutilisables, couverts d'encre à duplicateur ; fichiers de traitements noircis de peinture au pistolet ; inscriptions obscènes ou injurieuses, tel est le spectacle qu'offrait mercredi matin l'ensemble des bureaux médicaux (comprenant le secrétariat et le service social baptisé, par une inscription rageuse, «service anti-social») de l'un des plus importants services de neuro-psychiatrie de l'hôpital Sainte-Anne.

Un tableau étrangement analogue à celui que l'on a pu observer à Nanterre et où l'on retrouvait, sur tous les murs, des inscriptions du

Militants
Liquidation prochaine



même style ou du même esprit... On peut se demander s'il n'y a pas une relation entre de récentes mutations intervenues dans ce service, pour des raisons strictement professionnelles, et ces actes de vandalisme.»



Et dans *Combat* du 2 juillet : «Monsieur Jacquenod, proviseur du lycée-pilote de Montgeron, écrit : «Dans l'intérêt général il est de mon devoir de vous faire part des agissements absolument scandaleux dont se sont rendus coupables dans la région de l'Essonne, ces derniers temps, des commandos irresponsables d'*Enragés* se réclamant d'une certaine *Internationale situationniste*. Contrairement à ce que la presse en avait laissé entendre, ces tristes individus se sont révélés plus nuisibles que *folkloriques*. L'heure n'est plus à la bienveillance, et les honteuses dégradations de monuments aux morts, églises, monastères, édifices publics, etc. auxquelles ils se sont livrés sont tout simplement intolérables. Après s'être introduits frauduleusement dans l'enceinte de notre établissement, dans la nuit du 13 au 14 juin, ils s'y sont appliqués à coller quelque 300 affiches, tracts, chansons, bandes dessinées, etc. Mais les dommages survenus furent essentiellement occasionnés par un barbouillage systématique, à la peinture, des murs du grand collège et

du collège technique. Le 21 juin, alors même que la police avait ouvert une enquête, et comme pour la défier, de nouvelles dégradations (affiches, tracts, inscriptions à l'encre) furent commises en plein jour à l'intérieur des bâtiments." M. Jacquenod juge de son devoir d'alerter l'opinion publique sur ces "actes de vandalisme, fortement préjudiciables au climat de paix que nous recouvrons peu à peu".»



Chapitre X : La perspective de la révolution mondiale après le mouvement des occupations

«L'I.S. a semé le vent. Elle récoltera la tempête.»

Internationale Situationniste no 8, janvier 1963.

Le mouvement des occupations a été immédiatement ressenti dans le monde comme un événement historique d'une importance capitale ; comme le début d'une nouvelle époque menaçante, dont le programme proclame la mort prochaine de tous les régimes existants. À la stupeur inquiète qu'il a créée, aussi bien qu'en France, chez les responsables et les porte-paroles de toutes les classes dominantes, a répondu aussitôt un renouveau de l'internationalisme et une radicalisation des tendances révolutionnaires. La solidarité des ouvriers organisés s'est exprimée de diverses manières : les dockers de Savone et d'Anvers refusant de décharger les marchandises destinées à la France, et les typographes belges interdisant le référendum mort-né annoncé par de Gaulle le 24 mai, en refusant d'imprimer ses bulletins. Vers le milieu du mois de mai, la Radical Student Alliance de Londres faisait parvenir en France une adresse aux étudiants et ouvriers, écrite en français : «Nous aussi avons senti les coups des bâtons cognants policiers, et les effets du gaz de larmes ; les trahisons de la part de nos soi-disant leaders ne nous sont pas inconnues. L'ensemble de toutes ces expériences nous ont suffi comme preuve du besoin de nous joindre en solidarité à la lutte vivante contre les structures supprimant dans la société globale aussi bien que dans les universités... Mais vous, camarades, vous avez réussi à pousser cette lutte au-delà d'un examen de l'université de classe, jusqu'à une lutte unie à celle des ouvriers, une lutte qui se vise à la capitulation totale de la société capitaliste... Unis avec vos camarades dans les usines, dans les portes maritimes et dans les bureaux, vous avez détruit le mythe de la stabilité de l'Europe capitaliste et, par

conséquent, vous faites trembler les régimes aussi bien que la bourgeoisie. Dans les Bourses d'Europe les capitalistes tremblent, les professeurs et les gérontocrates vieillissants tournent les mots pour expliquer l'action des masses... Camarades, vous avez ranimé les traditions de 1871 et de 1917, vous avez donné au socialisme international un nouvel élan.»

Le Comité de Coordination de la grève des étudiants de Columbia publiait au début de juin à New York un tract qui déclarait : «Depuis plus de deux semaines, douze millions de travailleurs et d'étudiants français mènent une grève générale de masse contre le même type de conditions que nous affrontons en Amérique... En dépit des efforts des bureaucrates syndicaux, y compris la C.G.T. à direction "communiste", pour modérer le mouvement et pour parvenir à un compromis avec le patronat et le gouvernement gaulliste, les travailleurs ont voté la poursuite de la grève jusqu'à la complète satisfaction de leurs exigences... Si nous gagnons en France, cela donnera une nouvelle vie au mouvement international qui déjà se dessine en Allemagne de l'Ouest, en Espagne, en Italie, au Japon, et jusqu'ici même aux États-Unis. Quand nous livrons ici nos propres batailles, nous aidons à créer les conditions pour une victoire en France et partout dans le monde. Leur combat est notre combat. Les travailleurs et les étudiants de France recherchent chez nous en Amérique une réponse à leur premier pas de géant dans la bataille pour une nouvelle société.»

Les barricades et les cocktails Molotov des étudiants de Berkeley, ceux-là mêmes qui avaient lancé l'agitation universitaire trois ans plus tôt, répondirent à la fin de juin. Dès le milieu de mai, une organisation révolutionnaire s'était formée dans la jeunesse autrichienne sur ce simple programme : «Faire comme en France». À la fin du mois, des occupations de locaux universitaires avaient eu lieu en Allemagne, à Stockholm, à Bruxelles, et à Londres pour l'école des Beaux-Arts de Hornsey. Des barricades avaient été élevées à Rome le 31. En juin, les étudiants de Tokyo, toujours aussi combatifs, et résolus à transformer le quartier des universités «en quartier Latin», occupèrent leurs facultés et

les défendirent contre la police. Même la Suisse ne fut pas épargnée : les 29 et 30 juin, des émeutes se déclenchèrent à Zurich, des centaines de manifestants, munis de pavés et de cocktails Molotov, prenaient d'assaut le poste principal de la police. «Les violentes manifestations de Zurich, notait Le Monde du 2 juillet, ont provoqué une certaine stupeur. De nombreux Suisses qui croyaient leur pays à l'abri du mouvement de contestation qui déferle sur l'Europe ont été dérangés dans leur quiétude.» La lutte dans les pays capitalistes modernes a naturellement relancé l'agitation des étudiants contre les régimes dictatoriaux, et dans les pays sous-développés. À la fin de mai, il y eut de violents affrontements à Buenos-Aires, à Dakar, à Madrid, et une grève des étudiants du Pérou. En juin, les incidents s'étendirent au Brésil ; à l'Uruguay – où ils devaient culminer dans une grève générale – ; à l'Argentine ; à la Turquie, où les Universités d'Istanbul et d'Ankara furent occupées et fermées sine die ; et jusqu'au Congo où les lycéens exigèrent la suppression des examens.

La plus importante des conséquences immédiates du mouvement français fut un premier ébranlement du pouvoir des classes bureaucratiques en Europe de l'Est, quand les étudiants yougoslaves, au début de juin, occupèrent l'Université de Belgrade. Les étudiants formèrent des comités d'action ; ils dénoncèrent la propriété bureaucratique sur la société ; ils revendiquèrent l'autogestion authentique comme liberté et comme abolition des classes ; ils votèrent le maintien de l'appellation d'«Université Karl Marx». Ils s'adressèrent aux ouvriers : «Nous sommes indignés des énormes différences sociales et économiques dans notre société... Nous sommes pour l'autogestion mais contre l'enrichissement des particuliers aux dépens de la classe ouvrière.» Leur mouvement rencontra une large approbation parmi les ouvriers. Comme à la Sorbonne, «plusieurs ouvriers ont pris également la parole au meeting interminable à la faculté de philosophie, où les orateurs se relaient sans cesse dans un enthousiasme général» (Le Monde, 7 juin). Le régime s'est vu menacé de mort. L'autocritique démagogique et les concessions larmoyantes de Tito, parlant de s'en

aller s'il n'arrivait pas à satisfaire les justes revendications énoncées, font voir la faiblesse de la bureaucratie yougoslave, et sa panique. Car elle sait très bien que les revendications radicales du mouvement, quelque jeu momentané qu'elles aient laissé au personnage de Tito, ne signifient rien de moins que sa liquidation comme classe dominante, et la révolution prolétarienne qui, là comme ailleurs, revient au jour. Les concessions des bureaucrates s'accompagnèrent classiquement de la dose de répression qu'ils pouvaient se payer, et des habituelles calomnies, traduisant la réalité inversée de leur idéologie : la Ligue dite des Communistes dénonça donc les «radicaux d'extrême-gauche... avides de détruire le régime démocratique et l'autogestion». Même *Le Monde* (du 12 juin) s'aperçoit qu'il s'agit «de la plus importante alerte que le régime ait connue à l'intérieur depuis la guerre.»⁴²

La France reste, elle aussi, dans la chaîne volcanique de la nouvelle géographie des révolutions. Rien n'y est réglé. L'éruption révolutionnaire n'est pas venue d'une crise économique, mais elle a tout au contraire contribué à créer une situation de crise dans l'économie. Ce qui a été attaqué de front en mai, c'est l'économie capitaliste développée fonctionnant bien ; mais cette économie, une fois perturbée par les forces négatives de son dépassement historique, doit fonctionner moins bien : elle en devient d'autant plus odieuse, et renforce ainsi «le mauvais côté», la lutte révolutionnaire qui la transforme. Le milieu étudiant est devenu durablement une place-forte du désordre dans la société française ; et cette fois, il ne s'agit plus d'un désordre de la jeunesse séparée. Les grands appareils bureaucratiques d'encadrement de la classe ouvrière ont payé très cher leur victoire sur la grève : beaucoup d'ouvriers les ont compris. Quant aux petits partis gauchistes, apparemment renforcés – et d'autant plus par leur abusive dissolution

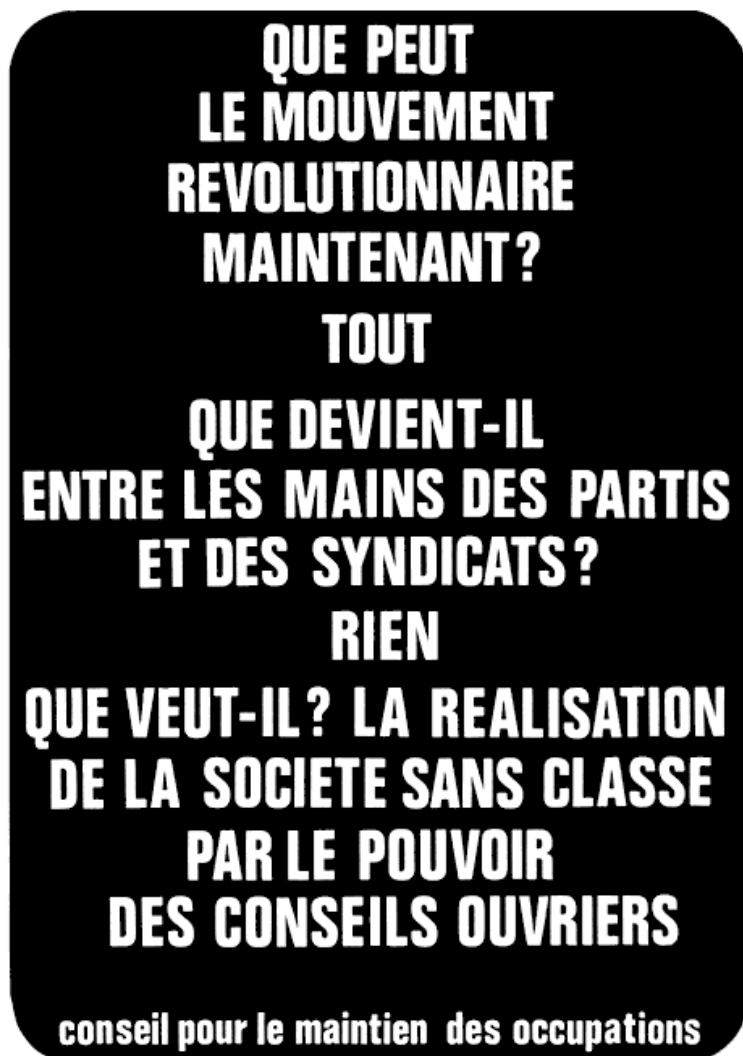
⁴² Depuis, le soulèvement des étudiants mexicains a dépassé en ampleur toutes les autres réponses à notre mouvement des occupations. Il s'agit, dans le cas du Mexique, d'un pays à demi sorti du sous-développement latino-américain. (*Note ajoutée en octobre 1968, R.V.*)

policière –, ils sont dès maintenant virtuellement condamnés : le discret panier de crabes qu'ils constituaient s'est répandu sous les flashes pendant la grève, mais toujours à reculons.

La perspective de la révolution mondiale, quand elle a reparu en France, non seulement rattrapait un immense retard – son demi-siècle d'absence –, mais avait même de ce fait certains aspects prématurés. Le mouvement des occupations est allé, avant de briser le pouvoir étatique qu'il affrontait, là où tous les mouvements révolutionnaires, à l'exception de celui de 1905, n'étaient jamais parvenus qu'après. Les détachements armés à la disposition du gouvernement n'avaient pas été défaits. Et pourtant, la saisie de certains bâtiments, leur répartition notoire entre différents groupements subversifs, n'allaient pas sans évoquer quelques traits du Barcelone de l'été de 1936. Pour la première fois en France, l'État a été ignoré : ce fut la première critique en actes du jacobinisme, qui a été si longtemps le mauvais rêve des mouvements révolutionnaires français, y compris dans la Commune. C'est-à-dire qu'au soudain retour de la spécificité révolutionnaire française – encore une fois, les barricades de Paris réveillant l'Europe – se mêlaient des éléments radicalement nouveaux. De même que ce n'était pas assez d'ignorer seulement l'État, il n'y avait certainement pas encore de perspectives assez claires. La théorie révolutionnaire cohérente était possédée par trop peu de gens, et sa communication dans les masses devait surmonter des conditions extrêmement défavorables : à côté de la puissance d'information spectaculaire de l'ordre existant, des bureaucraties contre-révolutionnaires qui n'étaient encore démasquées que par trop peu de gens. Aussi ne doit-on pas s'étonner des nombreuses faiblesses du mouvement, mais bien plutôt s'émerveiller devant sa force.

La théorie radicale a été confirmée. Elle s'est immensément renforcée. Elle doit maintenant se faire reconnaître partout pour ce qu'elle est, briser tous les nouveaux efforts des récupérateurs aux abois. Ceux qui la portent, déjà n'avaient à faire aucune concession. Il leur faut devenir encore plus exigeants, à partir de la position de force que l'histoire leur

donne. Rien en deçà du pouvoir international des Conseils ouvriers ne peut les satisfaire ; ils ne pourront reconnaître aucune force révolutionnaire en dehors des organisations conseillistes qui vont se former dans tous les pays. Les conditions objectives de la révolution ont révélé leur présence dès que la révolution a recommencé à parler comme puissance subjective. Ici a été allumé un brasier qui ne s'éteindra pas. Le mouvement des occupations a tué le sommeil de tous les maîtres de la marchandise, et jamais plus la société spectaculaire ne pourra dormir.



Additif au livre de Viénet

Internationale Situationniste n°12

Il nous semble que, aux pages 72 et 73⁴³, Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations contient une erreur de fait : il y est dit que les locaux de l'«annexe Censier» de la Faculté des Lettres furent octroyés par Pompidou, à son retour d'Afghanistan, pour que les universitaires y discutent de leurs problèmes. Bien que ceci soit finalement exact, certains documents et témoignages inclinent à conclure que l'annexe Censier avait été employée pour une réunion, sinon réellement occupée, le samedi 11 mai, vers la fin de l'après-midi ; donc plusieurs heures avant l'arrivée de Pompidou, et l'exposé de ses conceptions qui comportait ce point. Il n'en reste pas moins vrai que «pendant plusieurs jours l'atmosphère, studieuse et modérée» de ce centre porta la marque des gens qui avaient pris cette initiative si vite légalisée ; et de leurs buts réformistes pour le milieu étudiant.

En revanche, la seule inexactitude qu'un ouvrage consacré au mouvement de mai a, jusqu'ici, prétendu relever dans nos publications du moment, nous est imputée à tort. Dans le livre de Schnapp et Vidal-Naquet, *Journal de la Commune étudiante*, une note de la page 547, à propos d'un tract du C.M.D.O. sur Flins où il est dit qu'à la gare Saint-Lazare «les dirigeants syndicaux (...) détournèrent les manifestants vers Renault-Billancourt, en leur promettant que des camions les conduiraient de là vers Flins», commente : «Inexact : les dirigeants des syndicats de cheminots de saint-Lazare se contentèrent de refuser de fournir aux étudiants un train spécial pour Flins...» Mais le tract du C.M.D.O. ne parlait pas de dirigeants de la C.G.T. (qui, hors des meetings, dirent à certains que le courant était coupé sur les voies par la police et, à d'autres, que le sabotage des gauchistes provocateurs empêchait de faire partir un train). Les «dirigeants syndicaux» qui ont dispersé les manifestants à Saint-Lazare par d'extravagants mensonges étaient ceux

⁴³ Page 48 dans la présente brochure (Note de l'Infokiosque d'Esprit68)

de l'U.N.E.F. et du S.N.E. Sup. Le gauchisme vulgaire, dont Schnapp et Vidal-Naquet partagent le vocabulaire illusoire, appelait en mai «dirigeants syndicaux» ceux qui combattaient ouvertement le mouvement, comme la C.G.T. Mais les Geismar et Sauvageot, qui entravaient ce mouvement de l'intérieur, étaient bel et bien des dirigeants syndicaux, aussi comiques que soient les syndicats au nom desquels ils tenaient le crachoir.

Dans le livre de Viénet, on doit signaler aussi une sous-estimation de l'action des révolutionnaires de Lyon, à propos de leurs tentatives, à demi-réussies déjà, mais à ce moment cachées par toute l'information en place, pour lancer des grèves dans l'industrie dès avant le 14 mai ; et aussi à propos de leur participation exemplaire aux luttes qui se déroulèrent ensuite à Lyon (nous avions, au moment où ce livre fut écrit, momentanément perdu tout contact avec ces camarades).

Enfin, dans les pages 19 à 21, à propos de l'agitation antérieure chez les étudiants de plusieurs pays, il aurait fallu citer le Congo, avec le remarquable cas de l'occupation de l'Université Lovanium à Kinshasa (ex-Léopoldville) en 1967, avant Turin et tout ce qui allait suivre en Europe. Là, les étudiants révolutionnaires furent cernés par l'armée dans le campus qu'ils tenaient. Ils ne purent descendre sur la ville où les travailleurs attendaient leur arrivée pour se soulever. Le régime de Mobutu prononça le lock-out de l'Université, en exigeant une réinscription personnelle de chaque étudiant, qui devait s'engager à obéir à l'avenir aux usages universitaires (technique depuis ramassée par le ministre Edgar Faure). Mais la solidarité des étudiants obligea le gouvernement à renoncer à cette mesure. On sait que, par la suite, le 4 juin 1969, l'Université Lovanium (où quelques influences situationnistes sont discernables) se souleva de nouveau, non, comme l'a prétendu le gouvernement, pour une augmentation de 30% des bourses perçues mais pour abattre le régime. Cette fois, l'armée tira ; il y eut plusieurs dizaines de morts et des centaines d'arrestations.

Internationale situationniste N° 12, septembre 1969

Documents

De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier

Par des membres de l'Internationale situationniste et des étudiants de
Strasbourg

Ce texte peut être librement reproduit, traduit ou adapté, même sans
indications d'origine

En novembre 1966, des jeunes gens s'emparent des locaux et du matériel de l'UNEF pour imprimer, au nom de l'Association Fédérative Générale des Etudiants de Strasbourg, une brochure anonyme de 47 pages intitulée « ***De la misère en milieu étudiant, considérée sous ses aspects économiques, politiques, psychologiques, sexuels et notamment intellectuels, et de quelques moyens pour y remédier*** ». Diverses « mesures préliminaires » avait annoncé la sortie de l'opuscule comme, le 26 octobre 1966, l'interruption à coups de tomates du cours du cybernéticien **Abraham Moles**, titulaire de la chaire de sociologie. La brochure fut distribuée à brûle-pourpoint aux personnalités officielles, lors de la rentrée solennelle de l'Université. Elle horrifia la presse locale, nationale et étrangère. Considérée comme l'un des écrits de l'Internationale Situationniste, notamment en raison de la participation de à sa rédaction, la brochure, qui provoqua le « scandale de Strasbourg », eut une grande répercussion lors des événements de Mai 68.

Rendre la honte plus honteuse encore en la livrant à la publicité

Nous pouvons affirmer, sans grand risque de nous tromper, que l'étudiant en France est, après le policier et le prêtre, l'être le plus universellement méprisé. Si les raisons pour lesquelles on le méprise sont souvent de fausses raisons qui relèvent de l'idéologie dominante, les raisons pour lesquelles il est effectivement méprisable et méprisé du point de vue de la critique révolutionnaire sont refoulées et inavouées.

Les tenants de la fausse contestation savent pourtant les reconnaître, et s'y reconnaître. Ils inversent ce vrai mépris en une admiration complaisante. Ainsi l'impuissante intelligentsia de gauche (des *Temps Modernes* à *l'Express*) se pâme devant la prétendue "montée des étudiants", et les organisations bureaucratiques effectivement déclinantes (du parti dit communiste à l'U.N.E.F.) se disputent jalousement son appui "moral et matériel". Nous montrerons les raisons de cet intérêt pour les étudiants, et comment elles participent positivement à la réalité dominante du capitalisme surdéveloppé, et nous emploierons cette brochure à les dénoncer une à une : la désaliénation ne suit pas d'autre chemin que celui de l'aliénation.

Toutes les analyses et études entreprises sur le milieu étudiant ont, jusqu'ici, négligé l'essentiel. Jamais elles ne dépassent le point de vue des spécialisations universitaires (psychologie, sociologie, économie), et demeurent donc fondamentalement erronées. Toutes, elles commettent ce que Fourier appelait déjà une *étourderie méthodique* "puisqu'elle porte régulièrement sur les questions primordiales", en ignorant le point de vue total de la société moderne. Le fétichisme des faits masque la catégorie essentielle, et les détails font oublier la totalité. On dit tout de cette société, sauf ce qu'elle est effectivement : *marchande* et *spectaculaire*. Les sociologues Bourderon et Passedieu, dans leur enquête "*Les Héritiers : les étudiants et la culture*" restent désarmés devant les quelques vérités partielles qu'ils ont fini par prouver. Et, malgré toute leur volonté bonne, ils retombent dans la morale des professeurs, l'inévitable éthique kantienne d'une *démocratisation réelle par une rationalisation réelle du système d'enseignement* c'est-à-dire de l'enseignement du système. Tandis que leurs disciples, les Kravetz⁴⁴ se

⁴⁴ Kravetz (Marc) connut une certaine notoriété dans les milieux dirigeants de l'UNEF ; élégant parlementaire, il commit l'erreur de se risquer dans la "recherche théorique" : en 1964, publie dans les *Temps Modernes* une apologie du syndicalisme étudiant qu'il dénonce l'année suivante dans le même périodique.

croient des milliers à se réveiller, compensant leur amertume petite-bureaucrate par le fatras d'une phraséologie révolutionnaire désuète.

La mise en spectacle⁴⁵ de la réification sous le capitalisme moderne impose à chacun un rôle dans la passivité généralisée. L'étudiant n'échappe pas à cette loi. Il est un rôle provisoire, qui le prépare au rôle définitif qu'il assumera, en élément positif et conservateur, dans le fonctionnement du système marchand. Rien d'autre qu'une initiation.

Cette initiation retrouve, magiquement, toutes les caractéristiques de l'initiation mythique. Elle reste totalement coupée de la réalité historique, individuelle et sociale. L'étudiant est un être partagé entre un statut présent et un statut futur nettement tranchés, et dont la limite va être mécaniquement franchie. Sa conscience schizophrénique lui permet de s'isoler dans une "société d'initiation", méconnaît son avenir et s'enchant de l'unité mystique que lui offre un présent à l'abri de l'histoire. Le ressort du renversement de la vérité officielle, c'est-à-dire économique, est tellement simple à démasquer : la réalité étudiante est dure à regarder en face. Dans une "société d'abondance", le statut actuel de l'étudiant est l'extrême pauvreté. Originaires à plus de 80 % des couches dont le revenu est supérieur à celui d'un ouvrier, 90% d'entre eux disposent d'un revenu inférieur à celui du plus simple salarié. La misère de l'étudiant reste en deçà de la misère de la société du spectacle, de la nouvelle misère du nouveau prolétariat. En un temps où une partie croissante de la jeunesse s'affranchit de plus en plus des préjugés moraux et de l'autorité familiale pour entrer au plus tôt dans les relations d'exploitation ouverte, l'étudiant se maintient à tous les niveaux dans une "minorité prolongée", irresponsable et docile. Si sa crise juvénile tardive s'oppose quelque peu à sa famille, il accepte sans mal d'être traité en enfant dans les diverses institutions qui régissent sa vie quotidienne⁴⁶.

⁴⁵ Il va de soi que nous employons ces concepts de *spectacle*, *rôle*, etc., au sens situationniste.

⁴⁶ Quand on lui chie pas dans la gueule, on lui pisse au cul.

La colonisation des divers secteurs de la pratique sociale ne fait que trouver dans le monde étudiant son expression la plus criante. Le transfert sur les étudiants de toute la mauvaise conscience sociale masque la misère et la servitude de tous.

Mais les raisons qui fondent notre mépris pour l'étudiant sont d'un tout autre ordre. Elles ne concernent pas seulement sa misère réelle mais sa complaisance envers toutes les misères, sa propension malsaine à consommer béatement de l'aliénation, dans l'espoir, devant le manque d'intérêt général, d'intéresser à son manque particulier. Les exigences du capitalisme moderne font que la majeure partie des étudiants seront tout simplement de *petits cadres* (c'est-à-dire l'équivalent de ce qu'était au XIX^e siècle la fonction d'ouvrier qualifié⁴⁷). Devant le caractère misérable, facile à pressentir, de cet avenir plus ou moins proche qui le "dédommagera" de la honteuse misère du présent, l'étudiant préfère se tourner vers son présent et le décorer de prestiges illusoire. La compensation même est trop lamentable pour qu'on s'y attache ; les lendemains ne chanteront pas et baigneront fatalement dans la médiocrité. C'est pourquoi il se réfugie dans un présent irréallement vécu.

Esclave stoïcien, l'étudiant se croit d'autant plus libre que toutes les chaînes de l'autorité le lient. Comme sa nouvelle famille, l'Université, il se prend pour l'être social le plus "autonome" alors qu'il relève *directement et conjointement* des deux systèmes les plus puissants de l'autorité sociale : la famille et l'Etat. Il est leur enfant rangé et reconnaissant. Suivant la même logique de *l'enfant soumis*, il participe à toutes les valeurs et mystifications du système, et les concentre en lui. Ce qui était illusions imposées aux employés devient idéologie intériorisée et véhiculée par la masse des futurs petits cadres.

Si la misère sociale ancienne a produit les systèmes de compensation les plus grandioses de l'histoire (les religions), la misère marginale étudiante n'a trouvé de consolation que dans les images les plus éculées

⁴⁷ Mais sans la conscience révolutionnaire ; l'ouvrier n'avait pas l'illusion de la promotion.

de la société dominante la répétition burlesque de tous ses produits aliénés.

L'étudiant français, en sa qualité d'être idéologique *arrive trop tard à tout*. Toutes les valeurs et illusions qui font la fierté de son monde fermé sont déjà condamnées en tant qu'illusions insoutenables, depuis longtemps ridiculisées par l'histoire.

Récoltant un peu du prestige en miettes de l'Université, L'étudiant est encore content d'être étudiant. Trop tard. L'enseignement mécanique et spécialisé qu'il reçoit est aussi profondément dégradé (par rapport à l'ancien niveau de la culture générale bourgeoise⁴⁸) que son propre niveau intellectuel au moment où il y accède, du seul fait que la réalité qui domine tout cela, le système économique, réclame une fabrication massive d'étudiants incultes et incapables de penser. Que l'Université soit devenue une organisation – institutionnelle – de l'ignorance, que la "haute culture" elle-même se dissolve au rythme de la production en série des professeurs, que *tous* ces professeurs soient des crétins dont la plupart provoqueraient le chahut de n'importe quel public de lycée – l'étudiant l'ignore ; et il continue d'écouter respectueusement ses maîtres, avec la volonté consciente de perdre tout esprit critique afin de mieux communier dans l'illusion mystique d'être devenu un "étudiant", quelqu'un qui s'occupe sérieusement à apprendre un savoir *sérieux*, dans l'espoir qu'on lui confiera les vérités dernières. C'est une ménopause de l'esprit. Tout ce qui se passe aujourd'hui dans les amphithéâtres des écoles et des facultés sera condamné dans la future société révolutionnaire comme *bruit*, socialement nocif. D'ores et déjà, l'étudiant fait rire.

L'étudiant ne se rend même pas compte que l'histoire altère aussi son dérisoire monde "fermé". La fameuse "Crise de l'Université", détail d'une crise plus générale du capitalisme moderne, reste l'objet d'un dialogue de sourds entre différents spécialistes. Elle traduit tout simplement les

⁴⁸ Nous ne parlons pas de celle de l'Ecole Normale Supérieure ou des Sorboniqueurs, mais de celle des encyclopédistes ou de Hegel.

difficultés d'un ajustement tardif de ce secteur spécial de la production à une transformation d'ensemble de l'appareil productif. Les résidus de la vieille idéologie de l'Université libérale bourgeoise se banalisent au moment où sa base sociale disparaît. L'Université a pu se prendre pour une puissance autonome à l'époque du capitalisme de libre-échange et de son Etat libéral, qui lui laissait une certaine liberté marginale. Elle dépendait, en fait, étroitement des besoins de ce type de société : donner à la minorité privilégiée, qui faisait des études, la culture générale adéquate, avant qu'elle ne rejoigne les rangs de la classe dirigeante dont elle était à peine sortie. D'où le ridicule de ces professeurs nostalgiques⁴⁹, aigris d'avoir perdu leur ancienne fonction de chiens de garde des futurs maîtres pour celle, beaucoup moins noble, de chiens de berger conduisant, suivant les besoins planifiés du système économique, les fournées de "cols blancs" vers leurs usines et bureaux respectifs. Ce sont eux qui opposent leurs archaïsmes à la technocratisation de l'Université, et continuent imperturbablement à débiter les bribes d'une culture dite générale à de futurs spécialistes qui ne sauront qu'en faire.

Plus sérieux, et donc plus dangereux, sont les modernistes de la gauche et ceux de l'U.N.E.F. menés par les "ultras" de la F.G.E.L., qui revendiquent une "réforme de structure de l'Université", une "réinsertion de l'Université dans la vie sociale et économique", c'est-à-dire son adaptation aux besoins du capitalisme moderne. De dispensatrices de la "culture générale" à l'usage des classes dirigeantes, les diverses facultés et écoles, encore parées de prestiges anachroniques, sont transformées en usines d'élevage hâtif de petits cadres et de cadres moyens. Loin de contester ce processus historique qui subordonne directement un des derniers secteurs relativement autonomes de la vie sociale aux exigences du système marchand, nos progressistes protestent contre les retards et défaillances que subit sa réalisation. Ils sont les tenants de la

⁴⁹ N'osant pas se réclamer du libéralisme philistin, ils inventent des références dans les franchises universitaires du Moyen-âge, époque de la "démocratie de la non-liberté".

future Université cybernétisée qui s'annonce déjà çà et là⁵⁰. Le système marchand et ses serviteurs modernes, voilà l'ennemi.

Mais il est normal que tout ce débat passe par-dessus la tête de l'étudiant, dans le ciel de ses maîtres et lui échappe totalement : l'ensemble de sa vie, et *a fortiori* de la vie, lui échappe.

De par sa situation économique d'extrême pauvreté, l'étudiant est condamné à un certain mode de *survie* très peu enviable. Mais toujours content de son être, il érige sa triviale misère en "style de vie" original : le misérabilisme et la bohème. Or, la "bohème", déjà loin d'être une solution originale, n'est jamais authentiquement vécue qu'après une rupture complète et irréversible avec le milieu universitaire. Ses partisans parmi les étudiants (et tous se targuent de l'être un peu) ne font donc que s'accrocher à une version factice et dégradée de ce qui n'est, dans le meilleur des cas, qu'une médiocre solution individuelle. Ils méritent jusqu'au mépris des vieilles dames de la campagne. Ces "originaux" continuent, trente ans après W. Reich⁵¹, cet excellent éducateur de la jeunesse, à avoir les comportements érotiques-amoureux les plus traditionnels, reproduisant les rapports généraux de la société de classes dans leurs rapports inter-sexuels. L'aptitude de l'étudiant à faire un militant de tout acabit en dit long sur son impuissance.

Dans la marge de liberté individuelle permise par le spectacle totalitaire, et malgré son emploi du temps plus ou moins lâche, l'étudiant ignore encore l'aventure et lui préfère un espace-temps quotidien étriqué, aménagé à son intention par les garde-fous du même spectacle.

Sans y être contraint, il sépare de lui-même travail et loisirs, tout en proclamant un hypocrite mépris pour les "bosseurs" et les "bêtes à concours". Il entérine toutes les séparations et va ensuite gémir dans

⁵⁰ Cf. *Internationale situationniste* n°9. Correspondance avec un cybernéticien et le tract situationniste *La tortue dans la vitrine*, contre le néo-professeur A. Moles.

⁵¹ Voir *La lutte sexuelle des jeunes* et *La fonction de l'orgasme*.

divers “cercles” religieux, sportifs, politiques ou syndicaux, sur la non communication. Il est si bête et si malheureux qu’il va même jusqu’à se confier spontanément et en masse au contrôle para policier des psychiatres et psychologues, mis en place à son usage par l’avant-garde de l’oppression moderne, et donc applaudi par ses “représentants” qui voient naturellement dans ces Bureaux d’Aide Psychologique Universitaire (B.A.P.U.) une conquête indispensable et méritée⁵².

Mais la misère réelle de la vie quotidienne étudiante trouve sa compensation immédiate, fantastique, dans son principal opium : la marchandise culturelle. Dans le spectacle culturel, l’étudiant retrouve naturellement sa place de disciple respectueux. Proche du lieu de production sans jamais y accéder – le Sanctuaire lui reste interdit – l’étudiant découvre la “culture moderne” en spectateur admiratif. A une époque où *l’art est mort*, il reste le principal fidèle des théâtres et des ciné-clubs, et le plus avide consommateur de son cadavre congelé et diffusé sous cellophane dans les supermarchés pour les ménagères de l’abondance. Il y participe sans réserve, sans arrière-pensée et sans distance. C’est son élément naturel. Si les “maisons de la culture” n’existaient pas, l’étudiant les aurait inventées. Il vérifie parfaitement les analyses les plus banales de la sociologie américaine du marketing : consommation ostentatoire, établissement d’une différenciation publicitaire entre produits identiques dans la nullité (Pérec ou Robbe-Grillet ; Godard ou Lelouch).

Et, dès que les “dieux” qui produisent ou organisent son spectacle culturel s’incarnent sur scène, il est leur principal public, leur fidèle rêvé. Ainsi assiste-t-il en masse à leurs démonstrations les plus obscènes; qui d’autre que lui peuplerait les salles quand, par exemple, les curés des différentes églises viennent exposer publiquement leurs dialogues sans

⁵² Avec le reste de la population, la camisole de force est nécessaire pour l’amener à comparaître devant le psychiatre dans sa forteresse asilaire. Avec l’étudiant, il suffit de faire savoir que des postes de contrôle avancés ont été ouverts dans le ghetto : il s’y précipite, au point qu’il est nécessaire de distribuer des numéros d’ordre.

rivages (semaines de la pensée dite marxiste, réunions d'intellectuels catholiques) ou quand les débris de la littérature viennent constater leur impuissance (cinq mille étudiants à "Que peut la littérature ?").

Incapable de passions réelles, il fait ses délices des polémiques sans passion entre les vedettes de l'intelligence, sur de faux problèmes dont la fonction est de masquer les vrais : Althusser - Garaudy - Sartre - Barthes - Picard - Lefebvre - Levi Strauss - Halliday - Chatelet - Antoine. Humanisme - Existentialisme - Structuralisme - Scientisme - Nouveau Criticisme - Dialecto-naturalisme - Cybernétisme - Planétisme - Métaphilosophisme.

Dans son application, il se croit. d'avant-garde parce qu'il a vu le dernier Godard, acheté le dernier livre argumentiste⁵³, participé au dernier happening de Lapassade, ce con. Cet ignorant prend pour des nouveautés "révolutionnaires", garanties par label, les plus pâles ersatz d'anciennes recherches effectivement importantes en leur temps, édulcorées à l'intention du marché. La question est de toujours préserver son standing culturel. L'étudiant est fier d'acheter, comme tout le monde, les rééditions en livre de poche d'une série de textes importants et difficiles que la "culture de masse" répand à une cadence accélérée⁵⁴. Seulement, il ne sait pas lire. Il se contente de les consommer du regard.

Ses lectures préférées restent la presse spécialisée qui orchestre la consommation délirante des gadgets culturels ; docilement, il accepte ses oukases publicitaires et en fait la référence-standard de ses goûts. Il fait encore ses délices de l'*Express* et de l'*Observateur*, ou bien il croit que *Le Monde*, dont le style est déjà trop difficile pour lui, est vraiment un journal "objectif" qui reflète l'actualité. Pour approfondir ses connaissances générales, il s'abreuve de *Planète*, la revue magique qui

⁵³ Sur le gang argumentiste et la disparition de son organe, voir le tract *Aux poubelles de l'Histoire*, diffusé en 1963 par l'Internationale situationniste.

⁵⁴ A cet effet on ne saurait trop recommander la solution, déjà pratiquée par les plus intelligents, qui consiste à les voler.

les rides et les points noirs des vieilles idées. C'est avec de tels guides qu'il croit participer au monde moderne et s'initier à la politique.

Car l'étudiant, plus que partout ailleurs, est content d'être *politisé*. Seulement, il ignore qu'il y participe à travers le même *spectacle*. Ainsi se réapproprie-t-il tous les restes en lambeaux ridicules d'une gauche qui fut anéantie voilà plus de *quarante ans*, par le réformisme "socialiste" et par la contre-révolution stalinienne. Cela, il l'ignore encore, alors que le Pouvoir le sait clairement, et les ouvriers d'une façon confuse. Il participe, avec une fierté débile, aux manifestations les plus dérisoires qui n'attirent que lui. La fausse conscience politique se trouve chez lui à l'état pur, et l'étudiant constitue la base idéale pour les manipulations des bureaucrates fantomatiques des organisations mourantes (du Parti dit Communiste à l'U.N.E.F.). Celles-ci programment totalitairement ses options politiques ; tout écart ou velléité d'"indépendance" rentre docilement, après une parodie de résistance, dans un ordre qui n'a jamais été un instant mis en question⁵⁵. Quand il croit aller outre, comme ces gens qui se nomment, par une véritable maladie de l'inversion publicitaire, J.C.R., alors qu'ils ne sont ni jeunes, ni communistes, ni révolutionnaires, c'est pour se rallier gaiement au mot d'ordre pontifical : *Paix au Vietnam*.

L'étudiant est fier de s'opposer aux "archaïsmes" d'un de Gaulle, mais ne comprend pas qu'il le fait au nom d'erreurs du passé, de *crimes refroidis* (comme le stalinisme à l'époque de Togliatti - Garaudy - Krouchtchev - Mao) et qu'ainsi sa *jeunesse* est encore plus *archaïque* que le pouvoir qui, lui, dispose effectivement de tout ce qu'il faut pour administrer une société moderne.

Mais l'étudiant n'en est pas à un archaïsme près. Il se croit tenu d'avoir des idées générales sur tout, des conceptions cohérentes du monde, qui donnent un sens à son besoin d'agitation et de promiscuité asexuée.

⁵⁵ Cf : Les dernières aventures de l'U.E.C. et de leurs homologues chrétiens avec leurs hiérarchies respectives; elles montrent que la seule unité entre tous ces gens réside dans leur soumission inconditionnelle à leurs maîtres.

C'est pourquoi, joué par les dernières fébrilités des églises, il se rue sur la vieillerie des vieilles pour adorer la charogne puante de Dieu et s'attacher aux débris décomposés des religions préhistoriques, qu'il croit dignes de lui et de son temps. On ose à peine le souligner, le milieu étudiant est, avec celui des vieilles femmes de province, le secteur où se maintient la plus forte dose de religion professée, et reste encore la meilleure "terre de missions" (alors que, dans toutes les autres, on a déjà mangé ou chassé les curés), où des prêtres-étudiants continuent à sodomiser, sans se cacher, des milliers d'étudiants dans leurs chiottes spirituelles.

Certes, il existe tout de même, parmi les étudiants, des gens d'un niveau intellectuel suffisant. Ceux-là dominent sans fatigue les misérables contrôles de capacité prévus pour les médiocres, et ils les dominent justement parce qu'ils ont *compris le système*, parce qu'ils le méprisent et se savent ses ennemis. Ils prennent dans le système des études ce qu'il a de meilleur : les bourses. Profitant des failles du contrôle, que sa logique propre oblige actuellement et ici à garder un petit secteur purement intellectuel, la "recherche", ils vont tranquillement porter le trouble au plus haut niveau : leur mépris ouvert à l'égard du système va de pair avec la lucidité qui leur permet justement d'être plus forts que les valets du système, et tout d'abord intellectuellement. Les gens dont nous parlons figurent en fait déjà parmi les théoriciens du mouvement révolutionnaire qui vient, et se flattent d'être aussi connus que lui quand on va commencer à en parler. Ils ne cachent à personne que ce qu'ils prennent si aisément au "système des études" est utilisé pour sa destruction. Car l'étudiant ne peut se révolter contre rien sans se révolter contre ses *études*, et la nécessité de cette révolte se fait sentir moins naturellement que chez l'ouvrier, qui se révolte spontanément contre sa condition. Mais l'étudiant est un produit de la société moderne, au même titre que Godard et le Coca-Cola. Son extrême aliénation ne peut être contestée que par la contestation de la société toute entière. En aucune façon cette critique ne peut se faire sur le terrain étudiant : l'étudiant, comme tel, s'arroge une pseudo-valeur, qui lui interdit de prendre

conscience de sa dépossession réelle et, de ce fait, il demeure au comble de la fausse conscience. Mais, partout où la société moderne commence à être contestée, il y a révolte de la jeunesse, qui correspond immédiatement à une critique totale du comportement étudiant.

**Il ne suffit pas que la pensée recherche sa
réalisation, il faut que la réalité recherche sa
pensée**

Après une longue période de sommeil léthargique et de contre-révolution permanente, s'esquisse, depuis quelques années, une nouvelle période de contestation dont la jeunesse semble être la porteuse. Mais la société du spectacle, dans la représentation qu'elle se fait d'elle-même et de ses ennemis, impose ses catégories idéologiques pour la compréhension du monde et de l'histoire. Elle ramène tout ce qui s'y passe à l'ordre naturel des choses, et enferme les véritables nouveautés qui annoncent son *dépassement* dans le cadre restreint de son illusoire nouveauté. La révolte de la jeunesse contre le mode de vie qu'on lui impose n'est, en réalité, que le signe avant-coureur d'une subversion plus vaste qui englobera l'ensemble de ceux qui éprouvent de plus en plus l'impossibilité de vivre, le prélude à la prochaine époque révolutionnaire. Seulement l'idéologie dominante et ses organes quotidiens, selon des mécanismes éprouvés d'inversion de la réalité, ne peuvent que réduire ce mouvement historique réel à une pseudo-catégorie socio-naturelle : l'Idée de la Jeunesse (dont il serait dans l'essence d'être révoltée). Ainsi ramène-t-on une nouvelle jeunesse de la révolte à l'éternelle révolte de la jeunesse, renaissant à chaque génération pour s'estomper quand le "le jeune homme est pris par le sérieux de la production et par l'activité en vue des fins concrètes et véritables". La "révolte des jeunes" a été et est encore l'objet d'une véritable inflation journalistique qui en fait le spectacle d'une "révolte" possible à donner contempler pour empêcher qu'on la vive, la sphère aberrante - déjà intégrée - nécessaire au fonctionnement du système social ; cette révolte contre la société

rassure la société parce qu'elle est censée rester partielle, dans *l'apartheid* des "problèmes" de la jeunesse - comme il y aurait des problèmes de la femme, ou un problème noir - et ne durer qu'une partie de la vie. En réalité, s'il y a un problème de la "jeunesse" dans la société moderne, c'est que la crise profonde de cette société est ressentie avec le plus d'acuité par la jeunesse⁵⁶. Produit par excellence de cette société moderne, elle est elle-même moderne, soit pour s'y intégrer sans réserves, soit pour la refuser radicalement. Ce qui doit surprendre, ce n'est pas tant que la jeunesse soit révoltée, mais que les "adultes" soient si résignés. Ceci n'a pas une explication mythologique, mais historique : la génération précédente a connu toutes les défaites et consommé tous les mensonges de la période de désagrégation honteuse du mouvement révolutionnaire.

Considérée en elle-même, la "Jeunesse" est un mythe publicitaire déjà profondément lié au mode de production capitaliste, comme expression de son dynamisme. Cette illusoire primauté de la jeunesse est devenue possible avec le redémarrage de l'économie, après la Deuxième Guerre mondiale, par suite de l'entrée en masse sur le marché de toute une catégorie de consommateurs plus malléables, un rôle qui assure un brevet d'intégration à la société du spectacle. Mais l'explication dominante du monde se trouve de nouveau en contradiction avec la réalité socio-économique (car en retard sur elle) et c'est justement la jeunesse qui, la première, affirme une irrésistible fureur de vivre et s'insurge spontanément contre l'ennui quotidien et le temps mort que le vieux monde continue à sécréter à travers ses différentes modernisations. La fraction révoltée de la jeunesse exprime le pur refus sans la conscience d'une perspective de dépassement, son refus nihiliste. Cette perspective se cherche et se constitue partout dans le monde. Il lui faut atteindre la cohérence de la critique théorique et l'organisation pratique de cette cohérence.

⁵⁶ En ce sens que non seulement la jeunesse la ressent, mais veut l'exprimer.

Au niveau le plus sommaire, les “Blousons noirs”, dans tous les pays, expriment avec le plus de violence apparente le refus de s’intégrer. Mais le caractère abstrait de leur refus ne leur laisse aucune chance d’échapper aux contradictions d’un système dont ils sont le produit négatif spontané. Les “Blousons noirs” sont produits par tous les côtés de *l’ordre* actuel : l’urbanisme des grands ensembles, la décomposition des valeurs, l’extension des loisirs consommables de plus en plus ennuyeux, le contrôle humaniste-policier de plus en plus étendu à toute la vie quotidienne, la survivance économique de la cellule familiale privée de toute signification. Ils méprisent le travail *mais* ils acceptent les marchandises. Ils voudraient avoir tout ce que la publicité leur montre, tout de suite et sans qu’ils puissent le payer. Cette contradiction fondamentale domine toute leur existence, et c’est le cadre qui emprisonne leur tentative d’affirmation pour la recherche d’une véritable liberté dans l’emploi du temps, l’affirmation individuelle et la constitution d’une sorte de communauté. (Seulement, de telles micro-communautés recomposent, en marge de la société développée, un primitivisme où la misère recrée inéluctablement la hiérarchie de la bande. Cette hiérarchie, qui ne peut s’affirmer que dans la lutte contre d’autres bandes, *isole* chaque bande et, dans chaque bande, l’individu). Pour sortir de cette contradiction, le “Blouson noir” devra finalement travailler pour acheter des marchandises – et là tout un secteur de la production est expressément fabriqué pour sa récupération en tant que consommateurs (motos, guitares électriques, vêtements, disques, etc.) – ou bien il doit s’attaquer aux lois de la marchandise, soit de façon primaire en la volant, soit d’une façon consciente en s’élevant à la critique révolutionnaire du monde de la marchandise. La consommation adoucit les mœurs de ces jeunes révoltés, et leur révolte retombe dans le pire conformisme. Le monde des Blousons noirs n’a d’autre issue que la prise de conscience révolutionnaire ou l’obéissance aveugle dans les usines.

Les *Provos* constituent la première forme de dépassement de l’expérience des “Blousons noirs”, de l’organisation de sa première

expression politique. Ils sont nés à la faveur d'une rencontre entre quelques déchets de l'art décomposé en quête de succès et une masse de jeunes révoltés en quête d'affirmation. Leur organisation a permis aux uns et aux autres d'avancer et d'accéder à un nouveau type de contestation. Les "artistes" ont apporté quelques tendances, encore très mystifiées, vers le jeu, doublées d'un fatras idéologique ; les jeunes révoltés n'avaient pour eux que la violence de leur révolte. Dès la formation de leur organisation, les deux tendances sont restées distinctes ; la masse sans théorie s'est trouvée d'emblée sous la tutelle d'une mince couche de dirigeants suspects qui essaient de maintenir leur "pouvoir" par la sécrétion d'une idéologie provotarienne. Au lieu que la violence des "Blousons noirs" passe sur le plan des idées dans une tentative de dépassement de l'art, c'est le réformisme néo-artistique qui l'a emporté. Les Provos sont l'expression du dernier réformisme produit par le capitalisme moderne : celui de la vie quotidienne. Alors qu'il ne faut pas moins d'une révolution ininterrompue pour changer la vie, la hiérarchie Provo croit – comme Bernstein croyait transformer le capitalisme en socialisme par les réformes – qu'il suffit d'apporter quelques améliorations pour modifier la vie quotidienne. Les Provos, en optant pour le fragmentaire, finissent par accepter la totalité. Pour se donner une base, leurs dirigeants ont inventé la ridicule idéologie du Provotariat (salade artistico-politique innocemment composée avec des restes moisis d'une fête qu'ils n'ont pas connue), destinée, selon eux, à s'opposer à la prétendue passivité et à l'embourgeoisement du Prolétariat, tarte à la crème de tous les crétins du siècle. Parce qu'ils désespèrent de transformer la totalité, ils désespèrent des forces qui, seules, portent l'espoir d'un dépassement possible. Le Prolétariat est le moteur de la société capitaliste, et donc son danger mortel : tout est fait pour le réprimer (partis, syndicats bureaucratiques, police, plus souvent que contre les Provos, colonisation de toute sa vie), car il est la seule force réellement menaçante. Les Provos n'ont rien compris de cela : ainsi, ils restent incapables de faire la critique du système de production, et donc prisonniers de tout le système. Et quand, dans une émeute

ouvrière anti-syndicale, leur base s'est ralliée à la violence directe, les dirigeants étaient complètement dépassés par le mouvement et, dans leur affolement, ils n'ont rien trouvé de mieux à faire que dénoncer les "excès" et en appeler au pacifisme, renonçant lamentablement à leur programme : provoquer les autorités pour en montrer le caractère répressif (et criant qu'ils étaient provoqués par la police). Et, pour comble, ils ont appelé, de la radio, les jeunes émeutiers à se laisser éduquer par les "Provos", c'est à dire par les dirigeants, qui ont largement montré que leur vague "anarchisme" n'est qu'un mensonge de plus. La base révoltée des Provos ne peut accéder à la critique révolutionnaire qu'en commençant par se révolter contre ses chefs, ce qui veut dire rallier les forces révolutionnaires objectives du Prolétariat et se débarrasser d'un Constant, l'artiste officiel de la Hollande Royale, ou d'un De Vries, parlementaire raté et admirateur de la police anglaise. Là, seulement, les Provos peuvent rejoindre la contestation moderne authentique qui a déjà une base réelle chez eux. S'ils veulent réellement transformer le monde, ils n'ont que faire de ceux qui veulent se contenter de le peindre en blanc.

En se révoltant contre leurs études, les étudiants américains ont immédiatement mis en question une société qui a besoin de telles études. De même que leur révolte (à Berkeley et ailleurs) contre la hiérarchie universitaire s'est d'emblée affirmée comme *révolte contre tout le système social basé sur la hiérarchie et la dictature de l'économie et de l'Etat*. En refusant d'intégrer les entreprises, auxquelles les destinaient tout naturellement leurs études spécialisées, ils mettent profondément en question un système de production où toutes les activités et leur produit échappent totalement à leurs auteurs. Ainsi, à travers des tâtonnements et une confusion encore très importante, la jeunesse américaine en révolte en vient-elle à chercher, dans la "société d'abondance", une alternative révolutionnaire cohérente. Elle reste largement attachée aux deux aspects relativement accidentels de la crise américaine : les Noirs et le Vietnam ; et les petites organisations qui constituent "la Nouvelle Gauche" s'en ressentent lourdement. Si,

dans leur forme, une authentique exigence de démocratie se fait sentir, la faiblesse de leur contenu subversif les fait retomber dans des contradictions dangereuses. L'hostilité à la politique traditionnelle des vieilles organisations est facilement récupérée par l'ignorance du monde politique, qui se traduit par un grand manque d'informations, et des illusions sur ce qui se passe effectivement dans le monde. L'hostilité *abstraite* à leur société les conduit à l'admiration ou à l'appui de ses ennemis les plus apparents : les bureaucraties dites socialistes, la Chine ou Cuba. Ainsi trouve-t-on dans un groupe comme "Resurgence Youth Movement", et en même temps une condamnation à mort de l'Etat et un éloge de la "Révolution Culturelle" menée par la bureaucratie la plus gigantesque des temps modernes : la Chine de Mao. De même que leur organisation semi-libertaire et non directive risque, à tout moment, par le manque manifeste de contenu, de retomber dans l'idéologie de la "dynamique des groupes" ou dans le monde fermé de la Secte. La consommation en masse de la drogue est l'expression d'une misère réelle et la protestation contre cette misère réelle : elle est la fallacieuse recherche de liberté dans un monde sans liberté, la critique religieuse d'un monde qui a lui-même dépassé la religion. Ce n'est pas par hasard qu'on la trouve surtout dans les milieux beatniks (cette droite des jeunes révoltés), foyers du refus idéologique et de l'acceptation des superstitions les plus fantastiques (Zen, spiritisme, mysticisme de la "New Church" et autres pourritures comme le Gandhisme ou l'Humanisme ...). A travers leur recherche d'un programme révolutionnaire, les étudiants américains commettent la même erreur que les "Provos" et se proclament "la classe la plus exploitée de la société" ; ils doivent, dès à présent, comprendre qu'ils n'ont pas d'intérêts distincts de tous ceux qui subissent l'oppression généralisée et l'esclavage marchand.

A l'Est, le totalitarisme bureaucratique commence à produire ses forces négatives. La révolte des jeunes y est particulièrement virulente, et n'est connue qu'à travers les dénonciations qu'en font les différents organes de l'appareil ou les mesures policières qu'il prend pour les contenir.

Nous apprenons ainsi qu'une partie de la jeunesse ne "respecte" plus l'ordre moral et familial (tel qu'il existe sous sa forme bourgeoise la plus détestable), s'adonne à la "débauche", méprise le travail et n'obéit plus à la police du parti. Et, en U.R.S.S., on nomme un ministre expressément pour combattre le hooliganisme. Mais, parallèlement à cette révolte diffuse, une contestation plus élaborée tente de s'affirmer, et les groupes ou petites revues clandestines apparaissent et disparaissent selon les fluctuations de la répression policière. Le fait le plus important a été la publication par les jeunes Polonais *Kuron* et *Modzelewski* de leur "Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais". Dans ce texte, ils affirment expressément "la nécessité de l'abolition des rapports de production et des relations sociales actuelles" et voient qu'à cette fin "la révolution est inéluctable". L'intelligentsia des pays de l'Est cherche actuellement à rendre conscientes et à formuler clairement les raisons de cette critique que les ouvriers ont concrétisée à Berlin-Est, à Varsovie et à Budapest, la critique prolétarienne du pouvoir de classe bureaucratique. Cette révolte souffre profondément du désavantage de poser d'emblée les problèmes réels, et leur solution. Si, dans les autres pays, le mouvement est possible, mais le but reste mystifié, dans les bureaucraties de l'Est, la contestation est sans illusion, et ses buts connus. Il s'agit pour elle d'inventer les formes de leur réalisation, de s'ouvrir le chemin qui y mène.

Quant à la révolte des jeunes Anglais, elle a trouvé sa première expression organisée dans le mouvement anti-atomique. Cette lutte partielle, ralliée autour du vague programme du *Comité des Cent* — qui a pu rassembler jusqu'à 300.000 manifestants — a accompli son plus beau geste au printemps 1963 avec le scandale R.S.G. 6⁵⁷. Elle ne pouvait que retomber, faute de perspectives, récupérée par les belles âmes pacifistes. L'archaïsme du contrôle dans la vie quotidienne,

⁵⁷ Où les partisans du mouvement anti-atomique ont découvert, rendu public et ensuite envahi les abris anti-atomiques ultra-secrets réservés aux membres du gouvernement.

caractéristique de l'Angleterre, n'a pu résister à l'assaut du monde moderne, et la décomposition accélérée des valeurs séculaires engendre des tendances profondément révolutionnaires dans la critique de tous les aspects du mode de vie⁵⁸. Il faut que les exigences de cette jeunesse rejoignent la résistance d'une classe ouvrière qui compte parmi les plus combatives du monde, celle des shop-stewards et des grèves sauvages, et la victoire de leurs luttes ne peut être recherchée que dans des perspectives communes. L'écroulement de la social-démocratie au pouvoir ne fait que donner une chance supplémentaire à leur rencontre. Les explosions qu'occasionnera une telle rencontre seront autrement plus formidables que tout ce qu'on a vu à Amsterdam. L'émeute provotarienne ne sera, devant elles, qu'un jeu d'enfants. De là seulement peut naître un véritable mouvement révolutionnaire, où les besoins pratiques auront trouvé leur réponse.

Le Japon est le seul parmi les pays industriellement avancés où cette fusion de la jeunesse étudiante et des ouvriers d'avant-garde soit déjà réalisée.

Zengakuren, la fameuse organisation des Etudiants révolutionnaires et la *Ligue des jeunes travailleurs marxistes* sont les deux importantes organisations formées sur l'orientation commune de la *Ligue Communiste Révolutionnaire*⁵⁹. Cette formation en est déjà à se poser le problème de l'organisation révolutionnaire. Elle combat simultanément, et sans illusions, le Capitalisme à l'Ouest et la Bureaucratie des pays dits socialistes. Elle groupe déjà quelques milliers d'étudiants et d'ouvriers organisés sur une base démocratique et anti-hiérarchique, sur la participation de tous les membres à toutes les activités de l'organisation. Ainsi les révolutionnaires japonais sont-ils les premiers dans le monde à mener déjà de grandes luttes organisées, se référant à un programme

⁵⁸ On pense ici à l'excellente revue *Heatwave* dont l'évolution semble aller vers un radicalisme de plus en plus rigoureux.

⁵⁹ KAIHOSHA c/o Dairyuso, 3 Nakanoekimae, Nakanoku, TOKYO JAPON, ZENGAKUREN Hirota Building 2-10 Kandajimbo cho, Chiyoda-Ku, TOKYO JAPON.

avancé, avec une large participation des masses. Sans arrêt, des milliers d'ouvriers et d'étudiants descendent dans la rue et affrontent violemment la police japonaise. Cependant, la L.C.R., bien qu'elle les combatte fermement, n'explique pas complètement et concrètement les deux systèmes. Elle cherche encore à définir précisément l'exploitation bureaucratique, de même qu'elle n'est pas encore arrivée à formuler explicitement les caractères du Capitalisme moderne, la critique de la vie quotidienne et la critique du spectacle. La Ligue Communiste Révolutionnaire reste fondamentalement une organisation prolétarienne classique. Elle est actuellement la plus importante formation révolutionnaire du monde, et doit être, d'ores et déjà, un des pôles de discussion et de rassemblement pour la nouvelle critique révolutionnaire prolétarienne dans le monde.

Créer enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière

“Etre d'avant-garde, c'est marcher au pas de la réalité⁶⁰”. La critique radicale du monde moderne doit avoir maintenant pour objet et pour objectif la “totalité”. Elle doit porter indissolublement sur son passé réel, sur ce qu'il est effectivement et sur les perspectives de sa transformation. C'est que, pour pouvoir dire toute la vérité du monde actuel et, *a fortiori*, pour formuler le projet de sa subversion totale, il faut être capable de *révéler* toute son *histoire cachée*, c'est à dire regarder d'une façon totalement démystifiée et fondamentalement critique, l'histoire de tout le mouvement révolutionnaire international, inaugurée voilà plus d'un siècle par le prolétariat des pays d'Occident, ses “échecs” et ses “victoires”. “Ce mouvement contre l'ensemble de l'organisation du vieux monde est depuis longtemps fini⁶¹” et a *échoué*. Sa dernière manifestation historique étant la défaite de la révolution prolétarienne en Espagne (à Barcelone, en mai 1937). Cependant, ses “échecs” officiels,

⁶⁰ Internationale situationniste n°8.

⁶¹ Internationale situationniste n°7.

comme ses “victoires” officielles, doivent être jugés à la lumière de leurs prolongements, et leurs vérités rétablies. Ainsi, nous pouvons affirmer qu’“il y a des défaites qui sont des victoires et des victoires plus honteuses que des défaites” (Karl Liebknecht à la veille de son assassinat). La première grande “défaite” du pouvoir prolétarien, la Commune de Paris, est en réalité sa première grande *victoire* car, pour la première fois, le Prolétariat primitif a affirmé sa capacité historique de diriger d’une façon *libre* tous les aspects de la vie sociale. De même que sa première grande “victoire”, la révolution bolchévique, n’est en définitive que sa défaite la plus lourde de conséquences. Le triomphe de l’ordre bolchevik coïncide avec le mouvement de contre-révolution internationale qui commença avec l’écrasement des Spartakistes par la “Social-démocratie” allemande. Leur triomphe commun était plus profond que leur opposition apparente, et cet ordre bolchevik n’était, en définitive, qu’un déguisement nouveau et une figure particulière de l’ordre ancien. Les résultats de la contre-révolution russe furent, à l’intérieur, l’établissement et le développement d’un nouveau mode d’exploitation, le *capitalisme bureaucratique d’Etat* et, à l’extérieur, la multiplication des sections de l’Internationale dite communiste, succursales destinées à le défendre et à répandre son modèle. Le capitalisme, sous ses différentes variantes bureaucratiques et bourgeoises, florissait de nouveau sur les cadavres des marins de Kronstadt et des paysans d’Ukraine, des ouvriers de Berlin, Kiel, Turin, Shangaï, et plus tard de Barcelone.

La III^e Internationale, apparemment créée par les Bolcheviks pour lutter contre les débris de la social-démocratie réformiste de la II^e Internationale, et grouper l’avant-garde prolétarienne dans les “partis communistes révolutionnaires”, était trop liée à ses créateurs et à leurs intérêts pour pouvoir réaliser, où que ce soit, la *véritable révolution socialiste*. En fait la II^e Internationale était la vérité de la III^e. Très tôt, le modèle russe s’imposa aux organisations ouvrières d’Occident, et leurs évolutions furent une seule et même chose. A la dictature totalitaire de la Bureaucratie, nouvelle classe dirigeante, sur le prolétariat russe,

correspondait au sein de ces organisations la domination d'une couche de bureaucrates politiques et syndicaux sur la grande masse des ouvriers, dont les intérêts sont devenus franchement contradictoires avec les siens. Le monstre stalinien hantait la conscience ouvrière, tandis que le Capitalisme, en voie de bureaucratisation et de sur-développement, résolvait ses crises internes et affirmait tout fièrement sa nouvelle victoire, qu'il prétend permanente. Une même forme sociale, apparemment divergente et variée, s'empare du monde, et les principes du *vieux monde* continuent à gouverner notre *monde moderne*. Les morts hantent encore les cerveaux des vivants.

Au sein de ce monde, des organisations prétendument révolutionnaires ne font que le combattre apparemment, sur son terrain propre, à travers les plus grandes mystifications. Toutes se réclament d'*idéologies* plus ou moins pétrifiées, et ne font en définitive que participer à la consolidation de l'ordre dominant. Les syndicats et les partis politiques forgés par la classe ouvrière pour sa propre émancipation sont devenus de simples régulateurs du système, propriété privée de dirigeants qui travaillent à leur émancipation particulière et trouvent un statut dans la classe dirigeante d'une société qu'ils ne pensent jamais mettre en question. Le programme réel de ces syndicats et partis ne fait que reprendre platement la phraséologie "révolutionnaire" et appliquer en fait les mots d'ordre du *réformisme* le plus édulcoré, puisque le capitalisme lui-même se fait officiellement réformiste. Là où ils ont pu prendre le pouvoir -dans des pays plus arriérés que la Russie- ce n'était que pour reproduire le modèle stalinien du totalitarisme contre-révolutionnaire⁶². Ailleurs, ils sont le complément statique et nécessaire⁶³ à l'autorégulation du Capitalisme bureaucratisé ; la contradiction indispensable au maintien de son humanisme policier. D'autre part, ils restent, vis-à-vis des masses

⁶² Leur réalisation effective, c'est tendre à industrialiser le pays par la classique accumulation primitive aux dépens de la paysannerie, accélérée par la terreur bureaucratique.

⁶³ Depuis 45 ans, en France, le Parti dit Communiste n'a pas fait un pas vers la prise du pouvoir, il en est de même dans tous les pays avancés où n'est pas venue l'Armée dite rouge.

ouvrières, les garants indéfectibles et les défenseurs inconditionnels de la contre-révolution bureaucratique, les instruments dociles de sa politique étrangère. Dans un monde fondamentalement mensonger, ils sont les porteurs du mensonge le plus radical, et travaillent à la pérennité de la dictature universelle de l'Economie et de l'Etat. Comme l'affirment les situationnistes, "un modèle social universellement dominant, qui tend à l'autorégulation totalitaire, n'est qu'apparemment combattu par des fausses contestations posées en permanence sur son propre terrain, illusions qui, au contraire, renforcent ce modèle. Le pseudo-socialisme bureaucratique n'est que le plus grandiose de ces déguisements du vieux monde hiérarchique du travail aliéné⁶⁴". Le syndicalisme étudiant n'est dans tout cela que la caricature d'une caricature, la répétition burlesque et inutile d'un syndicalisme dégénéré.

La dénonciation théorique et pratique du stalinisme sous toutes ses formes doit être la banalité de base de toutes les futures organisations révolutionnaires. Il est clair qu'en France, par exemple, où le retard économique recule encore la conscience de la crise, le mouvement révolutionnaire ne pourra renaître que sur les ruines du stalinisme anéanti. La destruction du stalinisme doit devenir le *delenda Carthago* de la *dernière* révolution de la préhistoire.

Celle-ci doit elle-même rompre *définitivement*, avec sa propre préhistoire, et tirer toute sa poésie de l'avenir. Les "Bolcheviks ressuscités" qui jouent la farce du "militantisme" dans les différents groupuscules gauchistes, sont des relents du passé, et en aucune manière n'annoncent l'avenir. Epaves du grand naufrage de la "révolution trahie", ils se présentent comme les fidèles tenants de l'orthodoxie bolchevique : la défense de l'U.R.S.S. est leur indépassable fidélité et leur scandaleuse démission.

⁶⁴ Les luttes de classes en Algérie, in *Internationale situationniste* n°10.

Ils ne peuvent plus entretenir d'illusions que dans les fameux pays sous-développés⁶⁵ où ils entérinent eux-mêmes le sous-développement théorique. De *Partisans* (organe des stalino-trotskismes réconciliés) à toutes les tendances et demi-tendances qui se disputent "Trotsky" à l'intérieur et à l'extérieur de la *IV^e Internationale*, règne une même *idéologie* révolutionnaire, et une même incapacité pratique et théorique de comprendre les problèmes du monde moderne. Quarante années d'histoire contre-révolutionnaire les séparent de la Révolution. Ils ont tort parce qu'ils ne sont plus en 1920 et, en 1920, ils avaient déjà tort. La dissolution du groupe "ultra-gauchiste" *Socialisme ou Barbarie* après sa division en deux fractions, "moderniste cardaniste" et "vieux marxiste" (de *Pouvoir Ouvrier*), prouve, s'il en était besoin, qu'il ne peut y avoir de révolution hors du moderne, ni de pensée moderne hors de la critique révolutionnaire à réinventer⁶⁶. Elle est significative en ce sens que toute séparation entre ces deux aspects retombe inévitablement soit dans le musée de la Préhistoire révolutionnaire achevée, soit dans la modernité du pouvoir, c'est à dire dans la contre-révolution dominante : *Voix ouvrière* ou *Arguments*.

Quant aux divers groupuscules "anarchistes", ensemble prisonniers de cette appellation, ils ne possèdent rien d'autre que cette idéologie réduite à une simple étiquette. L'incroyable "Monde Libertaire", évidemment rédigé par des *étudiants*, atteint le degré le plus fantastique de la confusion et de la bêtise. Ces gens-là *tolèrent effectivement tout*, puisqu'ils se tolèrent les uns les autres.

La société dominante, qui se flatte de sa modernisation permanente, doit maintenant trouver à qui parler, c'est à dire à la négation modernisée qu'elle produit elle-même⁶⁷ : "Laissons maintenant aux morts le soin d'enterrer leurs morts et de les pleurer." Les démystifications pratiques du mouvement historique débarrassent la conscience révolutionnaire

⁶⁵ Sur leur rôle en Algérie, cf. Les luttes de classes en Algérie, in *Internationale situationniste* n°10.

⁶⁶ *Internationale situationniste* n°9.

des fantômes qui la hantaient ; la révolution de la vie quotidienne se trouve face à face avec les tâches immenses qu'elle doit accomplir. La révolution, comme la vie qu'elle annonce, est à réinventer. Si le projet révolutionnaire reste fondamentalement le même : l'abolition de la société de classes, c'est que, nulle part, les conditions dans lesquelles il se forme n'ont été radicalement transformées. Il s'agit de le reprendre avec un radicalisme et une cohérence accrus par l'expérience de la faillite de ses anciens porteurs, afin d'éviter que sa réalisation fragmentaire n'entraîne une nouvelle division de la société.

La lutte entre le pouvoir et le nouveau prolétariat ne pouvant se faire que sur la *totalité*, le futur mouvement révolutionnaire doit abolir, en son sein, tout ce qui tend à reproduire les produits aliénés du *système marchand*⁶⁸ : il doit en être, en même temps, la critique vivante et la négation qui porte en elle tous les éléments du *dépassement* possible. Comme l'a bien vu Lukács (mais pour l'appliquer à un objet qui n'en était pas digne : le parti bolchevik), l'organisation révolutionnaire est cette médiation nécessaire entre la théorie et la pratique, entre l'homme et l'histoire, entre la masse des travailleurs et le prolétariat *constitué en classe*. Les tendances et divergences "théoriques" doivent immédiatement se transformer en question d'organisation si elles veulent montrer la voie de leur réalisation. La question de l'organisation sera le jugement dernier du nouveau mouvement révolutionnaire, le tribunal devant lequel sera jugée la cohérence de son projet essentiel : *la réalisation internationale du pouvoir absolu des Conseils Ouvriers*, tel qu'il a été esquissé par l'expérience des révolutions prolétariennes de ce siècle. Une telle organisation doit mettre en avant la critique radicale de tout ce qui fonde la société qu'elle combat, à savoir: la production marchande, l'*idéologie* sous tous ses déguisements, l'Etat et les scissions qu'il impose.

La scission entre théorie et pratique a été le roc contre lequel a buté le vieux mouvement révolutionnaire. Seuls, les plus hauts moments des

⁶⁷ *Adresse aux révolutionnaires...*, in *Internationale situationniste* n°10.

⁶⁸ Défini par la prédominance du travail-marchandise.

luttres prolétariennes ont dépassé cette scission pour retrouver leur *vérité*. Aucune organisation n'a encore *sauté* ce Rhodus. L'*idéologie*, si "révolutionnaire" qu'elle puisse être, est toujours au service des maîtres, le *signal d'alarme* qui désigne l'ennemi déguisé. C'est pourquoi la critique de l'idéologie doit être, en dernière analyse, le problème central de l'organisation révolutionnaire. Seul, le monde aliéné produit le mensonge, et celui-ci ne saurait réapparaître à l'intérieur de ce qui prétend porter la *vérité sociale*, sans que cette organisation ne se transforme elle-même en un mensonge de plus dans un monde fondamentalement mensonger.

L'organisation révolutionnaire qui projette de réaliser le pouvoir absolu des Conseils Ouvriers doit être le milieu où s'esquissent tous les aspects positifs de ce pouvoir. Aussi doit-elle mener une lutte à mort contre la théorie léniniste de l'organisation. La révolution de 1905 et l'organisation spontanée des travailleurs russes en Soviets était déjà une critique en actes⁶⁹ de cette théorie néfaste. Mais le mouvement bolchevik persistait à croire que la spontanéité ouvrière ne pouvait dépasser la conscience "trade-unioniste", et était incapable de saisir "la totalité". Ce qui revenait à décapiter le prolétariat pour permettre au parti de prendre la "tête" de la Révolution. On ne peut contester, aussi impitoyablement que l'a fait Lénine, la capacité historique du prolétariat de s'émanciper par lui-même, sans contester sa capacité de gérer totalement la société future. Dans une telle perspective, le slogan "tout le pouvoir aux Soviets" ne signifiait rien d'autre que la conquête des Soviets par le Parti, l'instauration de l'Etat du parti à la place de "l'Etat" dépérissant du prolétariat en armes.

C'est pourtant ce slogan qu'il faut reprendre radicalement et en le débarrassant des arrièrepensées bolcheviques. Le prolétariat ne peut s'adonner au *jeu* de la révolution que pour gagner *tout* un monde, autrement il n'est rien. La forme unique de son pouvoir, l'*autogestion généralisée*, ne peut être partagée avec aucune autre force. Parce qu'il

⁶⁹ Après la critique théorique menée par Rosa Luxemburg.

est la dissolution effective de tous les pouvoirs, il ne saurait tolérer aucune limitation (géographique ou autre) ; les compromis qu'il accepte se transforment immédiatement en compromissions, en démission. "L'autogestion doit être à la fois le moyen et la fin de la lutte actuelle. Elle est non seulement l'enjeu de la lutte, mais sa forme adéquate. Elle est pour elle-même la matière qu'elle travaille et sa propre présupposition⁷⁰".

La critique unitaire du monde est la garantie de la cohérence et de la vérité de l'organisation révolutionnaire. Tolérer l'existence des systèmes d'oppression (parce qu'ils portent la défroque "révolutionnaire", par exemple), dans un point du monde, c'est reconnaître la légitimité de l'oppression. De même, si elle tolère l'aliénation dans un domaine de la vie sociale, elle reconnaît la fatalité de toutes les réifications. Il ne suffit pas d'être pour le pouvoir abstrait des Conseils Ouvriers, mais il faut en montrer la signification concrète : la suppression de la production marchande et donc du prolétariat. La *logique de la marchandise* est la rationalité première et ultime des sociétés actuelles, elle est la base de l'autorégulation totalitaire de ces sociétés comparables à des puzzles dont les pièces, si dissemblables en apparence, sont en fait équivalentes. La réification marchande est l'obstacle *essentiel* à une émancipation totale, à la construction libre de la vie. Dans le monde de la production marchande, la praxis ne se poursuit pas en fonction d'une fin déterminée de façon autonome, mais sous les directives de puissances extérieures. Et si les lois économiques semblent devenir des lois naturelles d'une espèce particulière, c'est que leur puissance repose *uniquement* sur "l'absence de conscience de ceux qui y ont part".

Le principe de la production marchande, c'est la perte de soi dans la création chaotique et inconsciente d'un monde qui échappe totalement à ses créateurs. Le noyau radicalement révolutionnaire de l'autogestion généralisée, c'est, au contraire, la direction consciente par tous de l'ensemble de la vie. L'autogestion de l'aliénation marchande ne ferait de tous les hommes que les programmeurs de leur propre survie : c'est la

⁷⁰ *Les luttes de classes en Algérie*, in *Internationale situationniste* n°10.

quadrature du cercle. La tâche des Conseils Ouvriers ne sera donc pas l'autogestion du monde existant, mais sa transformation qualitative ininterrompue : le dépassement concret de la marchandise (en tant que gigantesque détour de la production de l'homme par lui-même).

Ce dépassement implique naturellement la suppression du travail et son remplacement par un nouveau type d'activité libre, donc l'abolition d'une des scissions fondamentales de la société moderne, entre un travail de plus en plus réifié et des loisirs consommés passivement. Des groupuscules aujourd'hui en liquéfaction comme S. ou B. ou P.O.⁷¹, pourtant ralliés sur le mot d'ordre moderne du Pouvoir Ouvrier, continuent à suivre, sur ce point central, le vieux mouvement ouvrier sur la voie du réformisme du travail et de son "humanisation". C'est au travail lui-même qu'il faut s'en prendre. Loin d'être une "utopie", sa suppression est la condition première du dépassement effectif de la société marchande, de l'abolition – dans la vie quotidienne de chacun – de la séparation entre le "temps libre" et le "temps de travail", secteurs complémentaires d'une vie aliénée, où se projette indéfiniment la contradiction interne de la marchandise entre valeur d'usage et valeur d'échange. Et c'est seulement au-delà de cette opposition que les hommes pourront faire de leur activité vitale un objet de leur volonté et de leur conscience, et se contempler eux-mêmes dans un monde qu'ils ont eux-mêmes créé. La démocratie des Conseils Ouvriers est l'énigme résolue de toutes les scissions actuelles. Elle rend "impossible tout ce qui existe en dehors des individus".

La domination consciente de l'histoire par les hommes qui la font, voilà tout le projet révolutionnaire. L'histoire moderne, comme toute l'histoire passée, est le produit de la praxis sociale, le résultat – inconscient – de toutes les activités humaines. A l'époque de sa domination totalitaire, le capitalisme a produit sa nouvelle religion : le *spectacle*. Le *spectacle* est

⁷¹ *Socialisme ou Barbarie, Pouvoir Ouvrier*, etc. Un groupe comme I.C.O., au contraire, en s'interdisant toute organisation et une théorie cohérente, est condamné à l'inexistence.

la réalisation terrestre de l'*idéologie*. Jamais le monde n'a si bien marché sur la tête. "Et comme la critique de la religion, la critique du spectacle est aujourd'hui la condition première de toute critique"⁷².

C'est que le problème de la *révolution* est historiquement posé à l'humanité. L'accumulation de plus en plus grandiose des moyens matériels et techniques n'a d'égale que l'insatisfaction de plus en plus profonde de tous. La bourgeoisie et son héritière à l'Est, la bureaucratie, ne peuvent avoir le mode d'emploi de ce sur-développement qui sera la base de la *poésie* de l'avenir, justement parce qu'elles travaillent, toutes les deux, *au maintien d'un ordre ancien*. Elles ont tout au plus le secret de son usage policier. Elles ne font qu'accumuler le *Capital* et donc le *prolétariat* ; est *prolétaire* celui qui n'a aucun pouvoir sur l'emploi de sa vie, et qui le sait. La chance historique du nouveau prolétariat est d'être le seul héritier conséquent de la richesse sans valeur du *monde bourgeois*, à transformer et à *dépasser* dans le sens de l'homme total poursuivant l'appropriation totale de la nature et de sa propre nature. Cette réalisation de la nature de l'homme ne peut avoir de sens que par la satisfaction sans bornes et la multiplication infinie des *désirs réels* que le *spectacle* refoule dans les zones lointaines de l'inconscient révolutionnaire, et qu'il n'est capable de réaliser que fantastiquement dans le délire onirique de sa publicité. C'est que la réalisation effective des désirs réels, c'est-à-dire l'abolition de tous les pseudo-besoins et désirs que le système crée quotidiennement pour perpétuer son pouvoir, ne peut se faire sans la suppression du spectacle marchand et son dépassement positif.

L'histoire moderne ne peut être libérée, et ses acquisitions innombrables librement utilisées, que par les forces qu'elle refoule : les travailleurs sans pouvoir sur les conditions, le sens et le produit de leurs activités. Comme le prolétariat était déjà, au XIXème siècle, l'héritier de la philosophie, il est en plus devenu l'héritier de l'art moderne et de la première critique consciente de la vie quotidienne. Il ne peut se

⁷² *Internationale situationniste* n°9.

supprimer sans réaliser, en même temps, l'art et la philosophie. Transformer le monde et changer la vie sont pour lui une seule et même chose, les mots d'ordre inséparables qui accompagneront sa suppression en tant que classe, la dissolution de la société présente en tant que règne de la nécessité, et l'accession enfin possible au règne de la liberté. La critique radicale et la reconstruction libre de toutes les conduites et valeurs imposées par la réalité aliénée sont son programme maximum, et la créativité libérée dans la construction de tous les moments et événements de la vie est la seule *poésie* qu'il pourra reconnaître, la poésie faite par tous, le commencement de la fête révolutionnaire. Les révolutions prolétariennes seront des *fêtes* ou ne seront pas, car la vie qu'elles annoncent sera elle-même créée sous le signe de la fête. Le *jeu* est la rationalité ultime de cette fête, vivre sans temps mort et jouir sans entraves sont les seules règles qu'il pourra reconnaître.

Nos buts et nos méthodes dans le scandale de Strasbourg⁷³

Les diverses manifestations de stupeur et d'indignation qui ont fait écho à la brochure situationniste *De la misère en milieu étudiant*, publiée aux frais de la section strasbourgeoise de l'Union Nationale des Étudiants de France, si elles ont eu l'effet opportun de faire lire assez largement les thèses contenues dans la brochure même, ne pouvaient manquer d'accumuler les contresens dans l'exposé et le commentaire de ce qui a été l'activité de l'I.S. en la circonstance. En face des illusions de tous genres entretenues par des journaux, des autorités universitaires, et même un certain nombre d'étudiants irréfléchis, nous allons maintenant préciser ici quelles ont été exactement les conditions de notre intervention, et rappeler quels buts nous poursuivions par les moyens qui nous ont paru y correspondre.

Plus erronée même que les exagérations de la presse, ou de certains avocats adverses, sur l'ampleur des sommes que l'I.S. aurait saisi l'occasion de piller dans les caisses du malheureux syndicat d'étudiants, se trouve être cette information aberrante, dont les récits journalistiques ont fréquemment fait état, selon laquelle l'I.S. aurait pu s'abaisser à faire campagne devant les étudiants de Strasbourg, pour les persuader de la validité de ses perspectives, et pour faire élire un bureau sur un tel programme. Pas davantage, nous n'avons entrepris le moindre noyautage de l'U.N.E.F., en y glissant secrètement des partisans. Il suffit de nous lire pour comprendre que tels ne peuvent être nos champs d'intérêt, ni nos méthodes. En fait, quelques étudiants de Strasbourg vinrent nous trouver, pendant l'été de 1966, et nous firent savoir que six de leurs amis - et non eux-mêmes - venaient d'être élus comme direction de l'association étudiante locale (A.F.G.E.S.), sans programme d'aucune sorte, et en dépit du fait qu'ils étaient notoirement connus dans l'U.N.E.F.

⁷³ Extraits de la revue *Internationale Situationniste*, n° 11, octobre 1967.

comme des extrémistes en désaccord complet avec toutes les variantes de sa décomposition, et même résolus à tout casser. Leur élection, au reste tout à fait régulière, manifestait donc à l'évidence et le désintérêt absolu de la base, et l'aveu d'impuissance définitive de ce qui restait de bureaucrates dans cette organisation. Ceux-ci calculaient sans doute que le bureau «extrémiste» ne saurait pas trouver une quelconque expression de ses intentions négatives. C'était inversement la crainte des étudiants qui vinrent alors nous trouver ; et c'est principalement pour ce motif qu'eux-mêmes n'avaient pas cru devoir personnellement figurer dans cette «direction» : car seul un coup d'une certaine ampleur, et non quelque justification humoristique, pouvait sauver ses membres de l'air de compromission que comporte immédiatement un si pauvre rôle. Pour achever la complexité du problème, alors que les étudiants qui nous parlaient connaissaient les positions de l'I.S., et déclaraient les approuver en général, ceux qui étaient membres du bureau les ignoraient plutôt, mais comptaient principalement sur nos interlocuteurs pour définir au mieux l'activité qui pourrait correspondre à leur bonne volonté subversive.

À ce stade, nous nous sommes bornés à conseiller la rédaction et la publication, par eux tous, d'un texte de critique générale du mouvement étudiant et de la société, un tel travail comportant au moins pour eux l'utilité de leur faire clarifier en commun ce qui leur restait confus. Nous soulignâmes en outre que le fait de disposer d'argent et de crédit était le point essentiel utilisable de la dérisoire autorité qui leur avait été si imprudemment laissée ; et qu'un emploi non-conformiste de ces ressources aurait à coup sûr l'avantage de choquer beaucoup de monde, et par là de faire mieux voir ce qu'ils pourraient mettre de non-conformiste dans le contenu. Ces camarades approuvèrent nos avis. Dans le développement de ce projet, ils restèrent en contact avec l'I.S., particulièrement par l'intermédiaire de Mustapha Khayati.

La discussion et les premières ébauches de rédaction entreprises collectivement par ceux qui nous avaient rencontrés et les membres du bureau de l'A.F.G.E.S. - tous résolus à mener à bonne fin cette affaire -

apportèrent au plan une importante modification. Tous se montraient d'accord sur le fond de la critique à produire, et précisément sur les grandes lignes telles que Khayati avait pu les évoquer, mais se découvrirent incapables d'aboutir à une formulation satisfaisante, surtout dans le bref délai que leur imposait la date de la rentrée universitaire. Cette incapacité ne doit pas être considérée comme la conséquence d'un grave manque de talent, ou de l'inexpérience, mais tout simplement était produite par l'extrême hétérogénéité de ce groupe, dans le bureau et à côté du bureau. Leur rassemblement préalable sur la base d'accord la plus vague les rendait très peu aptes à rédiger ensemble l'expression d'une théorie qu'ils n'avaient pas réellement reconnue ensemble. Des oppositions et méfiances personnelles apparaissaient en outre entre eux à mesure que le projet prenait de l'ampleur ; le ralliement à la variante la plus large et la plus sérieuse qu'il serait possible de concevoir pour ce coup constituant d'ailleurs leur seule réelle volonté commune. Dans de telles conditions, Mustapha Khayati se trouva conduit à assumer presque seul l'essentiel de la rédaction du texte, qui fut à mesure discuté et approuvé dans ce groupe d'étudiants à Strasbourg, et aussi par les situationnistes à Paris - ces derniers étant seuls à y introduire des adjonctions tant soit peu notables, en nombre du reste limité.

Diverses mesures préliminaires annoncèrent la parution de la brochure. Le 26 octobre, le cybernéticien Moles (cf. I.S. 9, page 44), enfin parvenu à une chaire de psycho-sociologie pour s'y adonner à la programmation des jeunes cadres, en fut chassé dès les premières minutes de son cours inaugural par les tomates que lui lançaient une douzaine d'étudiants... Peu après ce cours inaugural, certainement aussi insolite que Moles lui-même dans les annales de l'Université, l'A.F.G.E.S. entreprit l'affichage, en guise de publicité pour la brochure, d'un *comics* réalisé par André Bertrand, *Le Retour de la Colonne Durruti*, document qui avait le mérite d'exposer dans les termes les plus nets ce que ses camarades pensaient faire de leurs fonctions : «La crise générale des vieux appareils syndicaux, des bureaucraties gauchistes, se faisait sentir partout et principalement chez les étudiants, où l'activisme n'avait depuis

longtemps plus d'autre ressort que le dévouement le plus sordide aux idéologies défraîchies et l'ambition la moins réaliste. Le dernier carré de professionnels qui élut nos héros n'avait même pas l'excuse d'une mystification. Ils placèrent leur espoir d'un renouveau dans un groupe qui ne cachait pas ses intentions de saborder au plus vite et pour le mieux tout ce militantisme archaïque.»

La brochure fut distribuée à brûle-pourpoint aux personnalités officielles, lors de la rentrée solennelle de l'Université ; simultanément le bureau de l'A.F.G.E.S. faisait savoir que son seul programme «étudiant» était la dissolution immédiate de cette association, et convoquait une assemblée générale extraordinaire pour voter là-dessus. On sait que la perspective horrifia aussitôt beaucoup de gens. «Ce serait la première manifestation concrète d'une révolte qui vise tout bonnement à détruire la société», écrivait un journal local (*Dernières Nouvelles*, 4-12-66). Et *l'Aurore* du 26 novembre : «l'Internationale situationniste, organisation qui compte quelques adhérents dans les principales capitales d'Europe. Ces anarchistes se prétendent révolutionnaires et veulent “prendre le pouvoir”. Le prendre non pour le conserver, mais pour semer le désordre et détruire même leur propre autorité.» Et même, à Turin, la *Gazetta del Popolo* du même jour manifestait des inquiétudes démesurées : «Il s'agirait toutefois de considérer si d'éventuelles mesures de représailles ne risqueraient pas d'entraîner des désordres à Paris et dans d'autres villes universitaires de France ; l'Internationale situationniste, électrisée par le triomphe obtenu par ses adeptes à Strasbourg, s'apprête à déclencher une offensive de grand style pour s'assurer le contrôle des organismes étudiants.» À ce moment il nous fallait prendre garde à un nouveau facteur décisif : les situationnistes devaient se défendre d'une *récupération* dans l'actualité journalistique ou la mode intellectuelle. La brochure s'était finalement transformée en un texte de l'I.S. ; nous n'avions pas cru devoir refuser d'aider ces camarades dans leur volonté de porter un coup contre le système, et cette aide n'avait malheureusement *pas pu être moindre*. Cet engagement de l'I.S. nous donnait pour la durée de l'opération une fonction de direction de facto,

que nous ne voulions en aucun cas prolonger au-delà de cette action commune limitée : peu nous importe, comme tout le monde peut s'en douter, le lamentable *milieu étudiant*. Nous avons seulement à agir, dans ce cas comme toujours, pour faire réapparaître, par la pratique sans concessions qui est son support exclusif, la nouvelle critique sociale qui se constitue présentement.

La répression judiciaire aussitôt entamée à Strasbourg - qui s'est poursuivie depuis par une série, encore ouverte, de procès qui confirment ce début -, se concentra sur une prétendue illégalité du bureau de l'A.F.G.E.S., soudainement considéré, depuis la publication de la brochure situationniste, comme un «comité de fait» usurpant la représentation syndicale des étudiants. Cette répression était d'autant plus nécessaire que l'union sacrée des bourgeois, des staliniens et des curés, réalisée contre l'A.F.G.E.S., disposait visiblement parmi les 18.000 étudiants de la ville, d'une «force» encore moins considérable que celle du bureau. Elle s'ouvrit par l'ordonnance du tribunal des référés en date du 13 décembre, qui mettait sous séquestre les locaux et la gestion de l'association, et interdisait l'assemblée générale convoquée par le bureau pour le 16, dans le but d'y faire voter la dissolution de l'A.F.G.E.S. Ce jugement, qui reconnaissait implicitement (mais à tort) qu'une majorité des étudiants que l'on empêchait ainsi de voter risquait d'approuver la position du bureau, en gelant l'évolution des événements, entraîna pour nos camarades - dont la seule perspective était de liquider sans délai leur propre position dirigeante - l'obligation de prolonger leur résistance jusqu'à la fin de janvier. La meilleure pratique du bureau, jusque-là, avait été le traitement qu'il réserva à une quantité de journalistes accourus pour solliciter des interviews : refus du plus grand nombre, boycott insultant de ceux qui représentaient les pires institutions (Télévision française, *Planète*) ; ainsi une partie de la presse put-elle être amenée à donner une version plus exacte du scandale, et à reproduire moins infidèlement les communiqués de l'A.F.G.E.S. Puisqu'on en était aux mesures administratives, et puisque le bureau *in partibus* de l'A.F.G.E.S. avait conservé le contrôle de la section locale de la Mutuelle

Nationale des Étudiants, il riposta en décidant le 11 janvier, et en exécutant cette décision dès le lendemain, la fermeture du «Bureau d'aide psychologique universitaire» qui en dépendait, «considérant que les B.A.P.U. sont la réalisation en milieu étudiant du contrôle parapolicier d'une psychiatrie répressive, dont la claire fonction est de maintenir ... la passivité de toutes les catégories d'exploités ..., considérant que l'existence d'un B.A.P.U. à Strasbourg est une honte et une menace pour tous les étudiants de cette université qui sont résolus à penser librement». À l'échelon national l'U.N.E.F., que la révolte de sa section strasbourgeoise – jusque-là considérée comme exemplaire – obligeait à reconnaître sa faillite générale, sans évidemment aller jusqu'à défendre les vieilles illusions de liberté syndicale qui étaient si franchement refusées à ses opposants par les autorités, ne pouvait tout de même reconnaître l'exclusion judiciaire du bureau de Strasbourg. À l'assemblée générale de l'Union Nationale, tenue à Paris le 14 janvier, vint donc une délégation de Strasbourg qui, dès l'ouverture de la séance, exigea le vote préalable de sa motion de *dissolution de toute l'U.N.E.F.*, «considérant que l'affirmation de l'U.N.E.F. en tant que syndicat réunissant l'avant-garde de la jeunesse (Charte de Grenoble, 1946) coïncide avec une période où le syndicalisme ouvrier était depuis longtemps vaincu et devenu un appareil d'autorégulation du capitalisme moderne, travaillant à l'intégration de la classe ouvrière au système marchand ... considérant que la prétention avant-gardiste de l'U.N.E.F. est démentie à tout moment par ses mots d'ordre et sa pratique sous-réformistes ... considérant que le syndicalisme étudiant est une pure et simple imposture et qu'il est urgent d'y mettre fin». Cette motion se concluait en appelant «tous les étudiants révolutionnaires du monde à préparer avec tous les exploités de leurs pays une lutte impitoyable contre tous les aspects du vieux monde, en vue de contribuer à l'avènement du pouvoir international des Conseils ouvriers». Deux associations seulement, celle de Nantes et celle des «Étudiants en maisons de repos», ayant voté avec Strasbourg pour que ce préalable fût posé avant l'audition du rapport de gestion de la direction nationale (il

faut noter pourtant que, dans les semaines précédentes, les jeunes bureaucrates de l'U.N.E.F. avaient réussi à renverser deux autres bureaux d'association spontanément favorables à la position de l'A.F.G.E.S., à Bordeaux et à Clermont-Ferrand), la délégation de Strasbourg quitta aussitôt un débat où elle n'avait rien d'autre à dire.

Les plus heureux résultats de cet ensemble d'incidents sont, bien entendu, au-delà de ce nouvel exemple, opportunément très remarqué, de notre refus d'enrôler tout ce que le néo-militantisme en quête de subordination glorieuse peut jeter sur notre route. Non moins négligeable peut être considéré cet aspect du résultat qui a fait prendre acte d'une décomposition irrémédiable de l'U.N.E.F., plus achevée même que le donnait à penser sa pitoyable apparence : le coup de grâce résonnait encore en juillet, à Lyon, à son 56e Congrès, au cours duquel le triste président Vandenburg devait avouer : «L'unité de l'U.N.E.F. a cessé depuis longtemps. Chaque association vit (*note de l'I.S.* : ce terme reste prétentieusement inadéquat) de façon autonome, sans faire aucune référence aux mots d'ordre du bureau national. Le décalage croissant entre la base et les organismes de direction a atteint un état de dégradation important. L'histoire des instances de l'U.N.E.F. n'est qu'une suite de crises. La réorganisation et la relance de l'action n'ont pas été possibles.» À égalité dans le comique se placent les quelques remous constatés parmi les universitaires qui crurent devoir pétitionner encore une fois sur ce phénomène d'actualité : on concevra aisément que nous jugions la position publiée par les quarante professeurs et assistants de la faculté des lettres de Strasbourg qui dénoncèrent les *faux étudiants* à l'origine de cette «agitation en vase clos» autour de faux problèmes «sans l'ombre d'une solution», plus logique et socialement plus rationnelle (comme d'ailleurs les attendus du juge Llabador) que cette pateline tentative d'approbation incompétente que firent circuler en février quelques débris modernistes-institutionnalistes groupés autour d'un maigre croûton à ronger aux chaires de «Sciences humaines» de Nanterre (le hardi Touraine, le loyal Lefebvre, le pro-chinois Baudrillard, le subtil Lourau).

En fait, nous voulons que les idées redeviennent *dangereuses*. On ne pourra pas se permettre de nous supporter, dans la pâte molle du faux intérêt éclectique, comme des Sartre, des Althusser, des Aragon, des Godard. Notons le mot plein de sens d'un professeur d'université nommé Lhuillier, rapporté par *Le Nouvel Observateur* du 21 décembre : «Je suis pour la liberté de penser. Mais s'il y a des situationnistes dans la salle, qu'ils sortent.» Sans négliger tout à fait l'utilité que la diffusion de certaines vérités sommaires a pu avoir pour accélérer très légèrement le mouvement qui porte la jeunesse française retardataire vers la prise de conscience d'une prochaine crise plus générale de la société, nous croyons qu'une importance beaucoup plus nette est attribuable à la diffusion de ce texte, comme facteur de clarification, dans quelques autres pays où un tel processus est déjà bien plus manifeste. Les situationnistes anglais ont écrit dans la présentation de leur édition du texte de Khayati : «La critique la plus hautement développée de la vie moderne a été produite dans un des moins hautement développés parmi les pays modernes, dans un pays qui n'a pas encore atteint ce point où la désintégration complète de toutes les valeurs devient patente et engendre corollairement les forces d'un refus radical. Dans le contexte français, la théorie situationniste a marché en avant des forces sociales par lesquelles elle sera réalisée.» Les thèses de *La misère en milieu étudiant* ont été beaucoup plus réellement entendues aux États-Unis ou en Angleterre (en mars, la grève de la *London School of Economics* a fait une certaine impression, le commentateur du *Times* y découvrant avec tristesse un retour de la lutte des classes, qu'il croyait finie). Ceci est vrai aussi, dans une moindre mesure en Hollande — où la critique de l'I.S., recoupant une critique plus cruelle des événements eux-mêmes, n'a pas été sans effet sur la dissolution récente du mouvement «provo» — et dans les pays scandinaves. Les luttes des étudiants de Berlin-Ouest cette année en ont elles-mêmes retenu quelque chose, quoique dans un sens encore très confus.

Mais bien entendu, la jeunesse révolutionnaire n'a pas d'autre voie que la fusion avec la masse des travailleurs qui, à partir de l'expérience des

nouvelles conditions d'exploitation, vont reprendre la lutte pour la domination de leur monde, pour la suppression du travail. Quand la jeunesse commence à connaître la forme théorique actuelle de ce mouvement réel qui partout ressurgit spontanément du sol de la société moderne, ce n'est là qu'un moment du cheminement par lequel cette critique théorique unifiée, qui s'identifie à une *unification pratique* adéquate, s'emploie à briser le silence et l'organisation générale de la séparation. C'est uniquement dans ce sens que nous trouvons le résultat satisfaisant. De cette jeunesse, nous excluons évidemment la fraction aliénée aux semi-privilèges de la formation universitaire : ici est la base naturelle pour une consommation admirative d'une supposée théorie situationniste, comme dernière mode spectaculaire. Nous n'avons pas fini de décevoir et de démentir ce genre d'approbation. On verra bien que l'I.S. ne doit pas être jugée sur les aspects superficiellement scandaleux de certaines manifestations par lesquelles elle apparaît, mais sur sa vérité centrale *essentiellement scandaleuse*.

Extraits de la plate-forme des «étudiants» révolutionnaires de Nantes,
au début de l'année 1968 ; intitulée par ironie :

Contribution à l'élaboration d'une ligne syndicale minoritaire à l'U.N.E.F

La défense des intérêts étudiants face aux intérêts du pouvoir ne peut qu'être le fait d'un syndicat majo : un syndicat de masse en milieu étudiant ne peut qu'être un syndicat majo. Toute assertion contraire est une mystification ou une connerie.

Ceux qui veulent faire du milieu étudiant un allié naturel et objectif de la classe ouvrière sont des abrutis ouvriéristes qui ont oublié un peu vite les milices étudiantes contre les républicains espagnols, les spartakistes, les soviets russes... Les seuls moments où *l'ensemble* des étudiants peut être révolutionnaire sont les révolutions bourgeoises ou l'usurpation bourgeoise des révolutions prolétaires, 1789, 1830, 1848, l'Espagne franquiste, la Grèce fasciste... Les étudiants luttent quelquefois contre le pouvoir mais cette lutte a le caractère d'une lutte en faveur d'une démocratie bourgeoise, ou plus «socialisante», c'est-à-dire une démocratie bourgeoise moderne. Leur lutte est celle de toutes les bourgeoisies d'avant-garde.

Il est d'ailleurs banal de dire que les jeunes bourgeois, futurs avocats, juges, médecins, marchands patentés de la culture et de la science, salopes de la finance et de l'industrie, prêtres-philosophes de l'idéologie, flics-psychologues sociologues du pouvoir, préfets, commissaires de police, architectes des Sarcelles à venir (la liste est loin d'être exhaustive) ne peuvent *dans leur ensemble* s'allier au prolétariat en vue de sa libération. Cette libération ne peut être pour eux que la perte d'une situation privilégiée de classe. L'étudiant moyen, passée sa vérole ou sa juvénile révolte justificative de puceau syndicaliste, ne pourra que se hâter de finir ses études pour passer corps et biens dans le camp du pouvoir, lui qui sera englué dans le confort des objets et abrité derrière les diplômes et la culture du pouvoir : le syndicalisme de masse étudiant traditionnel

n'a pour but, par définition, que d'améliorer le sort de l'étudiant et, par là, de lui permettre d'aller plus vite et mieux vers la situation ou la carrière à laquelle il aspire plus ou moins, même pendant ses années folles.

Il importe, à cet endroit, de distinguer l'étudiant du sous-étudiant, produit relativement neuf de l'université, création tardive du plan Fouchet au service des nouveaux besoins en personnel du capitalisme moderne.

L'aspect fondamental du plan Fouchet est en effet cette existence, à côté des étudiants complets, de ces futurs exploités dans les I.U.T. et les cycles courts des facultés traditionnelles. Toutes ces victimes réelles de la dévaluation de certains enseignements servent actuellement d'argument à une résurrection d'un syndicat de masse étudiant, tel que le fut l'U.N.E.F. il y a quelques années. Certains voient en effet dans cette situation une menace pour tous les étudiants (ce qui n'est pas faux) et partent de cette menace pour affirmer que tous les étudiants peuvent se grouper et se défendre ensemble. Ils font ainsi une confusion remarquable entre une menace imprécise et une attaque directe. Dans une société, n'importe qui est menacé du sort le moins enviable, mais ce sont les prolétaires qui subissent effectivement ce sort : de même à l'université, tous les étudiants sont menacés de ne pas faire jusqu'au bout leurs études, tous sont menacés d'être déviés vers un cycle court (sauf dans certaines facultés) mais tous ne seront pas déviés en fait vers la formation dévaluée qu'ils risquent — comment peut-on croire que la bourgeoisie cesse d'aimer ses enfants légitimes et que l'université cesse de reproduire l'élite dominante ?

De toute manière, il faut dissocier définitivement les étudiants qui seraient nécessairement des exploités, de ceux qui seraient petits ou moyens bourgeois, petits cadres, mieux payés que des ouvriers, mais *aigris de n'avoir pu monter plus haut à l'échelle hiérarchique*. Il en est pour voir dans cette malchance des médiocres riches, dans cette évidence que la majorité des étudiants (les vrais) n'arriverait pas à la situation bourgeoise briguée, la preuve que l'étudiant sera bien un prolétaire sous un verni petit bourgeois, la preuve qu'il est donc dès maintenant un prolétaire ignominieusement exploité par les inconséquences du capitalisme

français (alors que c'est le capitalisme moderne qui ajuste tardivement son secteur université à ses nouveaux besoins). La preuve donc qu'il est pour maintenant et pour toujours un allié historique de la classe ouvrière. Cette démonstration retombe naturellement sur la nécessité d'améliorer le sort de l'étudiant et même de défendre dès maintenant sa future profession. On voit ainsi, par exemple, une défense de la profession du psychologue s'organiser dans certains endroits sans qu'il y ait même un embryon d'interrogation sur le rôle du psychologue dans notre société, alternativement gardien de prison pour le délinquant, conciliateur du travailleur et des conditions de travail dans l'entreprise moderne, vidangeur des velléités de contestation des éventuels révolutionnaires, nouveau directeur de conscience, etc.

Le syndicalisme étudiant dans ces conditions joue le rôle d'une amicale de défense mutuelle *a priori* et sans condition. Le syndicalisme étudiant permet aux petits bourgeois hystériques produits en série par l'université d'espérer être un jour des bourgeois à part entière qui se souviendront avec attendrissement de la lutte révolutionnaire de leur jeunesse contre le gaullisme. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette lutte des «alliés du prolétariat» est surprenante (par bonheur elle est sans résultat, l'étudiant étant tellement con qu'il ne reconnaît pas ses véritables défenseurs)...

L'intérêt des médiocres anciens étudiants devenus médiocres bourgeois n'est certainement pas de se lier *a priori* au prolétariat. Ils craignent à juste titre le sort des koulaks de toutes les révolutions. Ils consacrent leurs espoirs et leurs énergies à la montée individuelle dans la hiérarchie, et se repaissent de la participation onirique et béate à la direction des affaires de la chose publique. Il n'y a pas en effet de trichotomie entre une haute, moyenne et petite bourgeoisie. La bourgeoisie n'est pas une classe plus homogène que le prolétariat, elle a aussi ses supérieurs, ses inférieurs. Elle a aussi sa volaille, cette volaille que seront les étudiants qui, lorsqu'ils auront eu leurs examens après le sacrifice de leur jeunesse, iront survivre plus ou moins confortablement dans la participation à l'exploitation.

Nul ne peut nier que le devenir des étudiants (vrais) est très clairement cette entrée joviale dans le camp du pouvoir.

Tous les dirigeants du vieux monde à quelque niveau qu'ils soient dans la hiérarchie dominante sont d'anciens étudiants.

Par contre, les sous-étudiants n'ayant que l'apparence d'un statut étudiant seront demain des prolétaires et pourront peut-être même être l'avant-garde des exploités ; grâce en partie aux débris de culture qu'ils auront pu glaner. Il n'en sera rien, bien sûr, si l'U.N.E.F. les mêle aux futurs et déjà bourgeois et font croire aux uns et aux autres que leurs intérêts sont solidaires et qu'ils doivent défendre ensemble ce concept artificiel de condition étudiante...

Certains à l'U.N.E.F. ont d'ailleurs plus ou moins compris qu'il était vain de prétendre que l'U.N.E.F. était un syndicat analogue aux syndicats ouvriers et que les étudiants étaient une masse d'exploités : c'est tout le sens de l'allocation d'étude.

1. Les dirigeants de l'U.N.E.F. et les syndicalistes militants veulent avoir un syndicat digne de leur bonne volonté, ils veulent que leur syndicat soit l'homologue à l'université des syndicats ouvriers dans les usines.
2. L'étudiant dépend économiquement de la famille et de l'État : il est proprement un enfant.
3. Avec des enfants, on peut faire une organisation plus ou moins scout : ce qu'était le syndicalisme majo, mais ce que l'on veut c'est un syndicat d'exploités, alors il faut transformer l'étudiant enfant en étudiant exploité.
4. Ce qui caractérise l'exploité, c'est l'exploitation. L'exploitation, c'est l'achat à un prix dérisoire de la force de travail.
5. *Donc*, l'étudiant est un jeune travailleur intellectuel qui n'est pas payé du tout.

5 bis. Note. — On pourrait penser que le travail non financé du tout est une exploitation plus odieuse que le travail payé si peu que ce soit.

6. Ce n'est pas évident, et pour bien faire sentir l'exploitation de l'étudiant, on demande qu'existe artificiellement et formellement un salaire.

7. Le jeune travailleur (intellectuel) devient alors exploité (très mal payé).

8. Le syndicat des exploités salariés travailleurs étudiants peut enfin jouer son rôle aux côtés des syndicats ouvriers sur un pied d'égalité.

Note. Si les minos prenaient un jour une association d'actionnaires et s'il leur prenait envie d'en faire un syndicat d'exploités, il suffirait qu'ils exigent de l'État un salaire de misère pour ces «travailleurs financiers». Le salaire expliquera ensuite l'alliance avec la classe ouvrière.

Un sous-syndicat ouvrier plaqué en milieu étudiant est une aberration du fait du peu d'homogénéité de ce milieu...

On a déjà souligné le caractère volontariste flagrant de l'allocation d'études, mais plus graves encore en seraient les conséquences aboutissant à un contrôle total de l'étudiant. En effet, cette allocation d'études, universelle, sur critères universitaires, va libérer l'étudiant de sa famille : celui qui en vivait touchera désormais sa solde de l'État, celui qui avait son sort économique lié aux revenus faibles de ses parents (bourses) l'aura désormais lié à son avenir universitaire. L'étudiant sera pieds et poings liés, prisonnier de l'université, exactement à la façon des ipésiens sur lesquels tout le monde verse des larmes amusantes, exactement à la façon aussi des élèves-inspecteurs des impôts, des douanes, ou du trésor. L'étudiant est officiellement acheté par le pouvoir pour que des études soient faites. On voit ce que pourrait donner la contestation de l'université, ou de quoi que ce soit, par l'étudiant se trouvant dans cette condition-là. L'intégration forcenée de l'étudiant au

système ambiant, voilà ce que proposent sans honte les volontaristes activistes sous-bureaucrates ambitieux.

D'accord pour constater la dépendance de l'étudiant à sa famille, ils veulent changer cette dépendance : *l'étudiant sera désormais esclave de l'État.*

Un autre des aspects de l'allocation d'études réside dans son rôle économique. La société marchande réserve en effet des rentes à ses privilégiés. En récompense de leurs investissements, les possesseurs de terres, de biens immobiliers et mobiliers y ont droit s'ils ne thésaurisent pas. L'investissement, pour celui qui investit, est une renonciation à la consommation ou à l'usage immédiat en vue de bénéfices ultérieurs. Est donc un investissement également, la patente que va payer par exemple un chauffeur de taxi ou le temps et l'énergie dépensés en vue d'une qualification supérieure. Ainsi l'étudiant investit pendant ses études en vue d'une situation intéressante qui lui donnera des revenus supérieurs à ceux qu'il aurait eu en travaillant comme apprenti, ou en ne venant à l'université que pour être écarté vers un enseignement court. Ses diplômes distribués par l'administration universitaire constituent donc le résultat d'un investissement. Ils sont en outre, d'une part, la condition pour l'obtention d'une allocation d'études telle qu'elle est conçue par nos brillants sociologues et, d'autre part, le but suprême de ce pré-salaire. La collusion avec le système est ici évidente, puisque le syndicat U.N.E.F. veut que l'État aide le jeune bourgeois (et sa famille) à investir dans des études qui feront de lui un profiteur dans le système.

Il n'y a pas qu'au niveau individuel que le scandale éclate, il est flagrant aussi au niveau macro-économique, où l'allocation d'études constitue pour la classe au pouvoir un certificat de pérennité. Elle achète les intelligences les plus souples pour se renouveler. Elle investit pour son avenir, c'est presque l'auto-financement. Il faut être con comme un social-démocrate pour dire que le capital intellectuel constitue un investissement nécessaire pour la *nation*, qu'une *nation* qui ne sacrifie pas une partie de ses revenus pour dresser des cerveaux ne progressera pas. Ces crétins de bonne volonté prennent manifestement en main les intérêts de la

bourgeoisie, parce que les progrès de la nation ne sont que l'enrichissement de cette bourgeoisie.

La petite contradiction qui fait la bourgeoisie hésiter à investir davantage dans son université a pour conséquence une opposition apparentée entre les intérêts étudiants et les intérêts du pouvoir (qui sont aussi l'épargne des deniers publics). Le tour pendable que font les syndicalistes débiles, c'est d'expliquer à la bourgeoisie quels sont ses véritables intérêts, ce qu'elle doit faire pour résorber ses propres contradictions. Peu importe ici si ces syndicalistes là font des analyses connes sur les intérêts de la bourgeoisie, ce qui compte, c'est le sens de la démarche, la conscience délibérée qu'ils ont de répondre aux «vrais vœux» de la bourgeoisie. Si apparemment les intérêts étudiants et du pouvoir sont contradictoires, on fait tout pour bien nous démontrer qu'il n'en est rien.

Le problème de l'allocation d'études sur critères sociaux, quant à lui, est vicié du fait qu'il est aussi sur critères universitaires. Ses partisans en effet ne veulent pas donner de l'argent à tous les étudiants mas seulement à ceux dont les familles sont les moins aisées. Cette réserve n'amène cependant pas le corollaire que si le critère de l'attribution du fric est social, le critère universitaire ne vaut rien. Il n'est pas question que les fils d'ouvriers redoublent ou triplent leurs années d'études. Ce critère social n'est en fait que la combinaison des deux critères, c'est le critère universitaire avec cette restriction logique que ceux qui ont déjà beaucoup d'argent n'en ont pas besoin d'autre. Il n'y a pas en fait d'allocation d'études sur critères sociaux...

La défense des enfants pauvres de l'université ne doit pas se faire par des réclamations ne visant qu'à en faire des participants authentiques, petits ou grands, à la classe bourgeoise. Elle doit au contraire les grouper sur la base de la lutte contre le pouvoir, lutte les faisant solidaires entre eux et solidaires des luttes menées par le prolétariat. Ils doivent comprendre que leur sort est lié à celui de la classe ouvrière.

Dans une telle perspective, il s'agit de tirer du système le maximum. Il s'agit de revendiquer des bourses sur la base de ce qui existe, en

imposant une augmentation du taux des bourses et de leur nombre. Il est inutile d'imaginer une théorie fumeuse expliquant l'allocation sur critères universitaires, et pas sur critères sociaux. Ce qui importe, c'est le fric dont on disposera...

Il faut avoir plus d'ambition, ne pas se contenter ni de cette contre-action, ni des bribes de défense d'une catégorie d'étudiants. Il faut constater que l'université, par-delà son rôle dans la division sociale du travail et dans la division technique du travail, a pour mission de dispenser la pensée du pouvoir. Le contenu de l'enseignement de classe n'est que la culture de cette classe ou, quand elle est «neutre», la culture au profit de cette classe. L'université pour le vrai étudiant constitue le lieu où il est initié aux formules et sciences sacrées qui lui permettront de dominer dans la société, avec ses congénères, dans le cadre de la classe bourgeoise. L'enseignement universitaire est une initiation à la domination.

La pensée du pouvoir enseignée à l'université et au collège joue donc évidemment un rôle dans la société que nous contestons. C'est elle que nous retrouvons gérant la vie quotidienne, par le droit et toutes les morales, c'est elle qui organise et perpétue la domination économique de la bourgeoisie (économie politique) etc.

Les étudiants en psychologie, plutôt que de s'inquiéter tant de «la défense de la profession du psychologue», feraient mieux de dénoncer ce qu'on leur enseigne. Les ouvriers aux prises avec les psycho-sociologues dans les entreprises leur en seraient certainement reconnaissants, et auraient ainsi des éléments précis pour lutter contre les nouvelles formes de domination, plus sournoises, plus subtiles...

Courant d'air sur le pommier du Japon⁷⁴

Mesdames,
Mesdemoiselles,
Messieurs,

Henri Lefebvre, un des plus célèbres agents de la Récupération de ce demi-siècle (on sait comment les situationnistes l'ont fort proprement mouché – lui, et tout le gang d'Arguments – dans leur tract Aux poubelles de l'histoire !) se propose d'ajouter Zengakuren à son tableau de chasse. Le C.N.R.S. a ses émissaires, la PRAXIS a ses chargés de recherches.

Le métaphilosophe Lefebvre est moins bête que le pataphilosophe Morin. Mais le métastalinien devrait avoir l'élégance de s'écraser – quand il s'agit de luttes de classes.

À bon entendeur, salut.

Nanterre, le 19 mars 1968
Les Enragés

⁷⁴Le tract comportait au verso une reproduction du tableau de Marcel Duchamp «Marcel Duchamp, Courant d'air sur le pommier du Japon» (1911)

La rage au ventre !

Camarades,

En dépit de la collusion avérée des staliniens de l'U.E.C. et des réactionnaires, les magnifiques bagarres de vendredi dernier prouvent que les étudiants, dans la lutte, commencent à accéder à une conscience qu'ils n'avaient pas jusqu'alors : où commence la violence, commence de finir le réformisme.

Le Conseil de l'Université qui s'est réuni ce matin aura beau faire : cette forme désuète de la répression ne peut rien contre la violence dans la rue. L'exclusion pour cinq ans de toutes les Universités de France de notre camarade Gérard Bigorgne — passée sous silence par toute la presse, tous les groupuscules, et associations étudiantes —, celle qui menace aujourd'hui notre camarade René Riesel et six autres étudiants de Nanterre sont tout de même pour l'autorité universitaire une manière de les livrer à la police.

Face à la répression, la lutte qui s'annonce devra conserver ses méthodes d'action violente, pour l'heure sa seule force. Mais elle devra surtout susciter une réflexion parmi les étudiants qui la mèneront. Car il n'y a pas que les flics : il y a aussi les mensonges des divers groupuscules trotskistes (J.C.R., F.E.R., V.O.), prochinois (U.J.C.M.L., C.V. base), anarchistes-à-la-Cohn-Bendit. Réglons nos affaires nous-mêmes !

L'exemple donné par les camarades arrêtés vendredi à la Sorbonne, qui se mutinèrent dans le car où ils étaient emmenés, est un exemple à suivre. Tant qu'il n'y aura que trois flics par panier à salade, nous saurons quoi faire. Le précédent du brigadier Brunet, trépané hier, fera jurisprudence : mort aux vaches !

Déjà la violence ferme la gueule des petits chefs des groupuscules ; la seule contestation de l'Université bourgeoise est insignifiante quand c'est toute cette société qui est à détruire.

VIVE LA ZENGAKUREN !

VIVE LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC DES VANDALISTES (Bordeaux) !

VIVENT LES ENRAGÉS !

VIVE L'I.S. !

VIVE LA RÉVOLUTION SOCIALE !

Nanterre, le 19 mars 1968

Les Enragés

Le château brûle !

Adresse au Conseil de l'Université de Paris

Vestiges,

Votre ignorance crasse de la vie ne vous autorise à rien. En voulez-vous la preuve ? Si vous pouvez siéger aujourd'hui, c'est avec un cordon de police derrière vous. De fait, personne ne vous respecte plus. Pleurez donc sur votre vieille Sorbonne.

Que certaines ganaches modernisantes se soient piquées de me défendre, s'imaginant — à tort — qu'après leur avoir craché dessus, je pourrais redevenir assez présentable pour qu'ils me protègent, me fait seulement rire. Malgré leur persévérance dans le masochisme, ces arrivistes ne sauraient même pas replâtrer l'Université. Monsieur Lefebvre, je vous dis merde.

Ils seront de plus en plus nombreux, ceux qui prendront dans le système des études ce qu'il a de meilleur : les bourses. Vous me l'avez refusée, je n'ai rien eu à cacher, j'ai tout à mordre.

Le procès d'aujourd'hui est bien sûr une fable dérisoire. Le véritable procès s'est déroulé dans la rue, lundi, et la justice temporelle a déjà retenu une trentaine d'émeutiers. Pour mes camarades, ce qui importe c'est la libération inconditionnelle de tous les condamnés (y compris les étudiants).

La liberté est le crime qui contient tous les crimes. Gare à la justice seigneuriale quand le château brûle !

Paris, 10 mai 1968
René RIESEL

Texte de l'appel à l'occupation des usines

Camarades,

L'usine Sud-Aviation de Nantes étant occupée depuis deux jours par les ouvriers et les étudiants de cette ville,

le mouvement s'étendant aujourd'hui à plusieurs usines (N.M.P.P.-Paris, Renault-Cléon et autres),

LE COMITÉ D'OCCUPATION DE LA SORBONNE

appelle à

l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de Conseils ouvriers.

Camarades, diffusez et reproduisez au plus vite cet appel.

Sorbonne, 16 mai 1968, 15 heures 30

VIGILANCE !

Camarades,

La souveraineté de l'assemblée révolutionnaire n'a de sens que si elle exerce son pouvoir.

Depuis 48 heures, c'est la capacité même de décision de l'assemblée générale qui est contestée par une obstruction systématique à toutes les propositions d'action.

Aucune motion à ce jour n'a pu être votée ni même discutée, et les organismes élus par l'assemblée générale (Comité d'occupation et Comité de coordination) voient leur travail saboté par des organismes pseudo-spontanés. Toutes les discussions sur l'organisation, qu'on a voulu présenter comme des préalables à toute activité, sont des abstractions si on ne fait rien.

De ce pas, le mouvement sera enterré à la Sorbonne !

L'exigence de la démocratie directe est le soutien minimum que les étudiants révolutionnaires puissent apporter aux ouvriers révolutionnaires qui occupent leurs usines.

Il est inadmissible que les incidents d'hier soir en A.G. ne soient pas sanctionnés.

Les curés la ramènent, quand les affiches anti-cléricales sont déchirées.

Les bureaucrates la ramènent quand ils paralysent, sans même se nommer, toute prise de conscience du sens révolutionnaire que peut prendre le mouvement à partir des barricades.

Encore une fois, c'est l'avenir qui est sacrifié au renflouement du vieux syndicalisme.

Le crétinisme parlementaire veut s'installer à la tribune, il essaie de remettre sur pieds le vieux système replâtré.

Camarades,

La seule réforme de l'université est dérisoire, quand c'est tout ce vieux monde qui est à détruire.

Le mouvement n'est rien, s'il n'est pas révolutionnaire.

Comité d'occupation de la Sorbonne,
16 mai 1968, 16 heures 30

ATTENTION !

Le Comité de presse qui siège escalier C au deuxième étage, bibliothèque Gaston Azard, ne représente que lui-même. Il s'agit en l'occurrence d'une dizaine d'étudiants-journalistes soucieux de donner dès maintenant des gages à leurs futurs employeurs et à leurs futurs censeurs.

Ce Comité, qui essaie de monopoliser les contacts avec la Presse, refuse de transmettre les communiqués des instances régulièrement élues par l'Assemblée générale.

Ce comité de presse est un comité de censure : ne plus s'adresser à lui. Les différents comités, commissions, groupes de travail, peuvent s'adresser directement à l'A.F.P. (Agence France Presse) 508 45 40 ou aux différents journaux :

Le Monde : 770 91 29.

France-Soir : 508 28 00.

Combat : laisser un message à M. Robert Toubon, CEN 81 11.

Les différents groupes de travail peuvent, sans intermédiaire, en piétinant les bureaucrates mal dissimulés, dire quand ils veulent, ce qu'ils veulent.

Les journalistes peuvent, en attendant l'Assemblée générale de ce soir où seront prises de nouvelles décisions, s'adresser au Comité d'occupation et au Comité de coordination élus par l'A.G. d'hier soir.

Tous ce soir à l'Assemblée générale pour mettre à la porte les bureaucrates :

COMITÉ D'OCCUPATION
DE L'UNIVERSITÉ AUTONOME ET POPULAIRE
DE LA SORBONNE, 16 mai à 17 heures

Attention aux manipulateurs ! Attention aux bureaucrates !

Camarades,

L'importance de l'A.G. de ce soir (jeudi 16 mai) ne doit échapper à personne. Depuis deux jours, des individus que l'on reconnaît pour les avoir vus déjà vendre la salade de leurs partis ont réussi à semer le bordel, à étouffer les A.G. sous un fatras bureaucratique dont la maladresse témoigne clairement du mépris qu'ils portent à cette assemblée.

Cette assemblée doit apprendre à se faire respecter, ou disparaître. Deux points sont à discuter en priorité :

- Qui contrôle le service d'ordre ? dont le rôle dégueulasse est insupportable.
- Pourquoi le Comité de presse, qui ose censurer les communiqués qu'il est chargé de transmettre aux agences, est-il composé d'apprentis journalistes soucieux de ne pas décevoir les patrons de l'O.R.T.F. ; de ne pas compromettre leurs futurs jobs.

D'autre part à l'heure où les ouvriers commencent à occuper plusieurs usines en France, sur notre exemple et par le même droit que nous, le Comité d'occupation de la Sorbonne a approuvé aujourd'hui à 15 heures le mouvement. Le problème central de la présente A.G. est donc de se prononcer par un vote clair pour soutenir ou désavouer l'appel de son Comité d'occupation. En cas de désaveu, cette assemblée prendra donc la responsabilité de réserver aux étudiants un droit qu'elle refuse à la classe ouvrière et, dans ce cas, il est clair qu'elle ne voudrait plus parler d'autre chose que d'une réforme gaulliste de l'Université.

COMITÉ D'OCCUPATION
DE L'UNIVERSITÉ AUTONOME ET POPULAIRE
DE LA SORBONNE, 16 mai 1968 à 18 heures 30

Mots d'ordre à diffuser maintenant par tous les moyens

(tracts, proclamations aux micros, comics, chansons, peinture sur les murs, ballons sur les tableaux de la Sorbonne, proclamations dans les salles de cinéma pendant la projection ou en l'arrêtant, ballons sur les affiches du métro, avant de faire l'amour, après l'amour, dans les ascenseurs, chaque fois qu'on lève le coude dans un bistrot)

Occupation des usines

Le pouvoir aux Conseils de travailleurs

Abolition de la société de classes

À bas la société spectaculaire-marchande

Abolition de l'aliénation

Fin de l'Université

L'humanité ne sera heureuse que le jour où le dernier bureaucrate aura été pendu avec les tripes du dernier capitaliste

Mort aux vaches

Libérez aussi les 4 condamnés pour pillage pendant la journée du 6 mai

COMITÉ D'OCCUPATION
DE L'UNIVERSITÉ AUTONOME ET POPULAIRE
DE LA SORBONNE, 16 mai 1968, 19 heures

Définition minimum des organisation révolutionnaires⁷⁵

Considérant que le seul but d'une organisation révolutionnaire est l'abolition des classes existantes par une voie qui n'entraîne pas une nouvelle division de la société, nous qualifions de révolutionnaire toute organisation qui poursuit avec conséquence la réalisation internationale du pouvoir absolu des Conseils ouvriers, tel qu'il a été esquissé par l'expérience des révolutions prolétariennes de ce siècle.

Une telle organisation présente une critique unitaire du monde, ou n'est rien. Par critique unitaire, nous entendons une critique prononcée globalement contre toutes les zones géographiques où sont installées diverses formes de pouvoirs séparés socio-économiques, et aussi prononcée globalement contre tous les aspects de la vie.

Une telle organisation reconnaît le commencement et la fin de son programme dans la décolonisation totale de la vie quotidienne ; elle ne vise donc pas l'autogestion du monde existant par les masses, mais sa transformation ininterrompue. Elle porte la critique radicale de l'économie politique, le dépassement de la marchandise et du salariat.

Une telle organisation refuse toute reproduction en elle-même des conditions hiérarchiques du monde dominant. La seule limite de la participation à sa démocratie totale, c'est la reconnaissance et l'auto-appropriation par tous ses membres de la cohérence de sa critique : cette cohérence doit être dans la théorie critique proprement dite, et dans le rapport entre cette théorie et l'activité pratique.

Elle critique radicalement toute idéologie en tant que pouvoir séparé des idées et idées du pouvoir séparé. Ainsi elle est en même temps la négation de toute survivance de la religion, et de l'actuel spectacle social qui, de l'information à la culture massifiées, monopolise toute communication des hommes autour d'une réception unilatérale des

⁷⁵Extrait du numéro 11 de la revue *Internationale Situationniste*, réédité en tract le 15 mai.

images de leur activité aliénée. Elle dissout toute «idéologie révolutionnaire» en la démasquant comme signature de l'échec du projet révolutionnaire, comme propriété privée de nouveaux spécialistes du pouvoir, comme imposture d'une nouvelle représentation qui s'érige au-dessus de la vie réelle prolétarisée.

La catégorie de la totalité étant le jugement dernier de l'organisation révolutionnaire moderne, celle-ci est finalement une critique de la politique. Elle doit viser explicitement, dans sa victoire, sa propre fin en tant qu'organisation séparée.

COMITÉ ENRAGÉS - INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

Textes de quelques-unes des premières affiches apposées sur les murs de la Sorbonne, le 14 mai 1968

VIGILANCE !

Les récupérateurs sont parmi nous !

«Anéantissez donc à jamais tout ce qui peut détruire un jour votre ouvrage» (Sade).

COMITÉ

ENRAGÉS - INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

Après Dieu, l'art est mort. Que ses curés ne la ramènent plus !

CONTRE TOUTE SURVIE DE L'ART,

CONTRE LE RÈGNE DE LA SÉPARATION,

DIALOGUE DIRECT

ACTION DIRECTE

AUTOGESTION DE LA VIE QUOTIDIENNE.

COMITÉ

ENRAGÉS - INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

Camarades,

Déchristianisons immédiatement la Sorbonne.

On ne peut plus y tolérer une chapelle !

Déterrions et renvoyons à l'Élysée et au Vatican les restes de l'immonde Richelieu, homme d'État et cardinal.

COMITÉ

ENRAGÉS - INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

Textes de télégrammes envoyés par le Comité d'Occupation de la Sorbonne, le 17 mai

INSTITUT INTERNATIONAL D'HISTOIRE SOCIALE
AMSTERDAM PAYS-BAS.

NOUS AVONS CONSCIENCE DE COMMENCER À PRODUIRE NOTRE
PROPRE HISTOIRE STOP NOUS TENONS À LE FAIRE SAVOIR À LA
POSTÉRIÉTÉ À TRAVERS LES ARCHIVES DE VOTRE INSTITUT STOP
L'HUMANITÉ NE SERA HEUREUSE QUE LE JOUR OÙ LE DERNIER
CAPITALISTE AURA ÉTÉ PENDU AVEC LES TRIPIES DU DERNIER
BUREAUCRATE STOP VIVENT LES OCCUPATIONS D'USINES STOP VIVE
LE POUVOIR INTERNATIONAL DES CONSEILS OUVRIERS STOP.
COMITÉ D'OCCUPATION DE LA SORBONNE AUTONOME ET POPULAIRE.

PROFESSEUR IVAN SVITAK
PRAGUE TCHÉCOSLOVAQUIE.

LE COMITÉ D'OCCUPATION DE LA SORBONNE AUTONOME ET
POPULAIRE TRANSMET AU CAMARADE SVITAK ET AUX
RÉVOLUTIONNAIRES TCHÉCOSLOVAQUES SES SALUTATIONS
FRATERNELLES STOP VIVE LE POUVOIR INTERNATIONAL DES
CONSEILS OUVRIERS STOP L'HUMANITÉ NE SERA HEUREUSE QUE LE
JOUR OÙ LE DERNIER CAPITALISTE AURA ÉTÉ PENDU AVEC LES
TRIPES DU DERNIER BUREAUCRATE STOP VIVE LE MARXISME
RÉVOLUTIONNAIRE.

ZENGAKUREN TOKYO JAPON.

VIVE LA LUTTE DES CAMARADES JAPONAIS QUI ONT INAUGURÉ LE
COMBAT SUR LE FRONT DE L'ANTISTALINISME ET DE L'ANTI-
IMPÉRIALISME À LA FOIS STOP VIVENT LES OCCUPATIONS D'USINES
STOP VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE STOP

VIVE LE POUVOIR INTERNATIONAL DES CONSEILS OUVRIERS STOP
L'HUMANITÉ NE SERA HEUREUSE QUE LE JOUR OÙ LE DERNIER
BUREAUCRATE AURA ÉTÉ PENDU AVEC LES TRIPIES DU DERNIER

CAPITALISTE STOP. COMITÉ D'OCCUPATION DE LA SORBONNE
AUTONOME ET POPULAIRE.

BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE DE L'U.R.S.S.

LE KREMLIN MOSCOU.

TREMBLEZ BUREAUCRATES STOP LE POUVOIR INTERNATIONAL DES
CONSEILS DE TRAVAILLEURS VA BIENTÔT VOUS BALAYER STOP
L'HUMANITÉ NE SERA HEUREUSE QUE LE JOUR OÙ LE DERNIER
BUREAUCRATE AURA ÉTÉ PENDU AVEC LES TRIPIES DU DERNIER
CAPITALISTE STOP VIVE LA LUTTE DES MARINS DE KRONSTADT ET DE
LA MAKHNOVTCHINA CONTRE TROTSKY ET LÉNINE STOP VIVE
L'INSURRECTION CONSEILLISTE DE BUDAPEST EN 1956 STOP À BAS
L'ÉTAT STOP VIVE LE MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE STOP. COMITÉ
D'OCCUPATION DE LA SORBONNE AUTONOME ET POPULAIRE.

BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

PORTE DE LA PAIX CÉLESTE PÉKIN.

TREMBLEZ BUREAUCRATES STOP LE POUVOIR INTERNATIONAL DES
CONSEILS OUVRIERS VA BIENTÔT VOUS BALAYER STOP L'HUMANITÉ NE
SERA HEUREUSE QUE LE JOUR OÙ LE DERNIER BUREAUCRATE AURA
ÉTÉ PENDU AVEC LES TRIPIES DU DERNIER CAPITALISTE STOP VIVENT
LES OCCUPATIONS D'USINES STOP VIVE LA GRANDE RÉVOLUTION
PROLÉTARIENNE CHINOISE DE 1927 TRAHIE PAR LES BUREAUCRATES
STALINIENS STOP VIVENT LES PROLÉTAIRES DE CANTON ET D'AILLEURS
QUI ONT PRIS LES ARMES CONTRE L'ARMÉE DITE POPULAIRE STOP
VIVENT LES OUVRIERS ET LES ÉTUDIANTS CHINOIS QUI ONT ATTAQUÉ
LA SOI-DISANT RÉVOLUTION CULTURELLE ET L'ORDRE
BUREAUCRATIQUE MAOÏSTE STOP VIVE LE MARXISME
RÉVOLUTIONNAIRE STOP À BAS L'ÉTAT STOP. COMITÉ D'OCCUPATION
DE LA SORBONNE AUTONOME ET POPULAIRE.

Rapport sur l'organisation de la Sorbonne

L'occupation de la Sorbonne, à partir du lundi 13 mai, a ouvert une nouvelle période de la crise de la société moderne. Les événements qui se produisent maintenant en France préfigurent le retour du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays. Ce qui était déjà passé de la théorie à la lutte dans la rue est maintenant passé à la lutte pour le pouvoir sur les moyens de production. Le capitalisme évolué croyait en avoir fini avec la lutte des classes : c'est reparti ! Le prolétariat n'existait plus : le revoilà.

En livrant la Sorbonne, le gouvernement comptait pacifier la révolte des étudiants, qui avait déjà pu tenir toute une nuit dans ses barricades un quartier de Paris, durement reconquis par la police. On laissait la Sorbonne aux étudiants pour qu'ils discutent enfin paisiblement de leurs problèmes universitaires. Mais les occupants décidèrent aussitôt de l'ouvrir à la population pour discuter librement des problèmes généraux de la société. C'était donc l'ébauche d'un conseil, où les étudiants mêmes avaient cessé d'être étudiants : ils sortaient de leur misère.

Certes, l'occupation n'a jamais été totale : on tolérait certains restes de locaux administratifs, et une chapelle. La démocratie n'a jamais été complète : les futurs technocrates du syndicat U.N.E.F. prétendaient se rendre utiles, d'autres bureaucrates politiques voulaient aussi manipuler. La participation des travailleurs est restée très partielle : bientôt la présence de non-étudiants en vint à être mise en cause. Beaucoup d'étudiants, de professeurs, de journalistes ou d'imbéciles d'autres professions venaient en spectateurs.

Malgré toutes ces insuffisances, qui ne doivent pas étonner du fait de la contradiction entre l'ampleur du projet et l'étroitesse du milieu étudiant, l'exemple de ce qu'il y avait de meilleur dans une telle situation a pris immédiatement une signification explosive. Les ouvriers ont vu en actes la libre discussion, la recherche d'une critique radicale, la démocratie directe, un droit à prendre.

C'était, même limité à une Sorbonne libérée de l'État, le programme de la révolution se donnant ses propres formes. Au lendemain de l'occupation de la Sorbonne, les ouvriers de Sud-Aviation à Nantes occupaient leur usine. Au troisième jour, le jeudi 16, les usines Renault de Cléon et Flins étaient occupées, et le mouvement commençait aux N.M.P.P. et à Boulogne-Billancourt, à partir de l'atelier 70. À la fin de la semaine 100 usines sont occupées, cependant que la vague de grèves, acceptée mais jamais lancée par les bureaucraties syndicales, paralyse les chemins de fer et évolue vers la grève générale.

Le seul pouvoir dans la Sorbonne était l'assemblée générale de ses occupants. À sa première séance, le 14 mai, elle avait élu, dans une certaine confusion, un Comité d'occupation de 15 membres, révocables chaque jour par elle. Un seul d'entre ces délégués, appartenant au groupe des Enragés de Nanterre et Paris, avait exposé un programme : défense de la démocratie directe dans la Sorbonne, et pouvoir absolu des conseils ouvriers comme but final. L'assemblée générale du lendemain reconduisit en bloc son Comité d'occupation, lequel n'avait jusqu'alors rien pu faire. En effet, tous les organismes techniques qui s'étaient installés dans la Sorbonne suivaient les directives d'un occulte Comité, dit «de coordination», composé d'organiseurs bénévoles et lourdement modérateurs, ne rendant de comptes à personne. Une heure après la reconduction du Comité d'occupation, un des «coordinateurs» essayait en privé de le déclarer dissous. Un appel direct à la base, fait dans la cour de la Sorbonne, entraînait un mouvement de protestation qui obligea le manipulateur à se rétracter. Le lendemain, jeudi 16, treize membres du Comité d'occupation ayant disparu, deux camarades seulement, dont le membre du groupe des Enragés, se trouvaient investis de la seule délégation de pouvoir consentie par l'assemblée générale, alors que la gravité de l'heure imposait des décisions immédiates : la démocratie était bafouée à tout moment dans la Sorbonne, et à l'extérieur les occupations d'usines s'étendaient. Le Comité d'occupation, regroupant autour de lui tout ce qu'il pouvait réunir d'occupants de la Sorbonne décidés à y maintenir la démocratie, lançait

à quinze heures un appel à «l'occupation de toutes les usines en France et à la formation de conseils ouvriers». Pour obtenir la diffusion de cet appel, le Comité d'occupation dut en même temps rétablir le fonctionnement démocratique de la Sorbonne.

Il dut faire occuper, ou recréer parallèlement, tous les services qui étaient en principe sous son autorité : haut-parleur central, impression, liaison inter-facultés, service d'ordre. Il méprisa les criaileries des porte-parole de divers groupes politiques (J.C.R., maoïstes, etc.) en rappelant qu'il n'était responsable que devant l'assemblée générale. Il entendait rendre compte le soir même, mais la première marche sur Renault-Billancourt (dont on avait appris entre-temps l'occupation), unanimement décidée par les occupants de la Sorbonne, reporta la réunion de l'assemblée au lendemain, à quatorze heures.

Dans la nuit, pendant que des milliers de camarades étaient à Billancourt, des inconnus improvisèrent une assemblée générale, qui se dispersa d'elle-même quand le Comité d'occupation, ayant appris son existence, lui eût envoyé deux délégués pour en rappeler le caractère illégitime.

Le vendredi 17, à quatorze heures, l'assemblée régulière vit son estrade longuement occupée par un service d'ordre factice, appartenant à la F.E.R., et dut en outre s'interrompre pour la deuxième marche sur Billancourt, à dix-sept heures.

Le soir même, à vingt et une heures, le Comité d'occupation put enfin rendre compte de ses activités. Il ne put en aucune manière obtenir que soit discuté et mis aux voix son rapport d'activité, et notamment son appel sur l'occupation des usines, que l'assemblée ne prit pas la responsabilité de désavouer, et pas davantage d'approuver. Devant une telle carence, le Comité d'occupation ne pouvait que se retirer. L'assemblée se montra tout aussi incapable de protester contre un nouvel envahissement de la tribune par les troupes de la F.E.R., dont le putsch semblait viser l'alliance provisoire des bureaucrates J.C.R. et U.N.E.F. Les partisans de la démocratie directe constataient, et ont fait savoir sur-le-champ, qu'ils n'avaient plus rien à faire à la Sorbonne. C'est

au moment même où l'exemple de l'occupation commence à être suivi dans les usines qu'il s'effondre à la Sorbonne.

Ceci est d'autant plus grave que les ouvriers ont contre eux une bureaucratie infiniment plus solide que celle des amateurs étudiants ou gauchistes. En outre les bureaucrates gauchistes, faisant le jeu de la C.G.T. pour se faire reconnaître là une petite existence en marge, séparent abstraitement des ouvriers les étudiants qui «n'ont pas à leur donner de leçon». Mais en fait les étudiants ont déjà donné une leçon aux ouvriers : justement en occupant la Sorbonne, et en faisant exister un court moment une discussion réellement démocratique. Tous les bureaucrates nous disent démagogiquement que la classe ouvrière est majeure, pour cacher qu'elle est enchaînée, d'abord par eux (présentement, ou bien dans leurs espérances, selon le sigle). Ils opposent leur sérieux mensonger à «la fête» dans la Sorbonne, mais c'est précisément cette fête qui portait en elle le seul sérieux : la critique radicale des conditions dominantes.

La lutte étudiante est maintenant dépassée. Plus encore dépassées sont toutes les directions bureaucratiques de rechange qui croient habile de feindre le respect pour les stalinien, en ce moment où la C.G.T. et le parti dit communiste tremblent. L'issue de la crise actuelle est entre les mains des travailleurs eux-mêmes, s'ils parviennent à réaliser dans l'occupation de leurs usines ce que l'occupation universitaire a pu seulement esquisser.

Les camarades qui ont appuyé le premier Comité d'occupation de la Sorbonne : le «Comité Enragés-Internationale situationniste», un certain nombre de travailleurs, et quelques étudiants, ont constitué un Conseil pour le maintien des occupations : le maintien des occupations ne se concevant évidemment que par leur extension, quantitative et qualitative; qui ne devra épargner aucun des régimes existants.

CONSEIL POUR LE MAINTIEN DES OCCUPATIONS
Paris, le 19 mai 1968.

Pour le pouvoir des Conseils Ouvriers

En dix jours, non seulement des centaines d'usines ont été occupées par les ouvriers, et une grève générale spontanée a interrompu totalement l'activité du pays, mais encore différents bâtiments appartenant à l'État sont occupés par des comités de fait qui s'en sont appropriés la gestion. En présence d'une telle situation, qui ne peut en aucun cas durer, mais qui est devant l'alternative de s'étendre ou de disparaître (répression ou négociation liquidatrice), toutes les vieilles idées sont balayées, toutes les hypothèses radicales sur le retour du mouvement révolutionnaire prolétarien sont confirmées. Le fait que tout le mouvement ait réellement été déclenché, voici cinq mois, par une demi-douzaine de révolutionnaires du groupe des «Enragés» dévoile d'autant mieux combien les conditions objectives étaient déjà présentes. D'ores et déjà l'exemple français a retenti par-delà les frontières, et fait resurgir l'internationalisme, indissociable des révolutions de notre siècle.

La lutte fondamentale aujourd'hui est entre, d'une part, la masse des travailleurs – qui n'a pas directement la parole – et, d'autre part, les bureaucraties politiques et syndicales de gauche qui contrôlent – même si c'est seulement à partir des 14% de syndiqués que compte la population active — les portes des usines et le droit de traiter au nom des occupants. Ces bureaucraties n'étaient pas des organisations ouvrières déchues et traîtresses, mais un mécanisme d'intégration à la société capitaliste. Dans la crise actuelle, elles sont la principale protection du capitalisme ébranlé.

Le gaullisme peut traiter, essentiellement avec le P.C.-C.G.T. (serait-ce indirectement) sur la démobilisation des ouvriers, en échange d'avantages économiques : on réprimerait alors les courants radicaux.

Le pouvoir peut passer à «la gauche», qui fera la même politique, quoique à partir d'une position plus affaiblie. On peut aussi tenter la répression par la force. Enfin, les ouvriers peuvent prendre le dessus, en

parlant pour eux-mêmes, et en prenant conscience de revendications qui soient au niveau du radicalisme des formes de lutte qu'ils ont déjà mises en pratique. Un tel processus conduirait à la formation de Conseils de travailleurs, décidant démocratiquement à la base, se fédérant par délégués révocables à tout instant, et devenant le seul pouvoir délibératif et exécutif sur tout le pays.

En quoi le prolongement de la situation actuelle contient-il une telle perspective ? Dans quelques jours peut-être, l'obligation de remettre en marche certains secteurs de l'économie sous le contrôle ouvrier, peut poser les bases de ce nouveau pouvoir, que tout porte à déborder les syndicats et partis existants. Il faudra remettre en marche les chemins de fer et les imprimeries, pour les besoins de la lutte ouvrière. Il faudra que les nouvelles autorités de fait réquisitionnent et distribuent les vivres. Il faudra peut-être que la monnaie défailante soit remplacée par des bons engageant l'avenir de ces nouvelles autorités. C'est dans un tel processus pratique que peut s'imposer la conscience de classe qui s'empare de l'histoire, et qui réalise pour tous les travailleurs la domination de tous les aspects de leur propre vie.

CONSEIL POUR LE MAINTIEN DES OCCUPATIONS

Paris, le 22 mai 1968.

Adresse à tous les travailleurs

Camarades,

Ce que nous avons déjà fait en France hante l'Europe et va bientôt menacer toutes les classes dominantes du monde, des bureaucrates de Moscou et Pékin aux milliardaires de Washington et Tokyo. *Comme nous avons fait danser Paris*, le prolétariat international va revenir à l'assaut des capitales de tous les États, de toutes les citadelles de l'aliénation. L'occupation des usines et des édifices publics dans tout le pays a non seulement bloqué le fonctionnement de l'économie, mais surtout entraîné une remise en question générale de la société. Un mouvement profond porte presque tous les secteurs de la population à vouloir un changement de la vie. C'est désormais un mouvement révolutionnaire, auquel ne manque plus que la *conscience de ce qu'il a déjà fait*, pour posséder réellement cette révolution.

Quelles forces vont essayer de sauver le capitalisme ? Le régime doit tomber s'il ne tente pas de se maintenir par la menace d'un recours aux armes (assortie d'un hypothétique renvoi à des élections qui ne pourraient avoir lieu qu'après la capitulation du mouvement) et même par la répression armée immédiate. Quant à l'éventuel pouvoir de la gauche, il essaiera lui aussi de défendre le vieux monde par des concessions, et par la force. Le parti dit communiste, le parti des bureaucrates staliniens, qui a combattu le mouvement dès le début et qui n'a commencé à envisager la chute du gaullisme qu'à partir du moment où il s'est vu incapable d'être plus longtemps sa protection principale, serait dans ce cas le meilleur gardien de ce «gouvernement populaire». Un tel gouvernement de transition ne serait réellement un «kerenskysme» que si les staliniens étaient battus.

Le mouvement actuel ne s'est pas «politisé» en allant au-delà des misérables revendications syndicales sur les salaires et les retraites abusivement représentées comme «questions sociales». Il est au-delà

de *la politique* : il pose *la question sociale* dans sa simple vérité. La révolution qui se prépare depuis plus d'un siècle nous revient. Elle ne peut s'affirmer que dans ses propres formes. Il est déjà trop tard pour un replâtrage bureaucratique-révolutionnaire. Quand un André Barjonet, déstalinisé de fraîche date, appelle à la formation d'une organisation commune qui rassemblerait «toutes les forces authentiques de la révolution... qui se réclament de Trotsky, de Mao, de l'anarchie, du situationnisme», nous avons seulement à rappeler que ceux qui se réclament aujourd'hui de Trotsky ou de Mao, pour ne rien dire de la pitoyable «Fédération anarchiste», n'ont rien à voir avec la révolution présente. Les bureaucrates peuvent maintenant changer d'avis sur ce qu'ils appellent «authentiquement révolutionnaire» ; la révolution authentique n'a pas à changer le jugement qu'elle a prononcé contre la bureaucratie.

Dans le moment actuel, avec le pouvoir qu'ils tiennent, et avec les aptis et syndicats que l'on sait, les travailleurs n'ont pas d'autres voies que la prise en main directe de l'économie et de tous les aspects de la reconstruction de la vie sociale par des comités unitaires de base, affirmant leur autonomie vis-à-vis de toute direction politico-syndicale, assurant leur auto-défense et se fédérant à l'échelle régionale et nationale. En suivant cette voie ils doivent devenir le seul pouvoir réel dans le pays, le pouvoir des *Conseils de travailleurs*. À défaut, parce qu'il «est révolutionnaire ou n'est rien», le prolétariat redeviendrait un objet passif. Il retournerait devant ses récepteurs de télévision.

Qu'est-ce qui définit le pouvoir des Conseils ? La dissolution de tout pouvoir extérieur ; la démocratie directe et totale ; l'unification pratique de la décision et de l'exécution ; le délégué révocable à tout instant par ses mandants ; l'abolition de la hiérarchie et des spécialisations indépendantes ; la gestion et la transformation conscientes de toutes les conditions de la vie libérée ; la participation créative permanente des masses ; l'extension et la coordination internationalistes. Les exigences actuelles ne sont pas moindres. L'autogestion n'est rien de moins. Gare aux récupérateurs de toutes les nuances modernistes — et jusqu'aux

curés — qui commencent à parler d'autogestion, voire de conseils ouvriers, sans admettre ce minimum, et parce qu'ils veulent en fait sauver leurs fonctions bureaucratiques, les privilèges de leurs spécialisations intellectuelles, ou leur avenir de chefaillons !

En réalité, ce qui est nécessaire maintenant l'était déjà depuis le début du projet révolutionnaire prolétarien. Ils s'agissait de l'autonomie de la classe ouvrière. On a lutté pour l'abolition du salariat, de la production marchande, de l'État. Il s'agissait d'accéder à l'histoire consciente, de supprimer toutes les séparations et «tout ce qui existe indépendamment des individus». La révolution prolétarienne a spontanément esquissé ses formes adéquates dans les Conseils, à Saint-Petersbourg en 1905 comme à Turin en 1920, dans la Catalogne de 1936 comme à Budapest en 1956. Le maintien de la vieille société, ou la formation de nouvelles classes exploiteuses, ont passé chaque fois par la suppression des Conseils. La classe ouvrière connaît maintenant ses ennemis et les méthodes d'action qui lui sont propres. *«L'organisation révolutionnaire a dû apprendre qu'elle ne peut plus combattre l'aliénation sous des formes aliénées» (La Société du spectacle)*. Les Conseils ouvriers sont manifestement la seule solution, puisque toutes les autres formes de lutte révolutionnaire ont abouti au contraire de ce qu'elles voulaient.

COMITÉ ENRAGÉS-INTERNATIONALE SITUATIONNISTE
CONSEIL POUR LE MAINTIEN DES OCCUPATIONS

30 mai 1968.

Chanson du Conseil pour le Maintien Des Occupations

(Sur l'air de *Nos soldats à La Rochelle*, chanté par Jacques Douai)

*Rue Gay-Lussac, les rebelles
N'ont qu'les voitur's à brûler.
Que vouliez-vous donc, la belle,
Qu'est-ce donc que vous vouliez ?*

Refrain :

*Des canons, par centaines.
Des fusils, par milliers.
Des canons, des fusils,
Par centaines et par milliers.*

*Dites-moi comment s'appelle
Ce jeu-là que vous jouiez ?
La règle en paraît nouvelle :
Quel jeu, quel jeu singulier !*

Au refrain

*La révolution, la belle,
Est le jeu que vous disiez.
El' se joue dans les ruelles,
El' se joue grâce aux pavés.*

Au refrain

*Le vieux monde et ses séquelles,
Nous voulons les balayer.
Il s'agit d'être cruels ;
Mort aux flics et aux curés.*

Au refrain

*Ils nous lancent comme grêle
Grenades et gaz chlorés.
Nous ne trouvons que des pelles
Et couteaux pour nous armer*

Au refrain

*Mes pauvres enfants, dit-elle,
Mes jolis barricadiers,
Mon cœur, mon cœur en chancelle,
Je n'ai rien à vous donner.*

Au refrain

*Si j'ai foi en ma querelle
Je n'crains pas les policiers.
Mais il faut qu'ell' devienn' celle
Des camarad's ouvriers.*

Au refrain

*Le gaullisme est un bordel,
Personne n'en peut plus douter.
Les bureaucrat's aux poubelles :
Sans eux on aurait gagné.*

Au refrain

*Rue Gay-Lussac, les rebelles
N'ont qu'les voitur's à brûler.
Que vouliez-vous donc, la belle,
Qu'est-ce donc que vous vouliez ?*

Au refrain

La Commune n'est pas morte

Juin 1968 – Sur l'air de la chanson d'Eugène Pottier

*Aux barricad's de Gay-Lussac,
Les Enragés en tête,
Nous avons déclenché l'attaque :
Ah, foutre-dieu, quelle fête !
On jouissait dans les pavés
En voyant le vieux monde flamber.*

Refrain :

*Tout ça a prouvé, Carmela,
Qu' la Commune n'est pas morte (l
Pour s'éclairer, les combattants
Foutaient l' feu aux bagnoles :
Une allumette, et en avant,
Poésie du pétrole.
Et fallait voir les C.R.S.
Se faire griller les fesses !*

Au refrain

*Les blousons noirs politisés
Ont saisi la Sorbonne.
Pour contester*

*Ce que tu et pour briser,
Ils ne craignaient personne.
La théorie s' réalisant,
On a pillé les commerçants.*

Au refrain

*produis t'appartient,
Y a qu' les patrons qui volent.
Te faire payer au magasin,*

*C'est se foutre de ta fiole.
En attendant d' s'autogérer
On f'ra la critiqu' du pavé.*

Au refrain

*Tous les partis, les syndicats,
Et leur bureaucratie,
Oppriment le prolétariat,
Autant qu' la bourgeoisie.
Contre l'État et ses alliés,
Formons des conseils ouvriers.*

Au refrain

*Le Conseil pour l'occupation
Crachait sur les trotskistes,
Les maoïst's et autres cons,
Exploiteurs de grévistes.*

*À la prochain' ça va saigner
Pour les enn'mis d' la liberté.*

Au refrain

*Maintenant que les insurgés
Retourn'nt à la survie,
À l'ennui, au travail forcé,
Aux idéologies,
Nous sèmerons pour le plaisir
D'autres fleurs de mai à cueillir.*

Final :

*Tout ça pour prouver, Carmela,
Qu' la Commune n'est pas morte (bis)*

Tract publié à Bordeaux en avril 1968

La lutte contre l'aliénation se doit de donner aux mots leur sens réel ainsi que de leur rendre leur force initiale.

<i>Aussi ne dites plus :</i>	<i>Mais dites :</i>
société	racket
professeur psychologue poète sociologue militants (de tout poil) objecteur de conscience syndicaliste curé famille (liste non limitative)	FLICS
information	Déformation (à l'échelle du racket mondial et de ses mystifications)
travail	bagne
l'art	combien ça coûte ?
dialogue	masturbation
culture	merde gargarisée à longueur de temps par tous les crétins pédants (voir : professeur)
ma sœur	mon amour
Monsieur le professeur	crève, salope !
bonsoir, papa	crève, salope !
pardon, m'sieur l'agent	crève, salope !

merci, docteur	crève, salope !
légalité	piège à cons
civilisation	stérilisation
urbanisme	police préventive
villages 1, 2, 3, 4	hameau stratégique
structuralisme	dernière chance du néocapitalisme dont l'éclatante faillite est dissimulée par les mensonges <i>officiels</i> , maladroitement plaqués sur les contradictions les plus flagrantes

Étudiants, vous êtes des cons impuissants (cela nous le savons déjà), mais vous le resterez tant que vous n'aurez pas :

- cassé la gueule à vos profs ;
- enculé tous vos curés ;
- foutu le feu à la faculté.

NON, Nicolas, la Commune n'est pas morte.

COMITÉ DE SALUT PUBLIC DES VANDALISTES

Appel publié à Paris, en français et en arabe, le 22 mai

Nous, travailleurs magrébins, conscients de l'importance du combat que mènent les travailleurs et les étudiants français,

malgré les difficultés inhérentes à notre qualité d'émigrés,

malgré les menaces d'expulsion qui pèsent sur nous,

malgré la surexploitation que nous subissons et la précarité de notre situation,

devons, sans hésiter, prendre fait et cause pour le combat mené en France par les étudiants et les travailleurs.

Notre participation à la grève est notre seule façon de prouver que nous ne sommes pas la marchandise qu'on utilise pour faire du chantage sur le prolétariat français, elle est la preuve que l'internationalisme prolétarien est notre mot d'ordre.

La lutte que nous menons, et que nous mènerons jusqu'au bout, avec le prolétariat de France est nôtre. En effet, la destruction du Capital monopoliste et de son prolongement, l'impérialisme dans nos pays, est notre but.

Nous savons que le capitalisme est le meilleur soutien et allié des dictatures policières et militaires qui, sous couvert de nationalisme ou de pseudo-socialisme, nous exploitent.

Le coup mortel que portera le prolétariat de France au capitalisme et à l'impérialisme sera un premier pas vers la destruction des dictatures dont nous sommes les victimes dans nos pays, et dont sont victimes nos frères du tiers monde :

- confinés dans les taudis ;
- réduits à des salaires de misère ;
- prisonniers de la répression policière et administrative ;
- en bute aux racismes de tous bords ;

- esclaves du patronat ;
- émigrés de force.

Nous, travailleurs magrébins, avons choisi la Révolution.

Nous saluons le sursaut révolutionnaire qui secoue les structures sclérosées du capitalisme pour le remplacer par le pouvoir direct des travailleurs. La victoire du prolétariat français est nôtre.

Notre soutien et notre solidarité sont un pas vers la Révolution dans nos pays.

Vive la Révolution socialiste !

Vive l'Autogestion !

À bas la dictature policière et réactionnaire en Tunisie et au Maroc !

À bas la dictature bureaucratique et militaire en Algérie !

COMITÉ D'ACTION MAGRÉBIN

Médecine et répression

Ce n'est pas un «accident» qui a réveillé pour un temps le consommateur dépolitisé, un accident dont la cause serait la brutalité policière. Pas plus que la révolte étudiante ne se réduit au fanatisme de «quelques enragés», la répression policière ne peut être réduite au sadisme des «flics» et à la «bêtise» de leurs chefs ; et pas plus dans un cas que dans l'autre, il ne s'agit d'un fait isolé, anomalie momentanée et sans lendemain de notre harmonieuse civilisation.

Cette civilisation est au contraire le déguisement habituel que prend la répression permanente pour se dissimuler et pour se perpétuer ; car habituellement cette répression n'a pas l'apparence révélatrice et lumineuse d'un gendarme casqué mais des uniformes moins choquants, mieux acceptés, souvent même désirés comme la blouse du médecin ou la toge de l'enseignant.

Au lieu de verser des larmes sur les blessés, car les blessures doivent être pour nous la leçon du courage qu'elles signent, il vaut mieux s'intéresser aux maladresses de Roche, par exemple, qui nous permet de vivre si intensément que police et université ont la même fonction : maintenir et reproduire l'ordre bourgeois.

La structure sanitaire partage avec les deux précédentes et quelques autres (structure judiciaire par exemple) un rôle de cimentage et de colmatage des fissures qui pourraient apparaître dans notre édifice social. Cette fonction répressive et adaptatrice de la structure sanitaire que nous voulons révéler ici, peut être montrée à ses trois niveaux d'organisation.

1. La répartition sociologique du travail sanitaire

Le médecin croit être le patron là où il n'est que le contremaître. Les permissions de «toucher» au malade qu'il délivre parcimonieusement aux autres travailleurs sanitaires, comme autant de bribes de son «pouvoir», sont les bons points dont il dispose pour récompenser les bonnes relations qu'il entretient avec ses «subordonnés». Les limites de

ces permissions sont les interdictions que le médecin émet comme autant de diktats et dont il fait reposer la justification sur un savoir dont il serait le seul et unique dépositaire.

Pourquoi, par exemple, faire passer la frontière qui délimite le pouvoir de l'infirmière entre la piqûre intramusculaire et la piqûre intraveineuse ? Parce que le médecin se doit de masquer l'absence de fondement scientifique de son «art», qui lui fait établir des distinctions aussi arbitraires ; sinon cette absence de fondement scientifique révélerait la nature idéologique du savoir médical et sa soumission à l'idéologie dominante : l'idéologie bourgeoise.

De cette contrainte, qui met le médecin dans l'impossibilité d'une critique radicale de sa méthode et de son objet, c'est-à-dire tout simplement qui lui retire la liberté de penser, le système idéologique lui donne compensation, à l'inverse des autres travailleurs sanitaires, en le rattachant à la classe bourgeoise et en lui donnant l'illusion de détenir, seul, le pouvoir thérapeutique, le contraignant ainsi à être le gardien de cette idéologie.

II. Le contenu et l'organisation des études médicales

Les études médicales n'apportent qu'un savoir fragmentaire : études du corps malade et du corps sain, amputant l'homme de deux dimensions essentielles : l'homme social et l'homme sujet de désirs (exclusion des sciences humaines, demi-exclusion de la psychiatrie). Études qui se font sous la forme, non d'un apprentissage critique, mais d'acquisition par la mémoire d'une pseudo-science qui ne trouve sa matière que par un recours désordonné à des concepts venus d'autres sciences et qui perdent dans ce transfert toute cohérence. L'importance accordée à la présence hospitalière et surtout le mode d'intégration de l'étudiant est révélateur : d'emblée, celui-ci endosse le statut du médecin, on l'appelle «Docteur» dès le premier jour, il ne pourra dorénavant que tendre vers cette image mythique, toute possibilité de critique ou de contestation lui est retirée, ainsi que d'une remise en cause de son mode de relation avec ses futurs «subordonnés».

L'institution fondamentale des études médicales reste de toute façon le

concours, dont la fonction est de syncrétiser cette acquisition d'un pseudo-savoir et d'un statut mythique.

III. Les modalités de prise en charge de la maladie par la société et la place qu'elles assignent au médecin

Il apparaît qu'un des rôles de la Faculté de Médecine soit de préparer les étudiants à leur tâche réelle : à partir d'une conception biologique, elle forme des médecins au service de l'oppression capitaliste dans la mesure où il leur est interdit de contester l'état de maladie dans ses dimensions socio-économiques.

La société capitaliste, sous le couvert d'une apparente neutralité (libéralisme, vocation médicale, humanisme non combattant...) a rangé le médecin aux côtés des forces de répression : il est chargé de maintenir la population en état de travail et de consommation (ex. : médecine du travail), il est chargé de faire accepter aux gens une société qui les rend malades (ex. : psychiatrie).

Quoique l'indépendance du médecin soit proclamée (et défendue par l'ordre des médecins... qui ne dit mot lorsque les forces de l'ordre s'opposent au ramassage et au traitement des blessés) cette indépendance est extrêmement réduite du fait qu'il est chargé non pas tant de lutter contre la maladie, mais de la prendre en charge en l'excluant de la vie sociale. Une véritable contestation de la maladie, impliquant un élargissement considérable de la notion de prévention, deviendrait rapidement politique et révolutionnaire : car elle serait contestation d'une société inhibitrice et répressive.

CENTRE NATIONAL DES JEUNES MÉDECINS

13, rue pascal, Paris 5e

COMMUNIQUÉ DU 7 MAI 1968

Le C.N.J.M. se déclare solidaire des luttes menées en France par le mouvement étudiant pour :

- une libre discussion au sein de l'Université sur l'enseignement et l'idéologie qui le sous-tend ;
- une mise en question de la relation pédagogique et des finalités politico-économiques de l'Université.

Il constate en particulier que l'enseignement médical actuel vise à former des médecins dont le rôle est de faire accepter au peuple une Société qui le rend malade.

Il se réjouit de voir se constituer, d'un pays à l'autre, un mouvement de contestation universitaire d'une ampleur sans précédent.

Il s'élève contre la répression policière qui s'est abattue sur les étudiants à l'instigation du pouvoir et avec la complicité des éléments les plus réactionnaires de l'Université.

Tout est possible à la force de la classe ouvrière en action

Le mouvement de grèves et d'occupation d'usines qui a suivi la nuit du 10 au 11 mai doit aboutir à l'accomplissement des buts historiques du prolétariat, devenus immédiats, ou bien il se soldera par une compromission avec le pouvoir capitaliste, au terme de laquelle le prolétariat se retrouvera encore une fois esclave du capital.

Rappelez-vous juin 36 : «Il faut savoir finir une grève» (Thorez), et pour que les ouvriers consentent à abandonner les usines, la concession des 40 heures de travail, qui a abouti à l'exploitation sans frein du salaire de base, du travail à la pièce, des primes, des chonométrages, des heures supplémentaires.

L'occupation actuelle des usines doit continuer et s'étendre à tout le système économique y compris les banques. Mais cette occupation doit prendre la forme de «restitution des instruments de production à la société» (K. Marx).

Or cette restitution ne peut se faire que par l'intermédiaire des travailleurs eux-mêmes. Il ne s'agit donc pas de rendre les usines et les facultés au Capital moyennant quelques concessions si importantes soient-elles, mais de les garder comme propriété communiste et de les mettre en marche, ainsi que tout le mécanisme économique et social, production, consommation, enseignement, etc., au service de l'homme, sans exploitation.

Ceux qui envisagent un compromis avec le Capital et son État trahissent la classe ouvrière.

Le gouvernement pourrait faire aujourd'hui deux concessions en apparence importantes : nationalisation des grandes industries et cogestion des entreprises, c'est-à-dire jusqu'à accepter que quelques ouvriers supervisent l'exploitation du prolétariat tout entier ; et tant mieux s'ils sont «démocratiquement» élus comme le sont les députés du Parlement.

NON À CETTE COGESTION DES ENTREPRISES. C'EST LA GESTION EXCLUSIVE DES TRAVAILLEURS SUR TOUTE L'ÉCONOMIE ET SUR LE POUVOIR POLITIQUE QU'IL FAUT EXIGER. NON AUX NATIONALISATIONS QUE LE POUVOIR SERAIT PRÊT À CONCÉDER SOUS COUVERT DE SOCIALISME.

Outre le fait que cela instaurerait un capitalisme d'État, cela n'améliorerait en rien le sort des ouvriers (voir Renault, etc.).

La classe ouvrière, unie par des idées révolutionnaires et non derrière des capitulards, est assez forte pour s'imposer et ce, presque sans violence. Une telle prise de position révolutionnaire de tous les ouvriers et étudiants de France rendrait vaines et dissoudrait toutes les institutions répressives de l'État capitaliste.

C'est pour empêcher ce développement socialiste que les syndicats et leurs partis parlent d'écarter toute ingérence extérieure à la classe ouvrière (allusion à la manifestation de solidarité des étudiants) et de ne rien faire qui ne soit décidé démocratiquement dans les assemblées syndicales.

La démocratie révolutionnaire commence par la souveraineté ABSOLUE de la classe ouvrière, qui est au-dessus de tous les partis, de tous les syndicats QUELS QU'ILS SOIENT, à plus forte raison des partis et des syndicats qui osent dire à la classe ouvrière : gardez les usines jusqu'à la signature de nouvelles modalités d'exploitation (nouvelles conventions collectives).

Ce sont les mêmes hommes qui mettent en garde la classe ouvrière contre les ingérences extérieures. D'où viennent en réalité les ingérences extérieures ? La loi interdit l'élection de délégués non désignés par les syndicats, privilège énorme consenti par l'État capitaliste à ses éléments détachés à l'intérieur de la classe ouvrière. Et voilà pourquoi la résolution de la C.G.T. (L'Humanité, 18 mai) prône l'extension des libertés syndicales opposées aujourd'hui aux libertés ouvrières.

OUVRIERS ! DÉSIGNEZ VOUS-MÊMES VOS PROPRES DÉLÉGUÉS,
VOS PROPRES COMITÉS D'USINES (SOVIETS), INDÉPEN-
DAMMENT DE TOUTE APPARTENANCE SYNDICALE OU
POLITIQUE.

ACCUEILLEZ LES REPRÉSENTANTS DES AUTRES COMMUNAUTÉS
OUVRIÈRES, ÉTUDIANTES ET DES SALARIÉS EN GÉNÉRAL.

Ceux qui craignent la contestation en ce moment, ce sont ceux qui
veulent garder les privilèges que la loi leur octroie.

La C.G.T. prétend qu'Elle est la classe ouvrière tout comme de Gaulle
prétend qu'Il est la France. Or il est de fait que l'État gaulliste s'appuie
sur la C.G.T. et les autres centrales syndicales, leur accordant même
des subventions, qui en font des organismes du système d'exploitation
et par conséquent des forces extérieures au prolétariat et par là même
ses ennemis.

DE LA LIBRE DISCUSSION AU SEIN DES ORGANISMES ÉLUS PAR
LA CLASSE OUVRIÈRE DANS SON ENSEMBLE DÉPEND L'AVENIR
DU MOUVEMENT EN COURS.

EN AVANT VERS UNE SOCIÉTÉ COMMUNISTE SANS CAPITAL NI
SALARIAT !

GROUPE 10 MAI - RÉVOLUTION MONDIALE

Paris, le 19 mai 1968

Le football aux footballeurs !

Footballeurs appartenant à divers clubs de la région parisienne, nous avons décidé d'occuper aujourd'hui le siège de la Fédération française de Football. Comme les ouvriers occupent leurs usines. Comme les étudiants occupent leurs Facultés.

Pourquoi ?

POUR RENDRE AUX 600.000 FOOTBALLEURS FRANÇAIS ET À LEURS MILLIONS D'AMIS CE QUI LEUR APPARTIENT : LE FOOTBALL DONT LES PONTIFES DE LA FÉDÉRATION LES ONT EXPROPRIÉS POUR SERVIR LEURS INTÉRÊTS ÉGOÏSTES DE PROFITEURS DU SPORT.

Aux termes de l'article I des Statuts de la Fédération (association sans buts lucratifs selon la loi), les pontifes de la Fédération s'engageaient à travailler au «développement du football». Nous les accusons d'avoir travaillé contre le football et d'avoir accéléré sa dégradation en le soumettant à la tutelle d'un gouvernement naturellement hostile au sport populaire par essence.

1. ILS ONT ACCEPTÉ DE LIMITER À HUIT MOIS LA SAISON DE FOOTBALL et d'interdire sa pratique au moment le plus favorable de l'année, en tolérant : la fermeture des stades, le refus des billets collectifs pour les déplacements, et le refus des garanties d'assurances-accidents durant la période «interdite».

2. ILS N'ONT RIEN FAIT POUR EMPÊCHER LA SUPPRESSION DE NOMBREUX TERRAINS DE FOOTBALL et pour exiger la création de nouveaux. Ce qui place des centaines de milliers de jeunes dans l'impossibilité de pratiquer leur sport. Ils n'ont rien fait non plus pour permettre aux scolaires de pratiquer le football en salle.

3. ILS VIENNENT DE CRÉER LA LICENCE B, qui en interdisant pratiquement les changements de clubs (sauf au profit des grands

clubs), constitue une atteinte intolérable à la liberté des joueurs et aux intérêts des petits clubs.

4. PAR LA VOIX DE DUGAUGUEZ, ILS ONT INSULTÉ TOUS LES FOOTBALLEURS FRANÇAIS dans leurs aptitudes physiques, techniques et intellectuelles.

5. ILS BAFOUENT LA DIGNITÉ HUMAINE DES MEILLEURS FOOTBALLEURS D'ENTRE NOUS, les professionnels, en maintenant le contrat esclavagiste dénoncé par Kopa et dont l'illégalité a été reconnue, il y a un an, par Sadoul, le président du Groupement des dirigeants.

6. ILS CONCENTRENT SANS VERGOGNE AUX MAINS D'UNE INFIME MINORITÉ LES SUBSTANTIELS PROFITS que nous leur procurons par nos cotisations et par les recettes sur lesquelles ils prélèvent des pourcentages quand ils ne se les approprient pas intégralement. Chiarisoli, président de la Fédération, Sadoul, président du Groupement, dissimulent des appointements illégaux sous des chapitres budgétaires qui échappent au contrôle des sportifs. Boulogne, chef de la mafia des entraîneurs, réserve à ses amis les postes les mieux rétribués (1 million par mois et plus). Dugauguez, qui affirmait être directeur à plein temps de l'équipe de France (600.000 francs par mois) a conservé ses postes de directeur commercial des Drapperies sedanaises et d'entraîneur de Sedan. Et le bouquet de ce feu d'artifice est tiré par Pierre delaunay qui doit son poste de secrétaire général de la Fédération à l'hérédité (comme un vulgaire Louis XVI), car il a été nommé au titre de fils de son père, titulaire précédent de la fonction !

C'est pour mettre fin à ces incroyables pratiques que nous occupons la propriété des 600.000 footballeurs français, qui était devenue le bastion des ennemis et des exploiters du football.

Maintenant, à vous de jouer, footballeurs, entraîneurs, dirigeants de petits clubs, amis innombrables et passionnés du football, étudiants, ouvriers, pour conserver la propriété de votre sport, en venant nous rejoindre pour :

EXIGER LA SUPPRESSION

de la limitation arbitraire de la saison de football,

de la licence B,

du contrat esclavagiste des joueurs professionnels ;

EXIGER LA DESTITUTION IMMÉDIATE (par voie de référendum des 600.000 footballeurs, contrôlé par des footballeurs)

des profiteurs du football,

et des insulteurs de footballeurs ;

LIBÉRER LE FOOTBALL DE LA TUTELLE DE L'ARGENT DES PSEUDO-MÉCÈNES INCOMPÉTENTS qui sont à l'origine du pourrissement du football. En exigeant de l'État les subventions qu'il accorde à tous les autres sports et que les pontifes de la Fédération n'ont jamais réclamées.

Pour que le football reste votre propriété, nous vous appelons à vous rendre sans délai devant le siège de la Fédération, redevenu votre maison, 60 avenue d'Iéna à Paris.

Tous unis nous ferons à nouveau du football ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : le sport de la joie, le sport du monde de demain que tous les travailleurs ont commencé à construire.

TOUS, 60 AVENUE D'IÉNA !

LE COMITÉ D'ACTION DES FOOTBALLEURS

Tract du comité d'action de l'annexe Censier

Des millions de travailleurs sont en grève.

Ils occupent leurs lieux de travail, de la même façon que les étudiants ont commencé à le faire dans les facultés.

Ne laissons à personne le soin de décider pour tous. Pour cela des Comités d'action se constituent.

Le Comité d'action est l'organisation à la base de tous ceux qui veulent agir, quelles que soient leurs anciennes appartenances politiques, ou syndicales, qui aujourd'hui sont dépassées.

- Seule la spontanéité de l'ensemble des travailleurs permettra d'obtenir les résultats les plus radicaux, que nulle chapelle, nulle organisation ancienne, nul parti, nul nouveau chefaillon ne pourront exploiter à leurs avantages personnels.
- Ce qu'il s'agit d'organiser, c'est le pouvoir des classes travailleuses. Les Comités d'action sont l'instrument approprié pour y parvenir dans la période actuelle.
- Les C.A. doivent, sur le lieu choisi par eux, prendre comme objectif, et le réaliser immédiatement, tout ce que les autres organisations ne font pas.
- Les masses n'ont rien à cacher, elles ont droit de tout savoir. Seule la vérité est révolutionnaire. Ensuite agir à leur niveau, de telle sorte que la moindre des revendications soit connue de tous, imposée comme tout aussi importante que n'importe quelle autre.

Ainsi apparaîtra la totalité des revendications et, de leur incalculable somme, surgira l'évidence que le régime capitaliste ne peut satisfaire réellement la moindre d'entre elles.

Il ne s'agit pas de revendiquer davantage de ceci ou de cela. Il s'agit de revendiquer autre chose.

Pour sa part, le C.A. Censier organise :

- des collectes, pour l'aide aux grévistes - argent, nourriture, etc. ;
- des meetings dans les usines ;
- des distributions de tracts dans de nombreux endroits.

Le C.A. Censier appelle à :

- la grève des loyers ;
- la grève des traites
- la grève des impôts.

Il propose :

- l'occupation des appartements vides ;
- l'organisation de la distribution gratuite des stocks des supermarchés aux grévistes et à leurs familles ;
- de dissoudre immédiatement les corps de répression C.R.S., etc. et de désarmer la police.

Le mouvement massif déjà en train déborde toutes les possibilités de l'État.

LE COMITÉ TRAVAILLEURS-ÉTUDIANTS,
le 21 mai

Lettre ouverte aux employés du commerce et autres salariés, aux étudiants

Nous travailleurs des magasins de la FNAC,

Nous nous sommes mis en grève non pas pour la satisfaction de revendications particulières, mais pour participer au mouvement qui mobilise actuellement 10 millions de travailleurs manuels et intellectuels.

Nous avons déjà obtenu au mois d'avril par un accord d'entreprise des avantages qui ne sont pas satisfaits dans d'autres entreprises et si nous soutenons toutes les revendications des travailleurs et étudiants :

- augmentation de salaire ;
- semaine de 40 heures ;
- Sécurité sociale ;
- université libre ;
- retraite, etc.

NOUS N'EN FAISONS PAS UNE FIN !

Nous participons à ce mouvement qui n'est pas seulement corporatif et revendicatif, parce que 10 millions de travailleurs ne cessent pas leurs activités en même temps pour 6,30 ou 100 centimes d'augmentation, mais pour remettre en cause toute la direction du pays et toutes les structures de la société.

Jusqu'ici une petite minorité de possédants dirige effectivement le pays ; les trusts, les monopoles et les banques décident de toute notre vie, du berceau jusqu'à la tombe.

Par exemple, pour vendre leur pétrole, ils ont décidé que passerait au premier plan l'industrie automobile plutôt que la construction de maisons ou de villes humainement habitables.

Les écoles et les lycées, les facultés et les universités ont la structure, la durée et le programme qu'ils ont décidés pour former des techniciens,

des ingénieurs, des professeurs et des cadres qui viendraient docilement se mettre à leur service.

Personne ne nous a demandé si la masse énorme de connaissance et de travail que nécessite l'emploi de l'atome servira au bien-être de tous ou à la fabrication de la bombe A ou H !

C'est ce groupe, cette direction, c'est ce pouvoir répressif dans tous les sens du terme, que nous récusons dans sa forme actuelle et dans toute autre forme aménagée.

Les travailleurs veulent le remplacer par un pouvoir qui les représente véritablement et démocratiquement, c'est-à-dire par l'instauration de l'autogestion, aussi bien au niveau de l'entreprise et des services publics qu'à l'échelle nationale.

Jusqu'à présent, personne n'a demandé aux grévistes eux-mêmes pourquoi ils combattent, ni ce qu'ils veulent.

Il faut qu'ils puissent s'exprimer et pas seulement chacun dans son entreprise.

DE LARGES DÉLÉGATIONS ÉLUES PAR TOUS LES GRÉVISTES DE CHAQUE ENTREPRISE DOIVENT SE RENCONTRER DANS DES ÉTATS GÉNÉRAUX DES TRAVAILLEURS ET ÉTUDIANTS POUR DISCUTER DE L'AVENIR DU PAYS.

Personne ne peut s'arroger le droit de parler au nom des 10 millions de grévistes, de leur interdire de discuter avec les étudiants, de décider, de donner l'ordre de reprise du travail.

Plus de responsables inamovibles !

Pour une démocratie ouvrière véritable !

Texte adopté à l'unanimité en Assemblée générale du 24 mai 1968.

PRENDRE CONTACT AVEC LE COMITÉ DE GRÈVE DE LA FNAC

6 boulevard de Sébastopol, Paris 4e.

TURbigo 29-49.

On nous encule une fois de plus, nous autre travailleurs

I. Ce que le patronat nous concède, à travers une augmentation de salaires, il nous le reprendra tôt ou tard par une augmentation du coût de la vie.

La négociation avec nos exploiters est une illusion.

On reparle encore de la liberté syndicale. Renoncerions-nous aux traditionnels défilés entre Bastille et République.

La lutte ouverte contre la classe dominante est la condition de notre émancipation.

II. Nos vieilles barbes tenteraient de baiser les baiseurs qu'elles n'y parviendraient pas.

La fameuse participation que le pouvoir nous accorderait n'est en fait qu'une intégration dans son système d'exploitation. On n'en a rien à foutre de les aider à faire des bénéfices.

III. Les canards à la solde de la bourgeoisie nous prédisent le merdier (chienlit). Les meilleurs flicards se sont révélés parmi les vieilles barbes de la classe ouvrière.

Trop bêtes pour comprendre la puissance de la grève et de l'occupation des usines, ils tombent dans un piège monumental. Désormais il n'est plus question de leur faire peur mais de leur ôter le pouvoir.

Ils sont tout juste bons à marchander notre force de travail. La base, elle, est assez consciente pour reprendre l'activité économique afin de satisfaire ses besoins vitaux sous sa propre direction.

Il est hors de propos de déléguer nos pouvoirs à quelques-uns comme nous le faisons sagement au Parlement ; il est plutôt question de prendre tous en main le processus de production sur notre lieu de travail. Voilà la perspective du pouvoir des ouvriers sur leur travail !

DES POSTIERS

Fausse idées et faux problèmes

Texte repoussé lors de la séance du 30 mai à la Sorbonne
du Comité d'action des publicitaires

Où se niche l'honneur du publicitaire ?

Nulle part. Bien sûr, les publicitaires sont au service de la société de consommation. Seulement, ils l'avouent. Alors que les journalistes, sociologues, urbanistes... le sont aussi et ne l'avouent pas.

Les publicitaires font la société de consommation.

Ils ne la font pas du tout. Ils en sont le produit.

Que pourraient faire les publicitaires dans une société révolutionnaire?

N'importe quoi d'autre. S'il y a encore des publicitaires, c'est que c'est encore une société de consommation (vendre quelque chose, objet, loisirs, culture, comme une promesse absolue de bonheur). S'il y a encore des publicitaires, c'est que la révolution n'a pas réussi.

Il y a des publicitaires de l'autre côté du rideau de fer ? Le bruit court, en effet, que de ce côté-là les révolutions n'ont pas réussi.

Les publicitaires ont une noble tâche : l'information.

N'importe quel journaliste très moyen peut dire très vite que cinq usines produisent des spaghetti de qualité semblable à des prix sensiblement égaux.

Les publicitaires ont une noble tâche : le marketing.

Il faut peut-être une équipe de professionnels très malins pour trouver sur quel détail on arrivera à vendre une même voiture. Si les choses prenaient une tournure révolutionnaire, on n'aura pas grand besoin des hommes du marketing pour savoir, par exemple, que les gens ont plus besoin de logements que de voitures.

Les publicitaires disposent de grands moyens d'action.

Erreur. Les publicitaires sont un service tertiaire qui ne produit rien et n'a pratiquement pas de moyens d'action. Ce sont les annonceurs qui, en temps normal, ont de grands moyens d'action. Et en cas d'occupation des imprimeries, ce sont les ouvriers qui les ont.

Les publicitaires doivent se mettre immédiatement au travail : concevoir ensemble une société révolutionnaire.

Vraisemblablement, un grand nombre de publicitaires n'ont pas attendu le 30 mai 1968 pour s'apercevoir qu'il existe des problèmes politiques ou théoriques. Tous ceux-là sont arrivés à des conclusions, qui sont forcément très diverses. Ils travaillent – ou ne travaillent pas – avec des groupes.

Quant aux autres... s'ils se mettent à réfléchir à la question, qu'ils le fassent en tant qu'individus, pas en tant que publicitaires. On n'est quand même pas aliénés à ce point-là, non ?

Que peut faire, actuellement, un Comité d'action des publicitaires ?

Uniquement, sans chercher à couper les cheveux en quatre et à se définir comme un groupe cohérent, ramasser tous les moyens matériels d'impression possibles, et éditer des appels correspondant au plus grand commun dénominateur de tous les partis révolutionnaires en formation.

Proposition : du Mouvement du 22 mars en allant vers la gauche.

Ici, centre de conditionnement de l'intelligence... Où êtes-vous, camarades ?

À Paris, déchirant les carcans organisationnels du vieux monde, la force révolutionnaire s'est libérée dans la rue : provocations, bagarres, barricades, insurrection d'étudiants dans les paniers à salade.

À Bordeaux, vous ne vivez qu'au niveau du spectacle «étudiant-parisien».

La fausse conscience révolutionnaire se caractérise par son niveau d'aliénation au soleil du spectacle idéologique (quand la conscience pourrit, l'idéologie suinte) — elle mystifie le don de sa propre vie en se livrant au plus offrant.

La passivité exemplaire développée consciemment par les appareils bureaucratiques ne fait que développer la contemplation et l'autosatisfaction en retour des leaders. Elle n'arrive qu'à poser de pseudo-actes à travers de pseudo-événements, sous le couvert de pseudo-discussions.

Vos manifestations n'étaient que des promenades.

Votre occupation n'est qu'une préoccupation.

Tout acte créateur au niveau subjectif, même le plus faible, est perçu comme perturbateur du vaste ensemble spectaculaire qui s'édifie à Pessac-Université.

Réglez vos affaires vous-mêmes.

Ce n'est pas seulement cette université qui est à crever, c'est toute la société marchande.

À vous de jouer, camarades...

COMITÉ POUR LE MAINTIEN DES OCCUPATIONS
(Bordeaux)

Nous ne sommes rien, soyons tout

NOUS SOMMES PARTIS DE RIEN POUR PARVENIR À LA MISÈRE,
OUI

la gratuité du geste, l'organisation spontanée de la production aux mains des producteurs, la réalité de la nécessité immédiate, l'organisation passionnelle et la générosité complice, c'est la fraternisation consciente de ce que l'on construit : le pouvoir des conseils ouvriers.

La loyauté théorique doit trouver sa pratique : la conscience de sa réalité.

AINSI

Changer la vie, savoir mourir, pratiquer la fête fouriériste, vivre le quotidien, espérer du désespoir, c'est savoir 1905, CRONSTADT, LA CATALOGNE, BUDAPEST 1956 ...

AUSSI

Détruire le pouvoir sans le prendre. Détruire pour être l'autre et soi-même.

LA POÉSIE VÉCUE N'EST PAS AUTRE CHOSE.

La liberté, par le renversement des rapports, trouve son moment de construction. Ainsi ne plus dire : «Pardon, monsieur l'agent», mais : «Crève... salope !» implique :

L'INTERNATIONALISATION DU VÉCU

La conscience est la seule à ne pas tomber dans le piège du constructivisme. C'est, pour le moment, la seule poésie de la rue en marche. Le programme minimum est l'acte de destruction : c'est, par excellence, l'acte politique. À cela pas de contrôle, pas de règle. La révolution ne peut être que quotidienne, si l'on veut lutter contre la fascination du pouvoir.

Le désir de domination reste encore la loi du moment, la mentalité d'esclave affranchi, le vertige d'obéissance pour être obéi, la mystique des institutions et la religion de l'ordre. Extirper le fascisme et faire mourir Dieu passe par le chaos.

Notre vie est en cause, ne nous arrêtons pas par peur de la perdre. Les loups sont aux aguets. La vie est courte. On est tous des seigneurs ou on n'est rien. À cette condition le travail devient un grand éclat de rire, ou tout.

Je nous aime tous.

Vive le pouvoir des conseils ouvriers.

À bas l'autogestion yougoslave.

UNE CAMARADE YUGOSLAVE QUI EN SAIT LONG

«Enragés de tous les pays, unissez-vous !»

Le crachat sur l'offrande !

Camarades,

La *fureur de vivre* qui déferla sur le Quartier latin a jailli dans l'histoire comme une de ces prodigieuses bouffées *de joie* qui prennent à la gorge un monde où la garantie de ne plus mourir de faim s'échange contre la certitude de *crever d'ennui*. Le sang des flics enivre, et précieux sont les moments où la vie émerge si intensément des cloaques de *l'inauthentique*, pour moucher avec élégance plus d'un baveux humaniste. Enfin libérés de la gangue des contraintes et de l'esseulement, nos désirs par trop longtemps inassouvis s'y sont payé là une belle tranche de plaisir. *Ceci n'est qu'un début, qu'on se le dise !* La politicaille de gauche, cette fois encore, a su rétablir l'Ordre mieux que quiconque. Mais ce n'est que partie remise, dans la danse infernale qui charrie les prodromes. À l'aube rouge des fêtes insurrectionnelles, le vieux Monde crépusculaire d'Est et d'Ouest, partout vacille en ses brasiers. Tokyo ! Berlin ! Los Angelès ! Prague ! Turin ! Varsovie ! Stockholm ! D'ores et déjà, les ondes de choc que déploient ces ironies flambées de colère, commencent à interférer dans le décor pétrifié de la vie quotidienne, balayant toute entrave à leurs débordements dionysiaques.

Les splendides échauffourées qui incendièrent quelques nuits parisiennes ont foutu la chiasse à toute la tripotée des dirigeants C.G.T. - P.C.F. - P.S.U. - F.G.D.S. - C.F.T.C. - F.O. - S.N.E.S. et autres ganaches du même acabit. Vomissant d'abord les pires insanités à l'encontre du tour insurrectionnel pris très vite par la révolte étudiante, la canaille réformiste eut tôt fait de se l'*approprier*, non sans l'avoir *salement garrottée* par l'entremise de cette louvoyante putain d'U.N.E.F., à des fins politiques dont on sait bien la redondante trivialité.

Des hordes rageuses qui tinrent les barricades au troupeau bêlant du 13 mai, il n'y eut que le temps d'un pourrissement savamment orchestré par

la vermine qui entretient dans les masses - naïves, trop naïves - la croyance quasi-débile qu'une autre baudruche gouvernementale changerait quelque chose à l'affaire. *On se fout de nous ! On ne s'en foutra pas longtemps.*

À la puante séduction du «dialogue» on reconnaît l'ultime déguisement de la répression-récupération. Haleine fétide sous le sourire dégoulinant - une chiennerie policière qui s'est recyclée : la main tendue prolonge la matraque tandis que la culture spectaculaire congelée d'hier et d'aujourd'hui asphyxie ô combien plus sûrement que les gaz lacrymogènes. *Crachons sur l'offrande !* Crachons sur la fripouille dialoguante et ses sordides réformes dont certains pourraient bien avoir la veulerie de se satisfaire. C'est l'eau croupie des marécages de la servilité qui nous guette, une fois le calme revenu dans les esprits.

Aussi nous faut-il, alors que s'est élaboré les 13 - 14 - 15 - 16 mai une tentative de *démocratie directe* à la base dans les facultés occupées, soutenir et répandre au plus loin l'agitation anti-bureaucratique, afin qu'elle gagne la classe ouvrière toujours hiérarchiquement jugulée par la pègre des grands pontes syndicaux. Noyaux de résistance lucide, les minorités agissantes doivent engager, à partir de zones-clés, une permanente *guérilla de harcèlement* contre le pouvoir dont la stratégie d'ensemble recouvre en négatif la configuration essentielle du système à détruire - une manière grandiose de lui sucer la moelle, qui nous fortifie en l'affaiblissant. Livrée à l'impitoyable jeu subversif, la machine sociale regorge de ressources passionnantes à exploiter. Sabotages, falsifications, détournements, fraudes, boycotts... que la créativité en liesse se donne libre cours – tempête démocratique des jouissances illicites – et nombreux sont les goûts ou talents qui vont s'y révéler ! Tout finira bien un jour par redescendre dans la rue.

Grèves sauvages et saines furies, quand elles surviendront, auront à se *reconnaître* dans leur cristallisation les plus éthérées. Beau comme un pavé dans la gueule d'un flic, le meurtre, en dernier ressort, s'épanouit aux confins de la sublime *efficacité*. Quant aux pillages et autres jolies

initiatives de passer outre, ils doivent être tenus pour les plus hauts faits de notre lutte vers le dépassement effectif du monde de la marchandise et des rapports sociaux réifiés. Face aux vitrines - miroirs déformants où notre image humaine s'est perdue, roidie par l'argent - le regard n'a trop souvent rencontré que les choses et leur prix. *Finissons-en !*

Ce n'est que dans et par une telle praxis que les forces révolutionnaires renaissantes accèderont à une claire conscience de leur lutte. Pas de meilleur décapant pour les moisissures idéologiques !

Alors qu'aucune contestation radicale, depuis bien longtemps, ne chevauche plus la haridelle ankylosée des vieux appareils bureaucratiques de gauche, voilà qu'on rivalise de bouffons mensonges dans la fange des petits chefs de groupuscules trotskystes (J.C.R., F.E.R., V.O.), prochinois (U.J.C.M.L.F., C.V. base) et anarchistes-à-la-Cohn-Bendit. Réglons nos affaires nous-mêmes ! Sous la coupe des dirigeants vermoulus, l'unité ne sera jamais que celle de la soumission. Le projet révolutionnaire doit devenir effectivement ce qu'il était déjà substantiellement et sa cohérence globale transparaître à ses concrétisations successives comme l'immanence du tout aux parties. Qu'on y prenne garde ! Ce qui se perd en contestation partielle rejoint la fonction oppressive du Vieux Monde. Bourde sénile s'il en est, la seule critique de l'Université bourgeoise fait rire, hors de sa connexion à toute la société de classes qu'il nous faut supprimer – c'est-à-dire dépasser dialectiquement par et pour l'Autogestion généralisée – en son noyau même : la vile et vaine prostitution humaine du travail aliéné. Mort au salariat ! Mort à la survie ! Déjà n'entendez-vous pas au loin sonner l'hallali? Vieux Monde traqué, tu t'essouffles! On te crèvera, charogne !

VIVE LA ZENGAKUREN (Japon) ! – VIVE LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC DES VANDALISTES (Bordeaux) ! – VIVENT LES ENRAGÉS (Nanterre) ! – VIVE L'INTERNATIONALE SITUATIONNISTE ! – VIVE LA RÉVOLUTION DE LA VIE QUOTIDIENNE !

LES ENRAGÉS DE MONTGERON

Avertissement

Nous vous informons aimablement des dispositions qui seront prises le jour où les forces de police envahiront notre faculté.

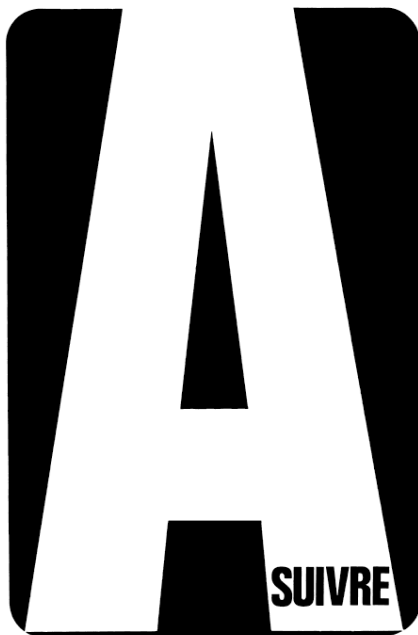
Destruction totale et définitive du plus grand nombre de machines, meubles, glaces, lampes, locaux...

Il est bien évident que des incendies seront inévitables.

L'Odéon, la Sorbonne, les Beaux-Arts, nous ont montré la voie à ne pas suivre !

Avec ou sans enragés, CENSIER sera STALINGRAD, NEWARK, VARSOVIE, KHE SAHN, mais ne sera pas un nouveau pas en arrière, le pantalon baissé.

COMITÉ «OUVRIERS-ÉTUDIANTS-NE-VOUS-LAISSEZ-PAS-
ENCULER !»



Les photos ou documents reproduits dans cet ouvrage nous ont été fournis par : Jo Schnapp, Éliane Barrault, Snark International (Baïkis; Dufresne; Gilles; Horace; Marker; Maury; Pérez), Archives du C.I.R.A.-Lausanne, l'A.F.P., Chan Kwokhoy, France-Soir-Scoop, Tobie Fourier, Magnum (Bruno Barbey), Archives I.S., Archives Enragés.

L'ensemble de l'iconographie a été réunie par Alice Becker-Ho

Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations

« Ce qui est ainsi venu au jour de la conscience, dans ce printemps de 1968, n'était rien d'autre que ce qui dormait dans cette nuit de la "société spectaculaire", dont les *Sons et Lumières* ne montraient qu'un éternel décor positif [...]. Mais le plus évident, pour ceux qui connaissent l'histoire de notre siècle, est encore ceci : tout ce que les staliniens ont fait, sans répit, à tous les stades pour combattre le mouvement, prouve que la révolution était là [...]. Le fait que tant de livres aient été publiés signifie principalement que l'importance historique du mouvement a été profondément ressentie, malgré les incompréhensions et les dénégations intéressées. Ce qui est critiquable, beaucoup plus simplement, c'est que, sur trois cents livres, il n'y en est guère que dix qui méritent d'être lus. »

Internationale situationniste. *Le Commencement d'une époque.*



“Le commencement d’une époque”

Internationale situationniste. Numéro 12 – Septembre 1969.

« Nous vivrons assez pour voir une révolution politique ? *Nous*, les contemporains de ces Allemands ? Mon ami, vous croyez ce que vous désirez », écrivait Arnold Ruge à Marx, en mars 1843 ; et cinq ans plus tard cette révolution était là. Comme exemple amusant d’une inconscience historique qui, entretenue toujours plus richement par des causes similaires, produit intemporellement les mêmes effets, la malheureuse phrase de Ruge fut citée en épigraphe dans *La Société du Spectacle*, qui parut en décembre 1967 ; et six mois après survint le mouvement des occupations, le plus grand moment révolutionnaire qu’ait connu la France depuis la Commune de Paris.

La plus grande grève générale qui ait jamais arrêté l’économie d’un pays industriel avancé, et la première *grève générale sauvage* de l’histoire ; les occupations révolutionnaires et les ébauches de démocratie directe ; l’effacement de plus en plus complet du pouvoir étatique pendant près de deux semaines ; la vérification de toute la théorie révolutionnaire de notre temps, et même ça et là le début de sa réalisation partielle ; la plus importante expérience du mouvement prolétarien moderne qui est en voie de se constituer dans tous les pays sous sa forme *achevée*, et le modèle qu’il a désormais à dépasser – voilà ce que fut essentiellement le mouvement français de mai 1968, voilà *déjà* sa victoire.

Nous dirons plus loin les faiblesses et les manques du mouvement, les conséquences naturelles de l’ignorance et de l’improvisation, comme du poids mort du passé, là même où ce mouvement a pu le mieux s’affirmer ; conséquences surtout des *séparations* que réussirent de justesse à défendre toutes les forces associées du maintien de l’ordre capitaliste, les encadrements bureaucratiques politico-syndicaux s’y étant employés, au moment où c’était pour le système une question de vie ou de mort, plus et mieux que la police. Mais énumérons d’abord les

caractères manifestes du mouvement des occupations là où était son *centre*, là où il fut le plus libre de traduire, en paroles et en actes, son contenu. Il y proclama ses buts *bien plus explicitement* que tout autre mouvement révolutionnaire spontané de l'histoire ; et des buts beaucoup plus radicaux et actuels que ne surent jamais en énoncer, dans leurs programmes, les organisations révolutionnaires du passé, même aux meilleurs jours qu'elles connurent.

Le mouvement des occupations, c'était le retour soudain du prolétariat comme classe historique, *élargi* à une majorité des salariés de la société moderne, et tendant toujours à l'abolition effective des classes et du salariat. Ce mouvement était la redécouverte de l'histoire, à la fois collective et individuelle, le sens de l'intervention possible sur l'histoire et le sens de l'événement irréversible, avec le sentiment du fait que « rien ne serait plus comme avant » ; et les gens regardaient avec amusement l'existence *étrange* qu'ils avaient menée huit jours plus tôt, leur survie dépassée. Il était la *critique généralisée* de toutes les aliénations, de toutes les idéologies et de l'ensemble de l'organisation ancienne de la vie réelle, la passion de la généralisation, de l'unification. Dans un tel processus, la propriété était niée, chacun se voyant partout chez soi. Le *désir reconnu* du dialogue, de la parole intégralement libre, le goût de la communauté véritable, avaient trouvé leur terrain dans les bâtiments ouverts aux rencontres et dans la lutte commune : les téléphones, qui figuraient parmi les très rares moyens techniques encore en fonctionnement, et l'errance de tant d'émissaires et de voyageurs, à Paris et dans tout le pays, entre les locaux occupés, les usines et les assemblées, portaient cet usage réel de la communication. Le mouvement des occupations était évidemment le refus du travail aliéné ; et donc la fête, le jeu, la présence réelle des hommes et du temps. Il était aussi bien le refus de toute autorité, de toute spécialisation, de toute dépossession hiérarchique ; le refus de l'État et, donc, des partis et des syndicats aussi bien que des sociologues et des professeurs, de la morale répressive et de la médecine. Tous ceux que le mouvement, dans un enchaînement foudroyant – « Vite », disait seulement celui des

slogans écrits sur les murs qui fut peut-être le plus beau – avait réveillés, méprisaient radicalement leurs anciennes conditions d'existence, et donc ceux qui avaient travaillé à les y maintenir, des vedettes de la télévision aux urbanistes. Aussi bien que les illusions staliniennes de beaucoup se déchiraient, sous leurs formes diversement édulcorées, depuis Castro jusqu'à Sartre, tous les mensonges rivaux et solidaires d'une époque tombaient en ruines. La solidarité internationale reparut spontanément, les travailleurs étrangers se jetant en nombre dans la lutte, et quantité de révolutionnaires d'Europe accourant en France. L'importance de la participation des femmes à toutes les formes de lutte est un signe essentiel de sa profondeur révolutionnaire. La libération des mœurs fit un grand pas. Le mouvement était également la critique, encore partiellement illusoire, de la marchandise (sous son inepte travestissement sociologique de « société de consommation »), et déjà un *refus* de l'art qui ne se connaissait pas encore comme sa *négation* historique (sous la pauvre formule abstraite « d'imagination au pouvoir », qui ne savait pas les moyens de mettre en pratique ce pouvoir, de tout réinventer ; et qui, manquant de pouvoir, manqua d'imagination). La haine partout affirmée des *récupérateurs* n'atteignait pas encore au savoir théorico-pratique des manières de les éliminer : néo-artistes et néo-directeurs politiques, néo-spectateurs du mouvement même qui les démentait. Si la critique en actes du spectacle de la non-vie n'était pas encore leur dépassement révolutionnaire, c'est que la tendance « spontanément conseilliste » du soulèvement de mai a été en avance sur presque tous les moyens concrets, parmi lesquels sa conscience théorique et organisationnelle, qui lui permettront de se traduire en pouvoir, en étant le seul pouvoir.

Crachons en passant sur les commentaires aplatissant et les faux-témoignages des sociologues, des retraités du marxisme, de tous les doctrinaires du vieil ultra-gauchisme en conserve ou de l'ultramodernisme rampant de la société spectaculaire ; personne, parmi ceux qui ont *vécu* ce mouvement, ne pourra dire qu'il ne contenait pas tout cela.

Nous écrivions, en mars 1966, dans le n° 10 d'*Internationale Situationniste* (p. 77) : « Ce qu'il y a d'apparemment osé dans plusieurs de nos assertions, nous l'avancions avec l'assurance d'en voir suivre une démonstration historique d'une irrécusable lourdeur. » On ne pouvait mieux dire.



LA SORBONNE OCCUPÉE

« Des assemblées populaires absolument libres dans les murs des universités, alors que, dans la rue, c'est le règne illimité de Trépov, voilà un des paradoxes les plus étonnants du développement politique et révolutionnaire pendant l'automne de 1905. (...) « Le peuple » emplissait les corridors, les amphithéâtres et les salles. Les ouvriers venaient directement de la fabrique à l'université. Les autorités avaient perdu la tête. (...) Non, cette foule inspirée n'absorbait pas en elle toute doctrine. Nous aurions voulu voir prendre la parole devant elle ces gaillards de la réaction qui prétendent qu'entre les partis extrémistes et la masse, il n'y a point de solidarité. Ils n'osèrent point. Ils restèrent confinés dans leurs tanières, attendant un répit pour calomnier le passé. »

Trotsky, 1905

Naturellement, nous n'avions rien prophétisé. Nous avons dit ce qui *était là* : les conditions matérielles d'une nouvelle société avaient été produites depuis longtemps, la vieille société de classes s'était maintenue *partout* en modernisant considérablement son oppression, et en développant avec toujours plus d'*abondance* ses contradictions, le

mouvement prolétarien vaincu revenait pour un second assaut plus conscient et plus total. Tout ceci, certes, que l'histoire et le présent montraient à l'évidence, beaucoup le pensaient et certains même le disaient, mais abstraitement, donc dans le vide : sans écho, sans possibilité d'intervention. Le mérite des situationnistes fut simplement de reconnaître et de désigner les nouveaux points d'application de la révolte dans la société moderne (qui n'excluent aucunement mais, au contraire, ramènent tous les anciens) : urbanisme, spectacle, idéologie, etc. Parce que cette tâche fut accomplie radicalement, elle fut en mesure de susciter parfois, en tout cas de renforcer grandement, certains cas de révolte pratique. Celle-ci ne resta pas sans écho : la critique *sans concessions* avait eu bien peu de porteurs dans les gauchismes de l'époque précédente. Si beaucoup de gens ont *fait* ce que nous avons *écrit*, c'est parce que nous avons écrit essentiellement le négatif qui avait été vécu, par tant d'autres avant nous, et aussi par nous-mêmes. Ce qui est ainsi venu au jour de la conscience dans ce printemps de 1968, n'était rien d'autre que ce qui dormait dans cette nuit de la « société spectaculaire », dont les *Sons et Lumières* ne montraient qu'un éternel décor positif. Et nous, nous avons « cohabité avec le négatif », selon le programme que nous formulions en 1962 (cf. *I.S.* 7, p. 10). Nous ne précisons pas nos « mérites » pour être applaudis ; mais pour éclairer autant que possible d'autres, qui vont agir de même.

Tous ceux qui se bouchaient les yeux sur cette « critique dans la mêlée » ne contemplaient, dans la force inébranlable de la domination moderne, que leur propre renoncement. Leur « réalisme » anti-utopique n'était pas davantage le réel qu'un commissariat de police ou la Sorbonne ne sont des bâtiments plus réels que ce qu'en font des incendiaires ou des « Katangais ». Quand les fantômes souterrains de la révolution totale se levèrent et étendirent leur puissance sur tout le pays, ce furent toutes les puissances du vieux monde qui parurent des illusions fantomatiques qui se dissipaient au grand jour. Tout simplement, après trente années de misère qui, dans l'histoire des

révolutions, n'ont pas plus compté qu'un mois, est venu ce mois de mai qui résume en lui trente années.

Faire de nos désirs la réalité est un travail historique précis, exactement contraire à celui de la prostitution intellectuelle qui greffe, sur n'importe quelle réalité existante, ses illusions de permanence. Ce Lefebvre, par exemple, déjà cité dans le précédent numéro de cette revue (octobre 1967), parce qu'il s'aventurait dans son livre *Positions contre les technocrates* (éditions Gonthier), à une conclusion catégorique dont la prétention scientifique a révélé, elle aussi, sa valeur en guère plus de six mois : « Les situationnistes... ne proposent pas une utopie concrète, mais une utopie abstraite. Se figurent-ils vraiment qu'un beau matin ou un soir décisif, les gens vont se regarder en se disant : " Assez ! Assez de labeur et d'ennui ! Finissons-en ! " et qu'ils entreront dans la Fête immortelle, dans la création des situations ? Si c'est arrivé une fois, le 18 mars 1871 à l'aube, cette conjoncture ne se reproduira plus. » Ainsi Lefebvre se voyait attribuer quelque influence intellectuelle là où il copiait subrepticement certaines thèses radicales de l'I.S. (voir dans ce numéro la réédition de notre tract de 1963 : *Aux poubelles de l'histoire*), mais il réservait au passé la vérité de cette critique qui, pourtant, venait du *présent* plus que de la réflexion historicienne de Lefebvre. Il mettait en garde contre l'illusion qu'une lutte présente pût retrouver ces résultats. N'allez pas croire que Henri Lefebvre soit le seul ci-devant penseur que l'événement a définitivement ridiculisé : ceux qui se gardaient d'expressions aussi comiques que les siennes n'en pensaient pas moins. Sous le coup de leur émotion en mai, tous les *chercheurs du néant historique* ont admis que personne n'avait en rien prévu ce qui était arrivé. Il faut cependant faire une place à part pour toutes les sectes de « bolcheviks ressuscités », dont il est juste de dire que, pendant les trente dernières années, elles n'avaient pas cessé un instant de signaler l'imminence de la révolution *de 1917*. Mais ceux-là aussi se sont bien trompés : ce n'était vraiment pas 1917, et ils n'étaient même pas tout à fait Lénine.

Quant aux débris du vieil ultra-gauchisme non-trotskiste, il leur fallait au moins une crise économique majeure. Ils subordonnaient tout moment révolutionnaire à son retour, et ne voyaient rien venir. Maintenant qu'ils ont reconnu une crise révolutionnaire en mai, il leur faut prouver qu'il y avait donc là, au printemps de 1968, cette crise économique *invisible*. Ils s'y emploient sans crainte du ridicule, en produisant des schémas sur la montée du chômage et des prix. Ainsi, pour eux, la crise économique n'est plus cette réalité objective, terriblement voyante, qui fut tant vécue et décrite jusqu'en 1929, mais une sorte de présence eucharistique qui soutient leur religion.

De même qu'il faudrait rééditer toute la collection d'*I.S.* pour montrer combien tous ces gens ont pu se tromper *avant*, de même il faudrait écrire un fort volume pour faire le tour des stupidités et des demi-aveux qu'ils ont produits depuis mai. Bornons-nous à citer le pittoresque journaliste Gaussen, qui croyait pouvoir rassurer les lecteurs du *Monde*, le 9 décembre 1966, en écrivant des quelques fous situationnistes, auteurs du scandale de Strasbourg, qu'ils avaient « une confiance messianique dans la capacité révolutionnaire des masses et dans leur aptitude à la liberté ». Aujourd'hui, certes, l'aptitude à la liberté de Frédéric Gaussen n'a pas progressé d'un millimètre, mais le voilà, dans le même journal en date du 29 janvier 1969, s'affolant de trouver partout « le sentiment que le souffle révolutionnaire est universel ». « Lycéens de Rome, étudiants de Berlin, "enragés" de Madrid, "orphelins" de Lénine à Prague, contestataires à Belgrade, tous s'attaquent à un même monde, le Vieux Monde... » Et Gaussen, utilisant presque les mêmes mots, attribue maintenant à toutes ces foules révolutionnaires la même « croyance quasi-mystique en la spontanéité créatrice des masses ».

Nous ne voulons pas nous étendre triomphalement sur la déconfiture de tous nos adversaires intellectuels, non que ce « triomphe », qui est en fait simplement celui du mouvement révolutionnaire moderne, n'ait pas une importante signification ; mais à cause de la monotonie du sujet, et de l'éclatante évidence du jugement qu'a prononcé, sur toute la période qui a fini en mai, la réapparition de la lutte des classes directe,

reconnaissant des buts révolutionnaires *actuels*, la réapparition de l'histoire (avant, c'était la subversion de la société existante qui paraissait invraisemblable ; maintenant, c'est son maintien). Au lieu de souligner ce qui est déjà vérifié, il est plus important désormais de poser les nouveaux problèmes ; de *critiquer le mouvement de mai* et d'inaugurer la pratique de la nouvelle époque.

Dans tous les autres pays, la récente recherche, d'ailleurs restée jusqu'ici confuse, d'une critique radicale du capitalisme moderne (privé ou bureaucratique) n'était pas encore sortie de la base étroite qu'elle avait acquise dans un secteur du milieu étudiant. Tout au contraire, et quoi qu'affectent d'en croire le gouvernement et les journaux aussi bien que les idéologues de la sociologie moderniste, *le mouvement de mai ne fut pas un mouvement d'étudiants*. Ce fut un mouvement révolutionnaire prolétarien, resurgissant d'un demi-siècle d'écrasement et, normalement, *dépossédé* de tout : son paradoxe malheureux fut de ne pouvoir prendre la parole et prendre figure concrètement que sur le *terrain* éminemment défavorable d'une révolte d'étudiants : les rues tenues par les émeutiers autour du Quartier Latin et les bâtiments occupés dans cette zone, qui avaient généralement dépendu de l'Éducation Nationale. Au lieu de s'attarder sur la parodie historique, effectivement risible, des étudiants léninistes, ou staliniens chinois, qui se déguisaient en prolétaires, et du coup en avant-garde dirigeante du prolétariat, il faut voir que c'est au contraire la fraction la plus avancée des travailleurs, inorganisés, et séparés par toutes les formes de répression, qui s'est vue *déguisée en étudiants*, dans l'imagerie rassurante des syndicats et de l'information spectaculaire. Le mouvement de mai ne fut pas une quelconque théorie politique qui cherchait ses exécutants ouvriers : ce fut le prolétariat agissant qui cherchait sa conscience théorique.

Que le *sabotage* de l'Université, par quelques groupes de jeunes révolutionnaires qui étaient en fait notoirement des *anti-étudiants*, à Nantes et à Nanterre (en ce qui concerne les « Enragés », et non certes la majorité du « 22 mars » qui prit tardivement la relève de leur activité), ait donné *l'occasion* de développer des formes de lutte directe que le

mécontentement des ouvriers, principalement les jeunes, avait déjà choisies dans les premiers mois de 1968, par exemple à Caen et à Redon, voilà une circonstance qui n'est aucunement fondamentale, et qui ne pouvait en rien nuire au mouvement.

Ce qui fut nuisible, c'est que la grève lancée en tant que *grève sauvage*, contre toutes les volontés et les manœuvres des syndicats, ait pu être ensuite contrôlée par les syndicats. Ils acceptèrent la grève qu'ils n'avaient pu empêcher, ce qui a toujours été la conduite d'un syndicat devant une grève sauvage ; mais cette fois ils durent l'accepter à l'échelle nationale. Et en acceptant cette grève générale « non-officielle », ils restèrent acceptés par elle. Ils restèrent en possession des portes des usines, et *isolèrent du mouvement réel* à la fois l'immense majorité des ouvriers en bloc, et chaque entreprise relativement à toutes les autres. De sorte que l'action la plus unitaire et la plus *radicale* dans sa critique qu'on ait jamais vue fut en même temps une somme d'isolements, et un festival de platitudes dans les revendications officiellement soutenues. De même qu'ils avaient dû laisser la grève générale s'affirmer *par fragments*, qui aboutirent à une quasi-unanimité, les syndicats s'employèrent à liquider la grève par fragments, en faisant accepter dans chaque branche, par le terrorisme du truquage et des liaisons monopolisées, les miettes qui avaient été encore rejetées *par tous* le 27 mai. La grève révolutionnaire fut ainsi ramenée à un équilibre de *guerre froide* entre les bureaucraties syndicales et les travailleurs. Les syndicats *reconnurent* la grève à condition que la grève reconnût tacitement, par sa passivité dans la pratique, *qu'elle ne servirait à rien*. Les syndicats n'ont pas « manqué une occasion » d'être révolutionnaires parce que, des staliniens aux réformistes embourgeoisés, ils ne le sont absolument pas. Et ils n'ont pas manqué une occasion d'être *réformistes avec de grands résultats*, parce que la situation était trop dangereusement révolutionnaire pour qu'ils prennent le risque de jouer avec ; pour qu'ils s'attachent même à en tirer parti. Ils voulaient, très manifestement, que cela finisse d'urgence, à n'importe quel prix. Ici, l'hypocrisie stalinienne, rejointe d'admirable façon par les sociologues

semi-gauchistes (cf. Coudray, dans *La Brèche*, Éditions du Seuil, 1968) feint, seulement à l'usage de moments si exceptionnels, un extraordinaire respect de la compétence des ouvriers, de leur « décision » expérimentée que l'on suppose, avec le plus fantastique cynisme, clairement débattue, adoptée en connaissance de cause, reconnaissable d'une façon absolument univoque : les ouvriers, pour une fois, sauraient bien ce qu'ils veulent, parce « qu'ils ne voulaient pas la révolution » ! Mais les obstacles et les baillons que les bureaucrates ont accumulés, en suant l'angoisse et le mensonge, devant cette *non-volonté* supposée des ouvriers, constituent la meilleure preuve de leur volonté réelle, désarmée et redoutable. C'est seulement en oubliant la totalité historique du mouvement de la société moderne que l'on peut se gargariser de ce positivisme circulaire, qui croit retrouver partout comme rationnel l'ordre existant, parce qu'il élève sa « science » jusqu'à considérer cet ordre successivement du côté de la demande et du côté de la réponse. Ainsi, le même Coudray note que « si l'on a ces syndicats, on ne peut avoir que 5 % et si c'est 5 % que l'on veut, ces syndicats y suffisent ». En laissant de côté la question de leurs intentions en relation avec leur vie réelle et ses intérêts, ce qui pour le moins manque à tous ces messieurs, c'est la dialectique.

Les ouvriers, qui avaient naturellement – comme toujours et comme partout – d'excellents motifs de mécontentement, ont commencé la grève sauvage parce qu'ils ont senti *la situation révolutionnaire* créée par les nouvelles formes de sabotage dans l'Université, et les erreurs successives du gouvernement dans ses réactions. Ils étaient évidemment aussi indifférents que nous aux formes ou réformes de l'institution universitaire ; mais certainement pas à la critique de la culture, du paysage et de la vie quotidienne du capitalisme avancé, critique qui s'étendit si vite à partir de la première déchirure de ce voile universitaire.

Les ouvriers, en faisant la grève sauvage, ont *démenti les menteurs* qui parlaient en leur nom. Dans la masse des entreprises, ils n'ont pas su aller jusqu'à prendre véridiquement la parole pour leur compte, et *dire ce*

qu'ils voulaient. Mais pour dire ce qu'ils veulent, il faut déjà que les travailleurs créent, par leur action autonome, les conditions concrètes, *partout inexistantes*, qui leur permettent de parler et d'agir. Le manque, presque partout, de ce dialogue, de cette liaison, aussi bien que de la connaissance théorique des buts autonomes de la lutte de classe prolétarienne (ces deux catégories de facteurs ne pouvant se développer qu'ensemble), a empêché les travailleurs *d'exproprier les expropriateurs de leur vie réelle*. Ainsi, le noyau avancé des travailleurs, autour duquel prendra forme la prochaine organisation révolutionnaire prolétarienne, vint au Quartier Latin en *parent pauvre* du « réformisme étudiant », lui-même produit largement artificiel de la pseudo-information ; ou de l'illusionnisme groupusculaire. C'étaient de jeunes ouvriers ; des employés ; des travailleurs de bureaux occupés ; des blousons noirs et chômeurs ; des lycéens révoltés, qui étaient souvent ces fils d'ouvriers que le capitalisme moderne recrute pour cette instruction au rabais destinée à préparer le fonctionnement de l'industrie développée (« *Staliniens, vos fils sont avec nous !* ») ; des « intellectuels perdus » et des « Katangais ».



LA FIN DE LA TRANQUILLITÉ

« — Pourquoi étiez-vous mêlés aux étudiants ? demande le président. Il y avait aussi des mouvements ouvriers qui occupaient la faculté. Nous y étions à ce titre ». Tel

n'est pas l'avis du président qui pense qu'il s'agit plutôt d'agissements de malfaiteurs de droit commun qui ont profité des événements pour commettre des vols. »

Le Monde (14-9-68).

« Le Général de Gaulle a pris le parti de transformer les structures, pour le moins fatiguées, de notre pays... C'est la voie des réformes. C'est la tâche d'une génération, c'est la seule qui puisse éviter les révolutions dont mai 1968 était les prémices. »

Alain Griotteray (déclaration citée dans Le Monde du 12-4-69).

Qu'une proportion non négligeable des étudiants français, et surtout parisiens, ait participé au mouvement, voilà un fait évident, mais qui ne peut servir à le caractériser fondamentalement, ni même être accepté comme un de ses points principaux. Sur 150 000 *étudiants* parisiens, 10 à 20 000 tout au plus furent présents dans les heures les moins dures des manifestations, et quelques milliers seulement dans les violents affrontements de rue. L'unique moment de la crise qui a dépendu des seuls étudiants – ce fut du reste un des moments décisifs de son extension – a été l'émeute spontanée du Quartier Latin, le 3 mai, après l'arrestation des responsables gauchistes dans la Sorbonne. Au lendemain de l'occupation de la Sorbonne, près de la moitié des participants de ses assemblées générales, alors qu'elles avaient visiblement pris une fonction insurrectionnelle, étaient encore des étudiants inquiets des modalités de leurs examens, et souhaitant quelque réforme de l'Université qui leur fût favorable. Sans doute un nombre un peu supérieur des participants *étudiants* admettait que la question du pouvoir était posée ; mais ceux-ci l'admettaient le plus souvent en tant que naïve clientèle des petits partis gauchistes ; en spectateurs des vieux schémas léninistes, ou même de l'exotisme extrême-oriental du stalinisme maoïste. Ces groupuscules, en effet, avaient leur base quasi-exclusive dans le milieu étudiant ; et la *misère* qui s'était conservée là était clairement lisible dans la quasi-totalité des tracts émanant de ce milieu : néant des Kravetz, bêtise des Péninou.

Les meilleures interventions des ouvriers accourus, dans les premières journées de la Sorbonne, furent souvent accueillies par la pédante et hautaine sottise de ces étudiants qui se rêvaient docteurs ès-révolutions, quoique les mêmes fussent prêts à saliver et applaudir au stimulus du plus maladroit manipulateur avançant quelque ineptie tout en citant « la classe ouvrière ». Cependant le fait même que les groupements recrutent une certaine quantité d'étudiants est déjà un signe du malaise dans la société actuelle : les groupuscules sont l'expression théâtrale d'une révolte réelle et vague, qui cherche ses raisons au rabais. Enfin, le fait qu'une petite fraction des étudiants a vraiment adhéré à toutes les exigences radicales de mai témoigne encore de la profondeur de ce mouvement ; et reste à leur honneur.

Bien que plusieurs milliers d'étudiants aient pu, en tant qu'individus, à travers leur expérience de 1968, se détacher plus ou moins complètement de la place qui leur est assignée dans la société, la masse des étudiants n'en a pas été transformée. Ceci, non en vertu de la platitude pseudo-marxiste qui considère comme déterminante l'*origine* sociale des étudiants, très majoritairement bourgeoise ou petite-bourgeoise, mais bien plutôt à cause du destin social qui définit l'étudiant : le *devenir* de l'étudiant est la vérité de son être. Et il est massivement fabriqué et conditionné pour le haut, le moyen ou le petit encadrement de la production industrielle moderne. L'étudiant est du reste malhonnête quand il se scandalise de « découvrir » cette logique de sa formation – qui a toujours été franchement déclarée. Que les incertitudes économiques de son emploi optimum, et surtout la mise en question du caractère véritablement désirable des « privilèges » que la société présente peut lui offrir, aient eu un rôle dans son désarroi et sa révolte, c'est certain. Mais c'est justement en ceci que l'étudiant fournit le bétail avide de trouver sa marque de qualité dans l'idéologie de l'un ou l'autre des groupuscules bureaucratiques. L'étudiant qui se rêve bolchevik ou stalinien-conquérant (c'est-à-dire : le maoïste) joue sur les deux tableaux : il escompte bien gérer quelque fragment de la société en tant que cadre du capitalisme, par le simple résultat de ses études, si le

changement du pouvoir ne vient pas répondre à ses vœux. Et dans le cas où son rêve se réaliserait, il se voit la gérant plus glorieusement, avec un plus beau grade, en tant que cadre politique « scientifiquement » garanti. Les rêves de domination des groupuscules se traduisent souvent avec maladresse dans l'expression de mépris que leurs fanatiques croient pouvoir se permettre, vis-à-vis de quelques aspects des revendications ouvrières, qu'ils ont souvent qualifiées de simplement « alimentaires ». On voit déjà poindre là, dans l'impuissance qui ferait mieux de se taire, le dédain que ces gauchistes seraient heureux de pouvoir opposer au mécontentement futur de ces mêmes travailleurs le jour où eux, spécialistes auto-patentés des intérêts généraux du prolétariat, pourraient tenir « dans leurs mains fragiles » ainsi opportunément renforcées, le pouvoir étatique et la police, comme à Cronstadt, comme à Pékin. Une fois mise à part cette perspective de ceux qui sont les porteurs de germes de bureaucraties souveraines, on ne peut rien reconnaître de sérieux aux oppositions sociologico-journalistiques entre les étudiants rebelles, qui seraient censés refuser « la société de consommation », et les ouvriers, qui seraient encore avides d'y accéder. La consommation en question n'est que celle des marchandises. C'est une consommation hiérarchique, et qui croît pour tous, mais en se hiérarchisant davantage. La baisse et la falsification de la valeur d'usage sont présentes pour tous, quoique inégalement, dans la marchandise moderne. Tout le monde vit cette consommation des marchandises spectaculaires et réelles dans une pauvreté fondamentale, « parce qu'elle n'est pas elle-même au-delà de la privation, mais qu'elle est la privation devenue plus riche » (*La Société du Spectacle*). Les ouvriers aussi passent leur vie à consommer le spectacle, la passivité, le mensonge idéologique et marchand. Mais en outre ils ont moins d'illusions que personne sur les conditions concrètes que leur impose, sur ce que leur coûte, dans tous les moments de leur vie, la *production* de tout ceci.

Pour cet ensemble de raisons, les étudiants, comme couche sociale elle aussi en crise, n'ont rien été d'autre, en mai 1968, que *l'arrière-garde* de tout le mouvement.

La déficience presque générale de la fraction des étudiants qui affirmait des intentions révolutionnaires a été certainement, par rapport au temps libre que ceux-ci *auraient pu* consacrer à l'élucidation des problèmes de la révolution, lamentable, mais très secondaire. La déficience de la grande masse des travailleurs, tenue en laisse et bâillonnée, a été, au contraire, bien excusable, mais décisive. La définition et l'analyse des situationnistes quant aux *moments principaux* de la crise ont été exposées dans le livre de René Viénet, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* (Gallimard, 1968). Il nous suffira ici de résumer les points retenus par ce livre, rédigé à Bruxelles dans les trois dernières semaines de juillet, avec les documents déjà disponibles, mais dont aucune conclusion ne nous semble devoir être modifiée. De janvier à mars, le groupe des Enragés de Nanterre (relayé tardivement en avril par le « mouvement du 22 mars ») entreprit avec succès le sabotage des cours et des locaux. La répression, trop tardive et fort maladroite, par le Conseil de l'Université, assortie de deux fermetures successives de la Faculté de Nanterre, entraîna l'émeute spontanée des étudiants, le 3 mai au Quartier Latin. L'Université fut paralysée par la police et par la grève. Une semaine de lutte dans la rue donna l'occasion aux jeunes ouvriers de passer à l'émeute ; aux stalinien de se discréditer chaque jour par d'incroyables calomnies ; aux dirigeants gauchistes du S.N.E. Sup. et des groupuscules, d'étaler leur manque d'imagination et de rigueur ; au gouvernement, d'user toujours à contretemps de la force et des concessions malheureuses. Dans la nuit du 10 au 11 mai, le soulèvement qui s'empara du quartier environnant la rue Gay-Lussac et put le tenir plus de huit heures, en résistant sur soixante barricades, réveilla tout le pays, et amena le gouvernement à une capitulation majeure : il retira du Quartier Latin les forces du maintien de l'ordre, et rouvrit la Sorbonne qu'il ne pouvait plus faire fonctionner. La période du 13 au 17 mai fut celle de l'ascension irrésistible du mouvement, devenu

une crise révolutionnaire générale, le 16 étant sans doute la journée décisive dans laquelle les usines commencèrent à se déclarer pour la grève sauvage. Le 13, la simple journée de grève générale décrétée par les grandes organisations bureaucratiques pour achever vite et bien le mouvement, en en tirant si possible quelque avantage, ne fut en réalité qu'un début : les ouvriers et les étudiants de Nantes attaquèrent la préfecture, et ceux qui rentrèrent dans la Sorbonne comme occupants l'ouvrirent aux travailleurs. La Sorbonne devint à l'instant un « club populaire » en regard duquel le langage et les revendications des clubs de 1848 paraissent timides. Le 14, les ouvriers nantais de Sud-Aviation occupèrent leur usine, tout en séquestrant les managers. Leur exemple fut suivi le 15 par deux ou trois entreprises, et par davantage à partir du 16, jour où la base imposa la grève chez Renault à Billancourt. La quasi-totalité des entreprises allaient suivre ; et la quasi-totalité des institutions, des idées et des habitudes allaient être contestées dans les jours suivants. Le gouvernement et les staliniens s'employèrent fébrilement à arrêter la crise par la dissolution de sa force principale : ils s'accordèrent sur des concessions de salaire susceptibles de faire reprendre tout de suite le travail. Le 27, la base rejeta partout « les accords de Grenelle ». Le régime, qu'un mois de dévouement stalinien n'avait pu sauver, se vit perdu. Les staliniens eux-mêmes envisagèrent, le 29, l'effondrement du gaullisme, et s'apprêtèrent à contrecœur à ramasser, avec le reste de la gauche, son dangereux héritage : la révolution sociale à désarmer ou à écraser. Si, devant la panique de la bourgeoisie et l'usure rapide du frein stalinien, de Gaulle s'était retiré, le nouveau pouvoir n'eût été que l'alliance précédente affaiblie, mais *officialisée* : les staliniens auraient défendu un gouvernement, par exemple Mendès-Waldeck, avec des milices bourgeoises, des activistes du parti et des fragments de l'armée. Ils auraient essayé de faire non du Kerensky, mais du Noske. De Gaulle, plus ferme que les cadres de son administration, soulagea les staliniens en annonçant, le 30, qu'il essaierait de se maintenir par tous les moyens : c'est-à-dire en engageant l'armée pour ouvrir la guerre civile, pour tenir ou reconquérir Paris. « *Les staliniens, enchantés, se gardèrent*

bien d'appeler à maintenir la grève jusqu'à la chute du régime. Ils s'empressèrent de se rallier aux élections gaullistes, quel qu'en dût être pour eux le prix. Dans de telles conditions, l'alternative était immédiatement entre l'affirmation autonome du prolétariat ou la défaite complète du mouvement ; entre la révolution des Conseils et les accords de Grenelle. Le mouvement révolutionnaire ne pouvait en finir avec le P.C.F. sans avoir d'abord chassé de Gaulle. La forme du pouvoir des travailleurs qui aurait pu se développer dans la phase après-gaulliste de la crise, se trouvant bloquée à la fois par le vieil État réaffirmé et le P.C.F., n'eut plus aucune chance de prendre de vitesse sa défaite en marche. » (Viénet, op. cit.). Le reflux commença, quoique les travailleurs aient poursuivi obstinément, pendant une ou plusieurs semaines, la grève que tous leurs syndicats les pressaient d'arrêter. Naturellement, la bourgeoisie n'avait pas disparu en France ; elle était seulement muette de terreur. Au 30 mai, elle resurgit, avec la petite bourgeoisie conformiste, pour appuyer l'État. Mais cet État, déjà si bien défendu par la gauche bureaucratique, aussi longtemps que les travailleurs n'avaient pas éliminé la base du pouvoir de ces bureaucrates en imposant la forme de leur propre pouvoir autonome, ne pouvait tomber que s'il le voulait bien. Les travailleurs lui laissèrent cette liberté, et en subirent les conséquences normales. Ils n'avaient pas, en majorité, reconnu le sens total de leur propre mouvement ; et personne ne pouvait le faire à leur place.

Si, dans une seule grande usine, entre le 16 et le 30 mai, une assemblée générale s'était constituée en *Conseil* détenant tous les pouvoirs de décision et d'exécution, chassant les bureaucrates, organisant son auto-défense et appelant les grévistes de toutes les entreprises à se mettre en liaison avec elle, ce dernier pas qualitatif franchi eût pu porter le mouvement tout de suite à la *lutte finale* dont il a tracé historiquement toutes les directives. Un très grand nombre d'entreprises aurait suivi la voie ainsi découverte. Immédiatement, cette usine eût pu se substituer à l'incertaine et, à tous égards, excentrique Sorbonne des premiers jours, pour devenir le centre réel du mouvement des occupations : de

véritables *délégués* des nombreux conseils existant déjà virtuellement dans certains bâtiments occupés, et de tous ceux qui auraient pu s'imposer dans toutes les branches de l'industrie, se seraient ralliés autour de cette base. Une telle assemblée eût pu alors proclamer l'expropriation de tout le capital, *y compris étatique* ; annoncer que tous les moyens de production du pays étaient désormais la propriété collective du prolétariat organisé en démocratie directe ; et en appeler directement – par exemple, en saisissant enfin quelques-uns des moyens techniques des télécommunications – aux travailleurs du monde entier pour soutenir cette révolution. Certains diront qu'une telle hypothèse est utopique. Nous répondrons : c'est justement parce que le mouvement des occupations a été objectivement, à plusieurs instants, à *une heure* d'un tel résultat, qu'il a répandu une telle épouvante, lisible par tous sur le moment dans l'impuissance de l'État et l'affolement du parti dit communiste, et depuis dans la conspiration du silence qui est faite sur sa gravité. Au point que des millions de témoins, repris par « l'organisation sociale de l'apparence » qui leur présente cette époque comme une folie passagère de la jeunesse – peut-être même uniquement universitaire – doivent se demander à quel point n'est pas elle-même folle une société qui a pu ainsi *laisser passer* une si stupéfiante aberration.

Naturellement, dans cette perspective, la guerre civile était inévitable. Si l'affrontement armé n'avait plus dépendu de ce que le gouvernement craignait ou feignait de craindre quant aux mauvaises intentions éventuelles du parti dit communiste mais, tout objectivement, de la consolidation d'un pouvoir prolétarien direct dans une base industrielle (pouvoir évidemment total, et non quelque « pouvoir ouvrier » limité à on ne sait quel pseudo-contrôle de la production de sa propre aliénation), la contre-révolution armée eût été déclenchée sûrement aussitôt. Mais elle n'était pas sûre de gagner. Une partie des troupes se serait évidemment mutinée ; les ouvriers auraient su trouver des armes, et n'auraient certainement plus construit de barricades – bonnes sans doute comme forme d'expression *politique* au début du mouvement, mais évidemment

dérisoires *stratégiquement* (et tous les Malraux qui disent *a posteriori* que les tanks eussent emporté la rue Gay-Lussac bien plus vite que la gendarmerie mobile ont certes raison sur ce point, mais pouvaient-ils alors couvrir *politiquement* les dépenses d'une telle victoire ? Ils ne s'y sont pas risqués, en tout cas, ils ont préféré faire les morts ; et ce n'est certainement pas par humanisme qu'ils ont digéré cette humiliation).

L'invasion étrangère eût suivi fatalement, quoi qu'en pensent certains idéologues (on peut avoir lu Hegel et Clausewitz, et n'être que Glucksmann), sans doute à partir des forces de l'O.T.A.N., mais avec l'appui indirect ou direct du « Pacte de Varsovie ». Mais alors, tout aurait été sur-le-champ rejoué à quitte ou double devant le prolétariat d'Europe.

Depuis la défaite du mouvement des occupations, ceux qui y ont participé aussi bien que ceux qui ont dû le subir, ont souvent posé la question : « Était-ce une révolution ? ». L'emploi répandu, dans la presse et la vie quotidienne, d'un terme lâchement neutre – « les événements » –, signale précisément le recul devant une réponse ; devant même la formulation de la question. Il faut placer une telle question dans sa vraie lumière historique. La « réussite » ou l'« échec » d'une révolution, référence triviale des journalistes et des gouvernements, ne signifient rien dans l'affaire, pour la simple raison que, depuis les révolutions bourgeoises, *aucune révolution n'a encore réussi* : aucune n'a aboli les classes. La révolution prolétarienne n'a vaincu nulle part jusqu'ici, mais le processus pratique à travers lequel son projet se manifeste a déjà créé une dizaine, au moins, de moments révolutionnaires d'une extrême importance historique, auxquels il est convenu d'accorder le nom de révolutions. Jamais le *contenu total* de la révolution prolétarienne ne s'y est déployé ; mais chaque fois il s'agit d'une interruption essentielle de l'ordre socio-économique dominant, et de l'apparition de nouvelles formes et de nouvelles conceptions de la vie réelle, phénomènes variés qui ne peuvent être compris et jugés que dans leur signification d'ensemble, qui n'est pas elle-même séparable de l'avenir historique qu'elle peut avoir. De tous les critères partiels utilisés pour accorder ou

non le titre de révolution à telle période de trouble dans le pouvoir étatique, le plus mauvais est assurément celui qui considère si le régime politique alors en place est tombé ou a surnagé. Ce critère, abondamment invoqué après mai par les penseurs du gaullisme, est le même qui permet à l'information au jour le jour de qualifier de révolution n'importe quel *putsch* militaire qui aura changé dans l'année le régime du Brésil, du Ghana, de l'Irak, et on en passe. Mais la révolution de 1905 n'a pas abattu le pouvoir tsariste, qui a seulement fait quelques concessions provisoires. La révolution espagnole de 1936 ne supprima pas formellement le pouvoir politique existant : elle surgissait au demeurant d'un soulèvement prolétarien commencé pour maintenir cette République contre Franco. Et la révolution hongroise de 1956 n'a pas aboli le gouvernement bureaucratique-libéral de Nagy. À considérer en outre d'autres limitations regrettables, le mouvement hongrois eut beaucoup d'aspects d'un soulèvement national contre une domination étrangère ; et ce caractère de résistance nationale, quoique moins important dans la Commune, avait cependant un rôle dans ses origines. Celle-ci ne supplanta le pouvoir de Thiers que dans les limites de Paris. Et le soviet de Saint-Pétersbourg en 1905 n'en vint même jamais à prendre le contrôle de la capitale. Toutes les crises citées ici comme exemples, inachevées dans leurs réalisations pratiques et même dans leurs contenus, apportèrent cependant assez de nouveautés radicales, et mirent assez gravement en échec les sociétés qu'elles affectaient, pour être légitimement qualifiées de révolution. Quant à vouloir juger des révolutions par l'ampleur de la tuerie qu'elles entraînent, cette vision romantique ne mérite pas d'être discutée.

D'incontestables révolutions se sont affirmées par des heurts fort peu sanglants, même la Commune de Paris, qui allait finir en massacre ; et quantité d'affrontements civils ont accumulé les morts par milliers sans être en rien des révolutions. Généralement, ce ne sont pas les révolutions qui sont sanglantes, mais la réaction et la répression qu'on y oppose dans un deuxième temps. On sait que la question du nombre des morts dans le mouvement de mai a donné lieu à une polémique sur

laquelle les tenants de l'ordre, provisoirement rassurés, ne cessent de revenir. La vérité officielle est qu'il n'y eut que cinq morts, tués sur le coup, dont un seul policier. Tous ceux qui l'affirment ajoutent eux-mêmes que c'est un bonheur invraisemblable. Ce qui ajoute beaucoup à l'invraisemblance scientifique, c'est que l'on n'a jamais admis qu'un seul des très nombreux blessés graves ait pu mourir dans les jours suivants : cette chance singulière n'est pourtant pas due à des secours chirurgicaux rapides, surtout lors de la nuit de Gay-Lussac. Par ailleurs, si un facile truquage pour sous-estimer le nombre des morts était fort utile *sur le moment* pour le gouvernement aux abois, il est resté fort utile *après*, pour des raisons différentes. Mais enfin, dans l'ensemble, les preuves rétrospectives du caractère révolutionnaire du mouvement des occupations sont aussi éclatantes que celles qu'il a jetées à la face du monde *en existant* : la preuve qu'il avait ébauché une légitimité nouvelle, c'est que le régime rétabli en juin n'a même jamais cru pouvoir poursuivre, pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État, les responsables d'actions manifestement illégales qui l'avaient partiellement dépouillé de son autorité, voire de ses bâtiments. Mais le plus évident, pour ceux qui connaissent l'histoire de notre siècle, est encore ceci : tout ce que les staliniens ont fait, sans répit, à tous les stades, pour combattre le mouvement, prouve que la révolution était là.

Tandis que les staliniens représentèrent, comme toujours, en quelque sorte l'idéal de la bureaucratie anti-ouvrière comme forme pure, les embryons bureaucratiques des gauchismes étaient en porte-à-faux. Tous ménageaient ostensiblement les bureaucraties effectives, tant par calcul que par idéologie (à l'exception du « 22 mars », qui se contentait de ménager ses propres noyauteurs, J.C.R., maoïstes, etc.). De sorte qu'il ne leur restait plus qu'à vouloir « pousser à gauche » – mais seulement en fonction de leurs propres calculs déficients – à la fois un mouvement spontané qui était bien plus extrémiste qu'eux, et des appareils qui ne pouvaient en aucun cas faire des concessions au gauchisme dans une situation si manifestement révolutionnaire.



UN SLOGAN DE MAI

Cette inscription (Ne travaillez jamais !), tracée sur un mur du boulevard de Port-Royal, reproduit exactement celle dont le n° 8 de cette revue (p. 42) avait publié la photographie. Elle gagnait certainement en force à accompagner, cette fois, une grève sauvage étendue à tout le pays.

Aussi les illusions pseudo-stratégiques fleurirent-elles abondamment : certains gauchistes croient que l'occupation d'un quelconque ministère dans la nuit du 24 mai, aurait assuré la victoire du mouvement (mais d'autres gauchistes manœuvrèrent alors pour empêcher un « excès » qui n'entraînait pas dans leur propre planification de la victoire). D'autres, en attendant le rêve plus modeste d'en conserver la gestion « responsable » et dératifiée pour y tenir une « université d'été », crurent que les facultés deviendraient des bases de la guérilla urbaine (toutes tombèrent après la grève ouvrière sans s'être défendues, et déjà la Sorbonne, alors même qu'elle était le centre momentané du mouvement en expansion, toutes portes ouvertes et presque dépeuplée vers la fin de la nuit critique du 16 au 17 mai, eût pu être reprise en moins d'une heure par un raid de C.R.S.). Ne voulant pas voir que le mouvement allait déjà au-delà d'un changement politique dans l'État, et en quels termes était posé l'enjeu réel (une prise de conscience *cohérente*, totale, dans les entreprises), les groupuscules travaillèrent assurément contre cette

perspective, en répandant à foison les illusions mangées aux mites et en donnant partout le mauvais exemple de cette conduite bureaucratique vomie par tous les travailleurs révolutionnaires ; enfin, en parodiant de la manière la plus malheureuse toutes les formes de révolutions du passé, le parlementarisme comme la guérilla dans le style zapatiste, sans que ce pauvre cinéma recoupât jamais la moindre réalité. Les idéologues attardés des petits partis gauchistes, adorateurs des erreurs d'un passé révolutionnaire disparu, étaient normalement fort désarmés pour comprendre un mouvement *moderne*. Et leur somme éclectique, enrichie d'incohérence moderniste cousue de bouts de ficelle, le « mouvement du 22 mars », combina presque toutes les tares idéologiques du passé avec les défauts du confusionnisme naïf. Les récupérateurs étaient installés à la direction de ceux-là mêmes qui manifestaient leur crainte de « la récupération », considérée d'ailleurs vaguement comme un péril d'une nature quelque peu mystique, faute de la moindre connaissance des vérités élémentaires sur la récupération et sur l'organisation ; sur ce qu'est un délégué et sur ce qu'est un « porte-parole » irresponsable, tenant de ce fait la direction, puisque le principal pouvoir effectif du « 22 mars » fut de parler aux journalistes. Leurs vedettes dérisoires venaient sous tous les *sunlights* pour déclarer à la presse qu'elles prenaient garde de ne pas devenir vedettes.

Les « Comités d'action », qui s'étaient formés spontanément un peu partout, se trouvèrent sur la frontière ambiguë entre la démocratie directe et l'incohérence noyautée et récupérée. Cette contradiction divisait intérieurement presque tous ces comités. Mais la division était encore plus claire entre les deux types principaux d'organisation que la même étiquette recouvrit. D'un côté, il y eut des comités formés sur une base *locale* (C.A. de quartiers ou d'entreprises, comités d'occupation de certains bâtiments tombés aux mains du mouvement révolutionnaire), ou bien constitués pour accomplir certaines tâches spécialisées dont la nécessité pratique était évidente, notamment l'extension internationaliste du mouvement (C.A. italien, maghrébin, etc.). De l'autre côté, on vit se multiplier des comités *professionnels*, tentative de restauration du vieux

syndicalisme, mais le plus souvent à l'usage de semi-privilegiés, donc avec un caractère nettement corporatiste, comme tribune des spécialistes séparés qui voulaient, en tant que tels, se rallier au mouvement, y survivre, et même y pêcher quelque avantage en notoriété (« États Généraux du Cinéma », Union des Écrivains, C.A. de l'Institut d'Anglais, et la suite). L'opposition des méthodes était encore plus nette que l'opposition des buts. Là, les décisions étaient exécutoires ; ici, elles étaient des vœux abstraits. Là, elles préfiguraient le pouvoir révolutionnaire des Conseils ; ici, elles parodiaient les groupes de pression du pouvoir étatique.

Les bâtiments occupés, quand ils ne furent pas sous l'autorité des « loyaux gérants » syndicalistes, et dans la mesure où ils ne restèrent pas isolés comme possession pseudo-féodale de la seule assemblée de leurs habituels usagers universitaires (par exemple la Sorbonne des premiers jours, les bâtiments ouverts aux travailleurs et zonards par les « étudiants » de Nantes, l'I.N.S.A. où s'installèrent des ouvriers révolutionnaires de Lyon, l'Institut Pédagogique National), constituaient un des points les plus forts du mouvement. La logique propre de ces occupations pouvait conduire aux meilleurs développements : on doit noter, du reste, combien un mouvement qui resta paradoxalement timide devant la perspective de la *réquisition* des marchandises, ne s'inquiétait aucunement de s'être déjà approprié une part du capital immobilier de l'État.

Si la reprise de cet exemple dans les usines fut finalement empêchée, il faut dire aussi que le style créé par beaucoup de ces occupations laissait grandement à désirer. Presque partout les routines conservées empêchèrent de voir la portée de la situation, les instruments qu'elle offrait pour l'action en cours. Par exemple, le numéro 77 d'*Informations Correspondance Ouvrières* (janvier 1969) objecte au livre de Viénet – qui avait cité leur présence à Censier – que les travailleurs depuis longtemps en contact autour de ce bulletin « n'ont pas “siégé” : ni à la Sorbonne, ni à Censier, ni ailleurs ; tous étaient engagés dans la grève sur leur lieu de travail » et « dans les assemblées, dans la rue ». « Ils

n'ont jamais pensé tenir, sous une forme ou sous une autre une "permanence" dans les facultés, encore moins se constituer en "liaison ouvrière" ou en "conseil", fût-ce pour le "maintien des occupations" » ; ce qu'ils disent considérer comme « une participation à des organismes parallèles dont la finalité aurait été de se substituer au travailleur ». Plus loin, *I.C.O.* ajoute qu'ils avaient tout de même tenu là « deux réunions par semaine » de leur groupe parce que « les facultés et notamment Censier, plus calme, offraient des salles gratuites et disponibles ». Ainsi, les scrupules des travailleurs d'*I.C.O.* (que l'on veut bien supposer des travailleurs aussi efficaces que modestes là où ils s'engagent dans la grève, sur les lieux précis de leur travail et dans les rues avoisinantes) les ont menés à ne voir dans un des aspects les plus originaux de la crise que la possibilité de remplacer leur café habituel en empruntant des salles gratuites dans une faculté calme. Ils conviennent aussi, mais d'un air toujours aussi satisfait, que nombre de leurs camarades ont « rapidement cessé d'assister aux réunions d'*I.C.O.* parce qu'ils n'y trouvaient pas une réponse à leur désir de "faire quelque chose" ». Ainsi, « faire quelque chose » est devenu automatiquement, pour ces travailleurs, la honteuse tendance à se substituer « au travailleur », en quelque sorte à l'être du travailleur en soi qui n'existerait, par définition, que dans son usine, là où par exemple les staliniens l'obligeront à se taire, et où *I.C.O.* devrait normalement attendre que tous les travailleurs se soient purement libérés *sur place* (sinon, ne risque-t-on pas de se substituer à ce vrai travailleur encore muet ?). Un tel choix idéologique de la dispersion est un défi au besoin essentiel dont tant de travailleurs ont ressenti en mai l'urgence vitale : la coordination et la communication des luttes et des idées à partir de bases de rencontres libres, extérieurement à leurs usines soumises à la police syndicale. Pourtant *I.C.O.* n'a pas été, ni avant ni depuis mai, jusqu'au bout de son raisonnement métaphysique. Il existe, en tant que publication ronéotypée à travers laquelle quelques dizaines de travailleurs se résignent à « substituer » leurs analyses à celles que peuvent faire spontanément quelques centaines d'autres travailleurs qui ne l'ont pas

rédigé. Le numéro 78, de février, nous apprend même qu'« en un an, le tirage d'I.C.O. est passé de 600 exemplaires à 1 000 ». Mais ce *Conseil pour le maintien des occupations*, par exemple, qui semble choquer la vertu d'I.C.O., rien qu'en occupant l'Institut Pédagogique National, et sans préjudice de ses autres activités ou publications du moment, a pu faire tirer gratuitement à 100 000 exemplaires, par une entente immédiatement obtenue avec les grévistes de l'imprimerie de l'I.P.N. à Montrouge, des textes dont le tirage fut répandu, dans sa très grande majorité, parmi d'autres travailleurs en grève ; et dont personne n'a jusqu'à présent essayé de montrer que le contenu pouvait viser le moins du monde à se substituer aux décisions de quelque travailleur que ce soit. Et la participation aux liaisons assurées par le C.M.D.O., à Paris et en province, n'a jamais été contradictoire avec la présence de grévistes sur leurs lieux de travail (ni, certes, dans les rues). De plus, quelques typographes grévistes du C.M.D.O. trouvaient fort bon de travailler n'importe où ailleurs sur les machines disponibles, plutôt que de rester passifs dans « leur » entreprise.

Si les puristes de l'inaction ouvrière ont certainement manqué là des occasions de prendre la parole, en réponse à toutes les fois où ils furent contraints à un silence qui est devenu chez eux une sorte de fière habitude, la présence d'une foule de noyauteurs néo-bolcheviks fut beaucoup plus nuisible. Mais le pire fut encore l'extrême *manque d'homogénéité* de l'assemblée qui, dans les premiers jours de l'occupation de la Sorbonne, se retrouva, sans l'avoir voulu ni même clairement compris, le centre exemplaire d'un mouvement qui entraîna les usines. Ce manque d'homogénéité sociale découlait d'abord du poids numérique écrasant des étudiants, malgré la bonne volonté de beaucoup d'entre eux, aggravé même par une assez forte proportion de visiteurs obéissant à des motivations simplement touristiques : c'est une telle base objective qui permit le déploiement des plus grossières manœuvres des Péninou ou des Krivine. L'ambiguïté des participants s'ajoutait à l'ambiguïté essentielle des actes d'une assemblée improvisée qui, par la force des choses, en était venue à *représenter* (à tous les sens du mot,

et donc aussi au plus mauvais sens) la perspective conseilliste pour tout le pays. Cette assemblée prenait à la fois des décisions pour la Sorbonne – d'ailleurs mal, d'une manière mystifiée : elle ne put même jamais devenir maîtresse de son propre fonctionnement – et pour la société en crise : elle voulait et proclamait, en termes maladroits mais sincères, l'union avec les travailleurs, la négation du vieux monde. En disant ses fautes, n'oublions pas combien elle a été *écoutée*. Le même numéro 77 d'*I.C.O.* reproche aux situationnistes d'avoir cherché alors dans cette assemblée l'acte exemplaire à faire « entrer dans la légende » ; d'y avoir placé quelques têtes « sur le podium de l'histoire ». Nous croyons, nous, n'avoir mis personne en vedette sur une tribune historique, mais nous pensons aussi que l'affectation d'ironie supérieure de ces « belles âmes » ouvrières tombe fort mal. *C'était* une tribune historique.

La révolution ayant été perdante, les mécanismes socio-techniques de la fausse conscience devaient naturellement se rétablir, intacts pour l'essentiel : le spectacle se heurte à sa négation pure, et nul réformisme ne peut ensuite venir majorer, ne serait-ce que de 7 %, les concessions qu'il accorde à la réalité. Voilà ce que suffirait à montrer aux moins avertis l'examen des *trois cents livres* environ qui ont paru, à ne considérer que l'édition en France même, dans l'année qui a suivi le mouvement des occupations. Ce n'est pas ce nombre de livres qui pourrait être raillé ou blâmé, comme ont cru devoir le déclarer certains obsédés du péril de la récupération ; qui pourtant ont d'autant moins de raisons d'être inquiets qu'il n'y a généralement pas grand-chose chez eux qui puisse attirer la cupidité des récupérateurs. Le fait que tant de livres aient été publiés signifie principalement que l'importance historique du mouvement a été profondément ressentie, malgré les incompréhensions et les dénégations intéressées. Ce qui est critiquable, beaucoup plus simplement, c'est que, sur trois cents livres, il n'y en ait guère que dix qui méritent d'être lus, qu'il s'agisse de récits et d'analyses échappant à des idéologies risibles, ou de recueils de documents non-truqués. La sous-information ou la falsification, qui dominant sur toute la

ligne, ont trouvé une application privilégiée dans la manière dont on a, presque toujours, rendu compte de l'activité des situationnistes. Sans parler même des livres qui se bornent à garder le silence sur ce point, ou à quelques imputations absurdes, trois styles de contre-vérité ont été choisis par autant de séries de ces ouvrages. Le premier modèle consiste à limiter l'action de l'I.S. à Strasbourg, dix-huit mois auparavant, comme premier déclenchement lointain d'une crise dont elle aurait ensuite disparu (c'est également la position du livre des Cohn-Bendit, qui a même réussi à ne pas dire un mot sur l'existence du groupe des « Enragés » à Nanterre). Le deuxième modèle, mensonge cette fois positif et non plus par omission, affirme contre toute évidence que les situationnistes auraient accepté d'avoir un contact quelconque avec le « mouvement du 22 mars » ; et beaucoup vont jusqu'à nous y fondre complètement. Enfin, le troisième modèle nous présente comme un groupe autonome d'irresponsables et de furieux, surgissant par surprise, voire à main armée, à la Sorbonne ou ailleurs, pour semer un monstrueux désordre ; et proférant les plus extravagantes exigences.

Pourtant, il est difficile de nier une certaine continuité dans l'action des situationnistes en 1967-1968. Il semble même que cette continuité ait été précisément ressentie comme un désagrément par ceux qui prétendent, à grands coups d'*interviews* ou de recrutements, se faire attribuer un rôle de *leader* du mouvement, rôle que l'I.S., pour sa part, a toujours repoussé : leur stupide ambition porte certains de ces gens à cacher ce que, justement, ils connaissent un peu mieux que d'autres. La théorie situationniste s'était trouvée pour beaucoup dans l'origine de cette critique généralisée qui produisit les premiers incidents de la crise de mai, et qui se déploya avec elle. Ceci n'était pas seulement le fait de notre intervention contre l'Université de Strasbourg. Les livres de Vaneigem et Debord, par exemple, dans les quelques mois précédant mai, avaient été répandus déjà à 2 ou 3 000 exemplaires chaque, surtout à Paris, et une proportion inhabituelle en avait été lue par des travailleurs révolutionnaires (d'après certains indices, il paraît que ces deux livres ont été, du moins relativement à leur tirage, *les plus volés* en librairie de

l'année 1968). À travers le groupe des Enragés, l'I.S. peut se flatter de n'avoir pas été sans importance dans l'origine précise de l'agitation de Nanterre, qui mena si loin. Enfin, nous croyons n'être pas trop restés en deçà du grand mouvement spontané des masses qui domina le pays en mai 1968, tant par ce que nous avons fait à la Sorbonne que par les diverses formes d'action que put ensuite mener le « Conseil pour le maintien des occupations ». En plus de l'I.S. proprement dite, ou d'un bon nombre d'individus qui en admettaient les thèses et agirent en conséquence, bien d'autres encore défendirent des perspectives situationnistes, soit par une influence directe, soit inconsciemment, parce qu'elles étaient en grande partie celles que cette époque de crise révolutionnaire portait objectivement. Ceux qui en doutent n'ont qu'à *lire les murs* (pour qui n'a pas eu cette expérience directe, citons le recueil de photographies publié par Walter Lewino, *L'imagination au pouvoir*, Losfeld, 1968).

On peut donc avancer que la minimisation systématique de l'I.S. n'est qu'un détail homologue à la minimisation actuelle, et normale dans l'optique dominante, de l'ensemble du mouvement des occupations. L'espèce de jalousie éprouvée par certains gauchistes, et qui contribue fortement à cette besogne, est du reste complètement hors de propos. Les groupuscules les plus gauchistes n'ont aucun motif de se poser en rivaux de l'I.S., parce que l'I.S. n'est pas un groupe dans leur genre, les concurrençant sur le terrain de leur militantisme ou prétendant comme eux diriger le mouvement révolutionnaire, au nom de l'interprétation prétendue « correcte » de telle vérité pétrifiée extraite du marxisme ou de l'anarchisme. Voir ainsi la question, c'est oublier que, contrairement à ces redites abstraites où d'anciennes conclusions toujours actuelles dans les luttes de classes se trouvent inextricablement mélangées à une foule d'erreurs ou d'impostures qui s'entredéchirent, l'I.S. avait principalement apporté un *esprit nouveau* dans les débats théoriques sur la société, la culture, la vie.

Cet esprit était, assurément, révolutionnaire. Il a pu se lier, dans une certaine mesure, au mouvement révolutionnaire réel qui recommençait.

Et c'est dans la mesure même où ce mouvement avait lui aussi un caractère nouveau qu'il s'est trouvé *ressembler* à l'I.S., qu'il en a partiellement repris à son compte les thèses ; et nullement par un processus politique traditionnel d'adhésion ou de suivisme.

Le caractère largement nouveau de ce mouvement pratique est précisément lisible dans cette *influence* même, tout à fait étrangère à un rôle directif, que l'I.S. s'est trouvée exercer. Toutes les tendances gauchistes – y compris le « 22 mars » qui tenait dans son bric-à-brac du léninisme, du stalinisme chinois, de l'anarchisme, et même un zeste de « situationnisme » incompris – s'appuyaient très explicitement sur un long passé de luttes, d'exemples, de doctrines cent fois publiées et discutées. Sans doute, ces luttes et ces publications avaient été étouffées par la réaction stalinienne, négligées par les intellectuels bourgeois. Mais elles étaient cependant infiniment plus accessibles que les positions nouvelles de l'I.S., qui n'avaient jamais pu se faire connaître que par nos propres publications et activités récentes. Si les rares documents connus de l'I.S. ont rencontré une telle audience, c'est évidemment qu'une partie de la critique pratique avancée se reconnaissait d'elle-même dans ce langage. Ainsi, nous nous trouvons maintenant en assez bonne position pour dire ce que mai fut essentiellement, même dans sa part demeurée latente : pour rendre conscientes les tendances inconscientes du mouvement des occupations. D'autres, qui mentent, disent qu'il n'y avait rien à comprendre dans ce déchaînement absurde ; ou bien ne décrivent comme le tout, à travers l'écran de leur idéologie, que des aspects réels plus anciens et moins importants ; ou bien continuent l'« argumentisme » à travers maintenant de nouveaux sujets de « questionnement » nourri de lui-même. Ils ont pour eux les grands journaux et les petites amitiés, la sociologie et les gros tirages. Nous n'avons rien de tout cela, et nous ne tenons notre droit à la parole que de nous-mêmes.

Et pourtant, ce qu'ils disent de mai devra s'éloigner dans l'indifférence et être oublié ; et c'est ce que nous en disons, nous, qui devra rester, qui finalement sera cru et sera repris.

L'influence de la théorie situationniste se lit, aussi bien que sur les murs, dans les actions des révolutionnaires de Nantes et dans celles, différemment exemplaires, des Enragés à Nanterre. On voit, dans la presse du début de 1968, quelle indignation répondit aux nouvelles formes d'action inaugurées ou systématisées par les Enragés. Nanterre-dans-la-boue y devenait « Nanterre-la-Folie » parce que quelques « voyous de campus » s'étaient mis un jour d'accord sur le fait que « tout ce qui est discutable est à discuter », et parce qu'ils voulaient « qu'on se le dise ».

De fait, ceux qui se rencontrèrent alors et formèrent le *Groupe des Enragés* n'avaient pas d'idée d'agitation préconçue. Ces « étudiants » n'étaient là que pour la forme, et *les bourses*. Il arriva seulement que les ornières et les bidonvilles leur furent moins odieux que les bâtiments de béton, la balourde fatuité étudiante, et les arrière-pensées des professeurs modernistes. Ils voyaient là un reste d'humanité, quand ils ne trouvaient que misère, ennui, ou mensonge, dans le bouillon de culture où pataugeaient de concert Lefebvre et son honnêteté, Touraine et la fin de la lutte des classes, Bouricaud et ses gros bras, Lourau et son avenir. De plus, ils connaissaient les thèses situationnistes, savaient que les têtes pensantes du ghetto les connaissaient, y pensaient souvent, et y puisaient leur modernisme. Ils décidèrent que tout le monde le saurait, et s'employèrent à démasquer le mensonge, se réservant de trouver plus tard d'autres terrains de jeux : ils comptaient bien que, les menteurs et les étudiants chassés, la Faculté détruite, la chance leur nouerait d'autres rencontres, à une autre échelle, et qu'alors « bonheur et malheur prendraient forme ». Leur passé, qu'ils ne cachaient pas (origine majoritairement anarchiste mais aussi surréaliste, dans certain cas trotskiste) eut tôt fait d'inquiéter ceux auxquels ils se heurtèrent d'abord : les vieux groupuscules gauchistes, trotskistes du C.L.E.R. ou étudiants anarchistes englobant Daniel Cohn-Bendit, se disputant tous sur le manque d'avenir de l'U.N.E.F. et la fonction de psychologue.



DÉTAIL D'UNE BANDE DESSINÉE DES ENRAGÉS (publiée le 14-2-68)

Le choix qu'ils firent d'exclusions nombreuses et sans indulgence inutile les garantit contre le succès qu'ils connurent rapidement auprès d'une vingtaine d'étudiants ; il les garantissait aussi des adhérents débilés, de tous ceux qui guettaient un situationnisme sans situationniste où ils pourraient porter leurs obsessions et leurs misères. Dans ces conditions, le groupe, qui atteignit parfois la quinzaine, fut le plus souvent formé d'une demi-douzaine d'agitateurs. On a vu que c'était suffisant.

Les méthodes qu'employèrent les Enragés, sabotages de cours en particulier, si elles sont aujourd'hui banales dans les Facultés comme dans les lycées, scandalisèrent profondément aussi bien les gauchistes que les bons étudiants, les premiers organisant même parfois des services d'ordre pour protéger les professeurs d'une pluie d'injures et d'oranges pourries. La généralisation de l'usage de l'insulte méritée, du graffiti, le mot d'ordre de boycott inconditionnel des examens, la distribution de tracts dans les locaux universitaires, le scandale quotidien de leur existence enfin, attirèrent sur les Enragés la première tentative de répression : convocation de Riesel et Bigorgne devant le doyen, le 25 janvier ; expulsion de Cheval hors de la résidence au début de février ;

interdiction de séjour (fin février), puis cinq ans d'exclusion de l'Université française (début avril) pour Bigorgne. Entretien par les groupuscules, une agitation plus étroitement politique commença à se développer parallèlement.

Cependant, les vieux singes de la Réserve, perdus dans l'imbroglia de la mise en scène de leur « pensée », ne s'inquiétèrent que tardivement. Il fallut donc les forcer à faire la grimace, tel Morin s'écriant, vert de dépit, sous les applaudissements des étudiants : « L'autre jour vous m'avez rejeté aux poubelles de l'Histoire... » – Interruption : « Comment se fait-il que tu en sois ressorti ? » – « Je préfère être du côté des poubelles que du côté de ceux qui les manient, et en tout cas, je préfère être du côté des poubelles que du côté des crématoires ! » Tel encore Touraine, bavant de rage et hurlant : « J'en ai assez des anarchistes, et encore plus des situationnistes ! Pour le moment, c'est moi qui commande ici, et si un jour c'était vous, je m'en irais dans les endroits où l'on sait ce que c'est que le travail. » Ce n'est qu'un an plus tard que les découvertes de ces précurseurs trouvèrent leur usage, dans les articles de Raymond Aron et d'Étienne, protestant contre l'impossibilité de travailler, et la montée du totalitarisme gauchiste et du fascisme rouge. À partir du 26 janvier, les interruptions violentes des cours ne cessèrent presque pas, jusqu'au 22 mars. Elles entretenaient une agitation permanente en vue de la réalisation de plusieurs projets qui avortèrent : publication d'une brochure au début de mai, et aussi envahissement et pillage du bâtiment administratif de la Faculté, avec l'aide des révolutionnaires nantais, au début de mars. Avant d'en voir tant, le Doyen Grappin dénonçait dans sa conférence de presse du 28 mars « un groupe d'étudiants irresponsables, qui depuis quelques mois perturbent les cours et les examens, et pratiquent des méthodes de partisans dans la Faculté... Ces étudiants ne se rattachent à aucune organisation politique connue. Ils constituent un élément explosif dans un milieu très sensible. » Quant à la brochure, l'imprimeur des Enragés avança moins vite que la révolution. Après la crise, il fallut renoncer à publier un texte qui eût paru prétendre au prophétisme après l'événement.

Tout ceci explique l'intérêt que les Enragés prirent à la soirée du 22 mars, quelque pût être leur méfiance *a priori* pour l'ensemble des autres protestataires. Tandis que Cohn-Bendit, déjà star au firmament nanterrois, parlementait avec les moins décidés, dix Enragés seuls s'installèrent dans la salle du Conseil de Faculté, où ils ne furent rejoints que 22 minutes plus tard par le futur « Mouvement du 22 Mars ». On sait (cf. Viénet) comment et pourquoi ils se retirèrent de cette farce.

Ils voyaient, de plus, que la police n'arrivait pas et qu'ils ne pourraient avec de tels gens réaliser le seul objectif qu'ils s'étaient fixé pour la nuit : détruire complètement les dossiers d'examens. Aux premières heures du 23, ils décidaient d'exclure cinq d'entre eux qui avaient refusé de quitter la salle, par crainte de « se couper des masses » étudiantes !

Il est certes piquant de constater qu'aux origines du mouvement de mai on trouve un règlement de comptes avec les penseurs doubles du gang argumentiste. Mais, en s'attaquant à la laide cohorte des penseurs subversifs appointés par l'État, les Enragés faisaient autre chose que vider une querelle ancienne : ils parlaient déjà en tant que *mouvement des occupations* luttant pour l'occupation réelle, par tous les hommes, de tous les secteurs de la vie sociale régis par le mensonge. Et de même, en écrivant sur des murs en béton « prenez vos désirs pour la réalité », ils détruisaient déjà l'idéologie récupératrice de « l'imagination au pouvoir », prétentieusement lancée par le « 22 mars ».

C'est qu'ils avaient des désirs, et les autres pas d'imagination.

Les Enragés ne revinrent presque plus à Nanterre en avril. Les velléités de démocratie directe affichées par le « mouvement du 22 mars » étaient évidemment irréalisables en si mauvaise compagnie, et ils refusaient d'avance la petite place qu'on était tout prêt à leur faire comme amuseurs extrémistes, à gauche de la dérisoire « Commission culture et créativité ». À l'opposé la reprise par les étudiants nanterrois, quoique dans un but trouble d'anti-impérialisme, de certaines de leurs techniques d'agitation, signifiait que le débat commençait à être placé sur le terrain qu'ils avaient voulu définir. Les étudiants de Paris qui

avaient attaqué la police le 3 mai, en réponse à la dernière des maladroites de l'administration universitaire, le prouvèrent aussi : le violent tract de mise en garde des Enragés *La rage au ventre*, distribué le 6 mai, ne put indigner que les léninistes qu'il dénonçait, tant il était à la mesure exacte du mouvement réel ; en deux journées de combat de rue, les émeutiers avaient trouvé son mode d'emploi. L'activité autonome des Enragés s'acheva d'une manière aussi conséquente qu'elle avait commencé. Ils furent traités *en situationnistes* avant même d'être dans l'I.S., puisque les récupérateurs gauchistes s'inspirèrent d'eux en croyant pouvoir les cacher, par leur propre étalage devant ces journalistes que les Enragés avaient évidemment repoussés. Le terme même d'« Enragés », par lequel Riesel a donné une marque inoubliable au mouvement des occupations, prit tardivement et pour quelque temps une signification publicitaire « cohn-bendiste ».

La succession rapide des luttes dans la rue, dans la première décade de mai, avait tout de suite rassemblé les membres de l'I.S., les Enragés, et quelques autres camarades. Cet accord fut formalisé au lendemain de l'occupation de la Sorbonne, le 14 mai, quand ils se fédérèrent dans un « Comité Enragés-I.S. », qui commença le même jour à publier quelques documents portant cette signature. Une plus large expression autonome des thèses situationnistes à l'intérieur du mouvement s'en suivit, mais il ne s'agissait pas de poser des principes particuliers d'après lesquels nous aurions prétendu modeler le mouvement réel : en disant ce que nous pensions, nous disions *qui* nous étions, alors que tant d'autres se déguisaient pour expliquer qu'il fallait suivre la politique correcte de leur comité central. Ce soir-là, l'assemblée générale de la Sorbonne, effectivement ouverte aux travailleurs, entreprit d'organiser son pouvoir sur place, et René Riesel, qui y avait affirmé les positions les plus radicales sur l'organisation même de la Sorbonne et sur l'extension totale de la lutte commencée, fut élu au premier Comité d'Occupation. Le 15, les situationnistes présents à Paris adressèrent en province et à l'étranger une circulaire : *Aux membres de l'I.S., aux camarades qui se sont déclarés en accord avec nos thèses*. Ce texte analysait brièvement

le processus en cours et ses développements possibles, par ordre de probabilité décroissante – épuisement du mouvement au cas où il resterait limité « chez les étudiants avant que l'agitation anti-bureaucratique n'ait gagné plus le milieu ouvrier » ; répression ; ou enfin « révolution sociale ? » Il comportait aussi un compte-rendu de notre activité jusque-là, et appelait à agir tout de suite au maximum « pour faire connaître, soutenir, étendre l'agitation ». Nous propositions comme thèmes immédiats en France : « l'occupation des usines » (on venait d'apprendre l'occupation de Sud-Aviation, survenue la veille au soir) ; « constitution de Conseils Ouvriers ; la fermeture définitive de l'Université, critique complète de toutes les aliénations ». Il faut noter que c'était la première fois, depuis que l'I.S. existe, que nous demandions à qui que ce fût, même parmi les plus proches de nos positions, de faire quelque chose.

Aussi notre circulaire ne resta-t-elle pas sans écho, et notamment dans quelques-unes des villes où le mouvement de mai s'imposait le plus fortement. Le 16 au soir, l'I.S. lança une deuxième circulaire, exposant les développements de la journée et prévoyant « une épreuve de force majeure ». La grève générale interrompit là cette série, qui fut reprise sous une autre forme, après le 20 mai, par les émissaires que le C.M.D.O. envoyait en province et à l'étranger.

Le livre de Viénet a décrit en détails comment le Comité d'occupation de la Sorbonne, réélu en bloc par l'assemblée générale du 15 au soir, vit disparaître sur la pointe des pieds la majorité de ses membres, qui pliaient devant les manœuvres et les tentatives d'intimidation d'une bureaucratie informelle s'employant à ressaisir souterrainement la Sorbonne (U.N.E.F., M.A.U., J.C.R., etc.). Les Enragés et les situationnistes se trouvèrent donc avoir la responsabilité du Comité d'occupation les 16 et 17 mai. L'assemblée générale du 17 n'ayant finalement pas approuvé les actes par lesquels ce Comité avait exercé son mandat, et ne les ayant du reste pas davantage désapprouvés (les manipulateurs empêchèrent tout vote de l'assemblée), nous avons aussitôt déclaré que nous quittions la Sorbonne défailante, et tous ceux

qui s'étaient groupés autour de ce Comité d'occupation s'en allèrent avec nous : ils allaient constituer le noyau du Conseil pour le maintien des occupations. Il convient de faire remarquer que le deuxième Comité d'occupation, élu après notre départ, resta en fonction, identique à lui-même et de la glorieuse manière que l'on sait, jusqu'au retour de la police en juin. *Jamais plus il ne fut question de faire réélire chaque jour par l'assemblée ses délégués révocables.*



DERNIER RAPPORT DU COMITÉ D'OCCUPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA SORBONNE, LE 17 MAI

« Que nous importe le jugement qui pourra être ultérieurement porté sur nos obscures personnalités. Si nous avons constaté les différences politiques qui existent entre la majorité de la Commune et nous, ce n'est pas pour attirer le blâme sur les uns et l'éloge sur les autres. C'est pour que plus tard, si la Commune était vaincue, on sache qu'elle était autre que ce qu'elle a paru être jusqu'ici. »

Gustave Lefrançais, Discours à ses mandants du 4^e arrondissement, le 20 mai 1871.

Ce Comité de professionnels en vint même vite par la suite à supprimer les assemblées générales, qui n'étaient à ses yeux qu'une cause de trouble et une perte de temps. Au contraire, les situationnistes peuvent

résumer leur action dans la Sorbonne par cette seule formule : « tout le pouvoir à l'assemblée générale ». Aussi est-il plaisant d'entendre maintenant parler du *pouvoir situationniste* dans la Sorbonne, alors que la réalité de ce « pouvoir » fut de rappeler constamment le principe de la démocratie directe ici même et partout, de dénoncer d'une façon ininterrompue récupérateurs et bureaucrates, d'exiger de l'assemblée générale qu'elle prenne ses responsabilités *en décidant*, et en rendant toutes ses décisions exécutoires.

Notre Comité d'occupation, par son attitude conséquente, avait soulevé l'indignation générale des manipulateurs et bureaucrates gauchistes. Si nous avons défendu dans la Sorbonne les principes et les méthodes de la démocratie directe, nous étions pourtant assez dépourvus d'illusions sur la composition sociale et le niveau général de conscience de cette assemblée : nous mesurions bien le paradoxe d'une délégation plus ferme que ses mandants dans cette volonté de démocratie directe, et nous voyions qu'il ne pouvait durer. Mais nous nous étions surtout employés à mettre au service de la grève sauvage qui commençait les moyens, non négligeables, que nous offrait la possession de la Sorbonne. C'est ainsi que le Comité d'occupation lança le 16, à 15 heures, une brève déclaration par laquelle il appelait « à l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de Conseils Ouvriers ». Le reste de ce qui nous fut reproché n'était presque rien en regard du scandale que causa partout — sauf chez les « occupants de base » — ce « téméraire » engagement de la Sorbonne. Pourtant, à cet instant, deux ou trois usines étaient occupées, une partie des transporteurs des N.M.P.P. essayaient de bloquer la distribution des journaux, et plusieurs ateliers de Renault, comme on allait l'apprendre deux heures après, commençaient avec succès à faire interrompre le travail. On se demande au nom de quoi des individus sans titre pouvaient prétendre gérer la Sorbonne s'ils n'étaient pas partisans de la saisie par les travailleurs de toutes les propriétés dans le pays ? Il nous semble qu'en se prononçant de la sorte, la Sorbonne apporta une

dernière réponse restant encore au niveau du mouvement dont les usines prenaient heureusement la suite, c'est-à-dire au niveau de la réponse qu'elles apportaient elles-mêmes aux premières luttes limitées du Quartier Latin. Certainement, cet appel n'allait pas contre les intentions de la majorité des gens qui étaient alors dans la Sorbonne, et qui firent tant pour le répandre. D'ailleurs, les occupations d'usines s'étendant, même les bureaucrates gauchistes devinrent partisans d'un fait sur lequel ils n'avaient pas osé se compromettre la veille, quoique sans renier leur hostilité aux Conseils. Le mouvement des occupations n'avait vraiment pas besoin d'une approbation de la Sorbonne pour s'étendre à d'autres entreprises. Mais, outre le fait qu'à ce moment chaque heure comptait pour relier toutes les usines à l'action commencée par quelques-unes, tandis que les syndicats essayaient partout de gagner du temps pour empêcher l'arrêt général du travail, et qu'un tel appel à cet endroit connu sur le champ une grande diffusion, y compris radiophonique, il nous paraissait surtout important de montrer, avec la lutte qui commençait, le *maximum* auquel elle devait tendre tout de suite. Les usines n'allèrent pas jusqu'à former des Conseils, et les grévistes qui commençaient à accourir à la Sorbonne n'y découvrirent certes pas le modèle.

Il est permis de penser que cet appel contribua à ouvrir çà et là quelques perspectives de lutte radicale. En tout cas, il figure certainement parmi les faits de cette journée qui inspirèrent le plus de craintes. On sait que le Premier ministre, à 19 heures, faisait diffuser un communiqué affirmant que le gouvernement « en présence de diverses tentatives annoncées ou amorcées par des groupes d'extrémistes pour provoquer une agitation généralisée », ferait tout pour maintenir « la paix publique » et l'ordre républicain, « dès lors que la réforme universitaire ne serait plus qu'un prétexte pour plonger le pays dans le désordre ». On rappelait en même temps 10 000 réservistes de la gendarmerie. La « réforme universitaire » n'était effectivement qu'un prétexte, même pour le gouvernement, qui masquait sous cette honorable nécessité, si brusquement découverte par lui, son recul devant l'émeute au Quartier Latin.

Le Conseil pour le maintien des occupations, occupant d'abord l'I.P.N. rue d'Ulm, fit de son mieux pendant la suite d'une crise à laquelle, dès que la grève fut générale et s'immobilisa dans la défensive, aucun groupe révolutionnaire organisé existant alors n'avait d'ailleurs plus les moyens d'apporter une contribution notable. Réunissant les situationnistes, les Enragés, et de trente à soixante autres révolutionnaires conseillistes (dont moins d'un dixième peuvent être comptés comme étudiants), le C.M.D.O. assura un grand nombre de liaisons en France et au-dehors, s'employant particulièrement, vers la fin du mouvement, à en faire connaître la signification aux révolutionnaires d'autres pays, qui ne pouvaient manquer de s'en inspirer. Il publia, à près de 200 000 exemplaires pour chacun des plus importants, un certain nombre d'affiches et de documents, dont les principaux furent le *Rapport sur l'occupation de la Sorbonne*, du 19 mai ; *Pour le pouvoir des Conseils Ouvriers*, du 22 ; et l'*Adresse à tous les travailleurs*, du 30. Le C.M.D.O., qui n'avait été dirigé ni embrigadé pour le futur par personne, « convint de se dissoudre le 15 juin (...) Le C.M.D.O. n'avait rien cherché à obtenir *pour lui*, pas même à mener un quelconque recrutement en vue d'une existence permanente. Ses participants ne séparaient pas leurs buts personnels des buts généraux du mouvement. C'étaient des individus indépendants, qui s'étaient groupés pour une lutte, sur des bases déterminées, dans un moment précis ; et qui redevinrent indépendants après elle. » (Viénet, *op. cit.*).

Le Conseil pour le maintien des occupations avait été « un lien, pas un pouvoir ».

Certains nous ont reproché, en mai et depuis, d'avoir critiqué tout le monde, et ainsi de n'avoir présenté comme acceptable que la seule activité des situationnistes. C'est inexact. Nous avons approuvé le mouvement des masses, dans toute sa profondeur, et les initiatives remarquables de dizaines de milliers d'individus. Nous avons approuvé la conduite de quelques groupes révolutionnaires que nous avons pu connaître, à Nantes et à Lyon ; ainsi que les actes de tous ceux qui ont été en contact avec le C.M.D.O. Les documents cités par Viénet

montrent à l'évidence qu'en outre nous approuvons *partiellement* nombre de déclarations émanant de Comités d'action. Il est certain que beaucoup de groupes ou comités qui sont restés inconnus de nous pendant la crise auraient eu notre approbation si nous avions eu l'occasion d'en être informés – et il est encore plus patent que, les ignorant, nous n'avons pu d'aucune manière les critiquer. Ceci dit, quand il s'agit des petits partis gauchistes et du « 22 mars », de Barjonet ou de Lapassade, il serait tout de même surprenant que l'on attendît de nous quelque approbation polie, quand on connaît nos positions préalables, et quand on peut constater quelle a été dans cette période l'activité des gens en question.

Pas davantage nous n'avons prétendu que certaines formes d'action qu'a revêtu le mouvement des occupations – à l'exception peut-être de l'emploi des bandes dessinées critiques – aient eu une origine directement situationniste. Nous voyons, au contraire, l'origine de toutes dans *des luttes ouvrières* « sauvages » ; et depuis plusieurs années certains numéros de notre revue les avaient citées à mesure, en spécifiant bien d'où elles venaient. Ce sont les ouvriers qui, les premiers, ont attaqué le siège d'un journal pour protester contre la falsification des informations les concernant (à Liège en 1961) ; qui ont brûlé les voitures (à Merlebach en 1962) ; qui ont commencé à écrire sur les murs les formules de la nouvelle révolution (« Ici finit la liberté », sur un mur de l'usine Rhodiaceta en 1967). En revanche, on peut signaler, évident prélude à l'activité des Enragés à Nanterre, qu'à Strasbourg, le 26 octobre 1966, pour la première fois un professeur d'Université fut pris à partie et chassé de sa chaire : c'est le sort que les situationnistes firent subir au cybernéticien Abraham Moles lors de son cours inaugural.

Tous nos textes publiés pendant le mouvement des occupations montrent que les situationnistes n'ont jamais répandu d'illusions, à ce moment, sur les chances d'un succès complet du mouvement.

Nous savions que ce mouvement révolutionnaire, objectivement possible et nécessaire, était parti subjectivement de très bas : spontané et

émietté, ignorant son propre passé et la totalité de ses buts, il revenait d'un demi-siècle d'écrasement, et trouvait devant lui tous ses vainqueurs encore bien en place, bureaucrates et bourgeois. Une victoire durable de la révolution n'était à nos yeux qu'une très faible possibilité, entre le 17 et le 30 mai. Mais, du moment que cette chance existait, nous l'avons montrée comme le *maximum* en jeu à partir d'un certain point atteint par la crise, et qui valait certainement d'être risqué. Déjà, à nos yeux, le mouvement était alors, quoi qu'il pût advenir, une grande victoire historique, et nous pensions que *la moitié seulement* de ce qui s'était déjà produit eût été un résultat très significatif.

Personne ne peut nier que l'I.S., opposée également en ceci à tous les groupuscules, s'est refusée à toute propagande en sa faveur. Ni le C.M.D.O. n'a arboré le « drapeau situationniste », ni aucun de nos textes de cette époque n'a parlé de l'I.S., excepté pour répondre à l'impudente invite de front commun lancée par Barjonet au lendemain du meeting de Charléty. Et parmi les multiples sigles publicitaires des groupes à vocation dirigeante, on n'a pas pu voir une seule inscription évoquant l'I.S. tracée sur les murs de Paris ; dont cependant nos partisans étaient sans doute les principaux maîtres.

Il nous semble, et nous présentons cette conclusion d'abord aux camarades d'autres pays qui connaîtront une crise de cette nature, que ces exemples montrent ce que peuvent faire, dans le premier stade de réapparition du mouvement révolutionnaire prolétarien, quelques individus, cohérents pour l'essentiel. En mai, il n'y avait à Paris qu'une dizaine de situationnistes et d'Enragés, et aucun en province. Mais l'heureuse conjonction de l'improvisation révolutionnaire spontanée et d'une sorte d'aura de sympathie qui existait autour de l'I.S. permirent de coordonner une action assez vaste, non seulement à Paris, mais dans plusieurs grandes villes, comme s'il s'était agi d'une organisation préexistante à l'échelle nationale. Plus largement même que cette organisation spontanée, une sorte de vague et mystérieuse menace situationniste fut ressentie et dénoncée en beaucoup d'endroits : en étaient les porteurs quelques centaines, voire quelques milliers,

d'individus que les bureaucrates et les modérés qualifiaient de situationnistes ou, plus souvent, selon l'abréviation populaire qui apparut à cette époque, de *situs*. Nous nous considérons comme honorés par le fait que ce terme de « situ », qui paraît avoir trouvé son origine péjorative dans le langage de certains milieux étudiants de province, non seulement a servi à désigner les plus extrémistes participants du mouvement des occupations, mais encore comportait certaines connotations évoquant le vandale, le voleur, le voyou.

Nous ne pensons pas avoir évité de commettre des fautes. C'est encore pour l'instruction de camarades qui peuvent se trouver ultérieurement dans des circonstances similaires, que nous les énumérons ici.

Dans la rue Gay-Lussac, où nous nous retrouvions par petits groupes rassemblés spontanément, chacun de ces groupes rencontra plusieurs dizaines de personnes connues, ou qui seulement nous connaissaient de vue et venaient nous parler. Puis chacun, dans l'admirable désordre que présentait ce « quartier libéré », même longtemps avant l'inévitable attaque des policiers, s'éloignait vers telle « frontière » ou tel préparatif de défense. De sorte que, non seulement tous ceux-là restèrent plus ou moins isolés, mais nos groupes mêmes, le plus souvent, ne purent se joindre.

Ce fut une lourde erreur de notre part de n'avoir pas tout de suite demandé à tous de rester groupés. En moins d'une heure, un groupe agissant ainsi eût inévitablement fait boule de neige, en rassemblant tout ce que nous pouvions connaître parmi ces barricadiers – où chacun de nous retrouvait plus d'amis qu'on en rencontre au hasard en une année dans Paris. On pouvait ainsi former une bande de deux à trois cents personnes, se connaissant et agissant ensemble, ce qui justement a le plus manqué dans cette lutte dispersée. Sans doute, le rapport numérique avec les forces qui cernaient le quartier, environ trois fois plus nombreuses que les émeutiers, sans parler même de la supériorité de leur armement, condamnait de toute façon cette lutte à l'échec. Mais un tel groupe pouvait permettre une certaine liberté de manœuvre, soit par

quelque contre-charge sur un point du périmètre attaqué, soit en poussant les barricades à l'est de la rue Mouffetard, zone assez mal tenue par la police jusqu'à une heure très tardive, pour ouvrir une voie de retraite à tous ceux qui furent pris dans le filet (quelques centaines n'échappant que par chance, grâce au précaire refuge de l'École Normale Supérieure).



BARRICADE SPARTAKISTE

« Noske tire avec l'artillerie – Spartakus n'a que l'infanterie – Les grenades frappent dans nos rangs – Les chiens de Noske donnent l'assaut à Büxenstein. »

Chanson des ouvriers, soldats et matelots de Berlin, 1919
citée in Georges Glaser, Secret et Violence.

« Rue Gay-Lussac, les rebelles – n'ont que les voitures à brûler... Ils nous lancent comme grêle – grenades et gaz chlorés – Nous ne trouvons que des pelles – et couteaux pour nous armer. »

Chanson du C.M.D.O.

Au Comité d'occupation de la Sorbonne, nous avons fait, vu les conditions et la précipitation du moment, à peu près tout ce que nous pouvions faire. On ne peut nous reprocher de n'avoir pas fait davantage pour modifier l'architecture de ce triste édifice, dont nous n'eûmes même pas le temps de faire le tour. Il est vrai qu'une chapelle y subsistait,

fermée, mais nous avons appelé par affiche les occupants – et Riesel également dans son intervention à l’assemblée générale du 14 mai – à la détruire au plus vite. D’autre part, « Radio-Sorbonne » n’existe nullement en tant qu’appareil *émetteur*, et on ne doit donc pas nous blâmer de ne pas l’avoir employé. Il va de soi que nous n’avons pas envisagé ni préparé l’incendie du bâtiment, le 17 mai, comme le bruit en a couru alors à la suite de quelques calomnies obscures des groupuscules : cette date suffit à montrer combien le projet eût été impolitique. Nous ne nous sommes pas davantage dispersés sur les détails, quelque utilité qu’on puisse leur reconnaître. Ainsi, c’est pure fantaisie quand Jean Maitron avance que « le restaurant et la cuisine de la Sorbonne... sont restés jusqu’en juin contrôlés par les “situationnistes”. Très peu d’étudiants parmi eux. Beaucoup de jeunes sans travail. » (*La Sorbonne par elle-même*, p. 114, Éditions Ouvrières, 1968). Nous devons toutefois nous reprocher cette erreur : les camarades chargés d’envoyer au tirage les tracts et déclarations émanant du Comité d’occupation, à partir de 17 heures le 16 mai, remplacèrent la signature « Comité d’occupation de la Sorbonne » par « Comité d’occupation de l’Université autonome et populaire de la Sorbonne », et personne ne s’en avisa. Il est sûr que c’était une régression d’une certaine portée, car la Sorbonne n’avait d’intérêt à nos yeux qu’en tant que *bâtiment saisi par le mouvement révolutionnaire*, et cette signature donnait à croire que nous pouvions reconnaître le lieu comme prétendant encore être une *Université*, fut-elle « autonome et populaire » ; chose que nous méprisons en tout cas, et qu’il était d’autant plus fâcheux de paraître accepter en un tel moment. Une faute d’inattention, moins importante, fut commise le 17 mai quand un tract, émanant d’ouvriers de la base venus de Renault, fut diffusé sous la signature « Comité d’occupation ». Le Comité d’occupation avait certes très bien fait de fournir des moyens d’expression, sans aucune censure, à ces travailleurs, mais il fallait préciser que ce texte était rédigé par eux, et se trouvait seulement *édité* par le Comité d’occupation ; et ceci d’autant plus que ces ouvriers, appelant à continuer les « marches sur

Renault », admettaient encore à cette heure l'argument mystifiant des syndicats sur la nécessité de garder fermées les portes de l'usine, pour qu'une attaque de la police ne pût pas prendre prétexte et avantage de leur ouverture.

Le C.M.D.O. oublia de faire porter sur chacune de ses publications la mention « imprimé par des ouvriers en grève », qui certainement eût été exemplaire, en parfait accord avec les théories qu'elles évoquaient, et qui eût donné une excellente réplique à l'habituelle marque syndicale des imprimeries de presse. Erreur plus grave : tandis qu'un usage excellent était fait du téléphone, nous avons complètement négligé la possibilité de nous servir des *téléscripteurs* qui permettaient de toucher quantité d'usines et de bâtiments occupés en France, et d'envoyer des informations dans toute l'Europe. Singulièrement, nous avons négligé le circuit utilisable des observatoires astronomiques, qui nous était accessible au moins à partir de l'Observatoire occupé de Meudon.

Mais ceci dit, et s'il s'agit de formuler un jugement sur l'essentiel, toutes ces entreprises de l'I.S. rassemblées et considérées, nous ne voyons point en quoi elle mériterait d'être blâmée.

Citons maintenant les principaux *résultats* du mouvement des occupations, jusqu'ici. En France, ce mouvement a été vaincu, mais d'aucune manière écrasé. C'est sans doute le point le plus notable, et qui présente le plus grand intérêt dans la pratique. Il semble que jamais une crise sociale d'une telle gravité n'avait fini sans qu'une répression ne vienne affaiblir, plus ou moins durablement, le courant révolutionnaire ; comme une sorte de contrepartie dont il doit s'attendre à payer l'expérience historique qui, chaque fois, a été portée à l'existence. On sait qu'aucune répression proprement politique n'a été maintenue, quoique naturellement, en plus des nombreux étrangers expulsés administrativement, plusieurs centaines d'émeutiers se soient trouvés condamnés, dans les mois suivants, pour des délits dits « de droit commun » (si plus d'un tiers de l'effectif du Conseil pour le maintien des occupations avait été arrêté dans les divers affrontements, aucun de ses

membres ne tomba dans cette rubrique, le mouvement de retraite du C.M.D.O., à la fin de juin, ayant été fort bien conduit). Tous les responsables politiques qui n'avaient pas su échapper à l'arrestation à la fin de la crise ont été libérés après quelques semaines de détention, et aucun n'a été traduit devant un tribunal. Le gouvernement a dû se résoudre à ce nouveau recul rien que pour obtenir une apparence de rentrée universitaire calme, et une *apparence d'examens* à l'automne de 1968 ; la seule pression du Comité d'action des étudiants en médecine obtint cette importante concession dès la fin du mois d'août.

L'ampleur de la crise révolutionnaire a gravement déséquilibré « ce qui a été attaqué de front... l'économie capitaliste *fonctionnant bien* » (Viénet), non certes du fait de l'augmentation, tout à fait supportable, consentie sur les salaires, ni même du fait de l'arrêt total de la production pendant quelques semaines ; mais surtout parce que la bourgeoisie française a *perdu sa confiance dans la stabilité du pays* : ce qui – rejoignant les autres aspects de l'actuelle crise monétaire des échanges internationaux – a entraîné l'évasion massive des capitaux et la crise du Franc apparue dès novembre (les réserves en devises du pays sont tombées de 30 milliards de Francs en mai 1968 à 18 milliards un an après). Après la dévaluation *retardée* du 8 août 1969, *Le Monde* du lendemain commençait à s'apercevoir que « le franc, comme le général, était "mort" en mai ».

Le régime « gaulliste » n'était qu'un bien mince détail dans cette mise en question générale du capitalisme moderne. Pourtant le pouvoir de de Gaulle a reçu, lui aussi, le coup mortel en mai. Malgré son rétablissement de juin – objectivement facile, comme nous l'avons dit, puisque la véritable lutte avait été perdue ailleurs –, de Gaulle ne pouvait effacer, comme responsable de l'État qui avait *survécu* au mouvement des occupations, la tare d'avoir été responsable de l'État qui *avait subi* le scandale de son existence. De Gaulle, qui ne faisait que couvrir, dans son style personnel, tout ce qui arrivait – et ce cours des choses n'était rien d'autre que la modernisation normale de la société capitaliste – avait prétendu régner par le prestige. Son prestige a subi en mai une

humiliation définitive, subjectivement ressentie par lui-même aussi bien qu'objectivement constatée par la classe dominante et les électeurs qui la plébiscitent indéfiniment. La bourgeoisie française recherche une forme de pouvoir politique plus rationnelle, moins capricieuse et moins rêveuse ; plus intelligente pour la défendre des nouvelles menaces dont elle a constaté avec stupeur le surgissement. De Gaulle voulait effacer le mauvais rêve persistant, « les derniers fantômes de mai », en gagnant, le 27 avril, ce référendum annoncé le 24 mai, et que l'émeute avait annulé dans la même nuit. Le « pouvoir stable » qui a trébuché alors sentait bien qu'il n'avait plus retrouvé son équilibre, et il tenait imprudemment à être vite rassuré par un rite de réadhésion factice. Les slogans des manifestants du 13 mai 1968 ont été justifiés : de Gaulle n'a pas atteint son onzième anniversaire ; non certes du fait de l'opposition bureaucratique ou pseudo-réformiste, mais parce que, le lendemain, on vit que la rue Gay-Lussac débouchait directement sur toutes les usines de France.

Un désordre généralisé, qui met en cause à leur racine toutes les institutions, s'est installé dans la plupart des facultés, et surtout dans les lycées. Si, se limitant au plus urgent, l'État a sauvé à peu près le niveau de l'enseignement dans les disciplines scientifiques et les grandes écoles, ailleurs l'année universitaire 1968-69 a été bel et bien perdue, et les diplômes sont effectivement dévalués, alors même qu'ils sont encore loin d'être méprisés par la masse des étudiants. Une telle situation est, à la longue, incompatible avec le fonctionnement normal d'un pays industriel avancé, et amorce une chute dans le sous-développement, en créant un « goulot d'étranglement » qualitatif dans l'enseignement secondaire. Même si le courant extrémiste n'a gardé en réalité qu'une base étroite dans le milieu étudiant, il semble qu'il ait la force suffisante pour maintenir un processus de dégradation continue : à la fin de janvier, l'occupation et la mise à sac du rectorat à la Sorbonne, et nombre d'incidents assez graves depuis, ont montré que le simple maintien d'un pseudo enseignement constitue un sujet d'inquiétude considérable pour les forces du maintien de l'ordre.



OCCUPATION DU RECTORAT À LA SORBONNE

« O prodige ! Combien de belles créatures vois-je ici assemblées ! Que l'humanité est admirable ! O splendide nouveau monde qui compte de pareils habitants ! »

Shakespeare, La Tempête.

L'agitation sporadique des usines, qui ont appris la grève sauvage et où se sont implantés des groupes radicaux plus ou moins consciemment ennemis des syndicats, entraîne, malgré les efforts des bureaucrates, nombre de grèves partielles qui paralysent aisément des entreprises de plus en plus concentrées, pour lesquelles s'accroît toujours l'interdépendance des différentes opérations. Ces secousses ne laissent oublier à personne que le sol n'est pas redevenu solide dans les entreprises, et que les formes *modernes* d'exploitation ont révélé en mai à la fois l'ensemble de leurs moyens associés, et leur nouvelle fragilité.

Après l'érosion du vieux stalinisme orthodoxe (lisible même dans les pertes de la C.G.T. aux récentes élections professionnelles), c'est le tour des petits partis gauchistes de s'user en manœuvres malheureuses : presque tous auraient bien voulu recommencer *mécaniquement* le processus de mai, pour y recommencer leurs erreurs. Ils ont noyauté facilement ce qui restait de Comités d'action, et les Comités d'action n'ont pas manqué de disparaître. Les petits partis gauchistes eux-mêmes éclatent en de nombreuses nuances hostiles, chacun tenant ferme sur une sottise qui exclut glorieusement toutes celles de leurs rivaux.



PEINTURE MODIFIÉE EN JANVIER 1969

« Comment allons-nous mettre en faillite la culture dominante ? De deux façons, graduellement d'abord et puis brusquement. »

Internationale Situationniste 8 (janvier 1963).

« De nombreux passants, parmi lesquels des ouvrières d'un chantier voisin, s'appliquent à copier des citations affichées sur les murs de la faculté, située sur les bords de la Vltava (...) " Quelle époque terrible que celle où des idiots dirigent des aveugles " (Shakespeare) ».

Le Monde (20-11-68).

« Ces inscriptions, vous les avez tous lues : nées au début de janvier 1969, elles ont disparu après le premier tour des élections présidentielles. Leur existence a été éphémère, mais elles ont suscité tant de commentaires que les responsables de la publicité dans le métro, pour éviter toute " nouvelle vague ", viennent d'apposer dans chaque station une affiche où l'on rappelle aux auteurs de graffiti " qu'ils encourrent une amende de 400 à 1000 francs, assortie d'une peine de deux jours à un mois "... Un spécialiste de la publicité résumait l'action des auteurs de graffiti par la formule : " Ils ont combattu la publicité sur son propre terrain avec ses propres armes "... Responsables : un petit groupe d'étudiants révolutionnaires. Mi-lettristes, mi-situationnistes... ».

France-Soir (6-8-69).

Sans doute, les éléments radicaux, devenus nombreux depuis mai, sont encore dispersés – et d’abord dans les usines. La cohérence qu’il leur faut acquérir est encore, faute d’avoir su organiser une véritable pratique autonome, altérée par des illusions anciennes, ou du verbiage, ou même parfois par une malsaine admiration unilatérale « pro-situationniste ». Leur seule voie est pourtant tracée, qui sera évidemment difficile et longue : la formation d’organisations *conseillistes* de travailleurs révolutionnaires, se fédérant sur la seule base de la démocratie totale et de la critique totale. Leur première tâche théorique sera de combattre, et de démentir en pratique, la dernière forme d’idéologie que le vieux monde leur opposera : *l’idéologie conseilliste*, telle qu’une première forme grossière était exprimée, à la fin de la crise, par un groupe « Révolution Internationale », implanté à Toulouse, qui proposait tout simplement – on ne sait d’ailleurs à qui – *d’élire* des Conseils Ouvriers au-dessus des assemblées générales, qui ainsi n’auraient plus qu’à ratifier les actes de cette sage néo-direction révolutionnaire. Ce monstre léninisto-yougoslave, repris depuis par l’« Organisation trotskiste » de Lambert, est presque aussi étrange à présent que l’emploi du terme de « démocratie directe » par les gaullistes quand ils étaient entichés de « dialogue » référendaire. La prochaine révolution ne reconnaîtra comme Conseils que les assemblées générales souveraines de la base, dans les entreprises et les quartiers ; et leurs délégués toujours révocables dépendant d’elles seules. Une organisation conseilliste ne défendra jamais d’autre but : il lui faut traduire en actes une dialectique qui dépasse les termes figés et unilatéraux du spontanéisme et de l’organisation ouvertement ou sournoisement bureaucratisée. Elle doit être une organisation qui marche *révolutionnairement* vers la révolution des Conseils ; une organisation qui ne se disperse pas après le moment de la lutte déclarée, et qui ne s’institutionnalise pas.

Cette perspective n’est pas limitée à la France, mais internationale. C’est le sens total du mouvement des occupations qu’il faudra comprendre partout, comme déjà son exemple en 1968 a déclenché, ou porté à un degré supérieur, des troubles graves à travers l’Europe, en Amérique et

au Japon. Des suites immédiates de mai, les plus remarquables furent la sanglante révolte des étudiants mexicains, qui put être brisée dans un relatif isolement, et le mouvement des étudiants yougoslaves contre la bureaucratie et pour l'autogestion prolétarienne, qui entraîna partiellement les ouvriers et mit le régime de Tito en grand péril : mais là, plus que les concessions proclamées par la classe dominante, l'intervention russe en Tchécoslovaquie vint puissamment au secours du régime ; elle lui permit de rassembler le pays en faisant redouter l'éventualité d'une invasion par une bureaucratie étrangère. La main de la nouvelle Internationale commence à être dénoncée par les polices de différents pays, qui croient découvrir les directives de révolutionnaires français à Mexico pendant l'été de 1968 comme à Prague dans la manifestation antirusse du 28 mars 1969 ; et le gouvernement franquiste au début de cette année, a explicitement justifié son recours à l'état d'exception par un risque d'évolution de l'agitation universitaire vers une crise générale du type français. Il y a longtemps que l'Angleterre connaissait des grèves sauvages, et un des buts principaux du gouvernement travailliste était évidemment d'arriver à les interdire ; mais il est hors de doute que c'est la première expérience d'une grève générale sauvage qui a mené Wilson à déployer tant de hâte et d'acharnement pour arracher cette année une législation répressive contre ce type de grève. Cet arriviste n'a pas hésité à risquer sur le « projet Castle » sa carrière, et l'unité même de la bureaucratie politico-syndicale travailliste, car si les syndicats sont les ennemis directs de la grève sauvage, ils ont peur de perdre eux-mêmes toute importance en perdant tout contrôle sur les travailleurs, dès que serait abandonné à l'État le droit d'intervenir, sans passer par leur médiation, contre les formes réelles de la lutte de classes. Et, le 1^{er} mai, la grève anti-syndicale de 100 000 dockers, typographes et métallurgistes contre la loi dont on les menaçait a montré, pour la première fois depuis 1926, une grève politique en Angleterre : comme il est juste, c'est contre un gouvernement travailliste que cette forme de lutte a pu paraître.

Wilson a du se déconsidérer en renonçant à son projet le plus cher, et en repassant à la police syndicale le soin de réprimer elle-même les 95 %

des arrêts du travail constitués désormais en Angleterre par les grèves sauvages. En août, la grève sauvage gagnée après huit semaines par les fondeurs des aciéries de Port-Talbot « a prouvé que la direction du T.U.C. n'est pas armée pour ce rôle » (*Le Monde*, 30-8-69).



INSCRIPTION SUR LES FRESQUES DE L'UNIVERSITÉ DE GÈNES (1969)

Nous reconnaissons bien le ton nouveau sur lequel désormais, à travers le monde, une critique radicale prononce sa déclaration de guerre à la vieille société, depuis le groupe extrémiste mexicain Caos, qui appelait pendant l'été de 1968 au sabotage des Jeux Olympiques et de « la société de consommation spectaculaire », jusqu'aux inscriptions des murs d'Angleterre et d'Italie ; depuis le cri d'une manifestation à Wall Street, rapporté par l'A.F.P. du 12 avril – « Stop the Show » –, dans cette société américaine dont nous signalions en 1965 « le déclin et la chute » et que ses responsables eux-mêmes avouent maintenant être « une société malade », jusqu'aux publications et aux actes des *Acratas* de Madrid.

En Italie, l'I.S. a pu apporter une certaine aide au courant révolutionnaire, dès la fin de 1967, moment où l'occupation de l'Université de Turin donna le départ à un vaste mouvement ; tant par quelques éditions, mauvaises mais vite épuisées, de textes de base (chez Feltrinelli et De Donato), que du fait de l'action radicale de quelques individus, quoique l'actuelle section italienne de l'I.S. n'ait été formellement constituée qu'en janvier 1969. La

lente évolution depuis vingt-deux mois, de la crise italienne – ce qui a été appelé « le mai rampant » – s'était d'abord enlisée en 1968 dans la constitution d'un « Mouvement étudiant » beaucoup plus arriéré encore qu'en France, et isolé – à l'exemplaire exception près de l'occupation de l'hôtel de ville d'Orgosolo, en Sardaigne, par les étudiants, les bergers et les ouvriers unis. Mais les luttes ouvrières commençaient elles-mêmes lentement, et s'aggravaient en 1969, malgré les efforts du parti stalinien et des syndicats qui s'épuisent à fragmenter la menace en concédant des grèves d'une journée à l'échelle nationale par catégories, ou des grèves générales d'une journée par province. Au début d'avril, l'insurrection de Battipaglia, suivie de la mutinerie des prisons de Turin, Milan et Gênes, ont porté la crise à un niveau supérieur, et réduit encore la marge de manœuvre des bureaucrates. À Battipaglia, les travailleurs, après que la police ait tiré, sont restés maîtres de la ville pendant plus de vingt-quatre heures, s'emparant des armes, assiégeant les policiers réfugiés dans leurs casernes et les sommant de se rendre, barrant les routes et les voies ferrées. Alors que l'arrivée massive des renforts de carabinieri avait repris le contrôle de la ville et des voies de communication, une ébauche de Conseil existait encore à Battipaglia, prétendant remplacer la municipalité et exercer le pouvoir direct des habitants sur leurs propres affaires. Si les manifestations de soutien dans toute l'Italie, encadrées par les bureaucrates, restèrent platoniques, du moins les éléments révolutionnaires de Milan réussirent-ils à s'attaquer violemment à ces bureaucrates, et à ravager le centre de la ville, se heurtant fortement à la police. En cette occasion, les situationnistes italiens ont repris les méthodes françaises de la plus adéquate manière.

Dans les mois suivants, les mouvements « sauvages » chez Fiat et parmi les ouvriers du nord, plus que la décomposition achevée du gouvernement, ont montré à quel point l'Italie est proche d'une crise révolutionnaire *moderne*. Le tour pris en août par les grèves sauvages de la Pirelli de Milan et de Fiat à Turin signale l'imminence d'un affrontement total.

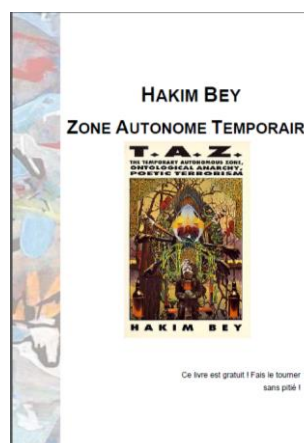
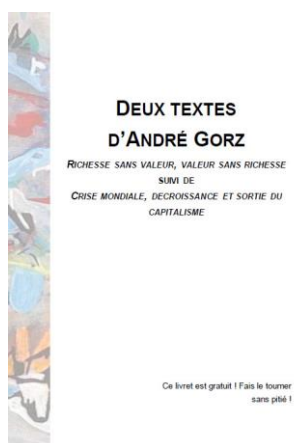
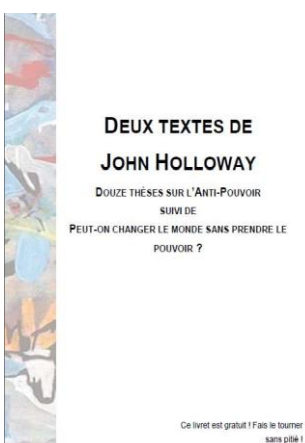
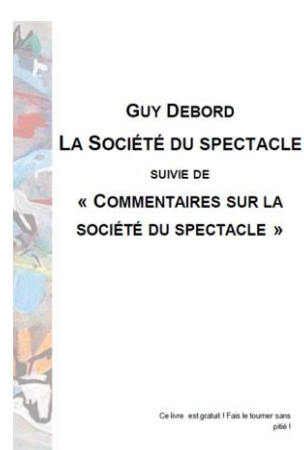
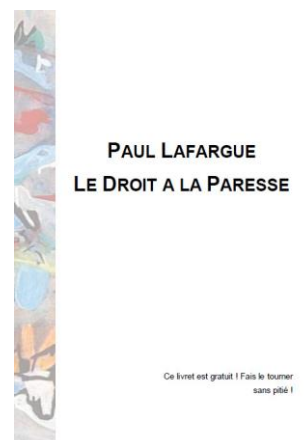
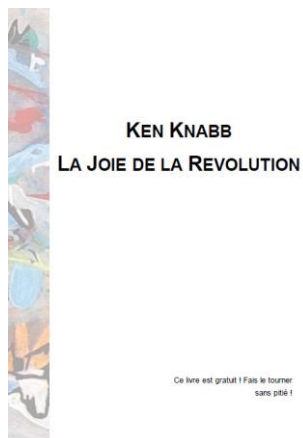
On comprendra aisément la principale raison qui nous a fait ici traiter ensemble la question du sens général des nouveaux mouvements révolutionnaires et celle de leurs rapports avec les thèses de l'I.S. Naguère, ceux qui voulaient bien reconnaître de l'intérêt à quelques points de notre théorie regrettaient que nous en suspendions nous-mêmes toute la vérité à un retour de la révolution sociale, et jugeaient cette dernière « hypothèse » incroyable.



LA ZENGAKUREN EN 1968

En revanche, divers activistes tournant à vide, mais tirant vanité de rester allergiques à toute théorie actuelle, posaient, à propos de l'I.S., la stupide question : « quelle est son action pratique ? » Faute de comprendre, si peu que ce soit, le processus dialectique d'une rencontre entre le mouvement réel et « sa propre théorie inconnue », tous voulaient négliger ce qu'ils croyaient être *une critique désarmée*. Maintenant, elle s'arme. Le « lever du soleil qui, dans un éclair, dessine en une fois la forme du nouveau monde », on l'a vu dans ce mois de mai de France, avec les drapeaux rouges et les drapeaux noirs mêlés de la démocratie ouvrière. La suite viendra partout. Et si nous, dans une certaine mesure, sur le retour de ce mouvement, nous avons écrit notre nom, ce n'est pas pour en conserver quelque moment ou en tirer quelque autorité. Nous sommes désormais sûrs d'un aboutissement satisfaisant de nos activités : l'I.S. sera dépassée.

D'autres livres ou livrets à télécharger :



Les autres livres et livrets de l'infokiosque sont présentés dans ce catalogue téléchargeable à cette adresse : <http://www.fichier-pdf.fr/2014/11/03/catalogue23/catalogue23.pdf>